



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 2419

2007

I. Nos. 43644-43649

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

UNITED NATIONS • NATIONS UNIES



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 2419

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

Copyright © United Nations 2010
All rights reserved
Manufactured in the United Nations

Copyright © Nations Unies 2010
Tous droits réservés
Imprimé aux Nations Unies

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered in March 2007
Nos. 43644 to 43649*

No. 43644. France and Mozambique:

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Mozambique on the reciprocal promotion and protection of investments (with protocol). Maputo, 15 November 2002..... 3

No. 43645. France and Chile:

Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chili for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Paris, 7 June 2004 31

No. 43646. Cyprus and Saudi Arabia:

Air Services Agreement between the Government of the Republic of Cyprus and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia (with annex). Jeddah, 22 April 2002..... 129

No. 43647. International Atomic Energy Agency and Oman:

Agreement between the Sultanate of Oman and the International Atomic Energy Agency for the application of safeguards in connection with the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (with protocol). Vienna, 28 June 2001 187

No. 43648. Netherlands and Special Court for Sierra Leone:

Headquarters Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Special Court for Sierra Leone (with annex). The Hague, 19 June 2006 and Freetown, 19 June 2006..... 189

No. 43649. Multilateral:

International Convention against doping in sport (with annexes and appendices). Paris, 19 October 2005 201

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés en mars 2007
N^{os} 43644 à 43649*

N^o 43644. France et Mozambique :

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (avec protocole). Maputo, 15 novembre 2002 3

N^o 43645. France et Chili :

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Paris, 7 juin 2004 31

N^o 43646. Chypre et Arabie saoudite :

Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République de Chypre et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite (avec annexe). Djeddah, 22 avril 2002 129

N^o 43647. Agence internationale de l'énergie atomique et Oman :

Accord entre le Sultanat d'Oman et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (avec protocole). Vienne, 28 juin 2001 187

N^o 43648. Pays-Bas et Tribunal spécial pour la Sierra Leone :

Accord de siège entre le Royaume des Pays-Bas et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (avec annexe). La Haye, 19 juin 2006 et Freetown, 19 juin 2006 189

N^o 43649. Multilatéral :

Convention internationale contre le dopage dans le sport (avec annexes et appendices). Paris, 19 octobre 2005 201

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations, every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p. VIII; http://treaties.un.org/doc/source/publications/practice/registration_and_publication.pdf).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that, so far as that party is concerned, the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its acceptance for registration of an instrument does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status, and does not confer upon a party a status which it would not otherwise have.

*
* *

Disclaimer: All authentic texts in the present Series are published as submitted for registration by a party to the instrument. Unless otherwise indicated, the translations of these texts have been made by the Secretariat of the United Nations, for information.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe de l'Organisation des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX; http://treaties.un.org/doc/source/publications/practice/registration_and_publication-fr.pdf).

Les termes « traité » et « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir qu'en ce qui concerne cet État partie, l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que son acceptation pour enregistrement d'un instrument ne confère pas audit instrument la qualité de traité ou d'accord international si ce dernier ne l'a pas déjà, et qu'il ne confère pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*
* *

Déni de responsabilité : Tous les textes authentiques du présent Recueil sont publiés tels qu'ils ont été soumis pour enregistrement par l'une des parties à l'instrument. Sauf indication contraire, les traductions de ces textes ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, à titre d'information.

I

Treaties and international agreements

registered in

March 2007

Nos. 43644 to 43649

Traités et accords internationaux

enregistrés en

mars 2007

N^{os} 43644 à 43649

No. 43644

**France
and
Mozambique**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Mozambique on the reciprocal promotion and protection of investments (with protocol). Maputo, 15 November 2002

Entry into force: *6 July 2006 by notification, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 7 March 2007*

**France
et
Mozambique**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (avec protocole). Maputo, 15 novembre 2002

Entrée en vigueur : *6 juillet 2006 par notification, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 7 mars 2007*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE

SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES

DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique, ci-après dénommés « les Parties contractantes »,

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux États et de créer des conditions favorables aux investissements français au Mozambique et mozambicains en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}

Définitions

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toute nature et, plus particulièrement, mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, y compris minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations légitimes ayant valeur économique ;

d) les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Pour les investissements réalisés sur le territoire ou dans la zone maritime de la France, il est entendu que lesdits investissements doivent être ou avoir été réalisés avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord, conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime où l'investissement est effectué.

Pour les investissements réalisés sur le territoire ou dans la zone maritime du Mozambique, il est entendu que lesdits investissements doivent être ou avoir été réalisés, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord, conformément aux lois sur les investissements n° 4/84 du 18 août 1984 et n° 3/93 du 24 juin 1993, ou à toute loi qui viendrait à les remplacer, les compléter ou les modifier.

Nulle modification de la forme d'investissement des avoirs n'affectera leur qualification d'investissement, à condition que la modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime où l'investissement est effectué.

2. Le terme « nationaux » désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une ou l'autre des Parties contractantes.

3. Le terme « société » désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme « revenus » désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances et intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus du réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique à tout le territoire de chacune des Parties contractantes, ainsi qu'à la zone économique et au plateau continental pour ce qui est des activités sur lesquelles chacune des Parties contractantes exerce des droits souverains en vertu de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982.

6. Nulle disposition du présent accord n'est interprétée comme interdisant à l'une des Parties contractantes de prendre une mesure quelconque pour réguler l'investissement des sociétés étrangères et les conditions d'activité de ces sociétés dans le cadre de politiques conçues pour préserver et promouvoir la diversité culturelle et linguistique.

7. Aux fins du présent accord, il est entendu que les Parties contractantes sont responsables des actes ou omissions commis par leurs collectivités territoriales, y compris, mais non exclusivement les régions, les collectivités locales ou toutes autres entités sur lesquelles elles exercent le contrôle, la représentation ou la responsabilité des affaires internationales et de la souveraineté conformément à leur législation interne.

ARTICLE 2

Encouragement et admission des investissements

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, sur son territoire et dans sa zone maritime, conformément à sa législation et aux dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 3

Traitement juste et équitable

Chacune des Parties contractantes applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux et aux sociétés un traitement juste et équitable, conformément aux principes du droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante et fait en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

ARTICLE 4

Traitement national et traitement de la Nation la plus favorisée

Chacune des Parties contractantes applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux et aux sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liés à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes bénéficient des facilités matérielles appropriées à l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges que l'une des Parties contractantes accorde aux nationaux ou sociétés d'un État tiers en vertu de sa participation ou

de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

ARTICLE 5

Expropriation et indemnité

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes bénéficient d'une protection et d'une sécurité pleines et entières sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

2. Aucune des Parties contractantes ne prend de mesures d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux ou sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises donnent lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant est égal à la valeur réelle des investissements concernés et évalué par rapport à une situation économique normale prévalant antérieurement aux mesures prises ou devenues de notoriété publique.

Ladite indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt du marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements ont subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficient, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 6

Libre transfert

Chacune des Parties contractantes, sur le territoire ou dans la zone maritime où des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, garantit à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettre d) de l'Article 1^{er} et, si elles sont autorisées par la législation nationale, des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettre e) de l'Article 1^{er} ;
- c) des remboursements d'emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de pertes prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'Article 5.

Les nationaux de l'une ou l'autre Partie contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change officiel applicable à la date du transfert.

Si, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux en provenance ou à destination de pays tiers provoquent ou menacent de provoquer un grave déséquilibre de sa balance des paiements, chacune des Parties contractantes peut appliquer temporairement des mesures de sauvegarde aux transferts, sous réserve que ces mesures soient strictement nécessaires, soient imposées de manière équitable, non discriminatoire et de bonne foi, et n'excèdent en aucun cas une durée de six mois.

ARTICLE 7

Garantie et subrogation

1. Si l'une des Parties contractantes a mis en place un système de garantie pour les investissements effectués à l'étranger, cette garantie peut être accordée, après un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

2. Les nationaux et sociétés de l'une ou l'autre Partie contractante ne peut obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus pour les investissements effectués sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante que si ces investissements ont préalablement obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

3. Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, effectue des versements à ses nationaux ou sociétés, elle est de ce fait subrogée dans les droits et actions dudit national ou de ladite société.

4. Lesdits versements n'affectent pas le droit du bénéficiaire de la garantie de recourir au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements ou de poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

ARTICLE 8

Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si ce différend n'a pas été réglé dans un délai de six mois à compter de la date où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie, à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et nationaux d'autres États, signée à Washington le 18 mars 1965.

Si le différend est susceptible d'impliquer la responsabilité au titre d'actes ou d'omissions commis par des collectivités territoriales des Parties contractantes, telles que définies au paragraphe 7 de l'Article 1^{er} du présent accord, lesdites collectivités territoriales

doivent donner leur consentement inconditionnel au recours à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), tel que défini à l'article 25 de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et nationaux d'autres États, signée à Washington le 18 mars 1965.

ARTICLE 9

Engagement particulier

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes dudit engagement si celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles prévues par le présent accord.

ARTICLE 10

Règlement des différends entre Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si le différend n'est pas réglé dans un délai de six mois à compter de la date où il a été soulevé par l'une ou l'autre Partie contractante, il peut être soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal est constitué pour chaque cas spécifique de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent, d'un commun accord, un national d'un État tiers qui est nommé président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les arbitres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a notifié à l'autre Partie contractante son intention de soumettre le différend à l'arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies à procéder aux désignations nécessaires des arbitres du tribunal d'arbitrage ad hoc. Si le Secrétaire général est un national de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien par rapport au Secrétaire général et ne possédant pas la nationalité de l'une ou l'autre Partie contractante procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la décision à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis à parts égales entre les Parties contractantes.

ARTICLE 11

Entrée en vigueur et dénonciation

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, lequel prend effet un mois après la date de réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de quinze ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par écrit par la voie diplomatique avec un préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continuent de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de dix ans.

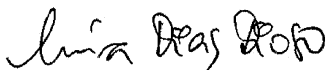
Fait à Maputo, le 15 novembre 2002

en deux originaux, chacun en langue française et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT
de la République française

Bernadette LEBORT
Ambassadrice de France

POUR LE GOUVERNEMENT
de la République du Mozambique


Luísa DIAS DIOGO
Ministre du Plan et des Finances

PROTOCOLE

Lors de la signature, à la même date, par le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique, de l'Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, les Parties contractantes sont également convenues des dispositions suivantes, qui sont considérées comme faisant partie intégrante dudit accord :

1) en ce qui concerne le paragraphe 1, lettre b), de l'Article 1^{er} de l'accord :

Il est entendu que les autres formes de participation comprennent les participations à des sociétés tierces.

2) en ce qui concerne l'Article 3 de l'accord :

(a) Les Parties contractantes considèrent comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que les moyens de production et d'exploitation de tous genres, toute entrave à la vente ou au transport de produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

(b) Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail et de circulation introduites par les nationaux de l'une des Parties contractantes, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

3) en ce qui concerne l'Article 4 de l'accord :

Les incitations spéciales accordées par la République du Mozambique à ses nationaux aux fins du développement de petites et moyennes entreprises nationales ne seront pas considérées comme un traitement plus favorable, à condition que le droit à un traitement juste et équitable soit assuré aux nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante, que la nature économique de leurs investissements et de leurs activités connexes ne soit pas affectée et qu'une juste concurrence prévale.

Fait à Maputo, le 15 novembre 2002

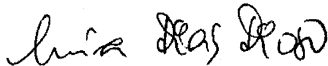
en deux originaux, chacun en langue française et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT

de la République française

Bernadette BEFORT
Ambassadrice de France

POUR LE GOUVERNEMENT
de la République du Mozambique


Luisa DIAS DIOGO
Ministre du Plan et des Finances

[PORTUGUESE TEXT – TEXTE PORTUGAIS]

ACORDO

ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA DE MOÇAMBIQUE

E O GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA

SOBRE A PROMOÇÃO E PROTECÇÃO RECÍPROCA

DE INVESTIMENTOS

O Governo da República de Moçambique e o Governo da República Francesa, abaixo denominados «Partes Contratantes»,

Desejando reforçar a cooperação económica entre os dois Estados e criar condições favoráveis aos investimentos franceses em Moçambique e moçambicanos em França,

Persuadidos de que a promoção e a protecção destes investimentos estimulam as transferências de capitais e de tecnologia entre os dois países, no interesse do seu desenvolvimento económico,

Acordam o seguinte:

ARTIGO 1

Definições

Para a aplicação do presente Acordo:

1. O termo «investimento» designa todos os activos, tais como bens, direitos e interesses de toda a natureza e, em particular, mas não exclusivamente:

- a) os bens móveis e imóveis, assim como outros direitos reais, tais como hipotecas, privilégios, usufrutos, fianças e direitos análogos;
- b) as acções, prémios de emissão e outras formas de participação, incluindo minoritárias ou indirectas, em sociedades constituídas no território de uma das Partes Contratantes;
- c) as obrigações, créditos e direitos a todas as prestações legítimas que tenham valor económico;
- d) os direitos de propriedade intelectual, comercial e industrial, tais como os direitos de autor, as patentes de invenção, as licenças, as marcas registadas, os modelos e maquetas industriais, os procedimentos técnicos, o *know-how*, os nomes registados e a clientela (aviamento);
- e) as concessões acordadas por lei ou em virtude de um contrato, nomeadamente as concessões relativas à prospecção, ao cultivo, à extracção ou à exploração de riquezas naturais, incluindo as que se situem na zona marítima das Partes Contratantes.

Para os investimentos realizados no território ou na zona marítima de França, entende-se que os referidos investimentos devem ser ou ter sido realizados antes ou depois da entrada em vigor do presente Acordo, em conformidade com a legislação da Parte Contratante no território ou na zona marítima em que se efectua o investimento.

Para os investimentos realizados no território ou na zona marítima de Moçambique, entende-se que os referidos investimentos devem ser ou ter sido realizados antes ou depois da entrada em vigor do presente Acordo, em conformidade com as leis relativas a investimentos n.º 4/84, de 18 de Agosto, e n.º 3/93, de 24 de Junho, ou na base de qualquer lei que as venha a substituir, completar ou modificar.

Qualquer modificação da forma como os activos são investidos não afectará a sua qualificação como investimentos, desde que tal modificação não seja contrária à legislação da Parte Contratante no território ou na zona marítima em que se realiza o investimento.

2. O termo «nacionais» designa as pessoas físicas de nacionalidade de qualquer uma das Partes Contratantes.

3. O termo «sociedade» designa qualquer pessoa jurídica constituída no território de uma das Partes Contratantes em conformidade com a legislação de tal território, e que neste tenha a sua sede social, ou que seja controlada directa ou indirectamente por nacionais de uma das Partes Contratantes, ou por pessoas jurídicas com sede social no território de uma das Partes Contratantes e constituídas de acordo com a legislação deste território.

4. O termo «rendimentos» designa todas as somas produzidas por um investimento, tais como lucros, 'royalties' e juros, durante um dado período.

Os rendimentos do investimento e, em caso de reinvestimento, os rendimentos do reinvestimento gozam da mesma protecção que o investimento.

5. O presente Acordo aplica-se a todo o território de cada uma das Partes Contratantes bem como à zona económica e à plataforma continental para as actividades sobre as quais cada uma das Partes contratantes exerce direitos de soberania decorrentes da Convenção das Nações Unidas sobre o direito do mar de 10 de Dezembro de 1982.

6. Nenhuma disposição do presente Acordo será interpretada como proibindo uma das Partes Contratantes de tomar qualquer medida para regulamentar o investimento de sociedades estrangeiras e as condições de actividade destas sociedades no quadro de políticas concebidas para preservar e promover a diversidade cultural e linguística.

7. Nos termos do presente Acordo, entende-se que as Partes Contratantes são responsáveis por qualquer acção ou omissão cometida pelas suas entidades locais, estando nelas incluídas, mas não exclusivamente, as províncias, as autarquias locais e

outras entidades sobre as quais exerçam o controlo, a representação ou a responsabilidade dos negócios internacionais e da soberania de acordo com a sua legislação interna.

ARTIGO 2

Promoção e admissão de investimentos

Cada Parte Contratante admite e encoraja, no quadro da sua legislação e das disposições do presente Acordo, os investimentos realizados por nacionais e sociedades da outra Parte Contratante no seu território e na sua zona marítima.

ARTIGO 3

Tratamento justo e equitativo

Cada Parte Contratante aplica aos nacionais e sociedades, no seu território e na sua zona marítima, um tratamento justo e equitativo, em conformidade com os princípios do direito internacional, aos investimentos dos nacionais e sociedades da outra Parte Contratante e faz com que não seja impedido o exercício do direito assim reconhecido, nem de direito nem de facto.

ARTIGO 4

Tratamento nacional e tratamento da Nação mais favorecida

Cada Parte Contratante aplica, no seu território e na sua zona marítima, aos nacionais ou sociedades da outra Parte, no que concerne aos seus investimentos e actividades ligadas a tais investimentos, um tratamento não menos favorável que o acordado com os seus próprios nacionais ou sociedades, ou o tratamento acordado com os nacionais ou sociedades da Nação mais favorecida, se este for mais vantajoso. Nesta qualidade, os nacionais autorizados a trabalhar no território e na zona marítima de uma das Partes Contratantes deverão poder beneficiar das facilidades materiais apropriadas ao exercício das suas actividades profissionais.

Todavia, este tratamento não se estende aos privilégios que uma Parte Contratante acorde com os nacionais ou sociedades de um terceiro Estado em virtude da sua participação ou da sua associação a uma zona de comércio livre, uma união aduaneira, um mercado comum ou qualquer outra forma de organização económica regional.

As disposições do presente artigo não se aplicam a questões fiscais.

ARTIGO 5

Expropriação e indemnização

1. Os investimentos efectuados pelos nacionais ou sociedades de uma das Partes Contratantes beneficiarão de plena e total protecção e segurança no território e na zona marítima da outra Parte Contratante.

2. Nenhuma das Partes Contratantes tomará medidas de expropriação ou de nacionalização nem outra medida cujo efeito seja o de privar, directa ou indirectamente, os nacionais ou as sociedades da outra Parte de investimentos que lhes pertençam, no seu território e na sua zona marítima, a não ser por motivo de utilidade pública e na condição de que estas medidas não sejam nem discriminatórias, nem contrárias a um compromisso particular.

Todas as medidas de expropriação que possam ser tomadas darão lugar ao pagamento de uma indemnização imediata e adequada, cujo montante será igual ao valor real dos respectivos investimentos e será determinado comparativamente a uma situação económica normal existente antes de tais medidas serem tomadas ou tornadas públicas.

Esta indemnização, o seu montante e as suas modalidades de pagamento serão fixadas no máximo à data da expropriação. Esta indemnização será efectivamente convertível, paga sem demora e livremente transferível. Ela produzirá, até à data do pagamento, juros calculados à taxa de juro apropriada do mercado.

3. Os nacionais ou sociedades de uma das Partes Contratantes cujos investimentos tenham sofrido prejuízos devido à guerra ou a qualquer outro conflito armado, revolução, estado de emergência nacional ou rebelião ocorrida no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante, beneficiarão, da parte desta última, de um tratamento não menos favorável que o acordado com os seus próprios nacionais ou sociedades ou com os da Nação mais favorecida.

ARTIGO 6

Transferência livre

Cada Parte Contratante, no território ou na zona marítima em que tenham sido efectuados investimentos por nacionais ou sociedades da outra Parte Contratante, garante aos nacionais ou sociedades a transferência livre:

- a) de juros, dividendos, benefícios e outros rendimentos correntes;
- b) de 'royalties' decorrentes dos direitos incorpóreos designados no parágrafo 1, alínea d) do Artigo 1 e, se autorizadas pela legislação nacional, de royalties decorrentes dos direitos incorpóreos designados no parágrafo 1, alínea e) do Artigo 1;

- c) do reembolso de empréstimos contraídos regularmente;
- d) do produto da cessão ou da liquidação total ou parcial do investimento, incluindo as mais-valias do capital investido;
- e) de indemnizações de expropriação ou de perdas previstas nos parágrafos 2 e 3 do Artigo 5.

Os nacionais de qualquer uma das Partes Contratantes que tenham sido autorizados a trabalhar no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante, em resultado de um investimento aprovado, serão igualmente autorizados a transferir para o seu país de origem uma quota apropriada da sua remuneração.

As transferências referidas nos parágrafos precedentes serão efectuadas sem demora, à taxa de câmbio oficial aplicável na data da transferência.

Se, em circunstâncias excepcionais, os movimentos de capitais provenientes ou destinados a países terceiros, provocarem ou ameaçarem provocar um grave desequilíbrio da sua balança de pagamentos, uma das Partes Contratantes poderá aplicar temporariamente medidas de protecção das transferências, sob reserva de que estas medidas sejam estritamente necessárias, sejam impostas de forma equitativa, não discriminatória e de boa fé, não excedendo, em caso algum, um período de seis meses.

ARTIGO 7

Garantia e sub-rogação

1. Se uma das Partes Contratantes tiver estabelecido um sistema de garantia para os investimentos efectuados no estrangeiro, esta garantia poderá ser concedida, depois de examinado cada caso específico, aos investimentos efectuados por nacionais ou sociedades desta Parte no território ou na zona marítima da outra Parte.

2. Os nacionais e as sociedades de qualquer uma das Partes Contratantes apenas poderão obter a garantia referida na alínea anterior para os investimentos efectuados no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante se estes investimentos tiverem obtido previamente o acordo desta última Parte.

3. Se uma das Partes Contratantes, em virtude de uma garantia dada para um investimento realizado no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante, efectuar pagamentos aos seus nacionais ou às sociedades, ela é por tal facto sub-rogada nos direitos e acções deste nacional ou desta sociedade.

4. Os pagamentos supracitados não afectarão o direito do beneficiário da garantia de recorrer ao Centro Internacional para a Resolução de Diferendos relativos a

Investimentos ou de prosseguir nas acções que a este sejam submetidas até à conclusão do processo.

ARTIGO 8

Resolução de diferendos entre um investidor e uma Parte Contratante

Qualquer diferendo relativo a investimentos entre uma das Partes Contratantes e um nacional ou uma sociedade da outra Parte Contratante será solucionado na base do princípio de boa fé entre as duas partes envolvidas.

Não se tendo podido solucionar o diferendo num prazo de seis meses a contar da data em que tenha sido colocado por uma ou outra das partes em disputa, será submetido, a pedido de uma ou da outra parte, à arbitragem do Centro Internacional de Resolução de Diferendos relativos a Investimentos (C.I.R.D.I.) criado pela Convenção para a Resolução de Diferendos relativos a Investimentos entre Estados e nacionais de outros Estados, assinada em Washington a 18 de Março de 1965.

Se o diferendo for susceptível de implicar responsabilidade por qualquer acção ou omissão cometida por entidades locais das Partes Contratantes, conforme definidas no parágrafo 7 do Artigo 1 do presente Acordo, as ditas entidades locais deverão dar o seu consentimento incondicional ao recurso à arbitragem do Centro Internacional para a Resolução de Diferendos relativos a Investimentos (C.I.R.D.I.) entre Estados e nacionais de outros Estados, assinada em Washington a 18 de Março de 1965.

ARTIGO 9

Compromisso especial

Os investimentos que tenham sido objecto de algum compromisso especial de uma das Partes Contratantes relativamente aos nacionais e às sociedades da outra Parte Contratante, serão regidos, sem prejuízo das disposições do presente Acordo, pelos termos de tal compromisso na medida em que admita disposições mais favoráveis do que as previstas pelo presente Acordo.

ARTIGO 10

Resolução de diferendos entre Partes Contratantes

1. Os diferendos relativos à interpretação ou à aplicação do presente Acordo deverão ser resolvidos, se possível, pela via diplomática.

2. Se, num prazo de seis meses a contar da data em que tenha sido apresentado por qualquer uma das Partes Contratantes, o diferendo não tiver sido resolvido, tal diferendo poderá ser submetido, a pedido de qualquer uma das Partes Contratantes, a um tribunal de arbitragem.

3. O referido tribunal será constituído para cada caso específico, da seguinte forma:

Cada Parte Contratante designa um árbitro, e os dois árbitros designam, de comum acordo, um outro árbitro proveniente de um terceiro Estado que é nomeado Presidente do tribunal pelas duas Partes Contratantes. Todos os árbitros deverão ser nomeados num prazo de dois meses a contar da data em que uma das Partes Contratantes tenha notificado a outra Parte Contratante da sua intenção de submeter o diferendo a arbitragem.

4. Se os prazos fixados no parágrafo 3 supra não tiverem sido observados, qualquer uma das Partes Contratantes, na ausência de qualquer outro acordo, convidará o Secretário Geral da Organização das Nações Unidas a proceder às necessárias designações dos árbitros do tribunal ad hoc de arbitragem. Se o Secretário Geral for nacional de qualquer uma das Partes Contratantes ou se, por alguma outra razão, estiver impedido de exercer aquela função, o Secretário Geral adjunto mais antigo não nacional de qualquer uma das Partes Contratantes procederá às designações necessárias.

5. O tribunal toma as suas decisões por maioria de votos. Tais decisões são definitivas e executórias de pleno direito para as Partes Contratantes.

É o próprio tribunal que estipula o seu regimento. A pedido de qualquer das Partes Contratantes, o tribunal interpreta a decisão. A não ser que o tribunal de outro modo disponha, tendo em conta as circunstâncias particulares, as custas do processo de arbitragem, incluindo os honorários dos árbitros, serão repartidas em partes iguais entre as Partes Contratantes.

ARTIGO 11

Entrada em vigor e denúncia

Cada uma das Partes notificará a outra do cumprimento dos procedimentos constitucionais requeridos para a entrada em vigor do presente Acordo, o qual terá efeito um mês após a data de recepção da última notificação.

Este Acordo é celebrado por um período inicial de quinze anos. Terminado este período, permanecerá em vigor, a menos que uma das Partes o denuncie por escrito, pela via diplomática, com aviso prévio de um ano.

À data do término do período de validade do presente Acordo, os investimentos efectuados durante a sua vigência continuarão a beneficiar da protecção das suas disposições por um período suplementar de dez anos.

Celebrado em Maputo, aos 15 de Novembro de 2002

Em dois originais, cada um dos quais em língua portuguesa e em língua francesa, fazendo os dois textos igualmente fé.


Pelo Governo da
República de Moçambique



Luísa Dias Diogo
Ministra do Plano e Finanças

Pelo Governo da
República Francesa

B. Lefort
Embaixadora da França



PROTOCOLO

Por ocasião da assinatura, na mesma data, pelo Governo da República de Moçambique e pelo Governo da República Francesa, do Acordo sobre a Promoção e Protecção Recíproca de Investimentos, as Partes Contratantes acordam igualmente as disposições seguintes, as quais se consideram parte integrante do referido acordo:

1) no respeitante ao parágrafo 1, alínea b) do Artigo 1 do Acordo:

Entende-se que as outras formas de participação compreendem as participações em sociedades terceiras.

2) no respeitante ao Artigo 3 do Acordo:

(a) As Partes Contratantes consideram como impedimentos de direito e de facto ao tratamento justo e equitativo qualquer restrição à compra e ao transporte de matérias primas e auxiliares, de energia e de combustíveis, bem como dos meios de produção e de exploração de qualquer espécie, qualquer impedimento à venda ou ao transporte de produtos no interior do país e no estrangeiro, assim como qualquer outra medida que tenha efeito semelhante.

(b) As Partes Contratantes examinarão favoravelmente, no quadro da sua legislação interna, os pedidos de entrada e de autorização de residência, de trabalho e de trânsito, apresentados por nacionais de uma das Partes Contratantes, no âmbito de algum investimento realizado no território ou na zona marítima da outra Parte Contratante.

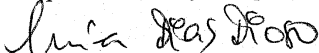
3) no respeitante ao Artigo 4 do Acordo:

Os incentivos especiais acordados pela República de Moçambique com os seus nacionais para fins de desenvolvimento de pequenas e médias empresas nacionais não serão considerados como um tratamento mais favorável, desde que o direito a um tratamento justo e equitativo seja assegurado aos nacionais e às sociedades da outra Parte Contratante, que a natureza económica dos seus investimentos e das actividades a eles ligadas não seja afectada e que prevaleça uma justa concorrência.

Celebrado em Maputo, aos 15 de Novembro de 2002

Em dois originais, cada um dos quais em língua portuguesa e em língua francesa, fazendo os dois textos igualmente fé.

Pelo Governo da
República de Moçambique


Luísa Dias Diogo
Ministra do Plano e Finanças

Pelo Governo da
República Francesa


Bernadette Lefort
Embaixadora da França



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MOZAMBIQUE ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Mozambique, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to strengthen economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Mozambique and Mozambican investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. The term "investment" means any assets such as property, rights and interests of any category and, in particular, but not exclusively:

- (a) Movable and immovable property and all other rights in rem, such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and any similar rights;
- (b) Shares, issue premiums and other forms of participation, including minority or indirect ones, in companies set up in the territory of either Contracting Party;
- (c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;
- (d) Intellectual, commercial and industrial property rights, such as copyrights, patents for inventions, licenses, registered trade marks, industrial models and designs, technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;
- (e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, particularly concessions to prospect for, cultivate, mine or develop natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

In respect of investments carried out in the territory or maritime zone of France, it is understood that the said investments shall be or shall have been carried out before or after the entry into force of this Agreement, in conformity with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

In respect of investments carried out in the territory or maritime zone of Mozambique, it is understood that the said investments shall be or shall have been carried out before or after the entry into force of this Agreement, in conformity with Acts No. 4/84 of 18 August 1984 and No. 3/93 of 24 June 1993 on investments, or with any act which may replace, complete or amend them.

No change in the form in which assets are invested shall affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term "nationals" means individuals bearing the nationality of either Contracting Party.

3. The term "company" means any legal entity set up in the territory of one of the Contracting Parties in accordance with that Party's legislation and having its registered office there, or being controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by legal entities having their registered office in the territory of one of the Contracting Parties and set up in accordance with that Party's legislation.

4. The term "income" means all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from investment and, in the event of reinvestment, income from such reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall apply to the entire territory of each of the Contracting Parties and to the maritime zone and continental shelf with regard to activities over which each of the Contracting Parties have sovereign rights under the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982.

6. No provision of this Agreement shall be interpreted as prohibiting one of the Contracting Parties from taking any measure for regulating investment by foreign companies and the conditions of operation of such companies in the framework of policies designed to preserve and promote cultural and linguistic diversity.

7. For the purposes of this Agreement, it is understood that the Contracting Parties shall be responsible for any acts or omissions of their territorial authorities, including inter alia the regions, the local authorities or any other bodies whose control, representation or responsibility in respect of international or sovereignty-related matters rest with the Contracting Parties in accordance with their domestic law.

Article 2. Promotion of and permission for investments

Each of the Contracting Parties shall permit and promote, in its territory and maritime zone, in accordance with its legislation and the provisions of this Agreement, investments made by nationals or companies of the other Contracting Party.

Article 3. Fair and equitable treatment

Each Contracting Party shall accord to nationals and companies in its territory and maritime zone, fair and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, regarding investments by nationals and companies of the other Contracting Party and shall ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either de jure or de facto.

Article 4. National or most favoured-nation treatment

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals and companies of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment not less favourable than that accorded to its own nationals and companies or the treatment accorded to nationals or companies of the most favoured nation, whichever is more advantageous. For this purpose, nationals of either Contracting Party who are authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall enjoy the material facilities relevant to the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which are extended by a Contracting Party to nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 5. Expropriation and compensation

1. Investments made by nationals or companies of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall take any expropriation or nationalization measures or any other measures having the effect of directly or indirectly dispossessing nationals or companies of the other Party of their investments in its territory or maritime zone, except for reasons of public interest and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which shall be equal to the actual market value of the investments concerned and shall be assessed on the basis of a normal economic situation prevailing before the above measures were taken or became a matter of common knowledge.

The above compensation and its amount and manner of payment shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated at the appropriate market rate.

3. Nationals or companies of one Contracting Party who have suffered losses on their investments as a result of war or any other armed conflict, revolution, national state of emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

Article 6. Free transfer

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to those nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, paragraph 1(d) and, if they are permitted by the national legislation, royalties deriving from the intangible property listed in article 1, paragraph 1(e);
- (c) Payments made in reimbursement of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the complete or partial liquidation or transfer of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of either Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an agreed investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be made without delay at the official market rate of exchange applicable on the date of transfer.

In the event that, under exceptional circumstances, capital flows from or towards third countries cause or threaten to cause a serious disequilibrium in its balance of payments, each of the Contracting Parties may temporarily take precautionary measures regarding transfers, provided that such measures are strictly necessary, are applied equitably, without discrimination and in good faith, and their duration in no case exceeds six months.

Article 7. Guarantee and subrogation

1. If one of the Contracting Parties has established a system for guaranteeing investments carried out abroad, such a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Contracting Party.

2. The nationals and companies of either Contracting Party may be granted the guarantee provided for in the above paragraph in respect of investments made in the territory or maritime zone of the other Contracting Party only where such investments have received prior approval by the latter Party.

3. If one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment carried out in the territory or maritime zone of the other Contracting Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and actions of that national or company.

4. Such Payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) or to prosecute actions brought before that body until the proceedings are completed.

Article 8. Settlement of disputes between an investor and a Contracting Party

Any dispute relating to investments between a Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two Parties concerned.

Any such dispute which has not been settled within six months after the date on which it arises shall, at the request of either Party to the dispute, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established under the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

If the dispute may entail any liability resulting from acts or omissions by the territorial authorities of the Contracting Parties, such as defined in article 1(7) of this Agreement, the territorial authorities in question shall give their unconditional consent for arbitration by the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established under the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

Article 9. Special undertaking

Investments which have been the subject of a special undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals or companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of such undertaking, if its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 10. Settlement of disputes between the Contracting Parties

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, if possible, be settled through the diplomatic channel.

2. Any dispute which has not been settled within six months after the date on which it is raised by either Contracting Party may be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall be constituted, in each specific case, as follows:

Each Contracting Party shall designate one arbitrator, and the two arbitrators shall, by mutual agreement, designate a national of a third State who shall be appointed Chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the arbitrators shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, either Contracting Party may, unless otherwise agreed, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments of the arbitrators of the ad hoc arbitration tribunal. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the Under-Secretary-General most senior in relation to the Secretary-General and who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final fully binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its decision at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking special circumstances into consideration, the cost of the arbitral proceedings, including the arbitrators' vacations, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 11. Entry into force and termination

Each Party shall notify the other of the completion of the respective constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect one month after the date of receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 15 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given by one of the Parties in writing through the diplomatic channel.

Upon the expiry of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 10 years.

Done in duplicate at Maputo, on 15 November 2002, in French and Portuguese, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

BERNADETTE LEFORT
Ambassador of France

For the Government of the Republic of Mozambique:

LUÍSA DIAS DIOGO
Minister of Planning and Finance

PROTOCOL

During the signature today of the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Mozambique on the reciprocal promotion and protection of investments, the Contracting Parties also agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement:

1. With regard to paragraph 1(b) article 1 of the Agreement:

It is understood that other forms of participation include participations in third-party companies.

2. With regard to article 3 of the Agreement:

(a) The Contracting Parties shall regard as de jure or de facto impediments to just and equitable treatment any restriction on the purchase and transport of raw materials, ancillary materials, energy and fuel and of any means of production and operation of any kind, any impediment to the sale and transport of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect.

(b) The Contracting Parties shall give favourable consideration, within the framework of their domestic legislation, to applications for entry and for authorization to stay, work and travel submitted by nationals of one of the Contracting Parties in connection with an investment made in the territory or maritime zone of the other Contracting Party.

3. With regard to article 4 of the Agreement:

The special incentives provided by the Republic of Mozambique to its nationals with a view to the development of domestic small and medium-sized enterprises (SMEs) shall not be regarded as more favourable treatment, provided that the right of the nationals and companies of the other Contracting Party to fair and equitable treatment is ensured, that the economic value of their investments and activities in connection with such investments is not affected and that fair competition prevails.

Done in duplicate at Maputo, on 15 November 2002, in French and Portuguese, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

BERNADETTE LEFORT
Ambassador of France

For the Government of the Republic of Mozambique:

LUÍSA DIAS DIOGO
Minister of Planning and Finance

No. 43645

**France
and
Chile**

Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chile for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Paris, 7 June 2004

Entry into force: *10 July 2006 by notification, in accordance with article 28*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 7 March 2007*

**France
et
Chili**

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Paris, 7 juin 2004

Entrée en vigueur : *10 juillet 2006 par notification, conformément à l'article 28*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 7 mars 2007*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CHILI

EN VUE D'EVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS

ET DE PREVENIR L'EVASION ET LA FRAUDE FISCALES

EN MATIERE D'IMPOTS

SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

et

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CHILI,

désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 1

PERSONNES VISEES

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

ARTICLE 2

IMPOTS VISES

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant ou de ses collectivités territoriales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les taxes sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :
 - a) en ce qui concerne la France :
 - i) l'impôt sur le revenu ;
 - ii) l'impôt sur les sociétés ;
 - iii) la taxe sur les salaires ;
 - iv) l'impôt de solidarité sur la fortune ;y compris toutes retenues à la source, tous précomptes et avances décomptés sur ces impôts ;
(ci-après dénommés "impôt français") ; et
 - b) en ce qui concerne le Chili, les impôts perçus en application de la loi relative à l'impôt sur le revenu, « Ley sobre Impuesto a la Renta » ;
(ci-après dénommés "impôt chilien").
4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue et aux impôts sur la fortune qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des

Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

CHAPITRE II

DEFINITIONS

ARTICLE 3

DEFINITIONS GENERALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

- (a) les expressions « Etat contractant » et « autre Etat contractant » désignent, selon le contexte, la France ou le Chili ;
- (b) le terme « France » désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française ainsi que les zones au delà de leur mer territoriale sur lesquelles, selon les lois de la République française et en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;
- (c) le terme « Chili » désigne la République du Chili ainsi que les zones au delà de la mer territoriale sur lesquelles, selon les lois de la République du Chili et en conformité avec le droit international, la République du Chili a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;
- (d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

- (e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
- (f) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
- (g) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le transport n'est effectué qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
- (h) l'expression "autorité compétente" désigne :
 - i) dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé ;
 - ii) dans le cas du Chili, le ministre des finances ou son représentant autorisé ;
- (i) l'expression "national" désigne :
 - i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant ; ou
 - ii) toute personne morale, y compris une société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant ;
- (j) les termes "activité", par rapport à une entreprise, et "affaires" comprennent l'exercice de professions libérales ou d'autres activités de caractère indépendant.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

ARTICLE 4

RESIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son lieu de constitution ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité ;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question dans le cadre de la procédure amiable.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, les autorités compétentes s'efforcent, dans le cadre de la procédure amiable, de régler la question. En l'absence d'accord entre les autorités compétentes des Etats contractants, la personne ne peut pas bénéficier des réductions ou exemptions d'impôts prévues par la Convention.

4. L'expression "résident d'un Etat contractant" comprend :

- a) les sociétés de personnes ou les entités similaires constituées conformément à la législation interne d'un Etat contractant qui ont leur siège de direction dans cet Etat et dont les porteurs de parts, associés ou autres membres y sont personnellement soumis à l'impôt à raison de leur quote-part dans les bénéfices en application de sa législation interne ;
- b) les fonds de pension et autres entités constitués dans un Etat contractant et établis exclusivement aux fins d'administrer des fonds dans le cadre d'un régime de retraite organisé dans cet Etat ou pour verser, conformément à un plan, des pensions ou autres avantages similaires à des personnes physiques.

ARTICLE 5

ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :

- a) un siège de direction,
- b) une succursale,
- c) un bureau,
- d) une usine,

e) un atelier ; et

f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'exploration ou d'exploitation de ressources naturelles.

3. Le terme « établissement stable » comprend également :

a) un chantier de construction ou de montage ainsi que les activités de supervision y afférentes, mais seulement si la durée de ce chantier de construction, de montage ou de ces activités dépasse six mois ;

b) la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autres personnes physiques engagés par l'entreprise à cette fin, lorsque ces activités (activités de cette nature) se poursuivent sur le territoire d'un Etat pendant une ou des périodes représentant au total plus de 183 jours durant toute période de douze mois ; et

c) l'exercice d'une profession libérale et de toute autre activité à caractère indépendant dans un Etat contractant par une personne physique, si cette personne séjourne dans cet Etat contractant pendant une période ou des périodes excédant au total 183 jours durant toute période de douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de publicité, pour la fourniture d'informations ou en vue d'exercer des recherches scientifiques et pour toutes autres activités de nature similaire, si ces activités ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 du présent article - agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité et que les conditions dans lesquelles leurs relations commerciales ou financières avec cette entreprise sont convenues ou imposées ne diffèrent pas de celles qui seraient habituellement convenues entre agents indépendants.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

CHAPITRE III

IMPOSITION DES REVENUS

ARTICLE 6

REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Pour l'application de la présente convention, l'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise.

ARTICLE 7

BENEFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par

l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable et avec toute autre personne.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses nécessaires exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

8. Les bénéfices ou gains imputables à un établissement stable au cours de son existence sont imposables dans l'Etat contractant où cet établissement stable est situé, même si les paiements sont différés jusqu'à ce que cet établissement ait cessé d'exister.

ARTICLE 8

TRANSPORT INTERNATIONAL

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Au sens du présent article :

a) l'expression « bénéfices » inclut les intérêts retirés des sommes provenant directement de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs à condition que ces intérêts aient un caractère accessoire au regard de l'exploitation.

b) l'expression « exploitation de navires ou d'aéronefs » par une entreprise, inclut également :

i) l'affrètement ou la location coque nue ;

ii) la location de conteneurs et équipements connexes,

si cet affrètement ou cette location est accessoire à l'exploitation en trafic international.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe ("pool"), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

4. L'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Chili du 2 décembre 1977 sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies aériennes (ensemble un échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23 juin 1978) demeure en vigueur ; toutefois, ses dispositions s'appliquent seulement aux cas qui ne sont pas couverts par la présente convention ou qui ne font l'objet d'aucune de ses dispositions.

ARTICLE 9

ENTREPRISES ASSOCIEES

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat, s'il estime que l'ajustement effectué par le premier Etat est justifié à la fois dans son principe et dans son montant, procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

ARTICLE 10

DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat. Toutefois, si leur bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des dividendes.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

Les dispositions du présent paragraphe ne limitent pas l'application de l'impôt additionnel (« el impuesto adicional ») payé au Chili à condition que le montant de l'impôt de première catégorie (« el impuesto de primera categoría ») soit imputable sur l'impôt additionnel dans le cadre du calcul de ce dernier.

3. Un résident du Chili qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention. Les dispositions du paragraphe 2 sont applicables à ce montant brut.

4. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

6. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se

rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

7. Aucune disposition de la présente Convention ne limite le droit du Chili de soumettre un résident de France, à raison des bénéfices imputables à un établissement stable situé au Chili, à l'impôt de première catégorie (« el impuesto de primera categoría ») ainsi qu'à l'impôt additionnel (« el impuesto adicional ») mais pour autant que l'impôt de première catégorie soit déductible de l'impôt additionnel dans le cadre du calcul de ce dernier.

ARTICLE 11

INTERETS

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 5 pour cent du montant brut des intérêts lorsque ceux-ci sont tirés de :

- (i) prêts consentis par des banques et des compagnies d'assurance ;
- (ii) des obligations d'emprunts ou des titres négociés de manière importante et régulière sur un marché boursier réglementé ;
- (iii) la vente à crédit de machines et d'équipements payés par l'acheteur à un bénéficiaire effectif qui est le vendeur de ces machines ou de ces équipements.

b) 15 pour cent du montant brut des intérêts dans tous les autres cas.

3. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes attachées à ces titres, ainsi

que les revenus soumis au régime fiscal des revenus de prêts par la législation de l'Etat d'où ils proviennent. Les pénalisations pour paiement tardif (autres que les sommes qualifiées d'intérêts de retard pour paiement tardif par la législation interne) ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article. Le terme "intérêts" ne comprend pas les éléments de revenu qui sont considérés comme des dividendes selon les dispositions de l'article 10.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que la créance productrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts excède, quelle qu'en soit la raison, celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12

REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut pas excéder :

- a) 5 pour cent du montant brut des redevances pour l'usage ou le droit à l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ;
- b) 10 pour cent du montant brut des redevances dans tous les autres cas.

3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique y compris les films cinématographiques ou les films, cassettes et autres moyens de reproduction de sons ou d'images, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ou tout autre bien ou droit similaire, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des d'informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique («know-how»).

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le bien ou le droit générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des

redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13

GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions, d'intérêts similaires ou d'autres droits sont imposables dans l'autre Etat contractant si :

- a) le cédant, à un quelconque moment au cours de la période de douze mois précédant cette aliénation a détenu, directement ou indirectement, des actions, des intérêts similaires ou d'autres droits représentant au moins 20 pour cent du capital de la société ou d'une autre personne qui est un résident de l'autre Etat contractant et est constituée conformément à la législation de la France ou du Chili, ou
- b) ces gains tirent plus de 50 pour cent de leur valeur directement ou indirectement de biens immobiliers situés dans cet autre Etat contractant.

Tous les autres gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions ou d'autres droits représentant le capital d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont aussi imposables dans cet autre Etat contractant mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 16 pour cent du montant de ces gains.

Nonobstant toute autre disposition du présent paragraphe, les gains qu'un fonds de pension qui est un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions ou d'autres droits représentant le capital d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat contractant.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), sont imposables dans cet autre Etat.

4. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont visés aux paragraphes précédents ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

ARTICLE 14

PROFESSIONS DEPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 15, 17 et 18, les salaires, traitements et autres rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par une personne agissant en qualité d'employeur ou pour le compte d'une telle personne qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable que la personne agissant en qualité d'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international ne sont imposables que dans cet Etat.

ARTICLE 15

JETONS DE PRESENCE

Les jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe similaire d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

ARTICLE 16

ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions de l'article 14, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions des articles 7 et 14, lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, ces revenus sont imposables dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.

ARTICLE 17

PENSIONS

Les pensions provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans le premier Etat.

ARTICLE 18

FONCTIONS PUBLIQUES

1.
 - a) Les salaires, traitements et autres rémunérations, autres que les pensions, payés par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités territoriales à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou collectivité territoriale dans l'exercice de fonctions de caractère public ne sont imposables que dans cet Etat.
 - b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui possède la nationalité de cet Etat.
2. Les dispositions des articles 14, 15 et 16 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'entreprise exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités territoriales.

ARTICLE 19

ETUDIANTS

Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat si elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

ARTICLE 20

AUTRES REVENUS

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3, les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat

contractant une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

3. Toutefois, les revenus d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente convention et qui proviennent de l'autre Etat contractant sont aussi imposables dans cet autre Etat.

4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre la personne visée au paragraphe 1 et une autre personne, ou que l'une et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant du revenu visé au paragraphe 1 excède le montant éventuel dont elles seraient convenues en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire du revenu reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

CHAPITRE IV

IMPOSITION DE LA FORTUNE

ARTICLE 21

FORTUNE

1. La fortune constituée par des biens immobiliers détenus par un résident d'un Etat contractant et situés dans l'autre Etat contractant est imposable dans cet autre Etat.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune d'une entreprise constituée par des navires ou aéronefs exploités en trafic international ainsi qu'en biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs n'est imposable que dans l'Etat contractant dont l'entreprise exploitant ces navires ou aéronefs est résidente.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

CHAPITRE V

METHODES POUR EVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS

ARTICLE 22

ELIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :

a) Les revenus qui sont imposables ou ne sont imposables qu'au Chili conformément aux dispositions de la Convention sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsque le bénéficiaire de ces revenus est un résident de France et qu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française, y compris dans les cas prévus au b) ci-dessous. Dans ce cas, l'impôt chilien n'est pas déductible de ces revenus, mais le résident de France a droit, sous réserve des conditions et limites prévues aux i) et ii), à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :

i) pour les revenus non mentionnés au ii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus à condition que le bénéficiaire résident de France soit soumis à l'impôt chilien à raison de ces revenus ;

ii) pour les revenus visés à l'article 10, à l'article 11, à l'article 12, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 13, au paragraphe 3 de l'article 14, à l'article 15, à l'article 16 et à l'article 20, au montant de l'impôt payé au Chili conformément aux dispositions de ces articles ; toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.

iii) pour les revenus visés à l'article 10, le crédit d'impôt accordé en application et dans les conditions prévues au ii), est égal à la plus petite des sommes suivantes :

- le montant de l'impôt additionnel payé au Chili après que l'impôt de première catégorie ait été déduit dans le cadre de la détermination du montant de l'impôt additionnel ; ou
- 15 pour cent du montant brut des dividendes, avant calcul de l'impôt additionnel.

b) Les dividendes payés par une société qui est un résident du Chili à une société qui est un résident de France sont exonérés d'impôt en France dans les mêmes conditions que si la société qui paye les dividendes était un résident de France ou d'un autre Etat membre de l'Union Européenne.

c) Un résident de France qui possède de la fortune imposable au Chili conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 21 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé au Chili sur cette fortune. Toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.

d) i) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" employée au a désigne :

- lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ;
- lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.

Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression "montant de l'impôt français correspondant à cette fortune" employée au *c*.

ii) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt payé au Chili" employée aux *a* et *c* désigne le montant de l'impôt chilien effectivement supporté à titre définitif à raison des éléments de revenus ou de fortune considérés, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France qui est imposé sur ces éléments de revenus ou de fortune selon la législation française.

2. En ce qui concerne le Chili, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :

- a) les résidents du Chili percevant des revenus qui, en conformité avec les dispositions de la présente Convention, sont imposables en France, peuvent imputer l'impôt ainsi payé sur tout impôt chilien payé à raison de ces mêmes revenus, sous réserve des dispositions applicables de la loi du Chili. Le présent paragraphe s'applique à tous les revenus visés dans la présente Convention ;
- b) lorsque, en application d'une disposition de la Convention, des revenus perçus ou des éléments de fortune détenus par un résident du Chili sont exonérés d'impôt au Chili, le Chili peut néanmoins, pour déterminer le montant de l'impôt afférent aux autres revenus ou aux autres éléments de fortune, prendre en compte ces revenus ou ces éléments de fortune exonérés.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS SPECIALES

ARTICLE 23

NON-DISCRIMINATION

1. Les personnes physiques qui sont des nationaux d'un Etat contractant ne sont soumises dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes physiques qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.

3. Les dispositions du présent article ne peuvent être interprétées comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 6 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette

entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les sociétés qui sont résidentes d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les exonérations d'impôt et autres avantages prévus par la législation fiscale d'un Etat contractant au profit de cet Etat ou de ses collectivités territoriales ou de leurs personnes morales de droit public dont l'activité n'a pas un caractère lucratif s'appliquent dans les mêmes conditions respectivement à l'autre Etat contractant ou à ses collectivités territoriales ou à leurs personnes morales de droit public dont l'activité est identique ou analogue.

7. Si un traité ou accord bilatéral auquel les Etats contractants sont parties, autre que la présente Convention, comporte une clause de non-discrimination ou une clause de la nation la plus favorisée, il est entendu que de telles clauses ne sont pas applicables aux sujets dont traite la présente Convention.

8. Le terme « imposition » utilisé dans le présent article désigne les impôts visés par la présente Convention.

ARTICLE 24

PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 23, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent notamment se concerter sur une attribution de revenus entre des entreprises associées visées à l'article 9.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Lorsqu'il apparaît utile, pour parvenir à un accord, d'avoir un échange de vues oral, cet échange peut s'effectuer dans le cadre d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

5. Considérant que l'objectif principal de la présente Convention est d'éviter les doubles impositions internationales, les Etats contractants conviennent que, dans l'éventualité où les dispositions de la Convention sont utilisées d'une manière telle qu'elles produisent des avantages non prévus ou non souhaités, les autorités compétentes des Etats contractants fassent, dans le cadre de la procédure amiable prévue au présent article, des recommandations pour apporter des modifications spécifiques à la Convention. Les Etats contractants conviennent également que ces recommandations seront considérées et discutées de manière diligente en vue, si cela est nécessaire, de modifier la Convention.

ARTICLE 25

ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de

cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation ou à celle de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou de celle de l'autre Etat contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

3. Lorsque des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément au présent article, l'autre Etat contractant se procure les renseignements faisant l'objet de la demande de la même manière que s'il s'agissait de son propre impôt, même si cet autre Etat n'a pas besoin, à ce moment, de ces renseignements.

ARTICLE 26

MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET POSTES CONSULAIRES

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et les membres des postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un Etat contractant qui est situé dans

l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers est considérée, aux fins de la présente Convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition :

- a) que, conformément au droit international, elle ne soit pas assujettie à l'impôt dans l'Etat accréditaire pour les éléments de revenu de source extérieure à cet Etat, et
- b) qu'elle soit soumise dans l'Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu ou de sa fortune, que les résidents de cet Etat.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des résidents dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu ou sur la fortune.

ARTICLE 27

DISPOSITIONS DIVERSES

1. a) Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler conjointement ou séparément les modalités d'application de la Convention.

b) En particulier, pour obtenir dans un Etat contractant les avantages prévus aux articles 10, 11 et 12, les résidents de l'autre Etat contractant doivent, à moins que les autorités compétentes n'en disposent autrement, présenter un formulaire d'attestation de résidence indiquant en particulier la nature ainsi que le montant ou la valeur des revenus ou du capital concernés, et comportant la certification des services fiscaux de cet autre Etat.

2. En ce qui concerne les comptes ou les fonds d'investissement collectifs (comme par exemple le fonds d'investissement des capitaux étrangers, loi n° 18.657), qui sont soumis à un impôt sur le rapatriement et doivent être administrés par un résident du Chili, les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme restreignant le droit du Chili de soumettre à l'impôt sur les rapatriements ces comptes ou ces fonds à raison des investissements dans des biens situés au Chili.

3. Aux fins du paragraphe 3 de l'article XXII (Consultation) de l'Accord général sur le commerce des services, les Etats contractants conviennent que, nonobstant les dispositions de ce paragraphe, tout désaccord entre eux sur la question de savoir si une mesure relève de la présente Convention ne peut être porté devant le conseil du commerce des services, comme le prévoit ce paragraphe, qu'avec le consentement des Etats contractants. Toute incertitude quant à l'interprétation du présent paragraphe doit être résolue conformément au paragraphe 3 de l'article 24, ou en l'absence d'un accord selon cette procédure, selon toute autre procédure dont conviennent les Etat contractants.

4. Aucune disposition de la présente Convention n'affecte l'application des dispositions existantes de la législation chilienne D.L. 600 (statut de l'investissement étranger – « estatuto de la inversión extranjera ») telles qu'elles sont en vigueur au moment de la signature de la présente Convention et telles qu'elles peuvent être modifiées ultérieurement sans en changer son principe général.

5. a) Lorsqu'une personne physique exerce un emploi salarié dans un Etat contractant, les cotisations à un régime de retraite établi et reconnu aux fins d'imposition dans l'autre Etat contractant qui sont supportées par cette personne sont déductibles dans le premier Etat aux fins de déterminer le revenu imposable de cette personne, et sont traitées dans ce premier Etat de la même façon que le sont les cotisations à un régime de retraite reconnu aux fins d'imposition dans ce premier Etat et sous réserve des mêmes conditions et restrictions, à condition que :

- i) la personne n'ait pas été un résident de cet Etat et ait cotisé au régime de retraite immédiatement avant sa prise de fonctions dans cet Etat ; et que
- ii) le régime de retraite soit accepté par l'autorité compétente de cet Etat comme correspondant de façon générale à un régime de retraite reconnu comme tel aux fins d'imposition dans cet Etat.

b) Pour l'application du a :

- i) l'expression "un régime de retraite" comprend un régime de retraite créé en vertu du système de sécurité sociale dans un Etat contractant ; et

- ii) un régime de retraite est reconnu aux fins d'imposition dans un Etat si les cotisations à ce régime ouvrent droit à un allègement fiscal dans cet Etat.

6. Les dispositions des articles 10, 11, 12 et 20 ne sont pas applicables si le principal objectif ou l'un des principaux objectifs de toute personne intervenant dans la création ou la cession d'un droit ou d'une créance au titre duquel sont payés les dividendes, les intérêts, les redevances ou les autres revenus consiste à tirer avantage de ces articles au moyen de cette création ou de cette cession.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 28

ENTREE EN VIGUEUR

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront :

a) En France :

- (i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;
- (ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;

- (iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur.

b) Au Chili :

En ce qui concerne les impôts sur les revenus perçus et les montants payés, portés au crédit d'un compte, mis à la disposition ou comptabilisés comme une dépense, à partir du premier janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur.

ARTICLE 29

DENONCIATION

1. La présente Convention demeurera indéfiniment en vigueur, mais chacun des Etats contractants pourra, jusqu'au trente juin inclus de toute année civile commençant après une période de cinq années civiles suivant la date d'entrée en vigueur de la Convention, adresser, par la voie diplomatique, un avis de dénonciation écrit à l'autre Etat contractant.

2. Dans ce cas, la Convention ne sera plus applicable :

a) En France :

i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou à tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

b) Au Chili :

En ce qui concerne les impôts sur les revenus perçus et les montants payés, portés au crédit d'un compte, mis à la disposition ou comptabilisés comme une dépense, à partir du premier janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle au cours de laquelle l'avis aura été notifié.

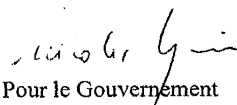
EN FOI DE QUOI les signataires, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 7 juin 2004, en double exemplaire, en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.



Pour le Gouvernement
de la République française

Dominique BUSSEREAU
Secrétaire d'Etat au Budget
et à la réforme budgétaire



Pour le Gouvernement
de la République du Chili

Nicolas EYZAGUIRRE GUZMAN
Ministre des Finances

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les signataires sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. Article 2

La taxe sur les salaires mentionnée à l'alinéa *a* du paragraphe 3 de l'article 2 est régie par les dispositions de la Convention applicables aux bénéficiaires des entreprises.

2. Article 6

Il est entendu que l'expression « biens immobiliers », telle que définie au paragraphe 2 de l'article 6, comprend les options, promesses de vente et droits semblables relatifs à de tels biens.

3. Articles 5 et 7

En vue d'éviter une application erronée des articles 5 et 7 aux fins de la l'appréciation de la durée des activités mentionnées au paragraphe 3 de l'article 5, la période au cours de laquelle des activités sont exercées dans un Etat contractant par une entreprise qui est associée à une autre entreprise (autre qu'une entreprise de cet Etat contractant) peut être cumulée avec la période au cours de laquelle des activités sont exercées par l'entreprise associée si les activités de la première entreprise sont liées avec celles réalisées dans cet Etat par la seconde, étant précisé que toute période au cours de laquelle deux ou plusieurs entreprises associées ont réalisé des activités de manière simultanée n'est prise en compte qu'une seule fois.

4. Article 6

Il est entendu que lorsque des actions ou autres droits dans une société ou une autre entité juridique donnent la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat contractant et

détenus par cette société ou entité juridique, les revenus provenant de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de ce droit de jouissance sont imposables dans cet Etat nonobstant les dispositions de l'article 7.

5. Article 7

Pour plus de certitude dans l'application des paragraphes 1 et 2 de l'article 7, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant vend des marchandises ou exerce une activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total reçu par l'entreprise mais sur la seule base de la rémunération imputable à l'activité de l'établissement stable pour ces ventes ou pour cette activité.

En particulier, dans le cas de contrats, s'agissant notamment de contrats d'étude, de fourniture, d'installation ou de construction d'équipements ou d'établissements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, lorsque l'entreprise a un établissement stable, les bénéfices attribuables à cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total du contrat, mais seulement sur la base de la part du contrat qui est effectivement exécutée par cet établissement stable dans l'Etat contractant où il est situé. Les bénéfices afférents à la part du contrat qui n'est pas exécutée par l'établissement stable ou ne lui est pas attribuée ne sont pas imposables par l'Etat contractant où est situé cet établissement stable. Il est pleinement admis que les Etats contractants sont libres de mettre en œuvre tous les moyens dont ils disposent pour lutter contre la fraude fiscale.

6. Articles 11 et 12

Il est entendu que si un accord ou une convention entre le Chili et un Etat membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques entre en vigueur après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et prévoit que le Chili exonère d'impôt les intérêts ou les redevances (aussi bien de manière générale qu'en ce qui concerne des catégories spécifiques d'intérêts ou de redevances) provenant du Chili, ou limite l'impôt applicable au Chili sur ces intérêts ou ces redevances (aussi bien de manière générale qu'en ce qui concerne des catégories spécifiques d'intérêts ou de redevances) à un taux plus faible que celui prévu au paragraphe 2 de l'article 11 ou au paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention, cette exonération ou ce taux plus faible s'appliquera automatiquement aux intérêts ou aux redevances (aussi bien de manière générale qu'en ce qui concerne les

catégories spécifiques d'intérêts ou de redevances visées) provenant du Chili dont un résident de France est le bénéficiaire effectif ainsi qu'aux intérêts ou aux redevances provenant de France dont un résident du Chili est le bénéficiaire effectif de la même manière que si cette exonération ou ce taux plus faible était spécifié dans ces paragraphes. L'autorité compétente du Chili informera sans délai l'autorité compétente française que les conditions pour l'application de ce paragraphe ont été réunies.

7. Article 12

Pour plus de certitude, le savoir faire (« know-how ») est l'ensemble non divulgué des informations techniques, procédant de l'expérience, qui sont nécessaires à la reproduction industrielle d'un produit ou d'un procédé. Dans l'hypothèse d'un contrat mixte, il convient en principe de décomposer, à l'aide des indications contenues dans le contrat ou par une ventilation raisonnable, le montant total de la rémunération stipulée en fonction des diverses prestations auxquelles elle s'applique, et de soumettre chacune des parties de la rémunération ainsi déterminée au régime fiscal qui lui est propre.

8. Articles 7 et 12

Il est entendu que les honoraires et les bénéfices tirés de l'exercice d'une profession libérale ou d'autres activités à caractère indépendant qui ne sont pas considérés comme des revenus visés par l'article 12 sont imposables selon les dispositions de l'article 7.

9. Article 18

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 18 s'appliquent également aux rémunérations reçues au titre d'un emploi qui sont payées par la République française sur des fonds publics à des fonctionnaires statutaires possédant la nationalité française, au titre de services rendus à la République française par l'intermédiaire de l'agence de l'enseignement du Français à l'étranger (AEFE) et de l'institut de recherche et de développement (IRD) à condition que ces entités possèdent la personnalité morale en qualité d'organismes publics n'ayant pas d'activité d'entreprise. Si ces rémunérations ne sont pas imposées par la République française, les dispositions de l'article 14 sont applicables. Si la République du Chili crée une institution similaire, l'autorité compétente du Chili en informera l'autorité compétente de la France ; en ce cas, les dispositions du paragraphe 1 de l'article 18 s'appliqueront aux rémunérations

payées aux personnes physiques possédant la nationalité chilienne dans les même conditions et sous réserve des mêmes limitations que celles prévues au présent paragraphe en ce qui concerne les personnes possédant la nationalité française.

10. Dispositions générales

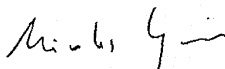
- a) (i) Il est entendu qu'aucune disposition de la présente Convention ne s'oppose, en ce qui concerne la France, à l'application des stipulations de l'article 209 B de son *code général des impôts* (dispositions relatives aux sociétés étrangères contrôlées), et en ce qui concerne le Chili, à l'application de toutes dispositions similaires qui pourraient être introduites après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.
- (ii) Il est entendu qu'aucune disposition de la présente Convention ne s'oppose, en ce qui concerne la France, à l'application des stipulations de l'article 212 de son *code général des impôts* (règles relatives à la sous-capitalisation), et en ce qui concerne le Chili, à l'application des dispositions des articles 38 et 59 de sa Loi relative à l'impôt sur le revenu (« *Ley sobre Impuesto a la Renta* ») (règles relatives à la sous-capitalisation).
- (iii) Cette interprétation commune vise les dispositions précitées telles qu'elles pourront être modifiées ultérieurement ou toutes autres dispositions analogues qui pourraient être établies en complément ou en remplacement de ces dispositions sans que leur principe général en soit modifié.
- b) L'accord technique et scientifique de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vigueur et signé le 14 septembre 1962 ainsi que ses dispositions complémentaires demeurent en vigueur à l'exception du point b de son article IV qui cesse de s'appliquer aux impôts visés par la présente Convention à compter de son entrée en vigueur.

EN FOI DE QUOI les signataires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 7 juin 2004 en double exemplaire, en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.



Pour le Gouvernement
de la République française
Dominique BUSSEREAU
Secrétaire d'Etat au Budget
et à la réforme budgétaire



Pour le Gouvernement
de la République du Chili
Nicolás EYZAGUIRRE GUZMAN
Ministre des Finances

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

**CONVENIO
ENTRE
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA
Y
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE DE CHILE
PARA EVITAR LA DOBLE IMPOSICIÓN
Y PARA PREVENIR LA EVASIÓN FISCAL EN RELACIÓN
A LOS IMPUESTOS A LA RENTA Y AL PATRIMONIO**

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Chile, deseando concluir un Convenio para evitar la doble imposición y para prevenir la evasión fiscal en relación a los impuestos a la renta y al patrimonio, han acordado lo siguiente:

CAPÍTULO I

ÁMBITO DE APLICACIÓN DEL CONVENIO

Artículo 1

PERSONAS COMPRENDIDAS

Este Convenio se aplica a las personas residentes de uno o de ambos Estados Contratantes.

Artículo 2

IMPUESTOS COMPRENDIDOS

1. Este Convenio se aplica a los impuestos sobre la renta y sobre el patrimonio exigibles por cada uno de los Estados Contratantes o sus autoridades locales, cualquiera que sea el sistema de exacción.

2. Se consideran impuestos sobre la renta y sobre el patrimonio los que gravan la totalidad de la renta o del patrimonio o cualquier parte de los mismos, incluidos los impuestos sobre las ganancias derivadas de la enajenación de bienes muebles o inmuebles, los impuestos sobre el importe de sueldos o salarios pagados por las empresas, así como los impuestos sobre las plusvalías.

3. Los impuestos actuales a los que se aplica este Convenio son, en particular:

- a) en Chile, los impuestos establecidos en la "Ley sobre Impuesto a la Renta" (en adelante denominados "Impuesto chileno"); y
- b) en Francia,
 - (i) el impuesto sobre la renta ("l'impôt sur le revenu");
 - (ii) el impuesto sobre las sociedades ("l'impôt sur les sociétés");
 - (iii) el impuesto sobre los salarios ("la taxe sur les salaires");
 - (iv) el impuesto solidario sobre el patrimonio ("l'impôt de solidarité sur la fortune");

incluyendo cualquier impuesto de retención, los pagos provisionales ("précompte") o anticipados con respecto a los impuestos referidos (en adelante denominados "Impuesto francés").

4. El Convenio se aplicará igualmente a los impuestos de naturaleza idéntica o sustancialmente análoga e impuestos al patrimonio que se establezcan con posterioridad a la fecha de la firma del mismo, y que se añadan a los actuales o les sustituyan. Las autoridades competentes de los Estados Contratantes se comunicarán mutuamente las modificaciones sustanciales que se hayan introducido en sus respectivas legislaciones impositivas.

CAPÍTULO II

DEFINICIONES

Artículo 3

DEFINICIONES GENERALES

1. A los efectos de este Convenio, a menos que de su contexto se infiera una interpretación diferente:

- a) las expresiones "Estado Contratante" y "otro Estado Contratante" significan Francia o Chile, según lo requiera el contexto;
- b) el término "Francia" significa los departamentos de Europa y de ultramar de la República Francesa e incluye cualquier área fuera del mar territorial que, de acuerdo a las leyes de la República Francesa y de conformidad con el derecho internacional, ha sido designada como un área dentro de la cual la República Francesa tiene derechos de soberanía para los fines de exploración y explotación de recursos naturales del lecho y su subsuelo y de las aguas suprayacentes;
- c) el término "Chile" significa la República de Chile e incluye cualquier área fuera del mar territorial que, de acuerdo a las leyes de la República de Chile y de conformidad con el derecho internacional, ha sido designada como un área dentro de la cual la República de Chile tiene derechos de soberanía para los fines de exploración y explotación de recursos naturales del lecho y su subsuelo y las aguas suprayacentes;
- d) el término "persona" comprende las personas naturales, las sociedades y cualquier otra agrupación de personas;
- e) el término "sociedad" significa cualquier persona jurídica o cualquier entidad que se considere persona jurídica a efectos impositivos;
- f) las expresiones "empresa de un Estado Contratante" y "empresa del otro Estado Contratante" significan, respectivamente, una empresa explotada por un residente de un Estado Contratante y una empresa explotada por un residente del otro Estado Contratante;
- g) la expresión "tráfico internacional" significa todo transporte efectuado por un buque o aeronave explotado por una empresa de un Estado Contratante, salvo cuando ese transporte es efectuado solamente entre puntos situados en el otro Estado Contratante;
- h) la expresión "autoridad competente" significa:
 - (i) en Chile, el Ministro de Hacienda o su representante autorizado; y

- (ii) en Francia, el Ministro a cargo del presupuesto o su representante autorizado;
- i) el término "nacional" significa:
 - (i) cualquier persona natural que posea la nacionalidad de un Estado Contratante; o
 - (ii) cualquier persona jurídica, incluyendo sociedad de personas, o asociación constituida conforme a la legislación vigente de un Estado Contratante.
- j) el término "actividad", relativo a una empresa, y el término "negocio" incluyen la prestación de servicios profesionales, así como cualquier otra actividad de naturaleza independiente.

2. Para la aplicación del Convenio por un Estado Contratante, en cualquier momento, cualquier expresión no definida en el mismo tendrá, a menos que de su contexto se infiera una interpretación diferente, el significado que, en ese momento, le atribuya la legislación de ese Estado relativa a los impuestos que son objeto del Convenio, prevaleciendo el significado atribuido por la legislación impositiva sobre el que resultaría de otras ramas del Derecho de ese Estado.

Artículo 4

RESIDENTE

1. A los efectos de este Convenio, la expresión "residente de un Estado Contratante" significa toda persona que, en virtud de la legislación de ese Estado, esté sujeta a imposición en el mismo por razón de su domicilio, residencia, sede de dirección, lugar de constitución o cualquier otro criterio de naturaleza análoga e incluye también al propio Estado y autoridades locales. Sin embargo, esta expresión no incluye a las personas que estén sujetas a imposición en ese Estado exclusivamente por la renta que obtengan de fuentes situadas en el citado Estado, o por el patrimonio situado en el mismo.

2. Cuando, en virtud de las disposiciones del párrafo 1, una persona natural sea residente de ambos Estados Contratantes, su situación se resolverá de la siguiente manera:

- a) dicha persona será considerada residente sólo del Estado donde tenga una vivienda permanente a su disposición; si tuviera vivienda permanente a su disposición en ambos Estados, se considerará residente sólo del Estado con el que mantenga

relaciones personales y económicas más estrechas (centro de intereses vitales);

- b) si no pudiera determinarse el Estado en el que dicha persona tiene el centro de sus intereses vitales, o si no tuviera una vivienda permanente a su disposición en ninguno de los Estados, se considerará residente sólo del Estado donde viva habitualmente;
- c) si viviera habitualmente en ambos Estados, o no lo hiciera en ninguno de ellos, se considerará residente sólo del Estado del que sea nacional;
- d) si fuera nacional de ambos Estados, o no lo fuera de ninguno de ellos, las autoridades competentes de los Estados Contratantes resolverán el caso mediante un procedimiento de acuerdo mutuo.

3. Cuando en virtud de las disposiciones del párrafo 1 una persona, que no sea persona natural, sea residente de ambos Estados Contratantes, las autoridades competentes harán lo posible, mediante un procedimiento de acuerdo mutuo, por resolver el caso. En ausencia de acuerdo mutuo entre las autoridades competentes de los Estados Contratantes, dicha persona no tendrá derecho a ninguno de los beneficios o exenciones impositivas contempladas por este Convenio.

4. La expresión "residente de un Estado Contratante" incluye:

- a) cualquier sociedad de personas o entidad similar constituida conforme a la legislación interna de un Estado Contratante que tiene su sede de dirección en ese Estado y todos sus accionistas, asociados u otros miembros que estén personalmente sujetos a imposición en ese Estado con respecto a su participación en los beneficios conforme a su legislación interna;
- b) un fondo de pensión y cualquier otra entidad establecida en un Estado Contratante y mantenida exclusivamente para administrar fondos para un programa de pensiones organizado en ese Estado o para proporcionar, según un plan, pensiones u otros beneficios similares a personas naturales.

Artículo 5

ESTABLECIMIENTO PERMANENTE

1. A efectos de este Convenio, la expresión "establecimiento permanente" significa un lugar fijo de negocios mediante el cual una empresa realiza toda o parte de su actividad.
2. La expresión "establecimiento permanente" comprende, en especial:
 - a) las sedes de dirección;
 - b) las sucursales;
 - c) las oficinas;
 - d) las fábricas;
 - e) los talleres; y
 - f) las minas, los pozos de petróleo o de gas, las canteras o cualquier otro lugar en relación a la exploración o explotación de recursos naturales.
3. La expresión "establecimiento permanente" también incluye:
 - a) una obra o proyecto de construcción, instalación o montaje y las actividades de supervisión relacionadas con ellos, pero sólo cuando dicha obra, proyecto de construcción o actividad tenga una duración superior a seis meses;
 - b) la prestación de servicios por parte de una empresa, incluidos los servicios de consultorías, por intermedio de empleados u otras personas naturales encomendados por la empresa para ese fin en el caso de que tales actividades (actividades de esa naturaleza) prosigan en el país durante un período o períodos que en total excedan de 183 días, dentro de un período cualquiera de doce meses; y
 - c) la prestación de servicios profesionales y otras actividades de naturaleza independiente en un Estado Contratante por una persona natural, si esa persona está presente en ese Estado Contratante durante un período o períodos que en total excedan de 183 días, dentro de un período cualquiera de doce meses.
4. No obstante lo dispuesto anteriormente en este artículo, se considera que la expresión "establecimiento permanente" no incluye:
 - a) la utilización de instalaciones con el único fin de almacenar, exponer o entregar bienes o mercancías pertenecientes a la empresa;

- b) el mantenimiento de un depósito de bienes o mercancías pertenecientes a la empresa con el único fin de almacenarlas, exponerlas o entregarlas;
- c) el mantenimiento de un depósito de bienes o mercancías pertenecientes a la empresa con el único fin de que sean transformadas por otra empresa;
- d) el mantenimiento de un lugar fijo de negocios con el único fin de comprar bienes o mercancías, o de recoger información, para la empresa;
- e) el mantenimiento de un lugar fijo de negocios con el único fin de hacer publicidad, suministrar información o realizar investigaciones científicas y cualquier otra actividad similar que tenga un carácter preparatorio o auxiliar.

5. No obstante lo dispuesto en los párrafos 1 y 2 de este artículo, cuando una persona, distinta de un agente independiente al que le sea aplicable el párrafo 6 de este artículo, actúe por cuenta de una empresa y ostente y ejerza habitualmente en un Estado Contratante poderes que la facultan para concluir contratos en nombre de la empresa, se considerará que esa empresa tiene un establecimiento permanente en ese Estado respecto de cualquiera de las actividades que dicha persona realice para la empresa, a menos que las actividades de esa persona se limiten a las mencionadas en el párrafo 4 y que, de ser realizadas por medio de un lugar fijo de negocios, dicho lugar fijo de negocios no fuere considerado como un establecimiento permanente de acuerdo con las disposiciones de ese párrafo.

6. No se considera que una empresa tiene un establecimiento permanente en un Estado Contratante por el mero hecho de que realice sus actividades en ese Estado por medio de un corredor, un comisionista general o cualquier otro agente independiente, siempre que dichas personas actúen dentro del marco ordinario de su actividad, y que en sus relaciones comerciales o financieras con dichas empresas no se pacten o impongan condiciones aceptadas o impuestas que sean distintas de las generalmente acordadas por agentes independientes.

7. El hecho de que una sociedad residente de un Estado Contratante controle o sea controlada por una sociedad residente del otro Estado Contratante, o que realice actividades empresariales en ese otro Estado (ya sea por medio de un establecimiento permanente o de otra manera), no convierte por sí solo a cualquiera de estas sociedades en establecimiento permanente de la otra.

CAPÍTULO III

IMPOSICIÓN DE LAS RENTAS

Artículo 6

RENTAS DE BIENES INMUEBLES

1. Las rentas que un residente de un Estado Contratante obtenga de bienes inmuebles (incluidas las rentas de explotaciones agrícolas o forestales) situados en el otro Estado Contratante pueden someterse a imposición en ese otro Estado.

2. Para los efectos de este Convenio, la expresión "bienes inmuebles" tendrá el significado que le atribuya el derecho del Estado Contratante en que los bienes estén situados. Dicha expresión incluye en todo caso los bienes accesorios a los bienes inmuebles, el ganado y el equipo utilizado en explotaciones agrícolas y forestales, los derechos a los que sean aplicables las disposiciones de derecho general relativas a los bienes raíces, el usufructo de bienes inmuebles y el derecho a percibir pagos variables o fijos por la explotación o la concesión de la explotación de yacimientos minerales, fuentes y otros recursos naturales. Los buques y aeronaves no se considerarán bienes inmuebles.

3. Las disposiciones del párrafo 1 son aplicables a las rentas derivadas de la utilización directa, el arrendamiento o aparcería, así como cualquier otra forma de explotación de los bienes inmuebles.

4. Las disposiciones de los párrafos 1 y 3 se aplican igualmente a las rentas derivadas de los bienes inmuebles de una empresa.

Artículo 7

BENEFICIOS EMPRESARIALES

1. Los beneficios de una empresa de un Estado Contratante solamente pueden someterse a imposición en ese Estado, a no ser que la empresa realice su actividad en el otro Estado Contratante por medio de un establecimiento permanente situado en él. Si la empresa realiza su actividad de dicha manera, los beneficios de la empresa pueden someterse a imposición en el otro Estado, pero sólo en la medida en que puedan atribuirse a ese establecimiento permanente.

2. Sujeto a lo previsto en el párrafo 3, cuando una empresa de un Estado Contratante realice su actividad en el otro Estado Contratante por medio de un establecimiento permanente situado en él, en cada Estado Contratante se atribuirán a dicho establecimiento los beneficios que éste hubiera podido obtener de ser una empresa distinta y separada que realizase las mismas o similares actividades, en las mismas o similares condiciones y tratase con total independencia con la empresa de la que es establecimiento permanente y con todas las demás personas.

3. Para la determinación de los beneficios del establecimiento permanente se permitirá la deducción de los gastos necesarios en que se haya incurrido para la realización de los fines del establecimiento permanente, comprendidos los gastos de dirección y generales de administración para los mismos fines, tanto si se efectúan en el Estado en que se encuentre el establecimiento permanente como en otra parte.

4. Mientras sea usual en un Estado Contratante determinar los beneficios imputables a un establecimiento permanente sobre la base de un reparto de los beneficios totales de la empresa entre sus diversas partes, lo establecido en el párrafo 2 no impedirá que ese Estado Contratante determine de esta manera los beneficios imponibles; sin embargo, el método de reparto adoptado habrá de ser tal que el resultado obtenido sea conforme a los principios contenidos en este artículo.

5. No se atribuirá ningún beneficio a un establecimiento permanente por el mero hecho de que éste compre bienes o mercancías para la empresa.

6. A efectos de los párrafos anteriores, los beneficios imputables al establecimiento permanente se calcularán cada año por el mismo método, a no ser que existan motivos válidos y suficientes para proceder de otra forma.

7. Cuando los beneficios comprendan rentas reguladas separadamente en otros artículos de este Convenio, las disposiciones de aquéllos no quedarán afectadas por las de este artículo.

8. La renta o ganancia atribuible a un establecimiento permanente durante su existencia es imponible en el Estado Contratante donde tal establecimiento permanente este situado, aunque los pagos sean diferidos hasta que ese establecimiento permanente haya dejado de existir.

Artículo 8

TRANSPORTE INTERNACIONAL

1. Los beneficios de una empresa de un Estado Contratante procedentes de la explotación de buques o aeronaves en tráfico internacional sólo pueden someterse a imposición en ese Estado.

2. Para los fines de este artículo:

a) el término "beneficios" comprende los intereses sobre cantidades generadas directamente de la explotación de buques o aeronaves en tráfico internacional, siempre que dichos intereses sean accesorios a la explotación.

b) la expresión "explotación de buques o aeronaves" por una empresa, comprende también:

(i) el fletamento o arrendamiento a casco desnudo;

(ii) el arrendamiento de contenedores y equipo relacionado,

siempre que dicho flete o arrendamiento sea accesorio a la explotación en tráfico internacional.

3. Las disposiciones del párrafo 1 son también aplicables a los beneficios procedentes de la participación en un "pool", en una empresa mixta o en una agencia de explotación internacional.

4. El intercambio de notas entre el Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Chile de fecha 2 de Diciembre de 1977 para la exención recíproca de impuesto a la renta que proviene de sociedades de transporte aéreo (conjuntamente con la modificación por intercambio de notas de fecha 20 de Enero y 23 de Junio de 1978) permanecerá en vigencia, pero sus disposiciones se aplicarán sólo a los casos no comprendidos por las disposiciones de este Convenio.

Artículo 9

EMPRESAS ASOCIADAS

1. Cuando

a) una empresa de un Estado Contratante participe directa o indirectamente en la dirección, el control o el capital de una empresa del otro Estado Contratante, o

b) unas mismas personas participen directa o indirectamente en la dirección, el control o el capital de una empresa de un Estado Contratante y de una empresa del otro Estado Contratante,

y en uno y otro caso las dos empresas estén, en sus relaciones comerciales o financieras, unidas por condiciones aceptadas o impuestas que difieran de las que serían acordadas por empresas independientes, las rentas que habrían sido obtenidas por una de las empresas de no existir dichas condiciones, y que de hecho no se han realizado a causa de las mismas, podrán incluirse en la renta de esa empresa y sometidas a imposición en consecuencia.

2. Cuando un Estado Contratante incluya en la renta de una empresa de ese Estado, y someta, en consecuencia, a imposición, la renta sobre la cual una empresa del otro Estado Contratante ha sido sometida a imposición en ese otro Estado, y la renta así incluida es renta que habría sido realizada por la empresa del Estado mencionado en primer lugar si las condiciones convenidas entre las dos empresas hubieran sido las que se hubiesen convenido entre empresas independientes, ese otro Estado, si está de acuerdo que el ajuste efectuado por el Estado mencionado en primer lugar se justifica tanto en sí mismo como con respecto al monto, practicará el ajuste correspondiente de la cuantía del impuesto que ha percibido sobre esa renta. Para determinar dicho ajuste se tendrán en cuenta las demás disposiciones de este Convenio y las autoridades competentes de los Estados Contratantes se consultarán en caso necesario.

Artículo 10

DIVIDENDOS

1. Los dividendos pagados por una sociedad residente de un Estado Contratante a un residente del otro Estado Contratante pueden someterse a imposición en ese otro Estado.

2. Dichos dividendos pueden también someterse a imposición en el Estado Contratante en que resida la sociedad que pague los dividendos y según la legislación de este Estado. Sin embargo, si el beneficiario efectivo de los dividendos es un residente del otro Estado Contratante, el impuesto así exigido no podrá exceder del 15 por ciento del importe bruto de los dividendos.

Las disposiciones de este párrafo no afectan la imposición de la sociedad respecto de los beneficios con cargo a los que se paguen los dividendos.

Las disposiciones de este párrafo no limitarán la aplicación del Impuesto Adicional a pagar en Chile en la medida que el Impuesto de Primera Categoría sea deducible contra el Impuesto Adicional.

3. Un residente de Chile que recibe dividendos pagados por una sociedad residente en Francia podrá obtener el reembolso del pago provisional ("précompte") en la medida que éste haya sido efectivamente pagado por la sociedad con respecto a esos dividendos. El importe bruto del pago provisional ("précompte") devuelto se considerará dividendo para los fines del Convenio. Las disposiciones del párrafo 2 se aplicarán a ese importe bruto.

4. El término "dividendos" en el sentido de este artículo significa las rentas de las acciones u otros derechos, excepto los de crédito, que permitan participar en los beneficios, y asimismo las rentas consideradas como una distribución por la legislación impositiva del Estado Contratante del que la sociedad que realiza la distribución sea residente.

5. Las disposiciones de los párrafos 1, 2 y 3 no son aplicables si el beneficiario efectivo de los dividendos, residente de un Estado Contratante, realiza en el otro Estado Contratante, del que es residente la sociedad que paga los dividendos, una actividad empresarial a través de un establecimiento permanente situado allí, y la participación que genera los dividendos está vinculada efectivamente a dicho establecimiento permanente. En tal caso, son aplicables las disposiciones del artículo 7.

6. Cuando una sociedad residente de un Estado Contratante obtenga beneficios o rentas procedentes del otro Estado Contratante, ese otro Estado no podrá exigir ningún impuesto sobre los dividendos pagados por la sociedad, salvo en la medida en que esos dividendos se paguen a un residente de ese otro Estado o la participación que genera los dividendos esté vinculada efectivamente a un establecimiento permanente situado en ese otro Estado, ni someter los beneficios no distribuidos de la sociedad a un impuesto sobre los mismos, aunque los dividendos pagados o los beneficios no distribuidos consistan, total o parcialmente, en beneficios o rentas procedentes de ese otro Estado.

7. Nada en este Convenio afectará la imposición en Chile de un residente en Francia en relación a los beneficios atribuibles a un establecimiento permanente situado en Chile, tanto bajo el Impuesto de Primera Categoría como el Impuesto Adicional, siempre que el Impuesto de Primera Categoría sea deducible contra el Impuesto Adicional.

Artículo 11

INTERESES

1. Los intereses procedentes de un Estado Contratante y pagados a un residente del otro Estado Contratante pueden someterse a imposición en ese otro Estado.

2. Sin embargo, dichos intereses pueden también someterse a imposición en el Estado Contratante del que procedan y según la legislación de ese Estado, pero si el beneficiario efectivo de los intereses es residente del otro Estado Contratante, el impuesto así exigido no podrá exceder del:

- a) 5 por ciento del monto bruto de los intereses provenientes de:
 - (i) préstamos otorgados por bancos y compañía de seguros;
 - (ii) bonos o valores que son substancial y regularmente transados en una bolsa de valores reconocida;
 - (iii) la venta a crédito de maquinaria y equipo, pagados por el comprador al beneficiario efectivo que es el vendedor de dicha maquinaria y equipo.

~~b) 15 por ciento del importe bruto de los intereses en todos los demás casos.~~

3. El término "intereses", en el sentido de este artículo significa las rentas de créditos de cualquier naturaleza, con o sin garantía hipotecaria, y en particular, las rentas de valores públicos y las rentas de bonos y obligaciones, incluidas las primas unidas a esos títulos, bonos u obligaciones, así como cualquiera otra renta que la legislación del Estado de donde proceda asimile a las rentas de las cantidades dadas en préstamo. Las multas por pagos atrasados (que no sean interés por mora en el pago de acuerdo a la legislación interna) no serán consideradas intereses a efectos de este artículo. El término "intereses" no incluye ninguna renta que sea tratada como dividendo de acuerdo a las disposiciones del artículo 10.

4. Las disposiciones de los párrafos 1 y 2 no son aplicables si el beneficiario efectivo de los intereses, residente de un Estado Contratante, realiza en el otro Estado Contratante, del que proceden los intereses, una actividad empresarial por medio de un establecimiento permanente situado allí y el crédito que genera los intereses está vinculado efectivamente a dicho establecimiento permanente. En tal caso, son aplicables las disposiciones del artículo 7.

5. Los intereses se consideran procedentes de un Estado Contratante cuando el deudor sea residente de ese Estado. Sin embargo, cuando el deudor de los intereses, sea o no residente de un Estado Contratante, tenga en un Estado Contratante un establecimiento permanente en relación con el cual se haya contraído la deuda por la que se pagan los intereses, y éstos se soportan por el establecimiento permanente, dichos intereses se considerarán procedentes del Estado Contratante donde esté situado el establecimiento permanente.

6. Cuando en razón de las relaciones especiales existentes entre el deudor y el beneficiario efectivo, o de las que uno y otro mantengan con terceros, el importe de los intereses exceda, por cualquier motivo, el importe que hubieran convenido el deudor y el acreedor en ausencia de tales relaciones, las disposiciones de este artículo no se aplicarán más que a este último importe. En tal caso, la cuantía en exceso podrá someterse a imposición de acuerdo con la legislación de cada Estado Contratante, teniendo en cuenta las demás disposiciones de este Convenio.

Artículo 12

REGALIAS

1. Las regalías procedentes de un Estado Contratante y pagadas a un residente del otro Estado Contratante pueden someterse a imposición en ese otro Estado.

2. Sin embargo, estas regalías pueden también someterse a imposición en el Estado Contratante del que procedan y de acuerdo con la legislación de este Estado, pero si el beneficiario efectivo es residente del otro Estado Contratante, el impuesto así exigido no puede exceder del:

- a) 5 por ciento del importe bruto de las regalías por el uso o derecho al uso de equipos industriales, comerciales o científicos;
- b) 10 por ciento del importe bruto de las regalías en todos los demás casos.

3. El término "regalías" empleado en este artículo significa las cantidades de cualquier clase pagadas por el uso, o el derecho al uso, de derechos de autor sobre obras literarias, artísticas o científicas, incluidas las películas cinematográficas o películas, cintas y otros medios de reproducción de imagen y el sonido, las patentes, marcas, diseños o modelos, planos, fórmulas o procedimientos secretos u otra propiedad o derecho similar, o por el uso o derecho al uso, de equipos industriales, comerciales o científicos, o por informaciones relativas a experiencias industriales, comerciales o científicas ("know-how").

4. Las disposiciones de los párrafos 1 y 2 de este artículo, no son aplicables si el beneficiario efectivo de las regalías, residente de un Estado Contratante, realiza en el otro Estado Contratante del que proceden las regalías una actividad empresarial por medio de un establecimiento

permanente situado allí, y el bien o el derecho por el que se pagan las regalías está vinculado efectivamente a dicho establecimiento permanente. En tal caso son aplicables las disposiciones del artículo 7.

5. Las regalías se consideran procedentes de un Estado Contratante cuando el deudor es un residente de ese Estado. Sin embargo, cuando quien paga las regalías, sea o no residente de un Estado Contratante, tenga en uno de los Estados Contratantes un establecimiento permanente en relación con el cual se haya contraído la obligación de pago de las regalías y dicho establecimiento permanente soporte la carga de las mismas, las regalías se considerarán procedentes del Estado donde esté situado el establecimiento permanente.

6. Cuando en razón de las relaciones especiales existentes entre el deudor y el beneficiario efectivo, o de las que uno y otro mantengan con terceros, el importe de las regalías, habida cuenta del uso, derecho o información por los que se pagan, exceda del que habrían convenido el deudor y el beneficiario efectivo en ausencia de tales relaciones, las disposiciones de este artículo no se aplicarán más que a este último importe. En tal caso, la cuantía en exceso podrá someterse a imposición de acuerdo con la legislación de cada Estado Contratante, teniendo en cuenta las demás disposiciones de este Convenio.

Artículo 13

GANANCIAS DE CAPITAL

1. Las ganancias que un residente de un Estado Contratante obtenga de la enajenación de bienes inmuebles situados en el otro Estado Contratante pueden someterse a imposición en este último Estado.

2. Las ganancias que un residente de un Estado Contratante obtenga por la enajenación de acciones, intereses similares u otros derechos, pueden someterse a imposición en ese otro Estado Contratante si:

- a) el enajenante ha poseído, en cualquier momento dentro del período de doce meses precedentes a la enajenación, directa o indirectamente, acciones, intereses similares u otros derechos consistentes en un 20 por ciento o más del capital de una sociedad u otra persona residente en el otro Estado Contratante constituida de acuerdo a la legislación de Chile o Francia, o
- b) esa ganancia proviene en más de un 50 por ciento de su valor, directa o indirectamente, de bienes inmuebles situados en ese otro Estado Contratante.

Cualquier otra ganancia obtenida por un residente de un Estado Contratante por la enajenación de acciones u otros derechos representativos del capital de una sociedad residente en el otro Estado Contratante también puede someterse a imposición en ese otro Estado Contratante, pero el impuesto así exigido no podrá exceder del 16 por ciento del monto de la ganancia.

No obstante cualquier otra disposición de este párrafo, las ganancias obtenidas por un fondo de pensiones que es residente de un Estado Contratante provenientes de la enajenación de acciones u otros derechos representativos del capital de una sociedad que es residente del otro Estado Contratante, sólo pueden someterse a imposición en el Estado Contratante mencionado en primer lugar.

3. Las ganancias derivadas de la enajenación de bienes muebles que formen parte del activo de un establecimiento permanente que una empresa de un Estado Contratante tenga en el otro Estado Contratante comprendidas las ganancias derivadas de la enajenación de este establecimiento permanente (sólo o con el conjunto de la empresa) pueden someterse a imposición en ese otro Estado.

4. Las ganancias derivadas de la enajenación de buques o aeronaves explotados en tráfico internacional, o de bienes muebles afectos a la explotación de dichos buques o aeronaves, sólo pueden someterse a imposición en el Estado Contratante donde resida el enajenante.

5. Las ganancias derivadas de la enajenación de cualquier otro bien distinto de los mencionados en los párrafos precedentes sólo pueden someterse a imposición en el Estado Contratante en que resida el enajenante.

Artículo 14

SERVICIOS PERSONALES DEPENDIENTES

1. Sin perjuicio de lo dispuesto en los artículos 15, 17 y 18, los sueldos, salarios y otras remuneraciones obtenidas por un residente de un Estado Contratante por razón de un empleo sólo pueden someterse a imposición en ese Estado, a no ser que el empleo se realice en el otro Estado Contratante. Si el empleo se realiza de esa forma, las remuneraciones derivadas del mismo pueden someterse a imposición en ese otro Estado.

2. No obstante las disposiciones del párrafo 1, las remuneraciones obtenidas por un residente de un Estado Contratante en razón de un empleo realizado en el otro Estado Contratante se gravarán exclusivamente en el primer Estado si:

- a) el perceptor permanece en el otro Estado durante un período o períodos cuya duración no exceda en conjunto de 183 días en cualquier período de doce meses que comience o termine en el año tributario considerado, y
- b) las remuneraciones se pagan por, o en nombre de una persona empleadora que no sea residente del otro Estado, y
- c) las remuneraciones no se soportan por un establecimiento permanente que una persona empleadora tenga en el otro Estado.

3. No obstante las disposiciones precedentes de este artículo, las remuneraciones obtenidas por un residente de un Estado Contratante por razón de un empleo realizado a bordo de un buque o aeronave explotado en tráfico internacional sólo podrán someterse a imposición en ese Estado.

Artículo 15

PARTICIPACIONES DE DIRECTORES

Los honorarios de directores y otros pagos similares que un residente de un Estado Contratante obtenga como miembro de un directorio o de un órgano similar de una sociedad residente del otro Estado Contratante pueden someterse a imposición en ese otro Estado.

Artículo 16

ARTISTAS Y DEPORTISTAS

1. No obstante lo dispuesto en el artículo 14, las rentas que un residente de un Estado Contratante obtenga del ejercicio de sus actividades personales en el otro Estado Contratante en calidad de artista del espectáculo, tal como de teatro, cine, radio o televisión, o músico, o como deportista, pueden someterse a imposición en ese otro Estado.

2. No obstante lo dispuesto en los artículos 7 y 14, cuando las rentas derivadas de las actividades personales de los artistas del espectáculo o los deportistas, en esa calidad, se atribuyan no al propio artista del espectáculo o deportista sino a otra persona, sea residente de un Estado Contratante o no, dichas rentas pueden someterse a imposición en el Estado Contratante en que se realicen las actividades del artista del espectáculo o el deportista.

Artículo 17

PENSIONES

Las pensiones procedentes de un Estado Contratante y pagadas a un residente del otro Estado Contratante pueden someterse a imposición en el Estado mencionado en primer lugar.

Artículo 18

FUNCIONES PÚBLICAS

1. a) Los sueldos, salarios y otras remuneraciones, excluidas las pensiones, pagados por un Estado Contratante o por una autoridad local a una persona natural por el desempeño de funciones públicas por razón de servicios prestados a ese Estado o autoridad local, sólo pueden someterse a imposición en ese Estado.
 - b) Sin embargo, dichos sueldos, salarios y otras remuneraciones sólo pueden someterse a imposición en el otro Estado Contratante si los servicios se prestan en ese Estado y la persona natural es residente y nacional de ese Estado.
2. Lo dispuesto en los artículos 14, 15 y 16 se aplica a los sueldos, salarios y otras remuneraciones pagados por razón de servicios prestados en el marco de una actividad empresarial realizada por un Estado Contratante o autoridad local.

Artículo 19

ESTUDIANTES

Las cantidades que reciba para cubrir sus gastos de manutención, estudios o formación práctica un estudiante, aprendiz o una persona en práctica que sea, o haya sido inmediatamente antes de llegar a un Estado Contratante, residente del otro Estado Contratante y que se encuentre en el Estado mencionado en primer lugar con el único fin de proseguir sus estudios o formación práctica, no pueden someterse a imposición en ese Estado siempre que procedan de fuentes situadas fuera de ese Estado.

Artículo 20

OTRAS RENTAS

1. Sin perjuicio de lo dispuesto en los párrafos 2 y 3, las rentas de un residente de un Estado Contratante, cualquiera que fuese su procedencia, no mencionadas en los artículos anteriores del presente Convenio, sólo pueden someterse a imposición en ese Estado.

2. Lo dispuesto en el párrafo 1 de este artículo no es aplicable a las rentas, distintas de las derivadas de bienes inmuebles como se definen en el párrafo 2 del artículo 6, cuando el beneficiario de dichas rentas, residente de un Estado Contratante, realice en el otro Estado Contratante una actividad empresarial por medio de un establecimiento permanente situado en ese otro Estado, y el derecho o bien por el que se pagan las rentas estén vinculados efectivamente con dicho establecimiento permanente. En tal caso, son aplicables las disposiciones del artículo 7 de este Convenio.

3. Sin embargo, las rentas de un residente de un Estado Contratante, no mencionadas en los artículos anteriores de este Convenio y provenientes del otro Estado Contratante, también pueden someterse a imposición en ese otro Estado.

4. Cuando en razón de las relaciones especiales existentes entre la persona mencionada en el párrafo 1 de este artículo y alguna otra persona, o de las que uno u otro mantengan con terceros, el monto de la renta mencionada en ese párrafo exceda el monto (si lo hubiere) que habría sido acordado en ausencia de esas relaciones, las disposiciones de este artículo no se aplicarán más que a este último monto. En tal caso, la cuantía en exceso podrá someterse a imposición de acuerdo con la legislación de cada Estado Contratante, teniendo en cuenta las demás disposiciones de este Convenio.

CAPÍTULO IV

IMPOSICIÓN DEL PATRIMONIO

Artículo 21

PATRIMONIO

1. El patrimonio constituido por bienes inmuebles, que posea un residente de un Estado Contratante y que esté situado en el otro Estado Contratante, puede someterse a imposición en ese otro Estado.

2. El patrimonio constituido por bienes muebles, que formen parte del activo de un establecimiento permanente que una empresa de un Estado

Contratante tenga en el otro Estado Contratante puede someterse a imposición en ese otro Estado.

3. El patrimonio de una empresa constituido por buques o aeronaves explotados en el tráfico internacional y por bienes muebles afectos a la explotación de tales buques o aeronaves, sólo puede someterse a imposición en el Estado Contratante del cual la empresa que explota esos buques o aeronaves es residente.

4. Todos los demás elementos del patrimonio de un residente de un Estado Contratante sólo pueden someterse a imposición en este Estado.

CAPÍTULO V

MÉTODOS PARA EVITAR LA DOBLE IMPOSICIÓN

Artículo 22

ELIMINACIÓN DE LA DOBLE IMPOSICIÓN

1. En Francia, la doble imposición se eliminará de la manera siguiente:
 - a) Las rentas que puedan o que se sometan exclusivamente a imposición en Chile de acuerdo con las disposiciones del Convenio serán consideradas para el cálculo del impuesto francés cuando el beneficiario de esas rentas es un residente de Francia y esas rentas no están exentas del impuesto a las sociedades de acuerdo a la legislación interna de Francia, incluyendo los casos previstos en el párrafo b) siguiente. En ese caso, el impuesto chileno no será deducible de esas rentas, pero el residente de Francia tendrá derecho, sujeto a las condiciones y límites dispuestos en los sub-párrafos (i) y (ii), a un crédito fiscal contra el impuesto francés. Ese crédito fiscal será igual:
 - (i) en el caso de rentas distintas de aquellas mencionadas en el sub-párrafo (ii), al monto del impuesto francés que corresponda a esas rentas, siempre que el residente en Francia esté sujeto a los impuestos chilenos con respecto a esas rentas;
 - (ii) en el caso de las rentas a que se refieren los artículos 10, 11, 12, los párrafos 1 y 2 del artículo 13, el párrafo 3 del artículo 14, y los artículos 15, 16 y 20, al monto del impuesto pagado en Chile de acuerdo con las disposiciones de esos artículos; sin embargo, ese crédito fiscal no

- excederá el monto del impuesto francés que corresponda a esas rentas;
- (iii) en el caso de las rentas a que se refiere el artículo 10, el crédito fiscal que se otorga por aplicación y de acuerdo a las condiciones dispuestas por el sub-párrafo (ii), será igual al monto menor entre:
- el monto del Impuesto Adicional pagado en Chile después que el Impuesto de Primera Categoría es deducido en la determinación del monto del Impuesto Adicional; o
 - el 15 por ciento del monto bruto de los dividendos, antes del cálculo del Impuesto Adicional.
- b) Los dividendos pagados por una sociedad residente en Chile a una sociedad residente en Francia estarán exentos de impuesto en Francia de acuerdo a las mismas condiciones como si la sociedad que paga los dividendos fuera un residente de Francia o de otro Estado miembro de la Unión Europea.
- c) Un residente de Francia que posee patrimonio que puede ser sometido a imposición en Chile de acuerdo a los párrafos 1 y 2 del artículo 21, será también sometido a imposición en Francia con respecto a ese patrimonio. El impuesto francés se calculará deduciendo un crédito fiscal igual al monto del impuesto pagado en Chile sobre ese patrimonio. Sin embargo, ese crédito no excederá el monto del impuesto francés que corresponde a ese patrimonio.
- d) (i) Se entiende que la expresión "monto del impuesto francés que corresponda a esas rentas" utilizado en el sub-párrafo (a) significa:
- en el caso que el impuesto sobre esas rentas se determine mediante la aplicación de una tasa proporcional, el monto de las rentas netas en cuestión multiplicado por la tasa que efectivamente se aplica a esas rentas;
 - en el caso que el impuesto sobre esas rentas se determine mediante la aplicación de una escala progresiva, el monto de las rentas netas en cuestión multiplicado por la tasa que resulta de la relación del impuesto efectivamente pagado sobre las rentas totales netas imponible de acuerdo con la legislación francesa y el monto de esas rentas netas totales.

Esta interpretación será aplicable por analogía a la expresión "monto del impuesto francés que corresponde a ese patrimonio" utilizada en el sub-párrafo c).

- (ii) Se entiende que la expresión "monto del impuesto pagado en Chile" utilizado en los sub-párrafos a) y c) significa el monto del impuesto chileno efectiva y definitivamente soportado con respecto a esas rentas o patrimonio, de acuerdo con las disposiciones del Convenio, por un residente de Francia que es sometido a imposición sobre esas rentas o patrimonio de acuerdo con la ley francesa.

2. En Chile, la doble imposición se eliminará de la manera siguiente:

- a) los residentes en Chile que obtengan rentas que, de acuerdo con las disposiciones de este Convenio, puedan someterse a imposición en Francia, podrán acreditar contra los impuestos chilenos correspondientes a esas rentas los impuestos pagados en Francia, de acuerdo con las disposiciones aplicables de la legislación chilena. Este párrafo se aplicará a todas las rentas mencionadas en este Convenio;
- b) cuando de conformidad con cualquier disposición de este Convenio, las rentas obtenidas por un residente de Chile o el patrimonio que éste posea estén exentos de imposición en Chile, Chile podrá, sin embargo, tener en cuenta las rentas o el patrimonio exentos a efectos de calcular el importe del impuesto sobre las demás rentas o el patrimonio de dicho residente.

CAPÍTULO VI

DISPOSICIONES ESPECIALES

Artículo 23

NO DISCRIMINACIÓN

1. Las personas naturales nacionales de un Estado Contratante no serán sometidas en el otro Estado Contratante a ninguna imposición u obligación relativa a la misma que no se exija o que sea más gravosa que aquellas a las que estén o puedan estar sometidos los nacionales de ese otro Estado que se encuentren en las mismas condiciones, en particular con respecto a la residencia. No obstante lo dispuesto en el artículo 1, este párrafo también se aplicará a las personas naturales que no son residentes de uno o de ninguno de los Estados Contratantes.

2. Los establecimientos permanentes que una empresa de un Estado Contratante tenga en el otro Estado Contratante no serán sometidos en ese Estado a una imposición menos favorable que las empresas de ese otro Estado que realicen las mismas actividades.

3. Nada de lo establecido en este artículo podrá interpretarse en el sentido de obligar a un Estado Contratante a conceder a los residentes del otro Estado Contratante las deducciones personales, desgravaciones y reducciones impositivas que otorgue a sus propios residentes en consideración a su estado civil o cargas familiares.

4. A menos que se apliquen las disposiciones del párrafo 1 del artículo 9, del párrafo 6 del artículo 11, o del párrafo 6 del artículo 12, los intereses, regalías y demás gastos pagados por una empresa de un Estado Contratante a un residente del otro Estado Contratante serán deducibles para determinar los beneficios sujetos a imposición de dicha empresa, en las mismas condiciones que si se hubieran pagado a un residente del Estado mencionado en primer lugar. Igualmente, las deudas de una empresa de un Estado Contratante contraídas con un residente del otro Estado Contratante serán deducibles para la determinación del patrimonio imponible de dicha empresa en las mismas condiciones que si se hubieran contraído con un residente del Estado mencionado en primer lugar.

5. Las sociedades que sean residentes de un Estado Contratante y cuyo capital esté, total o parcialmente, detentado o controlado, directa o indirectamente, por uno o varios residentes del otro Estado Contratante no estarán sometidas en el primer Estado a ninguna imposición u obligación relativa a la misma que no se exija o sea más gravosa que aquéllas a las que estén o puedan estar sometidas las sociedades similares del primer Estado.

6. Las exenciones y otros beneficios otorgados por la legislación impositiva de un Estado Contratante en beneficio de ese Estado, autoridades locales o sus organismos de derecho público que desarrolle actividades sin fines de lucro deberá tratar bajo las mismas condiciones al otro Estado Contratante, sus autoridades locales o sus organismos de derecho público, respectivamente, que desarrollan las mismas o similares actividades.

7. Si en algún tratado o acuerdo bilateral entre los Estados Contratantes, distinto a este Convenio, se incluye una cláusula de no discriminación o cláusula de nación más favorecida, se entiende que tal cláusula no será aplicable a materias tratadas en este Convenio.

8. En este artículo, el término "imposición" se refiere a los impuestos que son objeto de este Convenio.

Artículo 24

PROCEDIMIENTO DE ACUERDO MUTUO

1. Cuando una persona considere que las medidas adoptadas por uno o por ambos Estados Contratantes implican o pueden implicar para ella una imposición que no esté conforme con las disposiciones de este Convenio, con independencia de los recursos previstos por el derecho interno de esos Estados, podrá someter su caso a la autoridad competente del Estado Contratante del que sea residente o, si fuera aplicable el párrafo 1 del artículo 23, a la del Estado Contratante del que sea nacional. El caso deberá ser presentado dentro de los tres años siguientes a la primera notificación de la medida que implique una imposición no conforme a las disposiciones del Convenio.
2. La autoridad competente, si la reclamación le parece fundada y si no puede por sí misma encontrar una solución satisfactoria, hará lo posible por resolver la cuestión mediante un procedimiento de acuerdo mutuo con la autoridad competente del otro Estado Contratante, a fin de evitar una imposición que no se ajuste a este Convenio.
3. Las autoridades competentes de los Estados Contratantes harán lo posible por resolver las dificultades o las dudas que plantee la interpretación o aplicación del Convenio mediante un procedimiento de acuerdo mutuo. En particular, podrán consultarse mutuamente para la asignación de las rentas entre las empresas asociadas mencionadas en el artículo 9.
4. Las autoridades competentes de los Estados Contratantes podrán comunicarse directamente a fin de llegar a un acuerdo en el sentido de los párrafos anteriores. Cuando parezca necesario para alcanzar un acuerdo tener un intercambio verbal de opiniones, tal intercambio puede tener lugar a través de una Comisión que consista en representantes de las autoridades competentes de los Estados Contratantes.
5. Considerando que el objetivo principal de este Convenio es evitar la doble imposición internacional, los Estados Contratantes acuerdan que, en el evento de que las disposiciones del Convenio sean usadas en forma tal que otorguen beneficios no contemplados ni pretendidos por él, las autoridades competentes de los Estados Contratantes deberán, en conformidad al procedimiento de acuerdo mutuo de este artículo, recomendar modificaciones específicas al Convenio. Los Estados Contratantes además acuerdan que cualquiera de dichas recomendaciones será considerada y discutida de manera expedita con miras a modificar el Convenio en la medida en que sea necesario.

Artículo 25

INTERCAMBIO DE INFORMACIÓN

1. Las autoridades competentes de los Estados Contratantes intercambiarán las informaciones necesarias para aplicar lo dispuesto en este Convenio o en el derecho interno relativo a los impuestos comprendidos en el Convenio en la medida en que la imposición prevista en el mismo no sea contraria al Convenio. El intercambio de información no se verá limitado por el artículo 1. Las informaciones recibidas por un Estado Contratante serán mantenidas en secreto en igual forma que las informaciones obtenidas sobre la base del derecho interno de ese Estado y sólo se comunicarán a las personas o autoridades (incluidos los tribunales y órganos administrativos) encargadas de la gestión o recaudación de los impuestos comprendidos en el Convenio, de los procedimientos declarativos o ejecutivos relativos a dichos impuestos, o de la resolución de los recursos relativos a los mismos. Dichas personas o autoridades sólo utilizarán estas informaciones para estos fines. Podrán revelar la información en las audiencias públicas de los tribunales o en las sentencias judiciales.

2. En ningún caso las disposiciones del párrafo 1 podrán interpretarse en el sentido de obligar a un Estado Contratante a:

- a) adoptar medidas administrativas contrarias a su legislación o a la del otro Estado Contratante;
- b) suministrar información que no se pueda obtener sobre la base de su propia legislación o de la del otro Estado Contratante;
- c) suministrar información que revele secretos comerciales, industriales o profesionales, procedimientos comerciales o informaciones cuya comunicación sea contraria al orden público ("ordre public").

3. Cuando la información sea solicitada por un Estado Contratante de conformidad con este artículo, el otro Estado Contratante obtendrá la información a que se refiere la solicitud en la misma forma como si se tratara de su propia imposición, sin importar el hecho de que este otro Estado, en ese momento, no requiera de tal información.

Artículo 26

MIEMBROS DE MISIONES DIPLOMÁTICAS Y DE OFICINAS CONSULARES

1. Las disposiciones de este Convenio no afectarán a los privilegios fiscales de que disfrutaban los miembros de las misiones diplomáticas o miembros de las oficinas consulares, de acuerdo con los principios generales del derecho internacional o en virtud de las disposiciones de acuerdos especiales.

2. No obstante las disposiciones del artículo 4, una persona natural que es miembro de una misión diplomática u oficina consular de un Estado Contratante que está situada en el otro Estado Contratante o en un tercer Estado será considerada para los efectos de este Convenio como residente del Estado acreditante si:

- a) en conformidad con el derecho internacional no está sujeta a imposición en el Estado receptor con respecto a las rentas de fuente externa a ese Estado, y
- b) está sometida en el Estado acreditante a las mismas obligaciones en relación a los impuestos sobre la totalidad de su renta o patrimonio que los residentes de ese Estado.

3. El Convenio no será aplicable a las organizaciones internacionales, sus órganos o funcionarios ni a las personas que son miembros de una misión diplomática u oficina consular de un tercer Estado, que estén presentes en un Estado Contratante y no sean considerados como residentes en ninguno de los Estados Contratantes con respecto a los impuestos a la renta o al patrimonio.

Artículo 27

DISPOSICIONES MISCELÁNEAS

- 1. a) Las autoridades competentes de los Estados Contratantes podrán establecer conjunta o separadamente la forma de aplicación del Convenio.
 - b) En particular, con el objeto de obtener en un Estado Contratante los beneficios otorgados por los artículos 10, 11 y 12, los residentes del otro Estado Contratante deberán presentar un formulario de certificado de residencia que indique en particular la naturaleza y el monto o valor de la renta o patrimonio involucrado y que incluya la certificación de la administración tributaria de ese otro Estado, a menos que se establezca de otra forma por las autoridades competentes.
2. Con respecto a cuentas de inversión conjuntas o fondos (como por ejemplo los Fondos de Inversión de Capital Extranjero, Ley N°18.657), que están sujetos a impuesto sobre la remesa y cuya administración debe

efectuarse por un residente en Chile, las disposiciones de este Convenio no serán interpretadas en el sentido de restringir la imposición de Chile del impuesto sobre la remesa de esas cuentas o fondos con respecto a las inversiones en bienes situados en Chile.

3. Para los fines del párrafo 3 del artículo XXII (Consulta) del Acuerdo General sobre Comercio de Servicios, los Estados Contratantes acuerdan que, sin perjuicio de ese párrafo, cualquier disputa entre ellos respecto de si una medida cae dentro del ámbito de este Convenio, puede ser llevada ante el Consejo de Comercio de Servicios conforme a lo estipulado en dicho párrafo, pero sólo con el consentimiento de ambos Estados Contratantes. Cualquier duda sobre la interpretación de este párrafo será resuelta conforme el párrafo 3 del artículo 24 o, en caso de no llegar a acuerdo con arreglo a este procedimiento, conforme a cualquier otro procedimiento acordado por ambos Estados Contratantes.

4. Nada en este Convenio afectará la aplicación de las actuales disposiciones del Decreto Ley 600 (Estatuto de la Inversión Extranjera) de la legislación chilena, conforme estén en vigor a la fecha de la firma de este Convenio y aún cuando fueren eventualmente modificadas sin alterar su principio general.

5. a) Las contribuciones efectuadas por una persona natural que realice un trabajo de carácter dependiente en un Estado Contratante a un plan de pensiones establecido y reconocido a efectos impositivos en el otro Estado Contratante, serán deducibles en el Estado mencionado en primer lugar para determinar la renta imponible de la persona natural, y tratadas en ese primer Estado de la misma forma, y con sujeción a las mismas condiciones y limitaciones, que las contribuciones a un plan de pensiones reconocido a efectos impositivos en ese primer Estado, siempre que:

(i) la persona natural no era residente de ese Estado y estaba contribuyendo al plan de pensiones, inmediatamente antes de comenzar el desempeño de su trabajo en ese Estado; y

(ii) el plan de pensiones sea aceptado por la autoridad competente de ese Estado como equivalente, en términos generales, a un plan de pensiones reconocido como tal a efectos impositivos por ese Estado.

b) Para los fines de la letra a):

- (i) la expresión "plan de pensiones" incluye un plan de pensiones creado conforme el sistema de seguridad social de un Estado Contratante; y
- (ii) un plan de pensiones se considera reconocido a efectos impositivos en un Estado si las contribuciones al mismo dan derecho a desgravación impositiva en ese Estado.

6. Las disposiciones de los artículos 10, 11, 12 y 20 no se aplicarán si el propósito principal o uno de los principales propósitos de cualquier persona vinculada con la creación o atribución del derecho o crédito en relación con el cual los dividendos, los intereses, regalías u otras rentas se paguen, sea el de obtener los beneficios de esos artículos mediante tal creación o atribución.

CAPÍTULO VII

DISPOSICIONES FINALES

Artículo 28

ENTRADA EN VIGOR

1. Cada uno de los Estados Contratantes notificará al otro, a través de los canales diplomáticos, el cumplimiento de los procedimientos constitucionales y legales exigidos para la entrada en vigor de este Convenio. El Convenio entrará en vigor en la fecha de recepción de la última notificación.

2. Las disposiciones del Convenio se aplicarán:

b) en Chile,

con respecto a los impuestos sobre las rentas que se obtengan y a las cantidades que se paguen, abonen en cuenta, se pongan a disposición o se contabilicen como gasto, a partir del primer día del mes de enero del año calendario inmediatamente siguiente a aquel en que el Convenio entre en vigor.

b) en Francia,

(i) con respecto a los impuestos a las rentas retenidos en la fuente, por los montos imponibles después del año calendario en que el Convenio entre en vigor;

(ii) con respecto a los impuestos a las rentas que no son retenidos en la fuente, por las rentas correspondientes al

año calendario o período contable, según sea el caso, que comience después del año calendario en que el Convenio entre en vigor;

- (iii) con respecto a otros impuestos, para la imposición de un hecho imponible que ocurra después del año calendario en que el Convenio entre en vigor.

Artículo 29

DENUNCIA

1. Este Convenio permanecerá en vigor indefinidamente, pero cualquiera de los Estados Contratantes podrá, a más tardar el 30 de junio de cada año calendario posterior al período de cinco años calendarios desde la fecha en que el Convenio entre en vigor, dar al otro Estado Contratante un aviso de término por escrito, a través de la vía diplomática.

2. En tal caso, el Convenio dejará de surtir efectos:

a) en Chile,

con respecto a los impuestos sobre las rentas que se obtengan y las cantidades que se paguen, abonen en cuenta, se pongan a disposición o se contabilicen como gasto, a partir del primer día del mes de Enero del año calendario inmediatamente siguiente a aquél en que se da el aviso.

b) en Francia,

- (i) con respecto a los impuestos a las rentas retenidos en la fuente, por los montos imponibles después del año calendario en que se da el aviso;
- (ii) con respecto a los impuestos a las rentas que no son retenidos en la fuente, por las rentas correspondientes al año calendario o período contable, según sea el caso, que comience después del año calendario en que se da el aviso;
- (iii) con respecto a otros impuestos, para la imposición de un hecho imponible que ocurra después del año calendario en que se da el aviso.

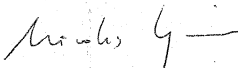
EN FE DE LO CUAL, los signatarios, debidamente autorizados al efecto, han firmado este Convenio.

HECHO en París, a los 7 días del mes de junio del año dos mil cuatro, en duplicado, en los idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.



**POR EL GOBIERNO DE LA
REPÚBLICA FRANCESA**

*Dominique BUSSEREAU
Secrétaire d'Etat au Budget
et à la réforme budgétaire*



**POR EL GOBIERNO DE LA
REPÚBLICA DE CHILE**

*J. Nicolas EYZAGUIRRE GUZMAN
Ministro de Hacienda*

PROTOCOLO

Al momento de la firma del Convenio entre el Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Chile para evitar la doble imposición y para prevenir la evasión fiscal en relación a los impuestos a la renta y al patrimonio, los signatarios han convenido las siguientes disposiciones que forman parte integrante del Convenio:

1. Artículo 2

El impuesto sobre los salarios referido en el subpárrafo (a), del párrafo 3 del artículo 2 está regulado por las disposiciones del Convenio aplicables a los beneficios empresariales.

2. Artículo 6

Se entiende que la expresión "bienes inmuebles" como está definida en el párrafo 2 del artículo 6, incluye las opciones, compromisos de venta y derechos similares vinculados a tales bienes.

3. Artículos 5 y 7

Para los fines de prevenir el mal uso de los artículos 5 y 7, en la determinación de la duración de las actividades de acuerdo al párrafo 3 del artículo 5, el período durante el cual las actividades son desarrolladas en un Estado Contratante por una empresa asociada con otra empresa (distinta de las empresas de ese Estado Contratante) podrá ser agregado al período durante el cual las actividades son desarrolladas por la empresa con la cual está asociada si las actividades mencionadas en primer lugar están conectadas con las actividades desarrolladas en ese Estado por la empresa mencionada en último término, siempre que cualquier período durante el cual dos o más empresas asociadas desarrollen actividades concurrentes, sea contado una sola vez.

4. Artículo 6

Se entiende que cuando las acciones u otros derechos en una sociedad u otra entidad legal otorgan el derecho al goce de bienes inmuebles situados en un Estado Contratante y poseídos por esa sociedad o

entidad legal, las rentas obtenidas de la utilización directa, el arrendamiento o aparcería, así como cualquier otra forma del derecho a goce pueden someterse a imposición en ese Estado, no obstante las disposiciones del artículo 7.

5. Artículo 7

Para mayor certeza en la aplicación de los párrafos 1 y 2 del artículo 7, cuando una empresa de un Estado Contratante vende bienes o mercancías o realice su actividad en el otro Estado Contratante por medio de un establecimiento permanente situado allí, los beneficios de ese establecimiento permanente no deberán determinarse sobre la base del monto total recibido por la empresa, sino que deberán determinarse sólo sobre la base de aquella parte de la renta de la empresa que es atribuible a la actividad del establecimiento permanente con respecto a tales ventas o actividades.

Especialmente, en el caso de contratos de estudio, suministro, instalación o construcción de equipo industrial, comercial o científico o locales, o de obras públicas, cuando la empresa tiene un establecimiento permanente, los beneficios atribuibles a ese establecimiento permanente no deberán ser determinados sobre la base del monto total del contrato, sino que deberán determinarse sobre la base de la parte del contrato que es efectivamente llevada a cabo por el establecimiento permanente en el Estado Contratante en que está situado el establecimiento permanente. Los beneficios relacionados a la parte del contrato que no es llevada a cabo o atribuida al establecimiento permanente no deberán ser sometidos a imposición por el Estado Contratante en que ese establecimiento permanente está situado. Se reconoce que los Estados Contratantes mantienen plena libertad para usar todos los métodos a su disposición para luchar contra la evasión fiscal.

6. Artículos 11 y 12

Se acuerda que, si en algún acuerdo o convenio entre Chile y un Estado miembro de la Organización de Cooperación y Desarrollo Económico que entre en vigencia después de la fecha de entrada en vigor de este Convenio, se acordara que Chile eximirá de impuestos a los intereses o regalías (ya sea en general o respecto de alguna categoría especial de intereses o regalías) provenientes de Chile, o limitará la tasa de impuesto exigible en Chile sobre esos intereses o regalías (ya sea en general o respecto de alguna categoría especial de intereses o regalías) a una tasa más baja que las previstas en el párrafo 2 del artículo 11 o el párrafo 2 del artículo 12 del Convenio, esa exención o tasa reducida se aplicará automáticamente a los intereses o regalías provenientes de Chile (ya sea en

general o respecto de alguna categoría especial de intereses o regalías) cuyo beneficiario efectivo sea un residente de Francia y a los intereses o regalías provenientes de Francia cuyo beneficiario efectivo sea un residente de Chile bajo las mismas condiciones como si esa exención o tasa reducida hubiera sido especificada en esos párrafos. La autoridad competente de Chile informará, sin demora, a la autoridad competente de Francia, que se han cumplido las condiciones para la aplicación de este párrafo.

7. Artículo 12

Para mayor certeza, "know-how" es toda la información técnica no divulgada que es necesaria para la reproducción industrial de un producto o proceso, en la medida que ésta derive de la experiencia. En principio, la manera apropiada de proceder con un contrato mixto es dividirlo sobre la base de la información contenida en el contrato o por medio de una razonable asignación proporcional del total del monto a pagar estipulado, de acuerdo a las diversas partes que están siendo suministradas por el contrato, y luego aplicar el tratamiento impositivo que corresponda a cada parte determinada.

8. Artículos 7 y 12

Se entiende que los pagos o beneficios por la prestación de servicios profesionales u otras actividades de naturaleza independiente que no son consideradas como rentas del artículo 12 deberán someterse a imposición de acuerdo al artículo 7.

9. Artículo 18

Las disposiciones del párrafo 1 del artículo 18 deberán también aplicarse a las remuneraciones derivadas de un empleo pagado por la República Francesa con fondos públicos a funcionarios civiles legalmente reconocidos de nacionalidad francesa para prestar servicios para la República Francesa a través de la "Agence de l'enseignement du français à l'étranger" (AEFE) y del "Institut de recherche et de développement" (IRD) si estos tienen personalidad jurídica como instituciones públicas sin fines empresariales. Si tales remuneraciones no son imponibles en la República Francesa, se aplicarán las disposiciones del artículo 14. La autoridad competente de Chile notificará a la autoridad competente de Francia si la República de Chile establece una institución similar, en cuyo caso las disposiciones del párrafo 1 del artículo 18 se aplicarán a las remuneraciones de personas naturales de nacionalidad chilena que se encuentren en las mismas condiciones y limitaciones como las estipuladas en este párrafo para los nacionales de Francia.

10. Disposiciones generales

- a) (i) Se entiende que nada en este Convenio evita, en el caso de Francia, la aplicación de las disposiciones del artículo 209 B de su "Code Général des Impôts" (disposiciones de sociedades extranjeras controladas), y en el caso de Chile, la aplicación de cualquier disposición similar que pudiera introducirse después de la entrada en vigor de este Convenio.
- (ii) Se entiende que nada en este Convenio evita, en el caso de Francia, la aplicación de las disposiciones del artículo 212 de su "Code Général des Impôts" (reglas de endeudamiento excesivo), y en el caso de Chile la aplicación de las disposiciones de los artículos 38 y 59 de su Ley sobre Impuesto a la Renta (reglas de endeudamiento excesivo).
- (iii) Este entendimiento incluye las disposiciones antes mencionadas aún cuando fueren eventualmente modificadas de tiempo en tiempo o cualquier disposición sustancialmente similar que pudiere ser dictada en adición o sustitución de tales disposiciones sin alterar su principio general.
- b) El Acuerdo de Cooperación Técnica y Científica entre el Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Chile vigente y suscrito el 14 de septiembre de 1962 y sus acuerdos complementarios continuarán en vigor con excepción de la letra b) de su artículo IV que cesará de aplicarse a los impuestos comprendidos en este Convenio cuando éste entre en vigor.

EN FE DE LO CUAL, los signatarios, debidamente autorizados al efecto, han firmado este Protocolo.

HECHO en París, a los 7 días del mes de junio del año dos mil cuatro, en duplicado, en los idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.


**POR EL GOBIERNO DE LA
REPUBLICA FRANCESA**

Dominique BUSSEREAU
Secrétaire d'Etat au Budget
et à la réforme budgétaire


**POR EL GOBIERNO DE LA
REPUBLICA DE CHILE**

J. Nicolás EYZAGUIRRE GUZMÁN
Ministro de Hacienda

[TRANSLATION – TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of the French Republic

and

the Government of the Republic of Chile,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

CHAPTER I. SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1. Persons Covered

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2. Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting States or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

(a) In the French Republic:

(i) The income tax (l'impôt sur le revenu);

(ii) The corporation tax (l'impôt sur les sociétés);

(iii) The tax on wages (la taxe sur les salaires);

(iv) The solidarity tax on capital (l'impôt de solidarité sur la fortune);

and any withholding tax, prepayment or advance payment with respect to the aforesaid taxes;

(hereinafter referred to as "French tax"); and

(b) In the Republic of Chile, the taxes imposed under the Income Tax Act, “Ley sobre Impuesto a la Renta” (hereinafter referred to as “Chilean tax”).

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes and to taxes on capital which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

CHAPTER II. DEFINITIONS

Article 3. General Definitions

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The terms “a Contracting State” and “the other Contracting State” mean France or Chile, as the context requires;

(b) The term “France” means the European and overseas departments of the French Republic, as well as any areas beyond their territorial seas over which the French Republic under its own laws and in accordance with international law, has sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and the subsoil thereof and the superjacent waters;

(c) The term “Chile” means the Republic of Chile, including any areas beyond the territorial sea over which the Republic of Chile, under its own laws and in accordance with international law, has sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and the subsoil thereof and the superjacent waters;

(d) The term “person” includes an individual, a company and any other body of persons;

(e) The term “company” means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(f) The terms “enterprises of a Contracting State” and “enterprise of the other Contracting State” mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(g) The term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the transport is operated solely between places in the other Contracting State;

(h) The term “competent authority” means:

(i) In the case of France, the Minister in charge of the budget or his authorized representative; and

(ii) In the case of Chile, the Minister of Finance or his authorized representative;

(i) The term “national” means:

(i) Any individual possessing the nationality of a Contracting State; or

(ii) Any legal person, including a partnership or association constituted in accordance with the laws in force in a Contracting State;

(j) The terms “activity”, referring to an enterprise, and “business” comprise the exercise of professions or of other activities of an independent nature.

2. As regards the application of the Convention at any given time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has at that time under the laws of that State concerning the taxes to which the Convention applies. The meaning of a term under the taxation law of that State shall have priority over the meaning it has under other branches of law of that State.

Article 4. Resident

1. For the purposes of this Convention, the term “resident of a Contracting State” means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason the person’s domicile, residence, place of management, place of incorporation, or any other criterion of a similar nature and also applies to that State and any local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or of capital located therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then the individual’s status shall be determined as follows:

(a) the individual shall be deemed to be a resident only of the State in which the individual has a permanent home available and if the individual has a permanent home available in both States, the individual shall be deemed to be a resident only of the State with which the individual’s personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) if the State in which the individual’s centre of vital interests cannot be determined, or if there is not a permanent home available to the individual in either State, the individual shall be deemed to be a resident only of the State in which the individual has an habitual abode;

(c) if the individual has an habitual abode in both States or in neither of them, the individual shall be deemed to be a resident only of the State of which the individual is a national;

(d) if the individual is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question in accordance with amicable settlement procedures.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities shall endeavour to settle the question in accordance with amicable settlement procedures. In the absence of an agreement between the competent authorities of the Contracting States, the person shall not be able to benefit from any reduction or exemption from tax provided by the Convention.

4. The expression “resident of a Contracting State” includes:

(a) partnerships or similar entities constituted under the domestic laws of a Contracting State that have their place of management in that State and whose shareholders, associates or other members are personally liable to tax on their share of the profits under the domestic laws of that State;

(b) pension funds and other entities constituted in a Contracting State and established exclusively in order to administer funds in the framework of a retirement plan organized in that State or in order to disburse pensions or other similar benefits to individuals in accordance with a plan.

Article 5. Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term “permanent establishment” includes especially:

- (a) a place of management;
- (b) a branch;
- (c) an office;
- (d) a factory;
- (e) a workshop; and
- (f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of exploration or exploitation of natural resources.

3. The term “permanent establishment” shall also include:

(a) a building site or installation project and the supervisory activities in connection therewith, but only if such building site, installation project or activity lasts more than six months;

(b) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise through employees or other individuals engaged by the enterprise for such purpose, where those activities (activities of that nature) continue in the territory of a State for a period or periods aggregating more than 183 days within any twelve-month period; and

(c) the exercise of a profession and any other activity of an independent nature in a Contracting State by an individual, if that person stays in that State or a period or periods aggregating more than 183 days within any twelve-month period.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

(a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

(e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of advertising, supplying information, or conducting scientific research, or for all other activities of a similar nature, if such activities are of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2 of this article, where a person (other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 of this article applies) is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprises, that enterprises shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carried on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business and that the terms agreed upon or imposed in their commercial or financial relations with that enterprise are no different from those that would normally be agreed to by independent agents.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company that is a resident of the other Contracting State, or which carried on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

CHAPTER III. TAXATION OF INCOME

Article 6. Income from Immovable Property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. For the purpose of implementing this Convention, the term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources, and also options, agreements to sell and similar rights relating to such property; ships, boats and aircraft shall not be regarded as movable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7. Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carried on business in the other Contracting State through a

permanent establishment situated therein. If the enterprise carried on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State, but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment and with any other person.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs of this article, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is a good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

8. The profits or gains attributable to a permanent establishment in the course of its existence may be taxed in the Contracting State in which that permanent establishment is situated, even if the payments are deferred until that establishment has ceased to exist.

Article 8. International Transport

1. Profits which an enterprise of a Contracting State derives from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. For the purposes of this article:

(a) The term “profits” includes the interest derived from sums obtained directly from the operation of ships or aircraft in international traffic, provided that that interest is incidental to the operation;

(b) The term “operation of ships or aircraft” by an enterprise also includes:

i) bareboat chartering or leasing;

ii) the leasing of containers and related equipment,

if that chartering or that leasing is incidental to the operation in international traffic.

3. The provisions of paragraph 1 of this article shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

4. The exchange of letters of 2 December 1977 constituting an agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chile on tax exemptions for air transport companies (including a correcting exchange of letters of 20 January and 23 June, 1978) remains in effect; however, its provisions shall only apply to cases not covered by this Convention or which are not addressed in any of its provisions.

Article 9. Associated Enterprises

1. Where:

a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control, or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control, or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises but, by reason of those conditions, have not so accrued may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State—and taxes accordingly—profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall, if it considers that the adjustment made by the first State is warranted both in principle and in its amount, proceed to make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall, if necessary, consult each other.

Article 10. Dividends

1. Dividends paid by a company that is a resident of a Contracting State to a resident of another Contracting State may be taxed in that other State.

2. Such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is resident and according to the laws of that State. However, if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the dividends.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

The provisions of this paragraph shall not restrict application of the additional tax (“el impuesto adicional”) paid to Chile provided that the amount of the first category tax (“el impuesto de primera categoría”) can be charged to the additional tax assessment.

3. A resident of Chile who receives dividends paid by a company that is a resident of France may obtain a refund of any prepayment in so far as such prepayment has been made by the company in respect of such dividends. The gross amount of the refunded prepayment shall be deemed a dividend for the purposes of the application of this Convention. The provisions of paragraph 2 shall apply to this gross amount.

4. The term “dividends” means income from shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income subjected to the system of distribution by the tax laws of the Contracting State of which the company making the distribution is resident.

5. The provisions of paragraphs 1, 2, and 3 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of the Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the Company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of article 7 shall apply.

6. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except in so far as such dividends are paid to a resident of that other State or in so far as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State, nor subject the company’s undistributed profits to a tax on the company’s undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

7. No provision of this Convention shall restrict Chile’s right to subject a resident of France, by virtue of profits attributable to a permanent establishment situated in Chile, to the first category tax (“el impuesto de primera categoría”) and the additional tax (“el impuesto adicional”), provided the first category tax is deductible from the additional tax, in the additional tax assessment.

Article 11. Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of another Contracting State may be taxed in that other State.

However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

- (a) five per cent of the gross amount of the interest, when it is derived from:
 - (i) loans granted by banks and insurance companies;
 - (ii) bonds or debentures negotiated on a regular and substantial basis in a regulated equity market;

(iii) a credit sale of machines and equipment paid by the purchaser to a beneficial owner who is the vendor of those machines or equipment.

(b) fifteen per cent of the gross amount of interest in all other cases.

3. The term “interest” as used in this article means income from the debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums attaching to those instruments, and the income subject to the tax regime on income from loans under the laws of the State it comes from. Penalties charged for late payment (other than those classified as late penalties for late payment under domestic law) shall not be regarded as interest for the purpose of this article. The term “interest” shall not include items of income which are regarded as dividends under the provisions of article 10.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In this case, the provisions of article 7 apply.

5. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of interest exceeds, for whatever reason, the amount which would have been agreed upon by the payer and beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 2. Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

(a) 5 per cent of the gross amount of the royalties for the use or the right to use industrial, commercial or scientific equipment;

(b) 10 per cent of the gross amount of the royalties in all other cases.

3. The term royalties as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematographic films, tapes and other means of image or sound reproduction, patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process,

or any other similar good or right, and for the use of, or the right to use industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience (know-how).

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether the payer is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the obligation to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment, the such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

6. When by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount that would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13. Capital Gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of shares, similar interest or other rights may be taxed in the other Contracting State if:

(a) the alienator has, at any moment in the course of the twelve-month period preceding that alienation, directly or indirectly held shares, similar interests or other rights constituting at least 20 per cent of the capital of the company or of another person that is a resident of the other Contracting States and has been established in accordance with the laws of France or Chile; or

(b) those gains derive more than 50 per cent of their value, directly or indirectly, from immovable property situated in that other Contracting State.

All other gains that a resident of a Contracting State derives from the alienation of shares or other rights to the capital of a company that is a resident of the other Contracting State may also be taxed in that other Contracting State, but that tax may not exceed 16 per cent of the amount of those gains.

Notwithstanding any other provision of this paragraph, the gains that a pension fund, which is a resident of a Contracting State, derives from the alienation of shares or other rights to the capital of a company that is a resident of the other Contracting State may only be taxed in the first Contracting State.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment that an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other State.

4. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or from movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in the foregoing paragraphs shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14. Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17, and 18, salaries, wages and other remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of Paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the calendar year concerned; and

(b) the remuneration is paid by a person acting as an employer or on behalf of such a person who is not a resident of the other State; and

(c) the remuneration is not borne by a permanent establishment that the person acting as an employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration received by a resident of a Contracting State from employment exercised aboard a ship or an aircraft operated in international traffic may only be taxed in that State.

Article 15. Directors' Fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the Board of Directors, supervisory board or similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 16. Entertainers and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of Article 14, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, whether that person is a resident of a Contracting State or not, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7 and 14, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

Article 17. Pensions

Pensions arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the Contracting State in which they arise.

Article 18. Government Service

1.(a) Salaries, wages and other remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or one of its regional authorities to an individual in respect of services rendered to that State or one of its regions in the performance of government service functions shall be taxable only in that State;

(b) However such salaries, wages and other remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who is a national of that State.

2. The provisions of Articles 14, 15 and 16 shall apply to salaries, wages and other remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or one of its regional authorities.

Article 19. Students

Payments, which a student, business trainee or apprentice who is, or was immediately before visiting a Contracting State, a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of that individual's education or training receives for the purpose of the individual's maintenance, education or training shall not be taxed in that State, if such payments arise from sources outside that State.

Article 20. Other Income

1. Subject to the provisions of paragraphs 2 and 3, items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, which are not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

3. However, the income of a resident of a Contracting State that is not dealt with in the preceding articles of this Convention and which arises in the other Contracting State may also be taxed in that other State.

4. If, owing to special relations between the person referred to in paragraph 1 and another person, or between either one and third parties, the amount of the income referred to in paragraph 1 exceeds the amount they would have agreed on in the absence of such relations, the provisions of this article shall apply only to this latter amount. In this case, the excess amount of the income may still be taxed according to the laws of each Contracting State and taking into account the other provisions of this Convention.

CHAPTER IV. TAXATION OF CAPITAL

Article 21. Capital

1. Capital represented by immovable property owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment that an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State may be taxed in that other State.

3. Capital of an enterprise represented by ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the Contracting State of which the enterprise operating such ships or aircraft is a resident.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

CHAPTER V. METHODS FOR AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION

Article 22. Elimination of Double Taxation

1. In the case of France, double taxation shall be eliminated as follows:

(a) Income which is taxable or taxable only in Chile in accordance with the provisions of this Convention shall be taken into account for the computation of French tax where the recipient of such income is a resident of France and such income has not been exempted from the corporation tax in accordance with French domestic law, including in the cases provided for in paragraph b) below. In such case, Chilean tax shall not be deductible from that income, but the resident of France shall be entitled, under the conditions and within the limits specified in subparagraphs (i) and (ii), to a tax credit against French tax. Such credit shall be equal:

(i) in the case of income not mentioned in subparagraph (ii), to the amount of French tax attributable to such income, provided that the recipient resident of France is subject to Chilean tax in respect of that income;

(ii) in the case of income referred to in articles 10, 11 and 12, and paragraphs 1 and 2 of article 13, paragraph 3 of article 14, articles 15, 16 and 20, to the amount of tax paid in Chile in accordance with the provisions of those articles; however such tax credit may not exceed the amount of French tax in respect of such income;

(iii) in the case of income referred to in article 10, the tax credit granted in application of and subject to the conditions provided for in (ii) shall be equal to the small of the following amounts:

- the amount of the additional tax paid in Chile after the first category tax has been deducted in assessment of the amount of the additional tax; or

- 15 percent of the gross amount of dividends, prior to computing the additional tax.

(b) Dividends paid by a company which is a resident of Chile to a company which is a resident of France shall be exonerated from taxation in France under the same conditions as if the company paying the dividends was a resident of France or of another Member State of the European Union;

(c) A resident of France who owns capital which is taxable in Chile in accordance with the provisions of paragraphs 1 and 2 of article 21 may also be taxed in France on such capital. The French tax shall be computed by allowing a tax credit equal to the amount of tax paid in Chile on such capital. Such tax credit shall not, however, exceed the amount of French tax attributable to such capital;

(d)(i) It is understood that the term “amount of French tax attributable to such income” used in subparagraph (a) means:

where tax payable in respect of such income is computed by the application of a proportional rate, the product of the amount of the net income in question multiplied by the rate effectively applied thereto;

where the tax payable in respect of such income is computed by the application of a progressive scale, the product of the amount of the net income in question multiplied by the rate resulting from the ratio between the tax effectively payable in respect of the overall taxable net income under French law and the amount of that overall income.

This interpretation applies by analogy to the terms “amount of French tax attributable to such capital” used in subparagraph (c).

(ii) It is understood that the term “amount of tax paid in Chile” used in subparagraphs (a) and (c) means the amount of Chilean tax effectively and definitively paid in respect of the items of income or capital in question, in accordance with the provisions of the Convention, by the resident of France who is taxed on such items of income or capital under French law.

2. In the case of Chile, double taxation shall be eliminated as follows:

(a) Residents of Chile receiving income which, under the provisions of this Convention, is taxable in France may charge the tax thus paid against any Chilean tax paid on that same income, subject to applicable provisions of Chilean law. This paragraph shall apply to all the incomes referred to in this Convention;

(b) Where, in accordance with any provision of this Convention, income or capital received or owned by a resident of Chile is exempt from tax in Chile, Chile may nevertheless, in calculating the amount of tax due on other income or items of capital, take into account the exempted income or items of capital.

CHAPTER VI. SPECIAL PROVISIONS

Article 23. Non-Discrimination

1. Individuals who are nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, particularly with regard to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of article 1, also apply to individuals who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

3. The provisions of this article shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Except where the provisions of paragraph 1 of article 9, paragraph 6 of article 11 or paragraph 6 of article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Companies that are residents of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

6. The tax exemptions and other tax advantages provided for by the tax laws of a Contracting State for the benefit of that State or its regional authorities or their bodies corporate governed by public law whose activities are not of a lucrative nature shall apply under the same conditions respectively, to the other Contracting State or its regional authorities or to their bodies corporate governed by public law which are carrying out identical or substantially similar activities.

7. If a treaty or bilateral agreement to which the Contracting States are parties, other than the present Convention, includes a non-discrimination or most-favoured-nation clause, it is understood that such clauses shall not apply to the subjects addressed in this Convention.

8. In this article the term "taxation" means taxes that are the subject of this Convention.

Article 24. Mutual Agreement Procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of article 23, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provision of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with this Convention.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may, in particular, agree on an allocation of income between or among associated enterprises referred to in Article 9.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a commission consisting of representatives of the competent authorities of the Contracting States.

5. Considering that the principal objective of this Convention is to avoid international double taxation, the Contracting States agree that, should the provisions of the Convention be used in such a way as to produce unforeseen or unwanted advantages, the competent authorities of the Contracting States shall, under the mutual agreement procedure provided for in this article, make recommendations for specific amendments to the Convention. The Contracting States also agree that such recommendations shall be diligently considered and discussed with a view, if necessary, to amending the Convention.

Article 25. Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention in so far as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that state, and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) to carry out administrative measures at variance with its laws or those of the other Contracting State;

(b) to supply information which is not obtainable under its laws or those of the other Contracting State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy.

3. If the information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall endeavour to obtain the information to which the request relates in the same way as if its own taxation were involved even though the other State does not, at that time, need such information.

Article 26. Members of Diplomatic Missions and Consular Posts

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding the provisions of article 4, any individual who is a member of a diplomatic mission or consular post of a Contracting State situated in the other Contracting State or in a third State shall, for the purposes of this Convention, be deemed a resident of the accrediting State, provided that:

(a) under international law, the individual is not liable to tax in the receiving State on items of revenue arising outside that State; and

(b) the individual is subject in the accrediting State to the same tax liability on his total income or capital as residents of that State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, their organs or their staff, or to persons who are members of a diplomatic mission or consular post of a third State who are present in the territory of a Contracting State and are not treated as residents in either Contracting State with respect to taxation of income or capital.

Article 27. Miscellaneous Rules

1.(a) The competent authorities of the Contracting States may decide either jointly or separately on procedures for the implementation of this Convention;

(b) In particular in order to obtain in a contracting State the advantages provided for in articles 10, 11 and 12, residents of the other Contracting State shall, unless the competent authorities otherwise provide, submit a proof of residence form certified by the tax authorities of that other State and indicating, in particular the nature and the amount or value of the income or capital in question.

2. As regards collective accounts or investment funds (such as, for example, the foreign capital investment fund, Law No. 18.657), which are liable to repatriation tax and must be administered by a resident of Chile, the provisions of this Convention may not

be construed as restricting the right of Chile to make such accounts or funds liable to repatriation tax on account of investments in assets situated in Chile.

3. For the purposes of paragraph 3 of article XXII (Consultation) of the General Agreement on Trade in Services, the Contracting States agree that, notwithstanding the provisions of this paragraph, any dispute between them as to whether a measure falls within the scope of this Convention may be brought before the Council for Trade in Services, as provided in this paragraph, only with the consent of both Contracting States. Any doubt as to the interpretation of this paragraph shall be resolved, pursuant to paragraph 3 of article 24 or, failing agreement under that procedure, pursuant to any other procedure agreed to by the Contracting States.

4. Nothing in this Convention shall affect the application of the existing provisions of the Chilean legislation D.L. 600 (foreign investment statute—"Estatuto de la Inversión Extranjera") as they are in force at the time of signature of this Convention and as they may be amended from time to time without changing the general principle thereof.

5.(a) Where an individual is employed in a Contracting State, contributions paid by that individual to a retirement fund that is established and recognized for tax purposes in the other Contracting State shall be deductible in the first-mentioned State for the purposes of assessing that individual's taxable income and shall be treated in that first State in the same way as contributions to a retirement fund that is recognized for tax purposes in that first State and subject to the same conditions and restrictions, provided that:

(i) the individual has not been a resident of that State and contributed to the retirement fund immediately prior to taking his post in that State; and that

(ii) the retirement fund is accepted by the competent authority of that State as being, generally speaking, comparable to a retirement fund recognized as such for tax purposes in that State.

(b) For the purposes of paragraph (a):

(i) "retirement fund" includes a retirement fund created under the social security system in the Contracting State; and

(ii) a retirement fund is recognized for tax purposes in a State if contributions to that fund entitle the contributor to tax relief in that State.

6. The provisions of articles 10, 11, 12 and 20 shall not apply if the principal objective, or one of the principal objectives, of any person intervening in the establishment or transfer of a right or claim in respect of which dividends, interest, royalties or other income are paid consists of taking advantage of these articles by means of that establishment or transfer.

CHAPTER VII. FINAL PROVISIONS

Article 28. Entry Into Force

1. Each Contracting State shall notify the other, through the diplomatic channel, of the completion of the constitutional and legal procedures required in that State for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the date of receipt of the last notification.

2. The provisions of the Convention shall apply:

a) In France:

(i) in respect of the income taxes withheld at the source, to sums taxable after the calendar year in which the Convention enters into force;

(ii) in respect of income taxes not withheld at the source, to income pertaining, as the case may be, to any calendar year or any fiscal year beginning after the calendar year in which the Convention enters into force;

(iii) in respect of other taxes, to taxation the taxable event in respect of which occurs after the calendar year in which the Convention enters into force.

b) In Chile:

In respect of taxes on income and amounts paid, credited to an account, made at the disposal or accounted as an expense, on or after the first day of January of the calendar year immediately following that in which the Convention enters into force.

Article 29. Termination

1. This Convention shall continue in effect indefinitely but either Contracting State may, on or before June 30 of any calendar year beginning after a period of five calendar years following the date on which the Convention enters into force, give to the other Contracting State a notice of termination in writing through diplomatic channels.

2. In such event, the Convention shall no longer apply:

(a) In France:

In respect of income taxes withheld at the source, to sums taxable after the calendar year in which the notice of termination is given;

(i) In respect of income taxes not withheld at the source, to income pertaining, as the case may be, to any calendar year or any fiscal year beginning after the calendar year in which the notice of termination is given;

(ii) In respect of other taxes, to taxation the taxable event in respect of which occurs after the calendar year in which the notice of termination is given;

(b) In Chile:

In respect of taxes on income and amounts paid, credited to an account, made at the disposal or accounted as an expense, on or after the first day of January of the calendar year immediately following the year in which the notice of termination is given;

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Convention.

DONE in duplicate, at Paris, this 7th day of June 2004, in French and Spanish, each version being equally authentic.

For the Government of the Republic of France:

DOMINIQUE BUSSEureau

Minister of the Budget and Budgetary Reform

For the Government of the Republic of Chile:

NICOLAS EYZAGUIRRE GUZMAN

Minister of Finance

PROTOCOL

On signing the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chile for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and capital, the signatories have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Convention.

1. Article 2

The tax on wages and salaries mentioned in subparagraph (a) of paragraph 3 of Article 2 shall be governed by the provisions of the Convention applicable to the profits of enterprises.

2. It is understood that the term “immovable property”, as defined in paragraph 2 of Article 6, includes options, promises of sale and similar rights pertaining to such property.

3. Articles 5 and 7

In order to avoid erroneous application of Articles 5 and 7 for the purpose of gauging the duration of the activities mentioned in paragraph 3 of Article 5, the period in which activities are carried out in a Contracting State by an enterprise associated with another enterprise (other than an enterprise of that Contracting State) may be aggregated with the period in which activities are carried out by the associated enterprise if the activities of the first-mentioned enterprise are connected with those carried out in that State by the second enterprise, it being clear that any period in which two or more associated enterprises have conducted activities simultaneously shall only be taken into account once.

4. Article 6

It is understood that where shares or other rights in a company or other legal entity provide for the use of immovable property situated in a Contracting State and owned by that company or legal entity, income arising from direct utilization, leasing or the usage in any other form of such right of use shall be taxable in that State notwithstanding the provisions of Article 7.

5. Article 7

For the sake of greater certainty in the application of paragraphs 1 and 2 of Article 7, where an enterprise of a Contracting State sells merchandise or carries on an activity in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, the profits of such permanent establishment shall be determined not on the basis of the total amount received by the enterprise, but solely on the basis of the earnings attributable to the activity of the permanent establishment in respect of such sales or activity.

In particular, in the case of contracts, especially research contracts and contracts for the supply of goods or for construction or installation projects in relation to industrial, commercial or scientific equipment or facilities, or for public works, where the enterprise has a permanent establishment, the profits attributable to such permanent establishment shall be determined not on the basis of the total amount of the contract, but solely on the basis of the proportion of the contract which is actually performed by that permanent establishment in the Contracting State in which it is situated. The profits pertaining to the

proportion of the contract which is not executed by the permanent establishment or not attributed to it shall not be taxable by the Contracting State in which that permanent establishment is situated. It shall be fully acknowledged that the Contracting States shall be free to use all means at their disposal to combat tax fraud.

6. Articles 11 and 12

It is understood that if an agreement or convention between Chile and a country that is a member of the Organization for Economic Co-operation and Development enters into force after the date of entry into force of this Convention, whereby Chile agrees to exempt from taxes interest and royalties (both in general and in respect of specific categories of interest or royalties) arising in Chile or to limit the tax applicable in Chile on such interest or royalties (both in general and in respect of specific categories of interest or royalties) to a rate that is lower than that provided for in paragraph 2 of Article 11 or paragraph 2 of Article 12 of the Convention, such exemption or lower rate shall automatically apply to interest or royalties (both in general and in respect of specific categories of interest or royalties) arising in Chile of which a resident of France is the beneficial owner and to the interest or royalties arising in France of which a resident of Chile is the beneficial owner in the same manner as if that exemption or lower rate was specified in those paragraphs. The competent authority of Chile shall promptly notify the competent French authority that the conditions for applying this paragraph have been met.

7. Article 12

For the sake of greater certainty, know-how means all the undisclosed technical information, derived from experience, needed for industrial reproduction of a product or technique. In the event of a mixed contract, in principle it is best, with the help of indications mentioned in the contract or by means of a reasonable breakdown, to disaggregate the total amount of the earnings stipulated based on the different services to which they apply, and to make each part of the earnings established in that manner liable to the taxes applicable to it.

8. Articles 7 and 12

It is understood that the fees and profits derived from the practice of a profession or from other independent activities that are not considered as income referred to in Article 12 shall be taxable in accordance with the provisions of Article 7.

9. Article 18

The provisions of paragraph 1 of Article 18 shall apply also to employee remuneration paid by the French Republic out of public funds to civil servants of French nationality in respect of services rendered to the French Republic through the Agency for French Education Abroad (AEFE) and the Institute for Research and Development (Institut de recherche et de développement - IRD), provided that such entities have the legal status of government agencies not engaged in business activities. If such remuneration is not imposed by the French Republic, the provisions of Article 14 shall apply. If the Republic of Chile establishes a similar institution, the competent authority in Chile shall notify the competent authority in France thereof; in that case, the provisions of paragraph 1 of Article 18 shall apply to remuneration paid to individuals of Chilean nationality on the same conditions and subject to same limitations as those provided for in this paragraph in respect of French nationals.

10. General provisions

(a) (i) It is understood that nothing in this Convention shall prevent France from applying the provisions of Article 209 B of its General Tax Code (provisions regarding supervised foreign companies), nor Chile from applying any similar provisions that may be introduced after the date on which this Convention enters into force.

(ii) It is understood that nothing in this Convention shall prevent France from applying the provisions of Article 212 of its General Tax Code (rules regarding under-capitalization), nor Chile from applying the provisions of Articles 38 and 59 of its income tax law (“Ley sobre Impuesto a la Renta”) (rules regarding under-capitalization).

(iii) This joint interpretation refers to the aforementioned provisions as they may subsequently be amended or all other similar provisions that may be drawn up to complement or replace such provisions without altering their general principle.

(b) The agreement on technical and scientific cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chile currently in force and signed on 14 September 1962 as well as its supplementary provisions shall remain in force with the exception of point b of its Article IV, which shall cease to apply to the taxes referred to in this Convention as of the date it enters into force.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Protocol.

DONE in duplicate, at Paris, this 7th day of June 2004, in French and Spanish, each version being equally authentic.

For the Government of the Republic of France:

DOMINIQUE BUSSEREAU

Minister of the Budget and Budgetary Reform

For the Government of the Republic of Chile:

NICOLAS EYZAGUIRRE GUZMAN

Minister of Finance

No. 43646

**Cyprus
and
Saudi Arabia**

Air Services Agreement between the Government of the Republic of Cyprus and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia (with annex). Jeddah, 22 April 2002

Entry into force: *24 October 2003 by notification, in accordance with article 22*

Authentic texts: *Arabic, English and Greek*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Cyprus, 8 March 2007*

**Chypre
et
Arabie saoudite**

Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République de Chypre et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite (avec annexe). Djeddah, 22 avril 2002

Entrée en vigueur : *24 octobre 2003 par notification, conformément à l'article 22*

Textes authentiques : *arabe, anglais et grec*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Chypre, 8 mars 2007*

ملحق
جدول الطرق

١/ الجدول (١)

الخطوط التي سيتم تشغيلها بواسطة الخطوط الجوية المعينة من قبل الجمهورية القبرصية:-

من	إلى	النقاط المتوسطة	النقاط فيما وراء
نقاط في الجمهورية القبرصية	جدة أو الرياض	يتم تحديدها	يتم تحديدها

٢/ الجدول (٢)

الخطوط التي سيتم تشغيلها بواسطة الخطوط الجوية المعينة من قبل المملكة العربية السعودية:-

من	إلى	النقاط المتوسطة	النقاط فيما وراء
نقاط في المملكة العربية السعودية	لارنكا أو بافوس	يتم تحديدها	أثينا وميلانو

٣/ يجوز للخطوط الجوية المعينة بواسطة الطرفين المتعاقدين أن تحذف أي نقطة محددة في جدول الطرق سواء كانت هذه النقطة متوسطة أو فيما وراء أي من أو جميع رحلاتها.

٤/ لا يجوز ممارسة الحرية الخامسة لحقوق الحركة الجوية بين النقاط المتوسطة أو فيما وراء وبين أراضي الطرف المتعاقد الآخر ، ما لم يتم التوصل إلى اتفاق بهذا الشأن بين الطرفين المتعاقدين.

المادة العشرون

التسجيل لدى منظمة الطيران المدني الدولي

تسجل هذه الاتفاقية وأي تعديلات تطرأ عليها لدى منظمة الطيران المدني الدولي .

المادة الحادية والعشرون

الملاحق

الملاحق لهذه الاتفاقية تعد جزءاً منها وجميع الإشارات لهذه الملاحق يجب أن تشمل على إشارات أو مراجع لهذه الملاحق باستثناء ما ينص على خلاف ذلك صراحة .

المادة الثانية والعشرون

سريان مفعول الاتفاقية

١/ تسري هذه الاتفاقية لمدة غير محددة .

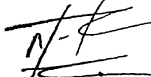
٢/ يسري مفعول هذه الاتفاقية ابتداءً من اليوم الثلاثين من تاريخ إشعار الطرفين المتعاقدين لبعضهما بعضاً بوساطة المذكرات الدبلوماسية و باستيفاء جميع الإجراءات القانونية المطلوبة .

تم تحرير هذه الاتفاقية بالنص العربي واليوناني والإنجليزي من نسختين أصليتين متماثلتين لكل نص وفي حالة اختلاف التفسير يعمل بالنص الإنجليزي ، ويحتفظ كل طرف من الأطراف بنسخة بهدف التنفيذ .


وبناءً عليه قام الموقعان أدناه بتفويض من حكومتهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية .

حررت في مدينة جدة في يوم الإثنين ٩/ صفر/١٤٢٣هـ الموافق ٢٢/أبريل/٢٠٠٢م .

عن حكومة الجمهورية القبرصية


أفروف نيفيت
وزير الإتصالات والأشغال

عن حكومة المملكة العربية السعودية


د/ علي بن عبد الرحمن الخلف
رئيس الطيران المدني

المادة التاسعة عشرة

تسوية النزاعات

١/ إذا نشأ أي نزاع بين الطرفين المتعاقدين بشأن تفسير هذه الاتفاقية أو تطبيقها يسعى الطرفان المتعاقدان أولاً إلى تسوية هذا النزاع بالتفاوض.

٢/ فإذا لم يتوصل الطرفان المتعاقدان إلى تسوية عن طريق التفاوض يجوز لهما الاتفاق على عرض النزاع على فرد أو هيئة ، وإذا لم يتم التوصل لاتفاق يحال النزاع وبناء على طلب أي من الطرفين المتعاقدين إلى هيئة من ثلاثة حكام ، يعين كل طرف واحداً من أعضاء هذه الهيئة ويعين الحكم الثالث بوساطة الحكّمين الإثنى المعينين ، ويقوم كل طرف من الطرفين المتعاقدين بتعيين حكم خلال فترة قدرها (٦٠) ستون يوماً من تاريخ تسلّم أي من الطرفين المتعاقدين إشعاراً من الطرف الآخر عن طريق القنوات الدبلوماسية بطلب الفصل في هذا النزاع عن طريق مثل هذا الإجراء، ويعين الحكم الثالث خلال فترة أخرى قدرها (٦٠) ستون يوماً ، وإذا لم يعين أي من الطرفين المتعاقدين حكماً عنه خلال الفترة المحددة أو إذا لم يتم تعيين الحكم الثالث في خلال الفترة المحددة ، فيجوز لأي من الطرفين أن يطلب من رئيس مجلس منظمة الطيران المدني الدولي تعيين حكم أو حكام بحسب ما يتطلبه الأمر ، وفي هذه الحالة يكون الحكم الثالث من دولة ثالثة ويترأس لجنة التحكيم.

٣/ يلتزم الطرفان المتعاقدان بأي قرار يصدر بناء على الفقرة (٢) من هذه المادة.

٤/ يتحمل الطرفان المتعاقدان مصاريف التحكيم مناصفة .

المادة السابعة عشرة

التوافق مع المعاهدات المتعددة الأطراف

يتم تعديل هذه الاتفاقية وملحقاتها لتتوافق مع أية معاهدة متعددة الأطراف تكون ملزمة للطرفين المتعاقدين .

المادة الثامنة عشرة

إنهاء الاتفاقية

١/ يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين في أي وقت إعطاء إشعار كتابي للطرف المتعاقد الآخر بقراره إنهاء هذه الاتفاقية ، على أن يتم تبليغ هذا القرار في نفس الوقت للمنظمة الدولية للطيران المدني.

٢/ وفي هذه الحالة تنتهي الاتفاقية في خلال (١٢) شهراً من تاريخ تسلم الإشعار بوساطة الطرف المتعاقد الآخر ما لم يتم سحب الإشعار بانفاق مشترك قبل إنتهاء هذه الفترة ، وفي حالة عدم الإقرار بالتسليم من قبل الطرف المتعاقد الآخر ، يعد الإشعار متسلماً بعد (١٤) يوماً من تسلمه بوساطة منظمة الطيران المدني الدولي .

٦/ إذا لم توافق سلطات الطيران على أية تعريفية مقدمة إليها بموجب الفقرة (٣) من هذه المادة ، أو على تحديد أية تعريفية بموجب الفقرة (٥) من هذه المادة ، يتم تسوية النزاع وفقاً لأحكام المادة (١٩) التاسعة عشر من هذه الاتفاقية.

٧/ تبقى التعريفية المقررة بموجب أحكام هذه المادة سارية المفعول حتى يتم تحديد تعريفية جديدة .

المادة السادسة عشرة

التشاور والتعديل

١/ بروح من التعاون يقوم الطرفان المتعاقدان أو سلطات الطيران التابعة لهما بالتشاور فيما بينهما من وقت لآخر للتأكد من تطبيق أحكام هذه الاتفاقية و ملاحظتها والالتزام بها .

٢/ إذا رغب أي من الطرفين المتعاقدين في تعديل أي من أحكام هذه الاتفاقية يجوز له طلب التشاور مع الطرف المتعاقد الآخر على أن يبدأ التشاور خلال (٦٠) يوماً من تاريخ الطلب وأي تعديلات يتم الاتفاق عليها تصبح سارية المفعول عند تأكيدها عن طريق تبادل المذكرات الدبلوماسية بعد إكمال الإجراءات القانونية أو الإجراءات المطلوبة.

٣/ التعديلات المتعلقة بأحكام هذه الاتفاقية دون جداول الملحقه يوافق عليها من قبل كل من الطرفين المتعاقدين بموجب إجراءاته النظامية .

٤/ التعديلات التي تتعلق فقط بشروط الجداول الملحقه يجوز أن تتم الموافقة عليها بين سلطات طيران الطرفين المتعاقدين ، وتصبح هذه التعديلات سارية بمجرد الموافقة عليها من قبل سلطات طيران الطرفين المتعاقدين .

المادة الخامسة عشرة

التعريف

- ١/ تكون التعريف المقررة التي سيتم استيفاؤها من أي خطوط طيران معينة من أحد الطرفين المتعاقدين على الخدمات المتفق عليها ، ضمن الحدود المعقولة مع مراعاة جميع العناصر ذات العلاقة ، بما فيها تكلفة التشغيل ، الربح المعقول ، مميزات الخدمة وتعريف خطوط الطيران الأخرى التي تقوم بتشغيل خدمات مجدولة على كامل الخط المعني أو جزء منه .
- ٢/ يتم الاتفاق (إذا أمكن) على التعريف المشار إليها في الفقرة رقم (١) من هذه المادة بين شركات الطيران المعينة من قبل الطرفين المتعاقدين بعد التشاور مع خطوط الطيران الأخرى التي تشغل خدمات على كامل الخط أو جزء منه باستخدام إجراءات الاتحاد الدولي للنقل الجوي لتحديد التعريف.
- ٣/ تقدم التعريف المتفق عليها للموافقة عليها واعتمادها من قبل سلطات طيران كلا الطرفين المتعاقدين قبل (٦٠) يوماً على الأقل من التاريخ المقترح لبدء العمل بها ، وفي بعض الحالات الخاصة يجوز تخفيض هذه الفترة الزمنية حسب موافقة السلطات المذكورة.
- ٤/ تمنح الموافقة إذا لم ترفض أي من سلطات الطيران خلال (٣٠) يوماً من تاريخ تقديم التعريف وفقاً للفقرة (٣) من هذه المادة وتعد هذه التعريف موافقاً عليها. وفي حالة تخفيض فترة التقديم كما هو منصوص عليه في الفقرة (٣) يجوز لسلطات الطيران الموافقة على أن تكون فترة الإشعار بالرفض أقل من ثلاثين (٣٠) يوماً.
- ٥/ في حالة عدم الموافقة على التعريف بموجب الفقرة رقم (٢) من هذه المادة أو إذا قامت إحدى سلطات الطيران خلال الفترة المحددة وفقاً للفقرة (٤) من هذه المادة بتسليم سلطات الطيران الأخرى إشعاراً بعدم موافقتها على التعريف المتفق عليها بموجب شروط الفقرة (٢) من هذه المادة تقوم سلطات طيران الطرفين المتعاقدين بعد التشاور مع سلطات طيران أي دولة أخرى أو مع أي سلطة أخرى يرى الطرفان المتعاقدان أن نصائحها قد تكون ذات فائدة بالسعي لتحديد التعريف باتفاق مشترك .

دخول الطائرة أو أثناء وجودها أو مغادرتها لأراضيها أو أجوائه ، وعلى كل طرف من الطرفين المتعاقدين التأكد من اتخاذ التدابير الفعالة في أراضيها لحماية الطائرة وتفتيش الركاب وأطقم الملاحين والمواد المحمولة بواسطة الركاب و العفش والشحن ومستودعات الطائرة قبل وأثناء الصعود إلى الطائرة أو تحميلها. وعلى كل من الطرفين المتعاقدين الاستجابة لكل طلب يقدمه الطرف المتعاقد الآخر لاتخاذ التدابير الأمنية الخاصة المطلوبة لمواجهة تهديد معين للطيران المدني.

٥/ عند حدوث واقعة إختطاف طائرة مدنية أو التهديد بإختطافها أو غير ذلك من الأعمال غير المشروعة التي ترتكب ضد سلامة هذه الطائرة وركابها وأطقم ملاحها أو المطارات أو مرافق الملاحة الجوية ، يجب على الطرفين المتعاقدين مساعدة بعضهما عن طريق تسهيل الاتصالات فيما بينهما أو غيرها من الإجراءات المناسبة اللازمة لإنهاء هذه الواقعة أو التهديد بسرعة وسلامة .

المادة الرابعة عشرة

أمن الطيران

١/ يؤكد الطرفان المتعاقدان انسجاماً مع حقوقهما وواجباتهما بموجب القانون الدولي التزامهما تجاه بعضهما ، بإن حماية أمن الطيران المدني من كل أشكال التدخل غير المشروع - يعد جزءاً لا يتجزأ من هذه الاتفاقية ٥

يقوم الطرفان المتعاقدان بشكل خاص ودون تقييد لعمومية حقوقهما وواجباتهما بمقتضى القانون الدولي - بالعمل وفقاً لشروط المعاهدة الخاصة بالجرائم والأعمال التي ترتكب على متن الطائرات الموقعة في طوكيو في ١٤ سبتمبر ١٩٦٣ م ومعاهدة قمع الاستيلاء على الطائرات الموقعة في لاهاي في ١٦ ديسمبر ١٩٧٠ م ومعاهدة قمع الأعمال التي ترتكب ضد سلامة الطيران المدني الموقعة في مونتريال في ٢٣ سبتمبر ١٩٧١ م.

٢/ يقوم الطرفان المتعاقدان عند الطلب بتقديم المساعدة اللازمة لكل منهما لمنع الأعمال غير المشروعة للاستيلاء على الطائرات المدنية والأعمال غير المشروعة الأخرى التي ترتكب ضد سلامة الطائرات وركابها واطقم ملاحيتها والمطارات ومرافق الملاحة الجوية وأي شكل من أشكال التهديد الأخرى لأمن الطيران المدني.

٣/ يعمل الطرفان المتعاقدان انطلاقاً من العلاقة المشتركة بينهما بموجب شروط أمن الطيران التي حددتها منظمة الطيران المدني الدولي والمبينة في ملاحق المعاهدة إلى المدى الذي تنطبق فيه هذه الأحكام الأمنية على الطرفين المتعاقدين . كما سيقوم الطرفان المتعاقدان بالطلب من أن مشغلي الطائرات المسجلة أو من مشغلي الطائرات الذين تقع أماكن أعمالهم أو مقرهم الدائم في إقليمها (أو الجهات المشغلة للمطارات في إقليمها) بالعمل وفقاً لشروط أمن الطيران .

٤/ يوافق كل طرف من الطرفين المتعاقدين على مطابفة مشغلي الطائرات بتطبيق أحكام أمن الطيران المشار إليها في الفقرة رقم (٣) أعلاه المطلوبة من قبل الطرف المتعاقد الآخر عند

المادة الثالثة عشرة

التمثيل التجاري للخطوط الجوية:

- ١/ يحق للخطوط الجوية المعينة من قبل أحد الطرفين المتعاقدين وبموجب نظم ولوائح الطرف الآخر الخاصة بالدخول والإقامة والتوظيف أن تحضر إلى إقليم الطرف المتعاقد الآخر الموظفين التابعين لها من إداريين وفنيين ومشغلين وغيرهم من الموظفين المختصين الذين تحتاج إليهم لتقديم خدماتها .
- ٢/ يتم تنفيذ عمليات المناولة الأرضية لكل شركة من شركات الخطوط الجوية المعينة بموجب القوانين واللوائح المعمول بها من قبل الطرف المتعاقد الآخر .
- ٣/ يمنح كل طرف متعاقد لشركات الخطوط المعينة من قبل الطرف الآخر حق ممارسة عمليات بيع خدمات النقل الجوي في أراضيه مباشرة أو عن طريق الوكلاء حسب رغبة الخطوط الجوية .

المادة الثانية عشرة

الاعتراف بالشهادات والتراخيص والسلامة

١/ شهادات صلاحية الطيران وشهادات الأهلية والتراخيص الصادرة أو التي تعد صالحة من أحد الطرفين التي لا تزال سارية المفعول سوف تعد صالحة وسارية المفعول من قبل الطرف المتعاقد الآخر بغرض تشغيل الخدمات المتفق عليها على الطرق المحددة بشرط أن تكون هذه الشهادات أو التراخيص قد صدرت ولازالت صالحة بموجب المعايير المحددة في المعاهدة ، ومع ذلك يحتفظ كل طرف من الأطراف المتعاقدة بالحق فيما يختص بالطيران فوق إقليمه أن يرفض الاعتراف بشرعية شهادات الأهلية والتراخيص الممنوحة لمواطنيه من قبل الطرف المتعاقد الآخر.

٢/ يجوز لكل طرف متعاقد أن يطلب استشارة قانونية بخصوص مقاييس السلامة المعمول بها لدى الطرف المتعاقد الآخر والمتعلقة بالتسهيلات الملاحية والملاحين والطائرات وعمليات الخطوط المعينة ، وإذا تبين لأحد الطرفين بعد إجراء مثل هذه الاستشارات ان الطرف المتعاقد الآخر ليس لديه مقاييس ومتطلبات فعالة للسلامة متمشية مع الحد الأدنى للمستويات المحددة في المعاهدة من هذه النواحي ، فيتم إشعار الطرف المتعاقد الآخر بذلك وبالإجراءات التي تعد ضرورية للالتزام بمقاييس السلامة ، ويقوم الطرف المتعاقد الآخر باتخاذ الإجراءات التصحيحية المناسبة ، ويحق لكل طرف أن يحتفظ بالحق في تعليق أو إلغاء أو تقييد تصريح التشغيل أو التصريح الفني للخطوط الجوية المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر في حالة عدم قيام الطرف المتعاقد الآخر باتخاذ الإجراءات المناسبة خلال الوقت المناسب .

المادة العاشرة

القوانين والنظم المطبقة

١/ تطبق قوانين ونظم أحد الطرفين المتعاقدين على ملاحه وتشغيل طائرة خطوط طيران الطرف الآخر عند دخولها أراضي الطرف المتعاقد الآخر و أثناء بقائها فيها وحتى مغادرتها لها .

٢/ تطبق على المسافرين والملاحين والعفش والبضائع والبريد المنقول بطائرة خطوط الطيران المعينة بوساطة الطرف المتعاقد الآخر أثناء وجودها في أراضي أحد الطرفين المتعاقدين ، قوانين ونظم أحد الطرفين المتعاقدين المنظمة لوصول وبقاء ومغادرة الركاب و الملاحين و العفش والبضائع والبريد لأراضيه مثل إجراءات الدخول والخروج والهجرة والاستيطان والجمارك والنقد والصحة والحجر الصحي .

المادة الحادية عشرة

تحويل الدخل (العوائد)

١/ يمنح كل طرف متعاقد لخطوط طيران الطرف المتعاقد الآخر وفقاً لنظم النقد الأجنبي الخاصة به الحق في حرية تحويل فائض العوائد المكتسبة بوساطة خطوط الطيران في أراضيه من نقل الركاب والبريد والعفش والبضائع و ألا تقتطع أية رسوم أخرى على هذه التحويلات خلاف الرسوم البنكية العادية.

٢/ إذا فرض أحد الطرفين المتعاقدين قيوداً على تحويل العوائد المحققة بوساطة خطوط طيران الطرف المتعاقد الآخر يحق للطرف الآخر فرض قيود مماثلة على خطوط طيران ذلك الطرف المتعاقد.

٥/ تسعى سلطات طيران الطرفين المتعاقدين (إذا تطلب الأمر) للوصول إلى اتفاق مناسب بخصوص جداول وسعة وعدد الرحلات.

المادة الثامنة

إعتماد جداول الرحلات

تقوم خطوط الطيران المعينة لكل من الطرفين المتعاقدين بتقديم جداول الرحلات المقترحة لسلطات طيران الطرف المتعاقد الآخر للموافقة عليها في فترة أقصاها (٦٠) يوماً قبل تاريخ بدء تشغيل الخدمات المتفق عليها ، على أن تشمل هذه الجداول على نوع الخدمات والطائرات المستخدمة وجدول الرحلات واية معلومات أخرى ذات علاقة ، وينطبق هذا بالمثل على أية تغييرات تطراً. ويجوز في بعض الحالات الخاصة تخفيض هذه الفترة الزمنية حسب موافقة السلطات المذكورة .

المادة التاسعة

توفير الإحصاءات والمعلومات

تقوم سلطات طيران كل من الطرفين المتعاقدين بتزويد سلطات طيران الطرف المتعاقد الآخر بناءً على طلبها بالمعلومات والإحصاءات المتعلقة بتشغيل الخدمات المتفق عليها بواسطة خطوط الطيران المعينة من قبلهم من أراضي الطرف المتعاقد الآخر وإليه ، على أن تشمل هذه البيانات على تفاصيل عن حجم وتوزيع وأصل واتجاه الحركة. وأي معلومات إحصائية إضافية عن الحركة تطلبها سلطات طيران الطرف المتعاقد من سلطات طيران الطرف المتعاقد الآخر ، و سوف تخضع عند الطلب لمناقشة ثنائية وإفية بين الطرفين المتعاقدين .

٣/ يجوز وضع الموائد المشار إليها في الفقرة (٢) من هذه المادة تحت رقابة أو إشراف سلطات الجمارك حتى إعادة تصديرها أو التخلص منها وفقاً لنظم الجمارك .

المادة السابعة

الضوابط التي تحكم تشغيل الخدمات المتفق عليها

١/ يمنح كل طرف متعاقد فرصاً متساوية وعادلة للخطوط الجوية المعنية من قبل الطرف الآخر لتشغيل الخدمات المتفق عليها على الطرق المحددة.

٢/ عند تشغيل الخدمات المتفق عليها ، فإن على الخطوط الجوية المعنية لكل طرف من الطرفين المتعاقدين أن تضع في حسابها مصالح الخطوط الجوية للطرف المتعاقد الآخر بحيث لا تؤثر بطريقة غير ملائمة على الخدمات التي تقدمها الخطوط الجوية الأخرى على الخط الجوي أو جزء منه .

٣/ تهدف الخدمات المتفق عليها المقدمة من الخطوط الجوية المعنية لكلا الطرفين المتعاقدين إلى توفير السعة بحمولة مناسبة لمقابلة المتطلبات الحالية والمستقبلية لنقل الركاب والعفش والبضائع والبريد بين إقليم الطرف المتعاقد المعين لشركة الطيران وبين إقليم الطرف المتعاقد الآخر. ويجب أن تكون شروط نقل الركاب والبضائع والعفش والبريد الذي يحمل على متن الطائرة وينزل في محطات على الخط المحدد في أراضي دول أخرى غير تلك المعنية لهذه الخطوط ، يجب أن تكون وفقاً للضوابط العامة ما دامت السعة تتعلق بـ :

(أ) متطلبات الحركة من وإلى إقليم الطرف المتعاقد المعين لخطوط الطيران.

(ب) متطلبات الحركة للمنطقة التي تمر عبرها الخدمات المتفق عليها بعد الأخذ في الحسبان خدمات النقل الأخرى التي تقوم بها خطوط طيران الدول التي تقع ضمن هذه المنطقة.

(ج) متطلبات حركة المرور للخطوط الجوية.

٤/ يتم إخضاع معدل الخدمات وحجمها وكذلك جداول الرحلات لموافقة سلطات طيران الطرفين المتعاقدين، ويجب استيفاء هذا الشرط في حالة حدوث أي تغيير في الخدمات المتفق عليها ضماناً للحصول على فرص عادلة ومتساوية لخطوط الطيران المعنية .

المادة السادسة

الإعفاء من الرسوم الجمركية والرسوم الأخرى

١/ طائرات الخطوط الجوية المعينة من قبل أحد الطرفين المتعاقدين التي تعمل على الخدمات الدولية والإمدادات والوقود والزيوت ، والإمدادات الفنية المستهلكة الأخرى ، وقطع الغيار والمعدات العادية والمخزون شاملاً الطعام والمشروبات والتبغ ، تعفى على أساس المعاملة بالمثل عند وصولها أو مغادرتها لإقليم الطرف المتعاقد الآخر من الرسوم الجمركية والضرائب وأي رسوم أو عوائد أخرى مشابهة، بشرط أن تبقى هذه المعدات والإمدادات داخل الطائرة حتى إعادة تصديرها أو استخدامها أو استهلاكها بواسطة هذه الطائرة أثناء طيرانها فوق ذلك الإقليم.

٢/ كذلك تعفى من نفس الضرائب والرسوم - باستثناء الرسوم ذات العلاقة بالخدمات المؤداة - كل من الآتي:

- (أ) مخزون الطائرة الذي يتم إدخاله إلى إقليم أحد الطرفين المتعاقدين في حدود الكميات التي تعينها سلطات الطرف المتعاقد الآخر ، وللاستخدام على متن الطائرة المغادرة والمرتبطة بالخدمات الجوية الدولية الخاصة بالطرف المتعاقد الآخر .
- (ب) قطع الغيار التي يتم إدخالها إلى إقليم أي من الطرفين المتعاقدين لصيانة أو تصليح الطائرة المستخدمة في تشغيل الخدمات الجوية الدولية بواسطة شركة الخطوط الجوية التي يعينها الطرف المتعاقد الآخر .
- (ج) الوقود والزيوت المستخدمة لإمداد الطائرة المغادرة العاملة في خدمات دولية بواسطة شركة الخطوط الجوية المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر وإن كانت هذه المواد ستستخدم في أي جزء من الرحلة فوق إقليم الطرف المتعاقد الذي تم منه تحميل هذه المواد على متن الطائرة.

المادة الرابعة

رفض تصريح التشغيل أو إلغاؤه أو تعليقه

١/ يحق لكل طرف من الطرفين المتعاقدين رفض منح تصريح التشغيل أو إلغاؤه أو تعليق ممارسة الحقوق المحددة في الفقرة (٢) من المادة الثانية من هذه الاتفاقية لشركة طيران معينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر ، أو فرض بعض الشروط التي يراها ضرورية لممارسة هذه الحقوق في الحالات التالية:

- (أ) في حالة عدم اقتناع الطرف المتعاقد بالمالك الحقيقي أو الإدارة الفعلية للخطوط الجوية المعنية من قبل الطرف المتعاقد الآخر.
- (ب) في حالة عدم التزام هذه الخطوط بقوانين (و/أو) أنظمة الطرف المتعاقد المانح للحقوق ، أو
- (ج) في حالة عدم التزام خطوط الطيران المعنية بالشروط المنفق عليها في هذه الاتفاقية.

٢/ إن الإلغاء الفوري ، أو التعليق أو فرض الشروط المذكورة في الفقرة رقم (١) من هذه المادة ضروري لوضع حد لمخالفة القوانين (و/أو) الأنظمة ، ويتم ممارسته كحق فقط بعد التشاور مع الطرف المتعاقد الآخر.

٣/ إن اتخاذ أي إجراء بوساطة أحد الطرفين المتعاقدين بموجب هذه المادة ، لا يمس حقوق الطرف المتعاقد الآخر الواردة في المادة الثامنة عشر .

المادة الخامسة

إستخدام المطارات ومرافقها

إن الرسوم التي يفرضها أي من الطرفين المتعاقدين نظير استخدام المطارات ومرافق الطيران الأخرى بواسطة طائرات الخطوط الجوية المعنية من قبل الطرف المتعاقد الآخر ، يجب ألا تكون أعلى مما تدفعه الناقل الوطنية التابعة للطرف الآخر العاملة في الخدمات الجوية الدولية المشابهة.

المادة الثالثة

تعيين الخطوط الجوية

- ١/ يحق لكل طرف من الطرفين المتعاقدين أن يعين كتابة للطرف المتعاقد الآخر خطوطاً جوية واحدة بغرض تشغيل الخدمات المتفق عليها على الطرق المحددة.
- ٢/ عند تسلم هذا التعيين ، يقوم الطرف المتعاقد الآخر وبمقتضى أحكام الفقرة (٣) من هذه المادة والفقرة (١) من المادة الرابعة ودون أي تأخير ، بمنح خطوط الطيران المعينة تصاريح التشغيل اللازمة.
- ٣/ يجوز لسلطات الطيران التابعة لأي من الطرفين المتعاقدين أن تطلب من خطوط الطيران المعينة من الطرف المتعاقد الآخر إثبات أهليتها للوفاء بالشروط المحددة في الأنظمة والقوانين المطبقة عادة بواسطة هذه السلطات في تشغيل الخدمات الجوية الدولية وفقاً لأحكام المعاهدة .
- ٤/ عند تعيين خطوط جوية والتصريح لها، فإنه يجوز لها أن تبدأ في تشغيل الخدمات المتفق عليها في أي وقت بشرط أن تكون تعريفه النقل مطبقة ومحكومة بموجب أحكام المادة الخامسة عشر من هذه الاتفاقية .

(و) خدمات جوية ، خدمات جوية دولية ، وعبارة خطوط جوية وعبارة التوقف لأغراض غير النقل لها نفس المعاني المحددة لكل منها في المادة السادسة والتسعين من معاهدة شيكاغو .

(ز) اتفاقية : تعني هذه الاتفاقية وملاحقها وأية تعديلات عليها .

(ح) جدول : تعني جدول خطوط سير رحلات الطيران الملحق بهذه الاتفاقية وأي تعديلات تطرأ نتيجة الالتزام بأحكام المادة التاسعة عشرة من هذه الاتفاقية .

٢/ من المفهوم أن عناوين المواد في هذه الاتفاقية لا تقيد أو توسع بأي حال من الأحوال معنى أي حكم من أحكام هذه الاتفاقية .

المادة الثانية

الحقوق الممنوحة

١/ يمنح كل طرف متعاقد الطرف الآخر الحقوق المحددة في هذه الاتفاقية لغرض تقديم خدمات جوية دولية مجدولة على الخطوط المحددة في الجدول الملحق بهذه الاتفاقية ، ويشار إلى هذه الخدمات والخطوط فيما بعد بـ (الخدمات المتفق عليها) و(الخطوط المحددة) على التوالي .

٢/ تمنح الخطوط الجوية المعينة لكل طرف متعاقد عند تشغيلها الخدمات المتفق عليها على الخطوط المحددة الحقوق التالية : -

(أ) الطيران بدون هبوط عبر إقليم الطرف المتعاقد الآخر .

(ب) التوقف في إقليم الطرف الآخر لأغراض غير النقل .

(ج) التوقف في إقليم الطرف الآخر في النقاط المحددة في الجدول الملحق بهذه الاتفاقية بهدف إنزال وتحميل الركاب والبضائع والعفش والبريد .

٣/ ليس في الفقرتين (١) و (٢) من هذه المادة ما يخول الخطوط الجوية المعينة لأحد الطرفين المتعاقدين حق امتياز تحميل الركاب أو البضائع أو العفش أو البريد من إقليم الطرف المتعاقد الآخر إلى نقطة أخرى في إقليم ذلك الطرف بهدف التعويض المادي أو مقابل أجره .

المادة الأول

تعريفات

١/ يقصد بالعبارات والألفاظ الواردة في هذه الاتفاقية المعاني الموضحة أمام كل منها ما لم يقتض السياق خلاف ذلك .

- (أ) المعاهدة : تعني معاهدة الطيران المدني الدولي المفتوحة للتوقيع عليها في شيكاغو في السابع من شهر ديسمبر ١٩٤٤م ، وتشمل أي ملاحق يتم إقرارها بموجب المادة تسعين وأية تعديلات على هذه الملاحق أو المعاهدة تتم بموجب المواد التسعين والرابعة والتسعين ، ما دام أن هذه الملاحق والتعديلات سارية وتم التصديق عليها من قبل الطرفين المتعاقدين .
- (ب) سلطات الطيران المدني : تعني بالنسبة لحكومة المملكة العربية السعودية رئاسة الطيران المدني ، وبالنسبة لحكومة الجمهورية القبرصية تعني وزير الاتصالات والأشغال أو في أي من الحالتين تعني أي شخص آخر أو هيئة مفوضة مصرح لها بممارسة وظائف تؤدي حالياً بوساطة السلطات المذكورة .
- (ج) خطوط الطيران المعينة : تعني شركة الطيران التي يعينها أو يفوضها أي من الطرفين المتعاقدين بموجب المادة الثالثة من هذه الاتفاقية.
- (د) تعريف : تعني قائمة الأسعار التي تدفع مقابل نقل الركاب والبضائع والعفش والشروط التي تنطبق عليها هذه الأسعار بما في ذلك أسعار وشروط الوكالة وأي خدمات إضافية أخرى باستثناء التعويضات والشروط الخاصة بنقل البريد.
- (هـ) إقليم : تعني المناطق الأرضية والمياه الإقليمية المجاورة لها الواقعة تحت سيادة أو حماية أو وصاية أو اختصاص الطرف المتعاقد حسب التعريف الوارد في المادة الثانية من المعاهدة .

**اتفاقية خدمات جوية
بين
المملكة العربية السعودية
و
الجمهورية القبرصية
بين إقليميهما وما وراءهما**

إن المملكة العربية السعودية والجمهورية القبرصية المشار إليهما في هذه الاتفاقية بـ (الطرفين المتعاقدين) .

العضوين في المعاهدة الدولية للطيران المدني المفتوحة للتوقيع بمدينة شيكاغو في اليوم السابع من شهر ديسمبر ١٩٤٤ م .

إقراراً وتسليماً منهما بأهمية النقل الجوي كوسيلة لبناء وتوطيد علاقات الصداقة والتفاهم والتعاون بين شعوب البلدين .

أملاً منهما في دعم وإرتقاء الطيران المدني الدولي .

وإنطلاقاً من رغبتهما في إبرام إتفاقية لإقامة خدمات جوية تغطي إقليميهما وما وراءهما .

تم الاتفاق بينهما كالتالي : -

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

AIR SERVICES AGREEMENT
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CYPRUS
AND
THE GOVERNMENT OF KINGDOM OF SAUDI ARABIA

The Government of the Republic of Cyprus and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia (hereinafter referred to in this Agreement as the Contracting Parties) being parties to the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December, 1944;

Desiring to conclude the Air Services Agreement between the Government of the Republic of Cyprus and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia (hereinafter referred to as the "Agreement") for the purpose of establishing air services between and beyond their respective territories;

Have agreed as follows:

ARTICLE 1 - DEFINITIONS 1

For the purpose of this Agreement, unless the context otherwise requires:

- (a) the term "Convention" means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December, 1944, and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the Annexes or Convention under Articles 90 and 94 thereof so far as those Annexes and amendments have become effective for or been ratified by both Contracting Parties;
- (b) the term "aeronautical authorities" means in the case of the Government of the Republic of Cyprus the Minister of Communications and Works and in the case of the Government of the Kingdom of Saudi Arabia the Presidency of Civil Aviation or, in both cases, any other person or body authorised to perform any functions presently exercised by the said aeronautical authorities;
- (c) the term "designated airline" means an airline which has been designated and authorised in accordance with Article 3 of this Agreement;
- (d) the term "tariff" means the prices to be paid for the carriage of passengers and

cargo and the conditions under which those prices apply, including prices and conditions for agency and other auxiliary services but excluding remuneration and conditions for the carriage of mail;

- (e) the term "territory" in relation to a State means the land areas and territorial waters adjacent thereto under the sovereignty, suzerainty, protection or mandate of such State as defined in Article 2 of the Convention;
- (f) the terms "air service", "international air service", "airline" and "stop for non-traffic purposes" have the meaning respectively assigned to them in Article 96 of the Convention.
- (g) The term "Agreement" means this Agreement, its Annexes and any amendments thereto.
- (h) the term «Schedule» means the Schedule of routes annexed to this Agreement and any amendments thereto as agreed in accordance with the provisions of article 19 of this Agreement.

2. It is understood that the titles given to the Articles of this Agreement do in no way restrict or extend the meaning of any of the provisions of this Agreement.

ARTICLE 2 - GRANTING OF RIGHTS

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the rights specified in this Agreement for the purpose of establishing and operating scheduled international air services on the routes specified in the Schedule annexed to this Agreement. Such services and routes are hereinafter called "the agreed services" and "the specified routes" respectively.

1. An airline designated by each Contracting Party shall enjoy, whilst operating and agreed service on a specified route, the following rights:

- (a) to fly, without landing, across the territory of the other Contracting Party;
- (b) to make stops in the said territory for non-traffic purposes; and
- (c) to make stops in the said territory at the points specified for that route in the Schedule annexed to this Agreement, for the purpose of putting down and

taking on international traffic in passengers, cargo and mail.

3. Nothing in paragraphs 1 and 2 of this Article shall be deemed to confer on the airline of one Contracting Party the privilege of taking on, in the territory of the other Contracting Party, passengers, cargo or mail carried for remuneration or hire and destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

ARTICLE 3 - DESIGNATION OF AIRLINES

1. Each Contracting Party shall have the right to designate in writing to the other Contracting Party one airline for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.
2. On receipt of such designation the aeronautical authorities of the other Contracting Party shall, subject to the provisions of paragraph 3 of this Article and paragraph 1 of Article 4, without delay, grant to the airline designated the appropriate operating authorisations.
3. The aeronautical authorities of one Contracting Party may require an airline designated by the other Contracting Party to satisfy them that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations normally applied to the operation of international air services by such authorities in conformity with the provisions of the Convention.

When an airline has been so designated and authorized it may begin at any the agreed services, provided that a tariff established in accordance with the provisions of Article 15 of this Agreement is in force in respect of that service.

ARTICLE 4 – REFUSAL, REVOCATION OR SUSPENSION OF OPERATING AUTHORISATION

1. Each Contracting Party shall have the right to refuse to grant or to revoke an operating authorisation or to suspend the exercise of the rights specified in paragraph 2 of Article 2 of this Agreement by an airline designated by the other Contracting Party, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of those rights:

- (a) In any case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in the nationals of such Contracting Party; or
 - (b) in case of failure by that airline to comply with the laws and/or regulations of the Contracting Party granting the rights; or
 - (c) in case the airline otherwise fails to operate in accordance with the conditions prescribed under this Agreement.
2. Unless immediate revocation, suspension or imposition of the conditions mentioned in paragraph 1 of this Article is essential to prevent further infringements of laws and/or regulations, such right shall be exercised only after consultation with the other Contracting Party.
3. In the event of action by one Contracting Party under this Article, the rights of the other Contracting Party under Article 18 shall not be prejudiced.

ARTICLE 5 - FACILITIES AND AIRPORT CHARGES

The charges to be levied by either Contracting Party for the use of airports and other aviation facilities by the aircraft of the designated airline of the other Contracting Party shall not be higher than those paid by its national aircraft engaged in similar international services.

ARTICLE 6 - EXEMPTION FROM CUSTOMS AND OTHER DUTIES

1. Aircraft of the designated airline of one Contracting Party operating international services as well as supplies of fuel, lubricating oils, other consumable technical supplies, spare parts, regular equipment and stores including food, beverages and tobacco shall, upon arriving in or leaving the territory of the other Contracting Party, be exempt on the basis of reciprocity from customs duties, and taxes inspection fees and other similar duties or charges, provided such equipment and supplies remain on board the aircraft upto such time as they are re-exported or are used or consumed by such aircraft on flights over that territory.
2. There shall also be exempt from the same duties, fees and charges, with the exception of charges corresponding to the service performed:

- (a) aircraft stores taken on board in the territory of a Contracting Party, within limits fixed by the authorities of the said Contracting Party, and for use on board outbound aircraft engaged in an international air service of the other Contracting Party;
 - (b) spare parts entered into the territory of either Contracting Party for the maintenance or repair of aircraft used on international air services by the designated airline of the other Contracting Party;
 - (c) fuel and lubricants to supply outbound aircraft operated on international services by the airline designated by the other Contracting Party, even when these supplies are to be used on the part of the journey performed over the territory of the Contracting Party in which they are taken on board.
3. Materials referred to in paragraph 2, above may be placed under the supervision or control of the customs authorities upto such time as they may be re-exported or otherwise disposed of in accordance with customs regulations.

ARTICLE 7 - PRINCIPLES GOVERNING OPERATION OF THE AGREED
SERVICES

1. The designated airlines of the two Contracting Parties shall be afforded fair and equal opportunity in the operation of the agreed services on the specified routes.
2. In operating the agreed services, the designated airline of each Contracting Party shall take into account the interests of the airline of the other Contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provides on the whole or part of the same routes.
3. The agreed services provided by the designated airlines of the Contracting Parties shall have as their primary objective the provision, at a reasonable load factor, of capacity adequate to carry the current and reasonably anticipated requirements for the carriage of passengers, cargo and mail between the territory of the Contracting Party designating the airline and the territory of the other Contracting Party. Provision for the carriage of passengers and cargo including mail both taken on board and discharged at points on the specified routes in the territories of states other than that designating the airline shall be made in accordance with the general

principles that capacity shall be related to:

- (a) traffic requirements to and from the territory of the Contracting Party which has designated the airline;
- (b) traffic requirements of the area through which the agreed service passes, after taking account of other transport services established by airlines of the states comprising the area;
- (c) the requirements of through airline operation.

4. In order that the designated airlines may be afforded fair and equal treatment, the frequency of the services and their capacity, as well as the flight schedules shall be subject to approval by the aeronautical authorities of the two Contracting Parties. This requirement should also be met in case of any change concerning the agreed services.

5. The aeronautical authorities of the two contracting Parties should, if necessary, endeavour to reach a satisfactory arrangement regarding flight schedules, capacity and frequencies.

ARTICLE 8 - APPROVAL OF TIME -TABLES

The designated airline of either Contracting Party shall, not later than sixty (60) days prior to the date of operation of any agreed service(s), submit its proposed time-tables to the aeronautical authorities of the other Contracting Party for approval. Such time-tables shall include the type of service and aircraft to be used, the flight schedule and any other relevant information. This shall, likewise, apply to any subsequent changes. In special cases this time limit may be reduced subject to the approval of the said authorities.

ARTICLE 9 - SUPPLY OF STATISTICS

The aeronautical authorities of either Contracting Party shall supply to the aeronautical authorities of the other Contracting Party, at their request, such information and statistics relating to the traffic carried on the agreed services by their designated airlines to and from the territory of the other Contracting Party as may normally be prepared and submitted by the designated airline to its national

aeronautical authorities. Such data shall include details on volume, distribution, origin and destination of the traffic. Any additional statistical traffic data which the aeronautical authorities of the Contracting Party may desire from the aeronautical authorities of the other Contracting Party shall, upon request, be a subject of mutual discussion and agreement between the two Contracting Parties.

ARTICLE 10 - APPLICABILITY OF LAWS AND REGULATIONS

1. The laws and regulations of one contracting Party shall apply to the navigation and operation of the aircraft of the airline designated by the other Contracting Party during entry into, stay in and departure from the territory of the other Contracting Party.
2. The laws and regulations of one Contracting Party governing entry into, stay in and departure from its territory of passengers, crew, cargo or mail such as formalities regarding entry, exit, emigration, immigration, customs, currency, health and quarantine shall apply to passengers, crew, cargo and mail carried by the aircraft of the designated airline of the other Contracting Party while they are within the said territory.

ARTICLE 11 - TRANSFER OF EARNINGS

1. Each Contracting Party grants to the designated airline of the other Contracting Party the right of free transfer, in accordance with the foreign exchange regulations of the Contracting Party in the territory of which the revenue accrued, of the excess of receipts over expenditure earned by that airline in the territory of the other Contracting Party in connection with the carriage of passengers, mail and cargo. No charges other than normal bank charges shall be applicable to such transfers.
2. If a Contracting Party imposes restrictions on the transfer of excess of receipts over expenditure by the designated airline of the other Contracting Party, the latter shall have the right to impose reciprocal restrictions on the designated airline of that Contracting Party.

ARTICLE 12 - RECOGNITION OF CERTIFICATES AND LICENSES AND
SAFETY

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licenses, issued or rendered valid by one Contracting Party and still in force, shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the agreed services on the specified routes provided that such certificates or licenses were issued or rendered valid in conformity with the standards established under the Convention. Each Contracting Party, however, reserves the right to refuse to recognize, for flights above its own territory, certificates of competency and licenses granted to its own nationals by the other Contracting Party.

2. Each Contracting Party may request consultations concerning the safety standards maintained by the other Contracting Party relating to aeronautical facilities, air crew, aircraft, and operation of the designated airlines. If, following such consultations, one Contracting Party finds that the other Contracting Party does not effectively maintain and administer safety standards and requirements in these areas that at least equal the minimum standards which may be established pursuant to the Convention on considered necessary to conform which these minimum standards, and the other International Civil Aviation, the other Contracting Party shall be notified of such findings and the steps considered necessary to conform with these minimum standards, and the other Contracting Party shall take appropriate corrective action. Each Contracting Party reserves the right to withhold, revoke, or limit the operating authorization or technical permission of an airline designated by the other Contracting Party in the event the other Contracting Party does not take such appropriate action within a reasonable time.

ARTICLE 13 - AIRLINE COMMERCIAL REPRESENTATION

The designated airline of one Contracting Party shall be entitled, in accordance with the laws and regulations relating to entry, residence and employment of the other Contracting Party, to bring in and maintain in the territory of the other Contracting Party those of its own managerial, technical, operational and other specialist staff who are required for the provision of air services.

The ground handling operations of either designated airline shall be

undertaken in accordance with the laws and regulations of the other Contracting Party.

3. Each Contracting Party shall grant the designated airline of the other Contracting Party the right to engage in the sale of air transportation in its territory directly and, at the airline's discretion, through agents.

ARTICLE 14 - AVIATION SECURITY

1. Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting Parties reaffirm that their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference forms an integral part of this Agreement. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law the Contracting Parties shall, in particular, act in conformity with the provisions of the Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft signed at Tokyo on 14 September 1963, the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft signed at the Hague on 16 December 1970 and the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation signed at Montreal on 23 September 1971.

2. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.

3. The Parties shall, in their mutual relations, act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organisation and designated as Annexes to the Convention on International Civil Aviation to the extent that such security provisions are applicable to the Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry or operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory and the operators of airports in their territory act in conformity with such aviation security provisions.

4. Each Contracting Party agrees that such operators of aircraft may be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 3 above required by the other Contracting Party for entry into, departure from, or while within the territory of that other Contracting Party. Each Contracting Party shall ensure that

adequate measures are effectively applied within its territory to protect the aircraft and to inspect passengers, crew, carry-on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding or loading. Each Contracting Party shall also give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat.

5. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.

ARTICLE 15 - TARIFFS

1. The tariffs to be charged by the airlines of the Contracting Parties for the agreed services shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, characteristics of service and the tariffs of other airlines operating scheduled services over the whole or part of the same routes.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this Article shall, if possible, be agreed by the designated airlines of both Contracting Parties, after consultation with the other airlines operating over the whole or part of the route and such agreement shall, wherever possible, be reached by the use of the procedures of the International Air Transport Association for the working out of tariffs.

3. The tariffs so agreed shall be submitted for the approval of the aeronautical authorities of both Contracting Parties at least sixty (60) days prior to the proposed date of their introduction. In special cases this time limit may be reduced subject to the agreement of the said authorities.

4. Approval may be given expressly. If neither of the aeronautical authorities has expressed disapproval within thirty (30) days from the date of submission in accordance with paragraph 3 of this Article, these tariffs shall be considered as approved. In the event of the period for submission being reduced, as provided for in paragraph 3, the aeronautical authorities may agree that the period within which disapproval must be notified shall be less than thirty (30) days.

5. If a tariff cannot be agreed in accordance with paragraph 2 of this Article or if, during the period applicable in accordance with paragraph 4 of this Article, one aeronautical authority gives the other aeronautical authority notice of its disapproval of a tariff agreed in accordance with the provisions of paragraph 2 of this Article, the aeronautical authorities of the two Contracting Parties shall, after consultation with the aeronautical authorities of any other state or with any authority whose advice they may consider useful, endeavour to determine the tariff by mutual agreement.

6. If the aeronautical authorities cannot agree on any tariff submitted to them under paragraph 3 of this Article, or on the determination of any tariff under paragraph 5 of this Article, the dispute shall be settled in accordance with the provisions of Article 19 of this Agreement.

7. A tariff established in accordance with the provisions of this Article shall remain in force until a new tariff has been established.

ARTICLE 16 - CONSULTATION AND AMENDMENT

1. In a spirit of close co-operation the two Contracting Parties or their aeronautical authorities shall consult each other from time to time with a view to ensuring the implementation of and satisfactory compliance with the provisions of this Agreement and the Annexes thereto.

2. If either Contracting Party considers it desirable to amend any of the provisions of this Agreement, it may request consultation with the other Contracting Party. Such consultation shall begin within a period of sixty (60) days from the date of the request. Any amendments so agreed shall come into force when they have been confirmed by an exchange of diplomatic notes following completion of the constitutional or otherwise required procedures.

3. Amendments relating only to the provisions of the Agreement other than those of the annexed Schedules shall be approved by each Contracting Party in accordance with its constitutional procedures.

4. Amendments relating only to the provisions of the annexed Schedules may be agreed upon between the aeronautical authorities of both Contracting Parties. Such amendments will become effective as soon as they are approved by both

aeronautical authorities.

ARTICLE 17 - CONFORMITY WITH MULTILATERAL CONVENTIONS

This Agreement and its Annexes will be amended so as to conform with any multilateral convention which may become binding upon the Contracting Parties.

ARTICLE 18 - TERMINATION

1. Either Contracting Party may, at any time, give notice in writing to the other Contracting Party of its decision to terminate this Agreement. Such notice shall simultaneously be communicated to the International Civil Aviation Organisation.
2. In such case the Agreement shall terminate twelve (12) months after the date of receipt of the notice by the other contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by mutual agreement before the expiry of this period. In the absence of acknowledgement of receipt by the other Contracting Party, notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organisation.

ARTICLE 19 - SETTLEMENT OF DISPUTES

1. If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement, the Contracting Parties shall, in the first place, endeavour to settle it by negotiation.
2. If the Contracting Parties fail to reach a settlement by negotiation, they may agree to refer the dispute for decision to some person or body; if they do not so agree, the dispute shall, at the request of either Contracting Party, be submitted for decision to a tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each Contracting Party and the third to be appointed by the two so nominated. Each of the Contracting Parties shall nominate an arbitrator within a period of sixty (60) days from the date of receipt by either Contracting Party from the other of a notice through diplomatic channels requesting arbitration of the dispute by such a tribunal, and the third arbitrator shall be appointed within a further period of sixty (60) days. If either of the Contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not appointed within the period specified, the President of the Council of the International Civil Aviation Organisation may at the request of either

Contracting Party appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. In such case, the third arbitrator shall be a national of a third state and shall act as President of the arbitral tribunal.

3. The Contracting Parties shall comply with any decision given under paragraph 2 of this Article.

4. The expenses of the arbitration shall be equally shared between the Contracting Parties.

ARTICLE 20 - REGISTRATION WITH ICAO

This Agreement and any amendments thereto shall be registered with the International Civil Aviation Organisation.

ARTICLE 21 - ANNEX

Annexes to this Agreement shall be deemed to be part of the Agreement and all references to them shall include reference to the Annexes, except where otherwise expressly provided.

ARTICLE 22 - ENTRY INTO ORCE

The validity of this Agreement is for an unlimited period.

2. This Agreement shall enter into force on the 30th day after the Contracting Parties have notified each other through diplomatic notes that the required constitutional formalities have been fulfilled.

This Agreement is drawn in the Greek, Arabic and English language, in two originals, all originals being equally authentic. In case of divergence of interpretation the English text shall prevail. Each Party retains one copy for implementation.

In Witness whereof, the undersigned being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done in Jeddah on this 22nd day of Apr. of the year two thousand and two.

For the Government of
the Republic of Cyprus

For the Government of
the Kingdom of Saudi Arabia

This is a true and complete
copy of the agreement.

Nicolas Kyriakou



IT IS HEREBY CERTIFIED THAT THE SIGNATURE APPEARING ABOVE / OVERLEAF IS THE SIGNATURE OF MR	
<i>Nicolas Kyriakou</i>	
AND THE SEAL OPPOSITE SAID SIGNATURE IS THE SEAL OF	
<i>Ministry of Foreign Affairs</i>	
Sgd. <i>M. Zenonos</i>	
21 FEB 2007	FOR PERMANENT-SECRETARY MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS (NICOSIA) REPUBLIC OF CYPRUS

Mary Zenonos - Merison

ANNEX
ROUTE SCHEDULE

1. SCHEDULE 1

Routes to be operated by the designated airline of the Republic of Cyprus:

<u>From</u>	<u>To</u>	<u>Intermediate Points</u>	<u>Points Beyond</u>
Points in Cyprus	Jeddah or Riyadh	To be specified	To be specified

2. SCHEDULE 2

Routes to be operated by the designated airline of the Kingdom of Saudi Arabia.

<u>From</u>	<u>To</u>	<u>Intermediate Points</u>	<u>Points Beyond</u>
Points in Saudi Arabia	Larnaca or Paphos	To be specified	Athens, Milan

3. The airlines designated by the Contracting Parties may on any or all flights omit calling at any point specified in the Route Schedule as an intermediate or beyond point.

4. No fifth freedom traffic rights shall be exercised between intermediate points or points beyond and the territory of the other Contracting Party unless an agreement to that effect is made between the two Contracting Parties.

[GREEK TEXT – TEXTE GREC]

ΑΕΡΟΠΟΡΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ
ΜΕΤΑΞΥ
ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΤΗΣ ΚΥΠΡΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΑΙ
ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΣΑΟΥΔΙΚΗΣ ΑΡΑΒΙΑΣ

Η Κυβέρνηση της Κυπριακής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σαουδικής Αραβίας (αναφερόμενες στο εξής στη Συμφωνία αυτή ως "τα Συμβαλλόμενα Μέρη"), οι οποίες μετέχουν στη Σύμβαση περί Διεθνούς Πολιτικής Αεροπορίας, που ανοίχθηκε για υπογραφή στο Σικάγο στις 7 Δεκεμβρίου 1944.

Επιθυμώντας να συνομολογήσουν Αεροπορική Συμφωνία μεταξύ της Κυβέρνησης της Κυπριακής Δημοκρατίας και της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Σαουδικής Αραβίας (αναφερόμενη στο εξής ως η "Συμφωνία") με σκοπό την εγκαθίδρυση αεροπορικών υπηρεσιών μεταξύ και πέραν των αντιστοίχων εδαφών τους,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

ΑΡΘΡΟ 1 - ΟΡΙΣΜΟΙ

1. Για τους σκοπούς της Συμφωνίας αυτής, εκτός αν από το κείμενο προκύπτει άλλωσπως:
 - α) ο όρος "Σύμβαση" σημαίνει τη Σύμβαση περί Διεθνούς Πολιτικής Αεροπορίας, που ανοίχθηκε για υπογραφή στο Σικάγο στις 7 Δεκεμβρίου 1944 και περιλαμβάνει οποιοδήποτε Παράρτημα που υιοθετείται δυνάμει του Άρθρου 90 της εν λόγω Σύμβασης, καθώς και κάθε τροποποίηση των Παραρτημάτων ή της Σύμβασης, δυνάμει των Άρθρων 90 και 94, στην έκταση που τα εν λόγω Παραρτήματα και οι τροποποιήσεις ισχύουν ή έχουν επικυρωθεί και από τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη;
 - β) ο όρος "αεροναυτικές αρχές" σημαίνει, σε ό,τι αφορά την Κυβέρνηση της Κυπριακής Δημοκρατίας, τον Υπουργό Συγκοινωνιών και Έργων και σε ό,τι αφορά την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σαουδικής Αραβίας την Προεδρία Πολιτικής Αεροπορίας ή και στις δύο περιπτώσεις, οποιοδήποτε άλλο πρόσωπο ή όργανο που είναι εξουσιοδοτημένο να ασκεί οποιαδήποτε καθήκοντα, τα οποία επί του παρόντος ασκούνται από τις εν λόγω αεροναυτικές αρχές;
 - γ) ο όρος "καθορισμένη αερογραμμή" σημαίνει αερογραμμή, που έχει καθορισθεί και εξουσιοδοτηθεί σύμφωνα με το Άρθρο 3 αυτής της Συμφωνίας;
 - δ) ο όρος "ναύλο " σημαίνει την τιμή που είναι πληρωτέα για τη μεταφορά επιβατών και φορτίου και τους όρους υπό τους οποίους θα ισχύει αυτή η τιμή, περιλαμβανομένης της προμήθειας και των όρων πρακτόρευσης και άλλων βοηθητικών υπηρεσιών, με εξαίρεση την αμοιβή και τους όρους που αφορούν τη μεταφορά ταχυδρομείου;
 - ε) ο όρος "έδαφος" σε σχέση με ένα Κράτος σημαίνει το έδαφος και τα προσκείμενα σ' αυτό χωρικά ύδατα που τελούν υπό την κυριαρχία, ηγεμονία, προστασία ή εντολή του Κράτους αυτού όπως ορίζεται στο Άρθρο 2 της Σύμβασης;

- στ) οι όροι “αεροπορική υπηρεσία” “διεθνής αεροπορική υπηρεσία”, “αερογραμμή” και “στάθμευση για μη εμπορικούς σκοπούς”, έχουν την έννοια που αποδίδεται αντιστοίχως στους όρους αυτούς από το Άρθρο 96 της Σύμβασης
 - ζ) ο όρος “Συμφωνία” σημαίνει τη Συμφωνία αυτή, τα Παραρτήματα της καθώς και οποιοσδήποτε τροποποιήσεις αυτής
 - η) ο όρος “Δρομολόγια” σημαίνει τα αεροπορικά δρομολόγια που επισυνάπτονται σ’ αυτή τη Συμφωνία και οποιοσδήποτε τροποποιήσεις που θα συμφωνηθούν σύμφωνα με τις πρόνοιες του άρθρου 16 της Συμφωνίας αυτής.
2. Νοείται ότι οι επικεφαλίδες που τιτλοφορούν τα Άρθρα αυτής της Συμφωνίας ουδόλως περιορίζουν ή επεκτείνουν την έννοια οποιασδήποτε από τις διατάξεις αυτής της Συμφωνίας.

ΑΡΘΡΟ 2 - ΠΑΡΑΧΩΡΗΣΗ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ

1. Κάθε ένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη παραχωρεί στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος τα δικαιώματα που καθορίζονται σ’ αυτή τη Συμφωνία προς το σκοπό της εγκαθίδρυσης και λειτουργίας τακτικών διεθνών αεροπορικών υπηρεσιών στα δρομολόγια που καθορίζονται στον Πίνακα Δρομολογίων που επισυνάπτεται σ’ αυτή τη Συμφωνία. Τέτοιες υπηρεσίες και δρομολόγια θα καλούνται στο εξής ως “συμφωνημένες υπηρεσίες” και “καθορισμένα δρομολόγια”, αντιστοίχως.
2. Αερογραμμή που καθορίζεται από το κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα απολαύει τα πιο κάτω δικαιώματα όταν εκτελεί συμφωνημένες υπηρεσίες σε καθορισμένο δρομολόγιο:
- α) να υπερίπταται του εδάφους του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους χωρίς προσγείωση.
 - β) να προσγειώνεται στο έδαφος αυτό για μη εμπορικούς σκοπούς, και
 - γ) να προσγειώνεται στο έδαφος αυτό στα σημεία που καθορίζονται στον Πίνακα Δρομολογίων που επισυνάπτεται σ’ αυτή τη Συμφωνία για το συγκεκριμένο δρομολόγιο για αποβίβαση ή επιβίβαση επιβατών, εμπορευμάτων και ταχυδρομείου διεθνούς κίνησης.
3. Τίποτε από όσα διαλαμβάνονται στις παραγράφους 1 και 2 αυτού του Άρθρου δεν θα πρέπει να ερμηνευθεί ότι παρέχει στην αερογραμμή ενός Συμβαλλομένου Μέρους το προνόμιο να παραλαμβάνει επιβάτες, φορτίο ή ταχυδρομείο στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, με αμοιβή ή μίσθωση, και με προορισμό άλλο σημείο επί του εδάφους αυτού του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΑΡΘΡΟ 3 - ΚΑΘΟΡΙΣΜΟΣ ΑΕΡΟΓΡΑΜΜΩΝ

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα έχει το δικαίωμα να καθορίζει εγγράφως στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος μια αερογραμμή για την πραγματοποίηση των συμφωνημένων υπηρεσιών επί των καθορισμένων δρομολογίων.

2. Μόλις λάβουν το έγγραφο καθορισμού οι αεροναυτικές αρχές του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους θα χορηγούν, χωρίς καθυστέρηση, τις κατάλληλες επιχειρησιακές εξουσιοδοτήσεις στην καθορισμένη αερογραμμή του άλλου Μέρους, επιφυλασσομένων των διατάξεων της παραγράφου 3 αυτού του Άρθρου και της παραγράφου 1 του Άρθρου 4.

3. Οι αεροναυτικές αρχές ενός Συμβαλλόμενου Μέρους μπορούν να απαιτήσουν από την αερογραμμή που έχει καθορισθεί από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος να προσκομίσει αποδείξεις ότι είναι σε θέση να ικανοποιήσει τους όρους όπως καθορίζονται από τους νόμους και κανονισμούς που συνήθως εφαρμόζονται από αυτές τις Αρχές για τη λειτουργία διεθνών αεροπορικών υπηρεσιών, σύμφωνα με τις διατάξεις της Σύμβασης.

4. Εφ' όσον μια αερογραμμή έχει καθορισθεί και εξουσιοδοτηθεί κατά τον τρόπο αυτό, μπορεί να αρχίσει οποτεδήποτε να εκτελεί τις συμφωνημένες υπηρεσίες, νοούμενου ότι θα βρίσκονται σε ισχύ ναύλα καθορισμένα σύμφωνα με το Άρθρο 15 αυτής της Συμφωνίας για την εν λόγω υπηρεσία.

ΑΡΘΡΟ 4 - ΑΡΝΗΣΗ, ΑΝΑΚΛΗΣΗ Η ΑΝΑΣΤΟΛΗ ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΙΑΚΗΣ ΕΞΟΥΣΙΟΔΟΤΗΣΗΣ

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος δικαιούται να αρνηθεί να χορηγήσει ή να ανακαλέσει επιχειρησιακή εξουσιοδότηση ή να αναστείλει την άσκηση των δικαιωμάτων που καθορίζονται στην παράγραφο 2 του Άρθρου 2 αυτής της Συμφωνίας από την αερογραμμή που έχει καθορισθεί από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος ή να επιβάλει τους αναγκαίους, κατά την κρίση του, όρους στην άσκηση των εν λόγω δικαιωμάτων:

- α) σε κάθε περίπτωση που δεν ικανοποιείται ότι η ουσιαστική κυριότητα και ο πραγματικός έλεγχος της αεροπορικής γραμμής αυτής ανήκει στο Συμβαλλόμενο Μέρος που καθορίζει την αεροπορική αυτή γραμμή ή στους πολίτες αυτού του Μέρους, ή
- β) σε περίπτωση που η εν λόγω αερογραμμή παραλείπει να συμμορφωθεί προς τους νόμους και/ή κανονισμούς του Συμβαλλόμενου Μέρους που χορηγεί τα δικαιώματα, ή
- γ) σε περίπτωση που η αερογραμμή άλλωσπως παραλείπει να λειτουργεί σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται δυνάμει της Συμφωνίας αυτής.

2. Εκτός εάν η άμεση ανάκληση, αναστολή ή επιβολή των όρων που διαλαμβάνονται στην παράγραφο 1 αυτού του Άρθρου είναι αναγκαία για την πρόληψη περαιτέρω παραβάσεων των νόμων και/ή κανονισμών, το εν λόγω δικαίωμα θα ασκείται μόνον κατόπιν διαβουλεύσεων με το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

3. Σε περίπτωση λήψης μέτρων από το ένα Συμβαλλόμενο Μέρος δυνάμει αυτού του Άρθρου, τα δικαιώματα του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους δυνάμει του Άρθρου 18 δεν θα παραβλάπτονται.

ΑΡΘΡΟ 5 - ΔΙΕΥΚΟΛΥΝΣΕΙΣ ΚΑΙ ΤΕΛΗ ΑΕΡΟΔΡΟΜΙΩΝ

Τα τέλη για χρήση αεροδρομίων και άλλων αεροπορικών διευκολύνσεων που θα επιβάλλονται από το κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος στα αεροσκάφη της καθορισμένης αερογραμμής του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους δεν θα είναι υψηλότερα από τα τέλη που καταβάλλονται από τα εθνικά του αεροσκάφη, που εκτελούν παρόμοιας φύσης διεθνείς αεροπορικές υπηρεσίες.

ΑΡΘΡΟ 6 - ΕΞΑΙΡΕΣΗ ΑΠΟ ΔΑΣΜΟΥΣ ΚΑΙ ΑΛΛΟΥΣ ΦΟΡΟΥΣ

1. Τα αεροσκάφη της καθορισμένης αερογραμμής του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, τα οποία εκτελούν διεθνείς αεροπορικές υπηρεσίες, καθώς επίσης και τα εφόδια σε καύσιμα, λιπαντικά έλαια, άλλα αναλώσιμα τεχνικά εφόδια, ανταλλακτικά, κανονικός εξοπλισμός και προμήθειες, συμπεριλαμβανομένων τροφίμων, ποτών και καπνικών προϊόντων, θα απαλλάσσονται από τελωνειακούς δασμούς και φόρους, τέλη επιθεώρησης και άλλους παρόμοιους δασμούς και τέλη κατά την άφιξη ή την αναχώρησή τους από το έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους με βάση την αρχή της αμοιβαιότητας και νοουμένου ότι τέτοιος εξοπλισμός και προμήθειες θα παραμένουν εντός του αεροσκάφους μέχρις ότου επανεξαχθούν ή χρησιμοποιηθούν ή καταναλωθούν από τα εν λόγω αεροσκάφη κατά τη διάρκεια πτήσεων υπεράνω του εν λόγω εδάφους.

2. Θα απαλλάσσονται από τους ίδιους δασμούς, τέλη και επιβαρύνσεις, με εξαίρεση τις επιβαρύνσεις που αντιστοιχούν με τις προσφερόμενες υπηρεσίες, τα ακόλουθα:

- α) αεροπορικές προμήθειες που φορτώνονται στο έδαφος ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, μέσα σε όρια που θα καθορίζονται από τις αρχές του εν λόγω Συμβαλλόμενου Μέρους, οι οποίες θα χρησιμοποιηθούν πάνω σε αεροσκάφος που αναχωρεί και χρησιμοποιείται για την εκτέλεση διεθνών αεροπορικών υπηρεσιών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους
- β) ανταλλακτικά τα οποία εισάγονται στο έδαφος ενός Συμβαλλόμενου Μέρους για τη συντήρηση ή την επιδιόρθωση αεροσκαφών, τα οποία χρησιμοποιούνται σε διεθνείς αεροπορικές υπηρεσίες από την καθορισμένη αεροπορική γραμμή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους
- γ) καύσιμα και λιπαντικά έλαια για την προμήθεια αναχωρούντων αεροσκαφών που χρησιμοποιούνται για την εκτέλεση διεθνών υπηρεσιών από την καθορισμένη αερογραμμή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, ακόμη και στην περίπτωση που οι προμήθειες θα χρησιμοποιηθούν για το μέρος της διαδρομής πάνω από το έδαφος του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο έχουν γίνει οι προμήθειες.

3. Τα υλικά που αναφέρονται στη πιο πάνω παράγραφο 2 δυνατό να τεθούν υπό την επίβλεψη ή τον έλεγχο των τελωνειακών αρχών, μέχρις ότου επανεξαχθούν ή διατεθούν σύμφωνα με τους τελωνειακούς κανονισμούς.

**ΑΡΘΡΟ 7 - ΑΡΧΕΣ ΠΟΥ ΔΙΕΠΟΥΝ ΤΗ ΛΕΙΤΟΥΡΓΙΑ
ΣΥΜΦΩΝΗΜΕΝΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ**

1. Στις καθορισμένες αεροπορικές γραμμές των δύο Συμβαλλόμενων Μερών θα παρέχονται δίκαιες και ίσες δυνατότητες για τη λειτουργία των συμφωνημένων υπηρεσιών στα καθορισμένα δρομολόγια.

2. Κατά τη λειτουργία των συμφωνημένων υπηρεσιών η καθορισμένη αερογραμμή του κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους θα πρέπει αν λαμβάνει υπόψη τα συμφέροντα της αεροπορικής γραμμής του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, κατά τρόπο που να μην επηρεάζονται υπέρμετρα οι υπηρεσίες που η τελευταία παρέχει σε ολόκληρο ή σε τμήμα των ιδίων δρομολογίων.

3. Οι συμφωνημένες υπηρεσίες που παρέχονται από τις καθορισμένες αεροπορικές γραμμές των Συμβαλλόμενων Μερών θα έχουν ως πρωταρχικό σκοπό την παροχή, με εύλογο συντελεστή πληρότητας, επαρκούς χωρητικότητας για την αντιμετώπιση των τρεχουσών και των προβλεπόμενων αναγκών μεταφοράς επιβατών, φορτίων και ταχυδρομείου μεταξύ του εδάφους του Συμβαλλόμενου Μέρους που έχει καθορίσει την αεροπορική γραμμή και του εδάφους του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους. Η μεταφορά επιβατών και φορτίου, περιλαμβανομένου ταχυδρομείου, που φορτώνονται και εκφορτώνονται σε σημεία που βρίσκονται επί των καθορισμένων δρομολογίων στα εδάφη άλλων κρατών από εκείνα που καθορίζουν την αεροπορική γραμμή θα πραγματοποιείται με βάση τις γενικές αρχές ότι η χωρητικότητα πρέπει να είναι σχετική με:

- α) τις επιβατικές ανάγκες προς και από το έδαφος του Συμβαλλόμενου Μέρους που έχει καθορίσει την αεροπορική γραμμή
- β) τις επιβατικές ανάγκες της περιοχής μέσω της οποίας διέρχεται η συμφωνημένη υπηρεσία, αφού ληφθούν υπόψη οι άλλες μεταφορικές υπηρεσίες που εκτελούνται από αεροπορικές γραμμές των χωρών που αποτελούν την περιοχή
- γ) τις ανάγκες για διαμετακομιστικής φύσεως αεροπορικές υπηρεσίες.

4. Για να διασφαλίζεται η δίκαιη και ίση μεταχείριση των καθορισμένων αεροπορικών γραμμών, η συχνότητα των υπηρεσιών και η χωρητικότητα τους, όπως επίσης και τα δρομολόγια πτήσεων θα υπόκεινται στην έγκριση των αεροναυτικών αρχών των δύο Συμβαλλόμενων Μερών. Αυτό πρέπει να τηρείται και σε περίπτωση τυχόν αλλαγών στις συμφωνημένες υπηρεσίες.

5. Οι αεροναυτικές αρχές των δύο Συμβαλλόμενων Μερών πρέπει, αν παραστεί ανάγκη, να προσπαθήσουν να επιτύχουν ικανοποιητικές διευθετήσεις σχετικά με τα δρομολόγια πτήσεων, χωρητικότητα και συχνότητα.

ΑΡΘΡΟ 8 - ΕΓΚΡΙΣΗ ΔΡΟΜΟΛΟΓΙΩΝ

Η καθορισμένη αεροπορική γραμμή κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους θα πρέπει να υποβάλλει τα προτεινόμενα δρομολόγια στις αεροναυτικές αρχές του άλλου Συμβαλλόμενου Κράτους για έγκριση, όχι αργότερα από εξήντα (60) μέρες πριν την ημερομηνία πραγματοποίησης οποιασδήποτε συμφωνημένης υπηρεσίας/υπηρεσιών. Αυτά τα δρομολόγια θα περιλαμβάνουν το είδος υπηρεσίας και τον τύπο αεροσκάφους που θα χρησιμοποιηθεί, το πρόγραμμα πτήσεων και άλλες συναφείς πληροφορίες. Αυτό θα εφαρμόζεται, κατά τον ίδιο τρόπο, σε οποιοδήποτε μεταγενέστερες αλλαγές. Σε ειδικές περιπτώσεις αυτό το χρονικό όριο μπορεί να συντμηθεί εφόσον εγκριθεί από τις εν λόγω αρχές.

ΑΡΘΡΟ 9 - ΠΑΡΟΧΗ ΣΤΑΤΙΣΤΙΚΩΝ ΣΤΟΙΧΕΙΩΝ

Οι αεροναυτικές αρχές του κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους θα παρέχουν στις αεροναυτικές αρχές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, ύστερα από σχετική αίτηση, πληροφορίες και στατιστικά στοιχεία αναφορικά με την αεροπορική κίνηση που μεταφέρεται επί των συμφωνημένων υπηρεσιών από τις καθορισμένες αεροπορικές γραμμές προς και από το έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, όπως αυτές συνήθως ετοιμάζονται και υποβάλλονται από την καθορισμένη αεροπορική γραμμή προς τις αεροναυτικές αρχές της χώρας του. Τα εν λόγω στοιχεία θα περιλαμβάνουν λεπτομέρειες για τον όγκο, την κατανομή, την προέλευση και τον προορισμό της αεροπορικής κίνησης. Οποιαδήποτε πρόσθετα στατιστικά στοιχεία αεροπορικής κίνησης, τα οποία οι αεροναυτικές αρχές του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους δυνατό να ζητήσουν από τις αεροναυτικές αρχές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους θα αποτελούν, ύστερα από σχετική αίτηση, αντικείμενο αμοιβαίων διαβουλεύσεων και συμφωνίας μεταξύ των δύο Συμβαλλόμενων Μερών.

ΑΡΘΡΟ 10 - ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΝΟΜΩΝ ΚΑΙ ΚΑΝΟΝΙΣΜΩΝ

1. Οι νόμοι και οι κανονισμοί ενός Συμβαλλόμενου Μέρους θα τυγχάνουν εφαρμογής σε ό,τι αφορά την αεροπλοΐα και το χειρισμό των αεροσκαφών της καθορισμένης αεροπορικής γραμμής του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους κατά την είσοδο, την παραμονή και την αναχώρηση τους από το έδαφος του πρώτου αναφερόμενου Συμβαλλόμενου Μέρους.

2. Οι νόμοι και κανονισμοί ενός Συμβαλλόμενου Μέρους που διέπουν την είσοδο, την παραμονή και την αναχώρηση από το έδαφος του επιβατών, πληρωμάτων, φορτίων και ταχυδρομείου όπως είναι οι διατυπώσεις αναφορικά με την είσοδο, έξοδο, μετανάστευση, τελωνεία, συνάλλαγμα, υγεία και καραντίνα, θα εφαρμόζονται στην περίπτωση των επιβατών, του πληρώματος, του φορτίου και του ταχυδρομείου που μεταφέρεται από τα αεροσκάφη της καθορισμένης αεροπορικής γραμμής του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, εφ' όσον βρίσκονται στο εν λόγω έδαφος.

ΑΡΘΡΟ 11 - ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΣΟΔΩΝ

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος παραχωρεί στην καθορισμένη αεροπορική γραμμή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους το δικαίωμα ελεύθερης μεταφοράς σύμφωνα με τους περί ξένου συναλλάγματος κανονισμούς του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου προέκυψαν τα έσοδα, του πλεονάσματος των εισπράξεων έναντι των δαπανών της αεροπορικής γραμμής, που πραγματοποιήθηκαν στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους από τη μεταφορά επιβατών, φορτίου και ταχυδρομείου. Δεν θα επιβάλλεται οποιαδήποτε άλλη επιβάρυνση εκτός από τις κανονικές τραπεζικές επιβαρύνσεις που επιβάλλονται σε τέτοιες μεταφορές.

2. Αν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος επιβάλει περιορισμούς στη μεταφορά του πλεονάζοντος ποσού από την καθορισμένη αεροπορική γραμμή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, το τελευταίο Συμβαλλόμενο Μέρος θα έχει το δικαίωμα να επιβάλει αντίστοιχους περιορισμούς στην καθορισμένη αεροπορική γραμμή του πρώτου Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΑΡΘΡΟ 12 - ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΗ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΑΔΕΙΩΝ ΚΑΙ ΑΣΦΑΛΕΙΑ

1. Πιστοποιητικά πλωμότητας, πιστοποιητικά ικανότητας και άδειες που εκδίδονται ή που επικυρώνονται από ένα των Συμβαλλομένων Μερών, εφ' όσον τελούν σε ισχύ, θα αναγνωρίζονται ως έγκυρα από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος για σκοπούς λειτουργίας των συμφωνημένων υπηρεσιών νοουμένου ότι τα πιστοποιητικά αυτά ή άδειες εκδόθηκαν ή κατέστησαν έγκυρα σύμφωνα με τα πρότυπα που καθορίζονται από τη Σύμβαση. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος επιφυλάσσει, εν τούτοις, το δικαίωμα να αρνηθεί να αναγνωρίσει ως έγκυρα, για το σκοπό πραγματοποιήσεως πτήσεων πάνω από το έδαφος του, πιστοποιητικά ικανότητας και άδειες που παραχωρούνται στους δικούς του υπηκόους από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος δύναται να ζητήσει διαβουλεύσεις αναφορικά με τα επίπεδα ασφάλειας και τις απαιτήσεις σχετικά με τις αεροναυτικές διευκολύνσεις, το ιπτάμενο προσωπικό, τα αεροσκάφη και τη λειτουργία των καθορισμένων αεροπορικών γραμμών, τα οποία τηρούνται και εφαρμόζονται από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος. Εάν, κατόπιν των διαβουλεύσεων αυτών, το ένα Συμβαλλόμενο Μέρος διαπιστώσει ότι το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος δεν τηρεί και εφαρμόζει αποτελεσματικά στους τομείς αυτούς τα πρότυπα ασφαλείας και τις απαιτήσεις οι οποίες είναι τουλάχιστον ισοδύναμες με τα ελάχιστα πρότυπα τα οποία δυνατόν να καθοριστούν σύμφωνα με τη Σύμβαση, το Συμβαλλόμενο Μέρος θα γνωστοποιεί τις διαπιστώσεις αυτές και τα μέτρα τα οποία θεωρούνται αναγκαία για τη συμμόρφωση με αυτά τα ελάχιστα πρότυπα και το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος θα προβεί στις κατάλληλες διορθωτικές ενέργειες. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος επιφυλάσσει το δικαίωμα να αναστέλλει, ανακαλεί ή περιορίζει την επιχειρησιακή εξουσιοδότηση ή την τεχνική άδεια της αεροπορικής γραμμής που καθορίζεται από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, σε περίπτωση κατά την οποία το Συμβαλλόμενο Μέρος δεν λάβει εντός ευλόγου χρονικού διαστήματος τα κατάλληλα μέτρα.

ΑΡΘΡΟ 13 - ΕΜΠΟΡΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΥΣΗ ΑΕΡΟΓΡΑΜΜΗΣ

1. Η καθορισμένη αεροπορική γραμμή ενός Συμβαλλόμενου Μέρους θα έχει το δικαίωμα, σύμφωνα με τους νόμους και τους κανονισμούς εισόδου, παραμονής και εργασίας του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, να μεταφέρει και να διατηρεί στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους διευθυντικό, τεχνικό, υπαλληλικό και άλλο εξειδικευμένο προσωπικό, απαραίτητο για την παροχή των αεροπορικών υπηρεσιών.

2. Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης εδάφους οποιασδήποτε από τις καθορισμένες αεροπορικές γραμμές, θα αναλαμβάνονται σύμφωνα με τους νόμους και τους κανονισμούς του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα παραχωρεί στην καθορισμένη αεροπορική γραμμή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους το δικαίωμα να ασχοληθεί με την πώληση υπηρεσιών αερομεταφορών στο έδαφος του απ' ευθείας και, κατά την κρίση της αεροπορικής γραμμής, μέσω αντιπροσώπων.

ΑΡΘΡΟ 14 - ΑΣΦΑΛΕΙΑ ΑΕΡΟΠΛΟΪΑΣ

1. Συνεπώς προς τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις τους δυνάμει του διεθνούς δικαίου, τα Συμβαλλόμενα Μέρη επαναβεβαιώνουν ότι η αμοιβαία υποχρέωση τους προς προστασία της ασφάλειας της πολιτικής αεροπορίας έναντι πράξεων παρανόμου παρεμβάσεως συνιστά αναπόσπαστο μέρος της Συμφωνίας. Χωρίς περιορισμό της γενικότητας των δικαιωμάτων και υποχρεώσεων τους δυνάμει του

διεθνούς δικαίου τα Συμβαλλόμενα Μέρη οφείλουν, ιδιαίτερα, να ενεργούν σύμφωνα με τις διατάξεις της Σύμβασης περί Αδικημάτων και Ετέρων Πράξεων Τελούμενων επί Αεροσκαφών που έχει υπογραφεί στο Τόκιο στις 14 Σεπτεμβρίου 1963, της Σύμβασης περί Καταστολής Παρανόμων Καταλήψεων Αεροσκαφών που έχει υπογραφεί στη Χάγη στις 16 Δεκεμβρίου 1970 και της Σύμβασης περί Καταστολής Παρανόμων Πράξεων Στρεφομένων κατά της Ασφάλειας της Πολιτικής Αεροπορίας, που υπεγράφη στο Μοντρεάλ στις 23 Σεπτεμβρίου 1971.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο μέρος οφείλει να παρέχει, όταν του ζητηθεί, κάθε δυνατή βοήθεια στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος για την αποτροπή πράξεων παράνομης κατάληψης πολιτικών αεροσκαφών και άλλων παράνομων πράξεων στρεφόμενων κατά της ασφάλειας τέτοιων αεροσκαφών, των επιβατών και των πληρωμάτων τους, αερολιμένων και αεροναυτικών εγκαταστάσεων και για την αποτροπή οποιασδήποτε άλλης απειλής κατά της ασφάλειας της πολιτικής αεροπορίας.

3. Στις μεταξύ τους σχέσεις, τα Μέρη οφείλουν να ενεργούν σύμφωνα με τις διατάξεις αεροπορικής ασφάλειας, που έχουν καθιερωθεί από το Διεθνή Οργανισμό Πολιτικής Αεροπορίας και καθορισθεί ως Παραρτήματα της Σύμβασης περί της Διεθνούς Πολιτικής Αεροπορίας, στην έκταση που αυτές οι διατάξεις ασφάλειας ισχύουν στα δύο Μέρη: τα Μέρη θα απαιτούν όπως οι αερομεταφορείς που εκμεταλλεύονται αεροσκάφη που είναι εγγεγραμμένα στο νηολόγιο τους, ή αερομεταφορείς που έχουν την κύρια έδρα εργασιών τους ή τη μόνιμη διαμονή τους στο έδαφος τους, και οι λειτουργοί των αεροδρομίων που βρίσκονται στο έδαφος τους, ενεργούν σύμφωνα με τις εν λόγω διατάξεις αεροπορικής ασφάλειας.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος συμφωνεί όπως οι εν λόγω αερομεταφορείς δυνατόν να καλούνται να τηρούν τις διατάξεις αεροπορικής ασφάλειας που αναφέρονται στην ανωτέρω παράγραφο 3 όπως απαιτείται από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος σε σχέση με την είσοδο, αναχώρηση ή την παραμονή μέσα στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα διασφαλίζει ότι εφαρμόζονται αποτελεσματικά επαρκή μέτρα μέσα στο έδαφος του για την προστασία των αεροσκαφών και τον έλεγχο επιβατών, πληρωμάτων, μεταφερομένων αντικειμένων, αποσκευών, φορτίων και προμηθειών αεροσκαφών πριν και κατά τη διάρκεια επιβίβασης ή φόρτωσης. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα εξετάζει επίσης ευμενώς οποιαδήποτε αιτήσεις του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους για τη λήψη εύλογων ειδικών μέτρων ασφάλειας για την αντιμετώπιση συγκεκριμένης απειλής.

5. Όταν συμβεί επεισόδιο ή απειλείται επεισόδιο παράνομης κατάληψης πολιτικού αεροσκάφους ή άλλων παρανόμων πράξεων στρεφόμενων κατά της ασφάλειας τέτοιου αεροσκάφους, των επιβατών και του πληρώματός του, των αεροδρομίων ή των αεροναυτικών εγκαταστάσεων, τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα αλληλοβοηθούνται με τη διευκόλυνση των επικοινωνιών και τη λήψη άλλων κατάλληλων μέτρων που θα αποσκοπούν στον ταχύ και ασφαλή τερματισμό του εν λόγω επεισοδίου ή της απειλής τέτοιου επεισοδίου.

ΑΡΘΡΟ 15 - ΝΑΥΛΑ

1. Τα ναύλα που θα χρεώνουν οι αεροπορικές γραμμές των Συμβαλλόμενων Μερών για τις συμφωνημένες υπηρεσίες θα καθορίζονται σε εύλογα επίπεδα, λαμβανομένων υπόψη όλων των συναφών παραγόντων περιλαμβανομένων των επιχειρησιακών δαπανών, εύλογου κέρδους, των χαρακτηριστικών της υπηρεσίας και των ναύλων άλλων αεροπορικών γραμμών που εκτελούν τακτικές πτήσεις σε ολόκληρο ή σε τμήμα των ιδίων δρομολογίων.

2. Τα ναύλα που αναφέρονται στην παράγραφο 1 αυτού του Άρθρου θα συμφωνούνται, αν αυτό είναι δυνατό, από τις καθορισμένες αεροπορικές γραμμές των δύο Συμβαλλομένων Μερών, ύστερα από διαβουλεύσεις με άλλες αεροπορικές γραμμές που εκτελούν πτήσεις πάνω σε ολόκληρο ή σε τμήμα του δρομολογίου και τέτοια συμφωνία θα επιτυγχάνεται, όπου είναι δυνατό, με τη χρησιμοποίηση των διαδικασιών του Διεθνούς Συνδέσμου Αερομεταφορέων που αφορούν το καθορισμό ναύλων.

3. Τα ναύλα που θα συμφωνούνται ως ανωτέρω θα υποβάλλονται για έγκριση στις αεροναυτικές αρχές των δύο Συμβαλλομένων Μερών εξήντα (60) μέρες τουλάχιστον πριν από τη σκοπούμενη ημερομηνία εφαρμογής τους. Σε εξαιρετικές περιπτώσεις η προθεσμία αυτή μπορεί να συντμηθεί με τη σύμφωνη γνώμη των εν λόγω αρχών.

4. Η έγκριση αυτή δυνατόν να δοθεί ρητά. Αν καμιά από τις αεροναυτικές αρχές δεν έχει εκφράσει διαφωνία μέσα σε τριάντα (30) μέρες από την ημερομηνία υποβολής τους σύμφωνα με την παράγραφο 3 αυτού του Άρθρου, τα ναύλα θα θεωρούνται ως εγκριθέντα. Σε περίπτωση σύντμησης της προθεσμίας υποβολής των ναύλων όπως προβλέπεται στην παράγραφο 3, οι αεροναυτικές αρχές δυνατόν να συμφωνήσουν ότι η προθεσμία μέσα στην οποία θα πρέπει να γνωστοποιηθεί η διαφωνία θα είναι μικρότερη από τριάντα (30) ημέρες.

5. Αν ένα ναύλο δεν συμφωνηθεί σύμφωνα με την παράγραφο 2 αυτού του Άρθρου ή αν, κατά τη διάρκεια της προθεσμίας που καθορίζεται στην παράγραφο 4 αυτού του Άρθρου, μια αεροναυτική αρχή γνωστοποιήσει στην άλλη αεροναυτική αρχή τη διαφωνία της σε σχέση με το ναύλο που έχει συμφωνηθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 2 του Άρθρου αυτού, οι αεροναυτικές αρχές των δύο Συμβαλλομένων Μερών, μετά και από επαφές με τις αεροναυτικές αρχές οποιασδήποτε άλλης χώρας ή Αρχής η συμβολή των οποίων μπορεί να θεωρηθεί χρήσιμη, θα προσπαθήσουν να καθορίσουν το ναύλο με αμοιβαία συμφωνία.

6. Αν οι αεροναυτικές αρχές αδυνατούν να συμφωνήσουν σχετικά με την έγκριση οποιουδήποτε ναύλου που τους υποβάλλεται δυνάμει της παραγράφου 3 του Άρθρου αυτού, ή σχετικά με τον καθορισμό οποιουδήποτε ναύλου δυνάμει της παραγράφου 5 του Άρθρου αυτού, η διαφορά θα διευθετείται σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 19 αυτής της Συμφωνίας.

7. Ένα ναύλο που θα καθορισθεί σύμφωνα με τις διατάξεις αυτού του Άρθρου θα παραμένει σε ισχύ μέχρις ότου καθορισθεί νέο ναύλο.

ΑΡΘΡΟ 16 - ΔΙΑΒΟΥΛΕΥΣΗ ΚΑΙ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ

1. Με πνεύμα στενής συνεργασίας τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ή οι αεροναυτικές τους αρχές θα διαβουλεύονται μεταξύ τους από καιρό σε καιρό προς το σκοπό της διασφάλισης της εφαρμογής και της ικανοποιητικής τήρησης των προνοιών αυτής της Συμφωνίας και του Παραρτήματος της.

2. Αν οποιοδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Μέρη επιθυμεί να επιφέρει τροποποιήσεις στις διατάξεις αυτής της Συμφωνίας, μπορεί να ζητήσει τη διεξαγωγή διαβουλεύσεων με το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος. Τέτοιες διαβουλεύσεις θα αρχίζουν μέσα σε προθεσμία εξήντα (60) ημερών από την ημερομηνία του αιτήματος. Οποιοσδήποτε τροποποιήσεις που θα συμφωνηθούν με αυτό τον τρόπο θα τίθενται σε ισχύ μόλις επιβεβαιωθούν με την ανταλλαγή διπλωματικών ανακοινώσεων μετά τη συμπλήρωση των απαιτούμενων συνταγματικών ή άλλων διαδικασιών.

3. Τροποποιήσεις που αφορούν τις πρόνοιες της Συμφωνίας εκτός από εκείνες των Πινάκων του Παραρτήματος θα εγκρίνονται από το κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος σύμφωνα με τις συνταγματικές διαδικασίες του.

4. Τροποποιήσεις που αφορούν αποκλειστικά τις πρόνοιες των Πινάκων του Παραρτήματος μπορούν να συμφωνούνται από τις αεροναυτικές αρχές των Συμβαλλομένων Μερών. Τέτοιες τροποποιήσεις θα τίθενται σε εφαρμογή μόλις εγκριθούν και από τις δύο αεροναυτικές αρχές.

ΑΡΘΡΟ 17 - ΣΥΜΜΟΡΦΩΣΗ ΠΡΟΣ ΠΟΛΥΜΕΡΕΙΣ ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Η Συμφωνία αυτή και τα Παραρτήματα της θα τροποποιούνται κατά τρόπο που να συνάδουν με τις διατάξεις οποιασδήποτε πολυμερούς σύμβασης η οποία δυνατό να καταστεί δεσμευτική για τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

ΑΡΘΡΟ 18 - ΤΕΡΜΑΤΙΣΜΟΣ

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος δύναται, οποτεδήποτε, να ειδοποιήσει το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος για την απόφαση του να τερματίσει τη Συμφωνία αυτή. Η ειδοποίηση αυτή θα κοινοποιείται συγχρόνως στο Διεθνή Οργανισμό Πολιτικής Αεροπορίας.

2. Σε τέτοια περίπτωση η Συμφωνία θα τερματίζεται δώδεκα (12) μήνες μετά την ημερομηνία λήψης της ειδοποίησης από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, εκτός αν η ειδοποίηση αυτή αποσυρθεί ύστερα από αμοιβαία συμφωνία, πριν από την εκπνοή της ανωτέρω προθεσμίας. Αν δεν επιβεβαιωθεί λήψη της ειδοποίησης από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος αυτή θεωρείται ως ληφθείσα δεκατέσσερις (14) ημέρες μετά τη λήψη της από το Διεθνή Οργανισμό Πολιτικής Αεροπορίας.

ΑΡΘΡΟ 19 - ΔΙΕΥΘΕΤΗΣΗ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

1. Αν μεταξύ των Συμβαλλομένων Μερών προκύψει οποιαδήποτε διαφορά σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή αυτής της Συμφωνίας, τα Συμβαλλόμενα Μέρη οφείλουν κατ' αρχή να επιχειρήσουν διευθέτηση της με διαπραγματεύσεις.

2. Αν τα Συμβαλλόμενα Μέρη δεν επιτύχουν διευθέτηση της διαφοράς με διαπραγματεύσεις, τότε μπορούν να συμφωνήσουν να την παραπέμψουν για απόφαση σε κάποιο πρόσωπο ή όργανο. Αν δεν συμφωνήσουν σ' αυτή τη διαδικασία, με αίτηση οποιουδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, η διαφορά θα παραπέμπεται για απόφαση σε τριμελές διαιτητικό δικαστήριο. Το καθένα από τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη υποδεικνύει ανά ένα διαιτητή, το δε τρίτο μέλος του δικαστηρίου ορίζεται από τους δύο διαιτητές που θα έχουν υποδειχθεί ως ανωτέρω. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος οφείλει να υποδείξει το διαιτητή του μέσα σε εξήντα (60) ημέρες από την ημερομηνία λήψης της ειδοποίησης του άλλου Μέρους μέσω της διπλωματικής οδού με την οποία επιζητεί διαιτησία σχετικά με τη διαφορά, ο δε τρίτος διαιτητής θα ορίζεται μέσα σε προθεσμία άλλων εξήντα (60) ημερών. Αν οποιοδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Μέρη παραλείψει να υποδείξει διαιτητή μέσα στην προβλεπόμενη προθεσμία ή ο τρίτος διαιτητής δεν οριστεί μέσα στην προθεσμία, ο Πρόεδρος του Συμβουλίου του Διεθνούς Οργανισμού Πολιτικής Αεροπορίας μπορεί, ύστερα από παράκληση οποιουδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, να ορίσει διαιτητή ή διαιτητές, ανάλογα με την περίπτωση. Σε τέτοια περίπτωση ο τρίτος διαιτητής πρέπει να είναι υπήκοος ενός τρίτου κράτους και να ενεργεί ως Πρόεδρος του διαιτητικού δικαστηρίου.

3. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη οφείλουν να συμμορφώνονται προς οποιαδήποτε απόφαση που θα εκδίδεται δυνάμει της παραγράφου 2 αυτού του Άρθρου.
4. Τα έξοδα της διαιτησίας θα βαρύνουν εξίσου τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη.

ΑΡΘΡΟ 20 - ΚΑΤΑΧΩΡΗΣΗ ΣΤΟ ΔΟΠΑ

Η Συμφωνία αυτή και κάθε τροποποίηση της θα καταχωρείται στο Διεθνή Οργανισμό Πολιτικής Αεροπορίας.

ΑΡΘΡΟ 21 - ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Τα Παραρτήματα αυτής της Συμφωνίας θεωρούνται ότι αποτελούν μέρος της Συμφωνίας και κάθε αναφορά στη Συμφωνία θα εξυπακούει και αναφορά στα Παραρτήματα, εκτός αν ρητά καθορίζεται διαφορετικά.

ΑΡΘΡΟ 22 - ΕΝΑΡΞΗ ΙΣΧΥΟΣ

1. Η ισχύς της Συμφωνίας αυτής είναι για απεριόριστη περίοδο.
2. Η Συμφωνία αυτή θα τεθεί σε ισχύ την 30η ημέρα αφότου τα Συμβαλλόμενα Μέρη γνωστοποιήσουν το ένα στο άλλο, με διπλωματικές διακοινώσεις, ότι έχουν συμπληρωθεί οι απαιτούμενες συνταγματικές διατυπώσεις.

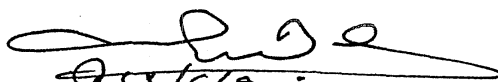
Η Συμφωνία αυτή εγένετο σε δύο εξίσου αυθεντικά πρωτότυπα στην Ελληνική, την Αραβική και την Αγγλική γλώσσα. Σε περίπτωση διαφοράς στην ερμηνεία το Αγγλικό κείμενο υπερισχύει. Κάθε Μέρος κρατεί ένα πρωτότυπο για σκοπούς εφαρμογής.

Εις πίστη των ανωτέρω, οι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι από τις οικείες Κυβερνήσεις τους, έχουν υπογράψει την παρούσα Συμφωνία.

Έγινε στην Τζέντα στις 22 Απριλίου του δύο χιλιάδες δύο.



Για την Κυβέρνηση
της Κυπριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση
του Βασιλείου της Σαουδικής Αραβίας

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΠΙΝΑΚΑΣ ΔΡΟΜΟΛΟΓΙΩΝ

1. ΠΙΝΑΚΑΣ 1

Δρομολόγια που θα εκτελούνται από την καθορισμένη αεροπορική γραμμή της Κυπριακής Δημοκρατίας.

<u>Σημεία αναχώρησης</u>	<u>Προορισμός</u>	<u>Ενδιάμεσα Σημεία</u>	<u>Σημεία Πέραν</u>
Σημεία στην Κύπρο	Τζέντα ή Ριάντ	Να καθοριστούν	Να καθοριστούν

2. ΠΙΝΑΚΑΣ 2

Δρομολόγια που θα εκτελούνται από την καθορισμένη αεροπορική γραμμή του Βασιλείου της Σαουδικής Αραβίας.

<u>Σημεία αναχώρησης</u>	<u>Προορισμός</u>	<u>Ενδιάμεσα Σημεία</u>	<u>Σημεία Πέραν</u>
Σημεία στη Σαουδική Αραβία	Λάρνακα ή Πάφος	Να καθοριστούν	Αθήνα, Μιλάνο

3. Οι αεροπορικές γραμμές που καθορίζονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να παραλείπουν να σταθμεύουν σε οποιοδήποτε σημείο που καθορίζεται στον Πίνακα Δρομολογίων ως ενδιάμεσο σημείο ή σημείο πέραν.

4. Εκτός αν τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη καταλήξουν σε σχετική συμφωνία δεν θα ασκούνται δικαιώματα πέμπτης ελευθερίας μεταξύ ενδιάμεσων σημείων ή σημείων πέραν και του εδάφους του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

ACCORD RELATIF AUX SERVICES AÉRIENS ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Le Gouvernement de la République de Chypre et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite (ci-après dénommés « les Parties contractantes »), ayant adhéré à la Convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944;

Désireux de conclure l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République de Chypre et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite (ci-après dénommé l'« Accord ») aux fins d'établir des services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà;

Sont convenus de ce qui suit :

Article Premier. Définitions

Aux fins du présent Accord et à moins que le contexte n'appelle une autre interprétation :

(a) L'expression « la Convention de Chicago » s'entend de la Convention relative à l'aviation civile internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, ainsi que de toute annexe adoptée conformément à l'article 90 de ladite Convention ou de tout amendement apporté aux annexes ou à la Convention, conformément aux articles 90 et 94 de celle-ci, qui ont été adoptés par les deux Parties contractantes;

(b) L'expression « autorités aéronautiques » s'entend en ce qui concerne le Gouvernement de la République de Chypre, du Ministère des communications et des travaux publics et dans le cas du Royaume d'Arabie saoudite, de la Direction de l'aviation civile ou, dans les deux cas, de toute personne ou de tout organisme habilité à remplir les fonctions pouvant être présentement exercées par les deux autorités susmentionnées;

(c) L'expression « entreprise de transport aérien désignée » s'entend d'une entreprise de transport aérien désignée et habilitée à exploiter lesdits services conformément à l'article 3 du présent Accord;

(d) Le terme « tarif » s'entend du prix à payer pour le transport de passagers et de marchandises et des conditions dans lesquelles ces prix s'appliquent, y compris les prix et conditions applicables aux agences et aux autres services auxiliaires mais excluant la rémunération et les conditions au transport du courrier;

(e) Le terme « territoire », en ce qui concerne un État, désigne les étendues terrestres et les eaux territoriales adjacentes à celle-ci placées sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou la tutelle de cet État comme défini à l'article 2 de la Convention;

(f) Les expressions « service aérien », « service aérien international », « entreprise de transport aérien » et « escale non commerciale » ont le sens que leur donne respectivement l'article 96 de la Convention;

(g) Le terme « Accord » s'entend du présent Accord, de ses annexes et de tous amendements qui s'y rapportent;

(h) Le terme « tableau » s'entend du Tableau des routes annexé au présent Accord et de tout amendement qui s'y rapporte ayant été convenu conformément aux dispositions de l'article 19 du présent Accord.

2. Il est entendu que les titres donnés aux articles du présent Accord ne restreignent ni n'étendent en rien le sens des dispositions de cet Accord.

Article 2. Octroi de droits

1. Chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie contractante les droits ci-après énumérés dans le présent Accord, aux fins d'établir et d'exploiter des services aériens internationaux réguliers sur les routes indiquées au tableau annexé au présent Accord. Ces services et ces routes sont dénommés ci-après respectivement « les services convenus » et « les routes indiquées ».

2. L'entreprise de transport aérien désignée par chaque Partie contractante jouit, pendant l'exploitation d'un service convenu sur une route indiquée des droits suivants :

(a) Celui de survoler le territoire de l'autre Partie contractante sans atterrissage;

(b) Celui d'effectuer sur ledit territoire des escales non commerciales; et

(c) Celui de faire des escales en des points spécifiés pour ladite route dans le tableau de l'Annexe au présent Accord pour débarquer et embarquer en trafic international des passagers, du fret et du courrier.

3. Aucune disposition des paragraphes 1 et 2 du présent article n'est réputée conférer aux entreprises désignées d'une Partie contractante le droit d'embarquer, en un point de la zone de l'autre Partie contractante, des passagers, du fret ou du courrier, pour les transporter, conformément à un contrat de louage ou contre rémunération, à un autre point de la zone de cette autre Partie contractante.

Article 3. Désignation des entreprises de transport aérien

1. Chaque Partie contractante a le droit de désigner par écrit à l'autre Partie contractante une entreprise de transport aérien qui sera chargée d'exploiter les services convenus sur les routes indiquées.

2. Au reçu de cette désignation, les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante doivent, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article et du paragraphe 1 de l'article 4, accorder sans délai à l'entreprise de transport aérien désignée l'autorisation d'exploitation adéquate.

3. Les autorités aéronautiques d'une Partie contractante peuvent exiger d'une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante la preuve qu'elle est en mesure de remplir les conditions prescrites par les lois et règlements que ces autorités appliquent normalement à l'exploitation des services aériens internationaux, en conformité avec les dispositions de la Convention.

4. Lorsqu'une entreprise de transport aérien a ainsi été désignée et autorisée, elle peut à tout moment exploiter les services convenus, à condition qu'un tarif établi

conformément aux dispositions de l'article 15 du présent Accord relatifs à ces services ait été mis en application.

Article 4. Refus, annulation ou suspension de l'autorisation d'exploitation

1. Chaque Partie contractante a le droit de refuser d'accorder ou de révoquer une autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice des droits spécifiés au paragraphe 2 de l'article 2 du présent Accord par une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante ou d'imposer les conditions qu'elles peuvent estimer nécessaires pour l'exercice desdits droits :

(a) Dans tous les cas où elle n'a pas la certitude qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise de transport aérien sont entre les mains de la Partie contractante qui a désigné l'entreprise de transport aérien, ou de ressortissants de cette Partie contractante; ou

(b) Dans le cas où l'entreprise de transport aérien en question ne respecte pas la législation et/ou la réglementation de la Partie contractante qui accorde les droits; ou

(c) Dans le cas où l'entreprise de transport aérien manque de toute autre manière à conformer son exploitation aux conditions prescrites dans le présent Accord.

2. Sauf s'il est indispensable de prendre immédiatement une mesure de révocation, de suspension ou d'imposition des conditions mentionnées au paragraphe 1 du présent article pour empêcher que se poursuivent des infractions à la législation et/ou à la réglementation, il n'est fait usage de ce droit qu'après consultation avec l'autre Partie contractante.

3. Dans le cas où une mesure est prise par une Partie contractante aux termes du présent article, les droits de l'autre Partie contractante, au titre de l'article 18, ne sont pas affectés.

Article 5. Redevances d'usage et taxes aéroportuaires

Les frais perçus par une Partie contractante pour l'utilisation des aéroports et des autres installations d'aviation par les aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante ne peuvent être supérieurs à ceux payés par ses aéronefs nationaux assurant des services internationaux similaires.

Article 6. Exemption des droits de douane et autres impôts

1. Les aéronefs de l'entreprise désignée d'une Partie contractante exploités en service international de même qu'assurant la fourniture de carburant, de lubrifiants, d'autres consommables techniques, de pièces de rechange, d'équipements d'un usage régulier et de provisions, y compris les denrées alimentaires, les boissons et le tabac sont, à l'entrée sur le territoire ou à la sortie du territoire de l'autre Partie contractante, exonérés à titre de réciprocité de droits de douane, de frais d'inspection et d'autres frais ou droits similaires, à condition que lesdits équipements et lesdites fournitures restent à bord de l'aéronef jusqu'au moment où ils sont réexportés, utilisés ou consommés par ledit aéronef pendant des vols au-dessus du territoire en question.

2. Sont également exemptés des mêmes droits, honoraires et redevances, à l'exception des redevances correspondant à une prestation de services :

(a) Les provisions de bord embarquées sur le territoire de l'une des Parties contractantes, dans les limites fixées par les autorités de ladite Partie contractante, destinées à être utilisées à bord d'aéronefs quittant le territoire en question et exploités dans le cadre des services convenus par une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante;

(b) Les pièces de rechange introduites sur le territoire de l'une des Parties contractantes et destinées à l'entretien ou à la remise en état des aéronefs exploités dans le cadre des services aériens internationaux exploités par une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante;

(c) Les carburants et les lubrifiants destinés à l'approvisionnement d'aéronefs en partance exploités aux fins d'assurer les services internationaux par l'entreprise désignée par l'autre Partie contractante, même lorsque ces fournitures doivent être utilisées sur toute partie du trajet survolant le territoire de la Partie contractante sur lequel elles ont été embarquées.

3. Les matériels auxquels il est fait référence au paragraphe 2 ci-dessus peuvent être placés sous la surveillance ou le contrôle de l'administration douanière jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'il en soit autrement disposé conformément à la réglementation douanière.

Article 7. Principes régissant l'exploitation des services convenus

1. Les entreprises de transport aérien désignées des deux Parties contractantes ont la faculté, dans des conditions d'équité et d'égalité, d'exploiter les services convenus sur les routes indiquées.

2. En exploitant les services convenus, l'entreprise de transport aérien désignée de chaque Partie contractante doit tenir compte des intérêts de l'entreprise de transport aérien de l'autre Partie contractante de façon à ne pas affecter indûment les services aériens que la dernière fournit sur la totalité ou une partie quelconque des mêmes routes.

3. Les services convenus assurés par les entreprises de transport aérien désignées des Parties contractantes ont toujours pour objectif essentiel de fournir à un taux de charge raisonnable une capacité adaptée aux besoins actuels et raisonnablement prévisibles en ce qui concerne le transport des passagers, du fret et du courrier entre le territoire de la Partie contractante qui a désigné l'entreprise de transport aérien et le territoire de l'autre Partie contractante. Le droit d'embarquer ou de débarquer des passagers et du fret, y compris le courrier, en des points sur les routes indiquées sur le territoire d'États autres que ceux ayant désigné l'entreprise de transport aérien est exercée conformément au principe général selon lequel la capacité doit être liée :

(a) Aux exigences du trafic à destination ou en provenance du territoire de la Partie contractante qui a désigné l'entreprise de transport aérien;

(b) Aux besoins du trafic dans la région desservie par les services convenus, compte tenu des autres services de transport établis par des entreprises de transport aériens des États de la région; et

(c) Aux exigences de l'exploitation économique des services long-courriers des entreprises de transport aérien.

4. Afin que les entreprises désignées puissent bénéficier d'un traitement juste et équitable, la fréquence des services et leur capacité de même que les plans de vol sont subordonnés à l'approbation des autorités aéronautiques des deux Parties contractantes. Cette condition doit également être remplie en cas de changement apporté aux services convenus.

5. Les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes s'efforcent, si nécessaire, de parvenir à un arrangement satisfaisant en matière de plans de vol, de capacité et de fréquences.

Article 8. Approbation des programmes de trafic aérien

L'entreprise de transport aérien désignée par une Partie contractante soumet pour approbation, aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante, au plus tard soixante (60) jours avant le début des services convenus, ses programmes de trafic aérien. Ces programmes doivent indiquer en particulier le type de services et le type d'aéronef utilisé, les plans de vol ainsi que tous autres renseignements pertinents. La même procédure est suivie pour toute modification ultérieure. Dans des cas particuliers, ce délai peut être raccourci sous réserve de l'approbation desdites autorités.

Article 9. Informations statistiques

Les autorités aéronautiques de l'une ou l'autre Partie contractante fournissent à celles de l'autre Partie contractante, à leur demande, tous les renseignements et les statistiques liés au trafic entrepris sur les services convenus par les entreprises de transport aérien désignées de la première Partie contractante à partir du territoire de l'autre Partie contractante ou à destination de ce dernier, comme celles qui sont normalement établies et présentées par l'entreprise désignée à ses autorités aéronautiques nationales. Ces données donnent en détails le volume, la distribution, l'origine et la destination du trafic. Toutes les données statistiques supplémentaires relatives au trafic que peuvent demander les autorités aéronautiques d'une Partie contractante font, sur demande, l'objet d'un entretien et d'un accord mutuel entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

Article 10. Applicabilité des lois et règlements

1. Les lois et règlements d'une Partie contractante s'appliquent à la navigation et l'exploitation des aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante pendant leur entrée et leur séjour sur le territoire et pendant leur sortie du territoire de l'autre Partie contractante.

2. Les lois et réglementations d'une Partie contractante régissant l'entrée, le séjour ou le départ de son territoire des passagers, équipages, fret ou courrier telles que les formalités concernant l'entrée, la sortie, l'émigration, l'immigration, les douanes, les devises, la santé et la quarantaine s'appliquent aux passagers, équipages, fret et courrier transportés par l'aéronef de l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante pendant leur séjour sur ledit territoire.

Article 11. Transfert des bénéfices

1. Chaque Partie contractante accorde à l'entreprise de transport désignée de l'autre Partie contractante le droit de transférer, librement et conformément à la réglementation des changes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle les revenus sont générés, le surplus des recettes sur les dépenses réalisé par cette entreprise de transport aérien désignée sur le territoire de l'autre Partie contractante en rapport avec le transport de passagers, de courrier et de fret. Aucuns frais autres que les frais bancaires normaux ne seront applicables à ces transferts.

2. Si l'une des Parties contractantes impose des restrictions au transfert du surplus de recettes sur les dépenses réalisé par l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante, cette dernière a le droit d'imposer des restrictions réciproques à l'entreprise de transport aérien désignée de cette Partie contractante.

Article 12. Reconnaissance des certificats, des brevets et sécurité

1. Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une Partie contractante et non périmés sont reconnus valables par l'autre Partie contractante aux fins d'exploitation des services convenus sur les routes indiquées, à condition que ces brevets ou ces licences aient été délivrés ou validés conformément aux normes établies en vertu de la Convention. Chaque Partie contractante se réserve toutefois le droit de refuser de reconnaître comme valable pour la circulation au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie contractante.

2. Chaque Partie contractante peut demander la tenue de consultations concernant les mesures de sûreté mises en œuvre par l'autre Partie contractante à l'égard des installations aéronautiques, des équipages, des aéronefs et les normes de sécurité pour l'exploitation de l'entreprise de transport aérien désignée. Si une Partie contractante constate, suite à ces consultations, que l'autre Partie contractante n'applique pas effectivement dans ces domaines des règles et des mesures de sécurité qui sont au moins égales aux règles minimales éventuellement établies en vertu de la Convention ou jugées nécessaires pour se conformer à ces règles minimales et à celles de l'aviation civile internationale, elle fait part de ses constatations à l'autre Partie contractante en indiquant les mesures qu'elle juge nécessaires pour se conformer à ces règles minimales. L'autre Partie prend les mesures correctives appropriées. Chaque Partie contractante se réserve le droit de ne pas délivrer, d'annuler ou de restreindre les permis d'exploitation et les autorisations techniques d'une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante dans l'éventualité où cette dernière ne prendrait pas les mesures appropriées en question dans un délai raisonnable.

Article 13. Représentation commerciale aérienne

1. L'entreprise de transport aérien désignée d'une Partie contractante est habilitée, conformément aux lois et règlements de l'autre Partie contractante en matière d'entrée, de séjour et d'emploi, de faire entrer et d'employer sur le territoire de cette autre Partie contractante, ses propres cadres de direction, cadres techniques, agents d'exploitation et ses autres personnels spécialisés nécessaires pour assurer les services de transport aérien.

2. Les opérations de manutention au sol de l'une ou l'autre entreprise de transport aérien désignée sont effectuées conformément à la législation et la réglementation de l'autre Partie contractante.

3. Chaque Partie contractante accorde à l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante le droit de vendre des services de transport aérien directement sur son territoire et, à la discrétion de l'entreprise de transport aérien, par l'intermédiaire de ses agents.

Article 14. Sécurité en matière de l'aviation

1. Conformément aux droits et obligations découlant du droit international, les Parties contractantes réaffirment que l'obligation réciproque qu'elles ont de protéger la sécurité de l'aviation civile contre tous actes d'intervention illicites fait partie intégrante du présent Accord. Sans limiter l'ensemble de leurs droits et obligations découlant du droit international, les Parties contractantes agissent en particulier conformément aux dispositions de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970, et de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971.

2. Les Parties contractantes se prêtent mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir la capture illicite d'aéronefs civils et les autres actes illicites portant atteinte à la sécurité desdits aéronefs, de leurs passagers et équipages, des aéroports et des installations de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace contre la sécurité de l'aviation civile.

3. Dans leurs relations mutuelles, les Parties se conforment aux normes de sécurité en matière de l'aviation fixées par l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui figurent en annexes à la Convention relative à l'aviation civile, dans la mesure où lesdites normes relatives à la sécurité sont applicables aux Parties contractantes; elles exigent des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles, des exploitants d'aéronefs dont le principal établissement ou la résidence permanente sont situés sur leur territoire, et des exploitants des aéroports se trouvant sur leur territoire, qu'ils se conforment aux dispositions de sécurité aérienne.

4. Chaque Partie contractante reconnaît que les exploitants d'aéronefs sont tenus d'observer les normes de sécurité en matière de l'aviation mentionnées au paragraphe (3) ci-dessus, demandées par l'autre Partie contractante pour l'entrée sur son territoire ou le départ de ce dernier ou pendant leur séjour sur ledit territoire de cette autre Partie contractante. Chaque Partie contractante veille à ce que des mesures adéquates soient effectivement appliquées sur son territoire pour protéger les aéronefs et contrôler les passagers, l'équipage, les bagages à main, les marchandises, le fret, ainsi que les provisions de bord, avant et pendant l'embarquement ou le chargement. En outre, chaque Partie contractante examine avec bienveillance toute demande formulée par l'autre Partie contractante pour que des mesures spéciales de sécurité soient prises pour faire face à une menace particulière.

5. En cas d'incident ou de menace d'incident entraînant la capture illicite d'aéronefs civils ou en cas d'autres actes illicites à l'encontre de la sécurité des aéronefs, des passa-

gers et des équipages ou des aéroports et des installations de navigation aérienne, les Parties contractantes se prêtent mutuellement assistance en facilitant les communications et en prenant les autres mesures appropriées en vue de mettre fin rapidement et sans danger à ladite menace.

Article 15. Tarifs

1. Les tarifs appliqués par les entreprises de transport aérien désignées des Parties contractantes pour les services convenus doivent être fixés à des niveaux raisonnables, en tenant compte à leur juste mesure de tous les facteurs impliquant un coût d'exploitation, de la réalisation d'un bénéfice raisonnable, des particularités du service et des tarifs des autres entreprises de transport aérien exploitant des services réguliers sur l'ensemble ou sur une partie des mêmes routes.

2. Les tarifs visés au paragraphe 1 du présent article doivent si possible être convenus par les entreprises de transport aérien désignée des deux Parties contractantes, après consultation avec les autres entreprises de transport aérien exploitant l'ensemble ou une partie de la même route et cet accord doit être obtenu, chaque fois que possible, en faisant appel aux procédures de l'Association du transport aérien international pour l'élaboration de ces tarifs.

3. Les tarifs ainsi convenus sont soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des deux Parties contractantes soixante (60) jours au moins avant la date proposée de leur mise en application. Dans des cas particuliers, ce délai peut être raccourci sous réserve de l'accord desdites autorités.

4. L'accord doit être donné de manière expresse. Si aucune des autorités aéronautiques n'a exprimé son désaccord dans les trente (30) jours à compter de la date de leur présentation conformément au paragraphe 3 du présent article, ces tarifs sont considérés comme approuvés. Dans l'éventualité où la période de présentation serait réduite, comme prévu au paragraphe 3, les autorités aéronautiques peuvent convenir que la période dans laquelle le désaccord devrait être notifié sera inférieure à trente (30) jours.

5. Si un tarif ne peut être approuvé conformément au paragraphe 2 du présent article ou si durant la période applicable en vertu du paragraphe 4 du présent article, une autorité aéronautique informe l'autre autorité aéronautique de son désaccord quant au tarif approuvé conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes s'efforcent, après consultation avec les autorités aéronautiques de l'autre État ou avec toute autorité dont l'avis peut être considéré comme utile, de déterminer le tarif par accord mutuel.

6. Si les autorités aéronautiques ne peuvent se mettre d'accord sur un tarif qui leur est présenté dans le cadre du paragraphe 3 du présent article, ou sur la détermination d'un tarif au sens du paragraphe 5 du présent article, le litige sera résolu conformément aux dispositions de l'article 19 du présent Accord.

7. Un tarif fixé conformément aux dispositions du présent article restera en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau tarif aura été établi.

Article 16. Consultations et amendements

1. Dans un esprit d'étroite coopération, les deux Parties contractantes ou leurs autorités aéronautiques se consultent mutuellement de temps à autre en vue d'assurer la mise en œuvre et l'application satisfaisante des dispositions du présent Accord et de son annexe.

2. Si l'une des Parties contractantes estime souhaitable de modifier l'une des dispositions du présent Accord, elle peut demander à l'autre Partie contractante d'entamer des consultations. Cette consultation commencera dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la demande. Les amendements ainsi convenus entreront en vigueur lorsqu'ils auront été confirmés par un échange de notes diplomatiques à l'achèvement des procédures constitutionnelles ou autres formalités requises.

3. Les amendements se rapportant seulement aux dispositions de l'Accord et non à celles des annexes seront approuvés par chaque Partie contractante conformément à ses procédures constitutionnelles.

4. Les amendements se rapportant seulement aux dispositions des annexes peuvent être convenus entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes. Ces amendements seront exécutoires dès qu'ils auront été approuvés par les deux autorités aéronautiques.

Article 17. Conformité avec les conventions multilatérales

Le présent Accord et son annexe seront amendés de telle manière à se conformer à toute convention multilatérale susceptible de s'imposer aux Parties contractantes.

Article 18. Dénonciation

1. Chacune des Parties contractantes peut à tout moment notifier par écrit à l'autre Partie contractante sa décision de mettre fin au présent Accord. Cette notification est simultanément communiquée à l'Organisation de l'aviation civile internationale.

2. Dans ce cas, l'Accord expire douze (12) mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie contractante, à moins que l'avis de dénonciation ne soit annulé d'un commun accord avant l'expiration de cette période. En l'absence d'un accusé de réception de l'autre Partie contractante, la notification est réputée avoir été reçue quatorze (14) jours après la réception de la notification par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 19. Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre les Parties contractantes quant à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, les Parties contractantes s'efforcent en premier lieu de le régler par voie de négociations.

2. Si les Parties contractantes ne parviennent pas à un règlement par voie de négociation, elles peuvent convenir de soumettre le différend à la décision d'une personne ou d'un organisme; si elles ne peuvent s'entendre à ce sujet, le différend est, à la demande de

l'une ou l'autre Partie contractante, soumis pour décision à un tribunal composé de trois arbitres, un désigné par chaque Partie contractante et le troisième devant être nommé par les deux arbitres déjà désignés. Chacune des Parties contractantes nomme son arbitre dans les soixante (60) jours qui suivent la date de la réception par l'autre Partie contractante d'une notification transmise par la voie diplomatique, demandant un arbitrage du différend par le tribunal en question et le troisième arbitre est désigné au cours d'une nouvelle période de soixante (60) jours. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes ne désigne pas son arbitre dans les délais spécifiés, ou si le troisième arbitre n'est pas nommé dans le délai fixé, le Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale peut, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, désigner un ou des arbitres selon les besoins. Dans ce cas, le troisième arbitre est un ressortissant d'un État tiers et fait fonction de président du tribunal d'arbitrage.

3. Les Parties contractantes se conforment à toute décision rendue en application du paragraphe 2 du présent article.

4. Les dépenses relatives à l'arbitrage sont partagées également entre les Parties contractantes.

Article 20. Enregistrement auprès de L'OACI

Le présent Accord et ses amendements sont enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 21. Annexe

Les annexes au présent Accord sont réputées en faire partie et toute référence qui y est faite comprend la référence aux annexes, sauf disposition contraire expresse.

Article 22. Entrée en vigueur

1. Le présent Accord est conclu pour une durée illimitée.

2. Le présent Accord entre en vigueur le trentième jour après que les Parties contractantes se sont mutuellement notifié, par notes diplomatiques, que les formalités constitutionnelles requises ont été accomplies.

3. Le présent Accord est établi en deux originaux, en langues grecque, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra. Chaque partie détient un exemplaire de ce texte pour la mise en œuvre.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Jeddah le 22 avril de l'année deux mille deux.

Pour le Gouvernement de la République de Chypre :

Pour le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite :

ANNEXE

TABLEAU DES ROUTES

1. SECTION 1

Routes qui peuvent être exploitées par l'entreprise de transport aérien désignée par la République de Chypre :

Origine	Destination	Points intermédiaires	Points au-delà
Points à Chypre	Jeddah ou Riyad	À préciser	À préciser

2. SECTION 2

Routes qui peuvent être exploitées par l'entreprise de transport aérien désignée par le Royaume d'Arabie saoudite :

Origine	Destination	Points intermédiaires	Points au-delà
Points en Arabie saoudite	Larnaca ou Paphos	À préciser	Athènes, Milan

3. Les entreprises de transport aérien désignées par les Parties contractantes peuvent s'abstenir, pour tous leurs vols, de faire escale à un point qualifié dans le tableau des routes de point intermédiaire ou de point au-delà.

4. Aucun droit de trafic de cinquième liberté ne sera exercé entre des points intermédiaires ou des points au-delà et sur le territoire de l'autre Partie contractante à moins qu'un accord à cet effet ne soit conclu entre les deux Parties contractantes.

No. 43647

**International Atomic Energy Agency
and
Oman**

Agreement between the Sultanate of Oman and the International Atomic Energy Agency for the application of safeguards in connection with the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (with protocol). Vienna, 28 June 2001

Entry into force: *5 September 2006 by notification, in accordance with article 24*

Authentic texts: *Arabic and English*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *International Atomic Energy Agency, 6 March 2007*

Not published in print in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

**Agence internationale de l'énergie atomique
et
Oman**

Accord entre le Sultanat d'Oman et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (avec protocole). Vienne, 28 juin 2001

Entrée en vigueur : *5 septembre 2006 par notification, conformément à l'article 24*

Textes authentiques : *arabe et anglais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Agence internationale de l'énergie atomique, 6 mars 2007*

Non disponible en version imprimée conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.

No. 43648

**Netherlands
and
Special Court for Sierra Leone**

Headquarters Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Special Court for Sierra Leone (with annex). The Hague, 19 June 2006 and Freetown, 19 June 2006

Entry into force: *19 June 2006, in accordance with its provisions*

Authentic text: *English*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Netherlands, 5 March 2007*

**Pays-Bas
et
Tribunal spécial pour la Sierra Leone**

Accord de siège entre le Royaume des Pays-Bas et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (avec annexe). La Haye, 19 juin 2006 et Freetown, 19 juin 2006

Entrée en vigueur : *19 juin 2006, conformément à ses dispositions*

Texte authentique : *anglais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Pays-Bas, 5 mars 2007*

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

I

**Headquarters agreement between the Kingdom of the Netherlands
and the Special Court for Sierra Leone**

Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands
Treaties Division

DJZ/VE-262/06

The Hague, 19 June 2006

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands presents its compliments to the Special Court for Sierra Leone and has the honour to propose, in order to facilitate the work of the Court, with reference to the decision by the Special Court to meet away from its seat in accordance with Rule 4 of the Rules of Procedure and Evidence of the Special Court and the Agreement establishing the Special Court and with reference to the request by the Special Court to sit temporarily in the Netherlands for the purpose of conducting the trial against Charles Taylor, the former President of Liberia, taking into account the resolution of the Security Council of the United Nations on the matter, that a headquarters agreement be concluded which shall read as follows:

Article 1

- i. “The Agreement establishing the Special Court” means the Agreement between the United Nations and the Government of Sierra Leone on the establishment of a Special Court for Sierra Leone signed on 16 January 2002, as amended;
- ii. “The Special Court” means the Special Court for Sierra Leone established by the Agreement establishing the Special Court;
- iii. “The Statute” means the Statute of the Special Court, annexed to the Agreement establishing the Special Court;
- iv. “The accused” means Charles Taylor, the former President of Liberia;
- v. “The Tribunal” means the International Tribunal for the Prosecution of Persons Responsible for Serious Violations of International Humanitarian Law Committed in the Territory of the Former Yugoslavia since 1991, established by the Security Council pursuant to its resolutions 808 (1993) and 827 (1993);
- vi. “The Tribunal headquarters agreement” means the Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the United Nations concerning the Headquarters of the Tribunal, signed in New York on 29 July 1994, as supplemented, attached in Annex 1;
- vii. “The General Convention” means the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946;
- viii. “Persons performing missions for the Special Court” means persons other than the ones specifically referred to in the Agreement establishing the Special Court performing missions for the Special Court in relation to investigations, prosecutions, judicial proceedings or other official activities of the Special Court.

Article 2

Unless otherwise provided in this Agreement, the Tribunal headquarters agreement shall apply *mutatis mutandis* to the Special Court for the purpose of conducting the trial against the accused.

Article 3

1. State representatives not covered by Article 2 of this Agreement shall enjoy the same privileges and immunities as representatives of Members pursuant to Article IV of the General Convention.

2. Persons performing missions for the Special Court not covered by Article 2 of this Agreement shall, to the extent necessary for their presence at the Court in the Netherlands, enjoy the same privileges and immunities as witnesses and experts pursuant to Article XVIII of the Tribunal headquarters agreement.

Article 4

1. Privileges and immunities under this Agreement are granted in the interests of the good administration of justice and not for the personal benefit of the individuals themselves. Such privileges and immunities may be waived in accordance with the Agreement establishing the Special Court and there is a duty to do so in any case where they would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the purpose for which they are accorded.

2. In addition, the following rules shall apply to the Special Court concerning waiver of privileges and immunities:

a. The privileges and immunities of personnel recruited locally and not otherwise covered by this Article may be waived by the Registrar.

b. The privileges and immunities of counsel, witnesses, experts and persons performing missions for the Special Court may be waived by the President.

Article 5

1. The Kingdom of the Netherlands shall allow and facilitate the detention of the accused and other persons in the custody of the Special Court within the detention facility made available to the Special Court.

2. At the request of the Special Court the Kingdom of the Netherlands shall arrest and surrender to the Special Court any person, referred to in paragraph 1, escaped from the detention facility or during transport, under the same conditions and according to the same procedures as applicable to the Tribunal.

Article 6

Within their respective legal systems, the Special Court and the host State shall afford one another the greatest measure of assistance in connection with the trial of the accused and related trials by the host State.

Article 7

1. The Special Court shall not release the accused on the territory of the Kingdom of the Netherlands except with the latter's consent.

2. Where the accused will be released from the custody of the Special Court for any reason, the Special Court shall, as soon as possible, make such arrangements as it considers appropriate for his transfer, taking into account his views, to a State which is obliged to receive him, to another State which agrees to receive him, or to a State which has requested his extradition with the consent of the original surrendering State. In this case, the Kingdom of the Netherlands shall facilitate the transfer in accordance with this Agreement and the related arrangements.

Article 8

The Parties to this Agreement agree to consult on further practical arrangements whenever necessary.

Article 9

1. This Agreement shall be in force for a period of one year. It shall automatically be prolonged by further periods of one year, unless one Party informs the other Party by Diplomatic Note at least one month before its termination of its decision to denounce this Agreement.

2. Notwithstanding the previous paragraph, this Agreement shall cease to be in force at the date on which the trial against the accused before the Special Court has conclusively come to an end and the work of the Court in relation to this trial has been orderly terminated.

If this proposal is acceptable to the Special Court for Sierra Leone, the Ministry proposes that this note and the affirmative note of the Special Court for Sierra Leone shall constitute an Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Special Court for Sierra Leone, which shall enter into force on the date of receipt of the affirmative note of the Special Court for Sierra Leone.

The Ministry of Foreign Affairs avails itself of this opportunity to renew to the Special Court for Sierra Leone the assurances of its highest consideration.

*To the Special Court for Sierra Leone
– the Registrar –*

Annex 1

Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the United Nations concerning the Headquarters of the International Tribunal for the Prosecution of Persons Responsible for Serious Violations of International Humanitarian Law Committed in the Territory of the Former Yugoslavia since 1991, as supplemented by

1. Exchange of Notes concluded between the Kingdom of the Netherlands and the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia concerning the position of ICTY interns in the Netherlands, 15 / 19 February 2001;

2. Exchange of Notes concluded between the Kingdom of the Netherlands and the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia concerning the addition of Article XV bis to the Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the United Nations concerning the Headquarters of the ICTY, regarding employment opportunities of members of the families forming part of the household of the officials of the ICTY, 20 July 2001;

3. Exchange of Notes concluded between the Kingdom of the Netherlands and the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia concerning the privileges and immunities of the officials of the ICTY and their family members, 22 December 2005.

II

The Special Court for Sierra Leone
– The Registrar –

No. 1 of 2006

Freetown, 19 June 2006

The Special Court for Sierra Leone presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and has the honour to acknowledge receipt of the Ministry's note of 19 June 2006 (DJZ/VE – 262/06), which reads as follows:

[See Note I]

The Special Court for Sierra Leone has the honour to inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands that the proposals set forth in the Ministry's note are acceptable for the Special Court for Sierra Leone and confirms that the Ministry's note and this note shall constitute an Agreement between the Special Court for Sierra Leone and the Kingdom of the Netherlands which shall enter into force on the date of receipt of the affirmative note of the Special Court for Sierra Leone.

The Special Court for Sierra Leone avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands the assurances of its highest consideration.

*To the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands*

[TRANSLATION – TRADUCTION]

I

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS

DIVISION DES TRAITÉS

DJZ/VE-262/06

La Haye, le 19 juin 2006

Le Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Tribunal spécial pour la Sierra Leone et, afin de faciliter le travail de la Cour et en se référant à la décision du Tribunal de se réunir en dehors de son siège conformément l'article 4 du Règlement de procédure et de preuve du Tribunal spécial et à l'Accord portant création du Tribunal spécial ainsi qu'à la demande du Tribunal spécial de siéger temporairement au Pays-Bas aux fins de mener la procédure à l'encontre de Charles Taylor, l'ex-Président du Libéria, et compte tenu de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies sur cette question, a l'honneur de proposer qu'un accord de siège soit conclu, libellé comme suit :

Article premier

1. L'expression « Accord portant création du Tribunal spécial » désigne l'Accord entre les Nations Unies et le Gouvernement de la Sierra Leone relatif à la création d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone, conclu le 16 janvier 2002, tel que modifié;

2. L'expression « Tribunal spécial » désigne le Tribunal spécial pour la Sierra Leone établi par l'Accord portant création du Tribunal spécial;

3. Le terme « Statut » désigne le Statut du Tribunal spécial, annexé à l'Accord portant création du Tribunal spécial;

4. Le terme « l'accusé » désigne Charles Taylor, l'ex-Président du Libéria;

5. L'expression « le Tribunal » désigne le Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, établi par le Conseil de sécurité conformément à ses résolutions 808 (1993) et 827 (1993);

6. L'expression « Accord relatif au siège du Tribunal » désigne l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas et l'Organisation des Nations Unies relatif au siège du tribunal international conclu à New York le 29 juillet 1994 et ses ajouts, joints en annexe 1;

7. L'expression « Convention générale » désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946;

8. L'expression « personnes effectuant des missions pour le Tribunal spécial » désigne les personnes, autres que celles spécifiées dans l'Accord portant création du Tribunal spécial, qui effectuent pour le Tribunal spécial des missions relatives aux enquêtes,

aux poursuites, à la procédure judiciaire ou à d'autres activités officielles du Tribunal spécial.

Article 2

Sauf disposition contraire du présent Accord, l'Accord de siège du Tribunal s'applique mutatis mutandis au Tribunal spécial en ce qui concerne la conduite de la procédure contre l'accusé.

Article 3

1. Les représentants de l'État non visés à l'article 2 du présent Accord jouissent des mêmes privilèges et immunités que les représentants des membres, conformément à l'article IV de la Convention générale.

2. Les personnes qui effectuent des missions pour le Tribunal spécial et ne sont pas visées à l'article 2 du présent Accord jouissent, dans la mesure requise par leur présence au Tribunal aux Pays-Bas, des mêmes privilèges et immunités que les témoins et les experts, conformément à l'article XVIII de l'Accord de siège du Tribunal.

Article 4

1. Les privilèges et immunités prévus par le présent Accord sont accordés dans l'intérêt de la bonne administration de la justice et non pour le bénéfice personnel des personnes concernées. Il est possible de renoncer aux privilèges et immunités conformément à l'Accord portant création du Tribunal spécial, et il est obligatoire d'y renoncer dans tous les cas où ils entraveraient la bonne marche de la justice, sans préjudice du but pour lequel ils sont accordés.

2. En outre, les règles suivantes s'appliquent au Tribunal spécial en ce qui concerne la renonciation aux privilèges et immunités :

a) Le Greffier peut renoncer aux privilèges et immunités du personnel engagé au plan local et qui n'est pas visé ailleurs dans le présent article;

b) Le Président peut renoncer aux privilèges et immunités de l'avocat, des témoins, des experts et des personnes qui effectuent des missions pour le Tribunal spécial.

Article 5

1. Le Royaume des Pays-Bas autorise et facilite la détention de l'accusé et des autres personnes sous la garde du Tribunal spécial dans le lieu de détention mis à la disposition du Tribunal spécial.

2. À la demande du Tribunal spécial, le Royaume des Pays-Bas arrête et défère au Tribunal spécial toute personne visée au paragraphe 1 qui s'est évadée du lieu de détention ou pendant le transport, aux mêmes conditions et selon les mêmes procédures qui sont applicables au Tribunal.

Article 6

Le Tribunal spécial et l'État hôte s'accordent, dans les limites de leurs systèmes juridiques respectifs, l'entraide la plus large possible en ce qui concerne le procès de l'accusé et les procédures connexes de l'État hôte.

Article 7

1. Le Tribunal spécial ne libère pas l'accusé sur le territoire du Royaume des Pays-Bas, si ce n'est avec l'accord de ce dernier.

2. Lorsque, pour toute raison, l'accusé est mis en liberté par le Tribunal spécial, celui-ci prend dès que possible toutes dispositions qu'il juge indiquées pour son transfert, en tenant compte de l'avis de l'accusé, vers un État qui est tenu de l'accueillir, vers un État qui accepte de l'accueillir ou vers un autre État qui a demandé son extradition avec l'accord de l'État qui a procédé à la remise initiale. Dans ce cas, le Royaume des Pays-Bas facilite le transfert conformément au présent Accord et aux accords connexes.

Article 8

Les Parties au présent Accord conviennent de se consulter si de besoin concernant toutes autres dispositions pratiques.

Article 9

1. Le présent Accord est en vigueur pour une durée d'un an. Il sera prorogé automatiquement par des périodes supplémentaires d'un an, sauf si l'une des Parties informe l'autre par une note diplomatique, un mois au plus tard avant l'échéance, de sa décision de dénoncer le présent Accord.

2. Nonobstant le paragraphe précédent, le présent Accord cesse d'être en vigueur à la date à laquelle la procédure à l'encontre de l'accusé devant le Tribunal spécial prend fin définitivement et les travaux du Tribunal relatifs à cette procédure ont été dûment achevés.

Si la présente proposition est acceptable aux Tribunal spécial pour la Sierra Leone, le Ministère propose que la présente note et la note d'acquiescement du Tribunal spécial pour la Sierra Leone constituent un Accord entre le Royaume des Pays-Bas et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, qui entre en vigueur à la date de la réception de la note d'acquiescement du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Le Ministère des affaires étrangères saisit cette occasion pour renouveler au Tribunal spécial pour la Sierra Leone l'assurance de sa plus haute considération.

Au Tribunal spécial pour la Sierra Leone

- Le Greffier -

ANNEXE 1

Accord entre le Royaume des Pays-Bas et l'Organisation des Nations Unies relatif au siège du tribunal international chargé de poursuivre les personnes responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, tel que complété par :

1. L'échange de notes des 15 et 19 février 2001 entre le Royaume des Pays-Bas et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) relatif à la situation des stagiaires du TPIY aux Pays-Bas;

2. L'échange de notes du 20 juillet 2001 entre le Royaume des Pays-Bas et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie relatif à l'insertion d'un nouvel article XV bis dans l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas et l'Organisation des Nations Unies relatif au siège du TPIY, concernant les chances d'emploi des membres de famille habitant sous le même toit que des fonctionnaires du TPIY;

3. L'échange de notes du 22 décembre 2005 entre le Royaume des Pays-Bas et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie relatif aux privilèges et immunités des fonctionnaires du TPIY et des membres de leur famille.

II
LE TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LA SIERRA LEONE

- LE GREFFIER -

N° 1 de 2006

Freetown, le 19 juin 2006

Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas et a l'honneur d'accuser réception de la note du Ministère datée du 19 juin 2006 (DJZ/VE – 262/06), libellée comme suit :

[Voir Note I]

Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a l'honneur d'informer le Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas que les propositions formulées dans la note du Ministère sont acceptables pour le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et confirme que la note du Ministère et la présente note constituent, entre le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et le Royaume des Pays-Bas, un accord qui entre en vigueur à la date de la réception de la note d'acquiescement du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni l'assurance de sa plus haute considération.

Au Ministère des Affaires étrangères
du Royaume des Pays-Bas

No. 43649

Multilateral

**International Convention against doping in sport (with annexes and appendices).
Paris, 19 October 2005**

Entry into force: *1 February 2007, in accordance with article 37*

Authentic texts: *Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 6 March 2007*

Multilatéral

Convention internationale contre le dopage dans le sport (avec annexes et appendices). Paris, 19 octobre 2005

Entrée en vigueur : *1er février 2007, conformément à l'article 37*

Textes authentiques : *arabe, chinois, anglais, français, russe et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 6 mars 2007*

Participant	Ratification, Accession (a) and Acceptance (A)		
Albania	31 Dec	2006	
Algeria	29 Dec	2006	
Argentina (with declaration)	29 Dec	2006	
Australia	17 Jan	2006	
Bahamas	12 Oct	2006	
Barbados	21 Dec	2006	
Bolivia	15 Nov	2006	
Canada	29 Nov	2005	A
China	9 Oct	2006	a
Cook Islands	15 Feb	2006	a
Denmark (exclusion: Faroe Islands and Greenland)	15 Dec	2005	
Finland	22 Dec	2006	A
Ghana	31 Dec	2006	
Greece	31 Dec	2006	
Iceland	10 Feb	2006	a
Jamaica	2 Aug	2006	
Japan	26 Dec	2006	A
Latvia	10 Apr	2006	a
Lithuania	2 Aug	2006	
Luxembourg	11 Dec	2006	
Malaysia	20 Dec	2006	
Mauritius	6 Jul	2006	
Monaco	30 Jan	2006	A
Mozambique	23 Oct	2006	
Namibia	29 Nov	2006	
Nauru	4 May	2006	
Netherlands	17 Nov	2006	A
New Zealand (exclusion: Tokelau Islands) (with declaration)	23 Dec	2005	A
Niger	26 Oct	2006	
Nigeria	24 Feb	2006	
Norway	13 Jan	2006	

Participant	Ratification, Accession (a) and Acceptance (A)		
Peru	16 Oct	2006	
Romania	23 Oct	2006	A
Russian Federation	29 Dec	2006	
Seychelles	5 Jul	2006	
South Africa	30 Nov	2006	
Spain	25 Oct	2006	
Sweden	9 Nov	2005	
Tunisia	26 Dec	2006	
Ukraine	8 Nov	2006	
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	25 Apr	2006	

Note: The texts of the declarations and reservations are published after the list of Parties.

Participant	Ratification, Adhésion (a) et Acceptation (A)		
Afrique du Sud	30 nov	2006	
Albanie	31 déc	2006	
Algérie	29 déc	2006	
Argentine (avec déclaration)	29 déc	2006	
Australie	17 janv	2006	
Bahamas	12 oct	2006	
Barbade	21 déc	2006	
Bolivie	15 nov	2006	
Canada	29 nov	2005	A
Chine	9 oct	2006	a
Danemark (exclusion : Îles Féroé et Groenland)	15 déc	2005	
Espagne	25 oct	2006	
Fédération de Russie	29 déc	2006	
Finlande	22 déc	2006	A
Ghana	31 déc	2006	
Grèce	31 déc	2006	
Îles Cook	15 févr	2006	a
Islande	10 févr	2006	a
Jamaïque	2 août	2006	
Japon	26 déc	2006	A
Lettonie	10 avr	2006	a
Lituanie	2 août	2006	
Luxembourg	11 déc	2006	
Malaisie	20 déc	2006	
Maurice	6 juil	2006	
Monaco	30 janv	2006	A
Mozambique	23 oct	2006	
Namibie	29 nov	2006	
Nauru	4 mai	2006	
Niger	26 oct	2006	
Nigéria	24 févr	2006	
Norvège	13 janv	2006	

Participant	Ratification, Adhésion (a) et Acceptation (A)		
Nouvelle-Zélande (exclusion : Îles Tokélaou) (avec déclaration)	23 déc	2005	A
Pays-Bas	17 nov	2006	A
Pérou	16 oct	2006	
Roumanie	23 oct	2006	A
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Ir- lande du Nord	25 avr	2006	
Seychelles	5 juil	2006	
Suède	9 nov	2005	
Tunisie	26 déc	2006	
Ukraine	8 nov	2006	

Note: Les textes des déclarations et réserves sont reproduits après la liste des Parties.

– إذا تبين أن ظروفًا استثنائية حالت دون توافر وقت كاف أو فرصة سواء لتقديم طلب، أو لدراسته من جانب لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية، قبل عملية مراقبة تعاطي المنشطات.

٨,٥ (أ) يمكن للجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية المعنية، أو للجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية التابعة للوكالة العالمية لمكافحة المنشطات، أن تقوم بعملية مراجعة في أي وقت خلال فترة الإعفاء لأغراض علاجية.

(ب) إذا طلب أحد اللاعبين إعادة النظر في رفض طلب إعفاء مختصر لأغراض علاجية، فإنه يمكن للجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية التابعة للوكالة العالمية لمكافحة المنشطات أن تطلب منه تقديم ما تراه ضرورياً من معلومات طبية إضافية، على أن يتحمل اللاعب المعني المصروفات المترتبة على هذه العملية.

٨,٦ يجوز للجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية أو للجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية التابعة للوكالة العالمية لمكافحة المنشطات أن تلغي في أي وقت إعفاء مختصراً لأغراض علاجية. ويجري إبلاغ هذا القرار فوراً إلى اللاعب المعني وإلى اتحاده الدولي وجميع منظمات مكافحة المنشطات المعنية.

٨,٧ يصبح الإلغاء نافذاً فور إبلاغ القرار إلى اللاعب المعني. بيد أنه سيكون بإمكان اللاعب المعني أن يطلب إعفاءاً لأغراض علاجية في إطار القسم ٧.

٩,٠ مركز تبادل المعلومات

٩,١ يتعين على منظمات مكافحة المنشطات أن تقدم إلى الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات جميع الإعفاءات الممنوحة لأغراض علاجية بموجب أحكام القسم ٧، بالإضافة إلى جميع المستندات المتعلقة بها.

٩,٢ بالنسبة للإعفاءات المختصرة لأغراض علاجية، تقوم منظمات مكافحة المنشطات بتزويد الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات بالطلبات الطبية التي يقدمها اللاعبون من المستوى الدولي بموجب القسم ٨,٤.

٩,٣ يكفل مركز تبادل المعلومات السرية الكاملة لجميع المعلومات الطبية.

(ب) يمكن للوكالة العالمية لمكافحة المنشطات أن تقوم بعملية مراجعة في أي وقت. ويتعين على لجنتها المختصة بمنح الإعفاءات لأغراض علاجية أن تنجز عملياتها الخاصة بالمراجعة في غضون ٣٠ يوماً.

٧,١٢ إذا أسفرت عملية المراجعة لقرار خاص بمنح إعفاء لأغراض علاجية عن نقض هذا القرار، فإن هذا التغيير لا يطبق بأثر رجعي ولا يترتب عليه إلغاء النتائج التي أحرزها اللاعب المعني خلال الفترة التي كان فيها الإعفاء لأغراض علاجية ممنوحاً له، ويصبح قرار النقض نافذاً في أجل لا يتعدى ١٤ يوماً بعد إبلاغه إلى اللاعب المعني.

٨,٠ الإجراء المختصر لطلب إعفاء لأغراض علاجية

٨,١ من المسلم به أن بعض العقاقير المدرجة في قائمة العقاقير المحظورة تستخدم لمعالجة حالات طبية شائعة في الأوساط الرياضية. وفي مثل هذه الحالات لا يكون من الضروري تقديم طلب مفصل على النحو المبين في القسمين ٤ و ٧. ولذلك يُعتمد إجراء مختصر لطلب الإعفاء لأغراض علاجية.

٨,٢ إن العقاقير المحظورة أو الوسائل المحظورة التي يمكن الترخيص باستخدامها بموجب هذا الإجراء المختصر تقتصر حصراً على ما يلي: نواهض البيتا - ٢ (فورموتيرول وسالبوتامول وسالميتيرول وتيربوتالين) عن طريق الاستنشاق، وغلوكوكورتيكوستيرويدات بطرق غير جهازية.

٨,٣ لكي يتمكن اللاعب من استخدام أحد العقاقير المذكورة أعلاه فإن عليه أن يقدم إلى منظمة مكافحة المنشطات إخطاراً طبياً يبرر الحاجة العلاجية. ويجب أن يتضمن هذا الإخطار الطبي، المبين في الذيل ٢، عرضاً لتشخيص الحالة، واسم الدواء، ومقدار الجرعة، وطريقة الاستعمال، ومدة العلاج. وينبغي أن يقدم، عند الاقتضاء، بيان للاختبارات التي أجريت لتشخيص الحالة (بدون ذكر نتائج هذه الاختبارات وتفصيلها).

٨,٤ يشمل الإجراء المختصر ما يلي:

(أ) تصيح الموافقة على استخدام العقاقير المحظورة، الخاضعة للإجراء المختصر، نافذة لدى تسلم منظمة مكافحة المنشطات لإخطار كامل لهذا الغرض، ويجب أن تعاد الإخطارات الناقصة إلى مقدمي الطلبات.

(ب) لدى تسلم منظمة مكافحة المنشطات لإخطار كامل، فإن عليها أن تسارع إلى إبلاغ اللاعب المعني. ويجب أن يجري أيضاً، عند الاقتضاء، إبلاغ الاتحاد الدولي والاتحاد الوطني للاعب وكذلك المنظمة الوطنية لمكافحة المنشطات. وتقوم منظمة مكافحة المنشطات بإبلاغ الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات فقط عند تلقيها لإخطار من لاعب من المستوى الدولي.

(ج) لا يُنظر في الموافقة بأثر رجعي على طلب منح إعفاء مختصر لأغراض علاجية إلا في إحدى الحالتين التاليتين:

- إذا تبين أنه كانت هناك حاجة لمعالجة طارئة أو معالجة لحالة طبية حادة؛

٧,٣ يجوز لمنظمات مكافحة المنشطات أن تقوم بترجمة استمارة (استمارات) طلب الإعفاء لأغراض علاجية إلى لغة (لغات) أخرى، بيد أن الاستمارة يجب أن تظل تحمل إحدى اللغتين الانجليزية أو الفرنسية.

٧,٤ لا يجوز للاعب المعني أن يقدم طلباً للحصول على إعفاء لأغراض علاجية إلى أكثر من منظمة واحدة لمكافحة المنشطات. ويجب أن يتضمن الطلب تحديداً لرياضة اللاعب، وعند الاقتضاء تحديد تخصصه وموقعه أو دوره المحدد.

٧,٥ يجب أن يتضمن الطلب بياناً لأي طلب سابق و/أو حالي للترخيص باستخدام ما يعتبر في الحالات العادية عقاراً محظوراً أو وسيلة محظورة، واسم الهيئة التي قدم إليها الطلب، والقرار الذي اتخذته بشأنه.

٧,٦ يجب أن يتضمن الطلب عرضاً شاملاً للخلفية الطبية ونتائج جميع الفحوص والتحريرات المختبرية والدراسات التصويرية ذات الصلة بالطلب.

٧,٧ يتم إجراء أي تحريرات أو فحوص أو دراسات تصويرية إضافية مناسبة تطلبها لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية التابعة لمنظمة مكافحة المنشطات، على نفقة مقدم الطلب أو الهيئة الرياضية الرئاسية الوطنية المشرفة عليه.

٧,٨ يجب أن يتضمن الطلب بياناً من طبيب مؤهل حسب الأصول يشهد فيه على ضرورة استخدام ما يعتبر في الحالات العادية عقاراً محظوراً أو وسيلة محظورة في معالجة اللاعب المعني ويشرح السبب في أنه ليس من الممكن الآن، أو لم يكن من الممكن في السابق، استخدام دواء بديل مسموح به في معالجة هذه الحالة.

٧,٩ يجب تحديد الجرعة للعقار المحظور المعني أو الوسيلة المحظورة المعنية وطريقة الاستعمال ومدته.

٧,١٠ ينبغي أن تصدر لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية قرارها في غضون ٣٠ يوماً بعد تسلّم كافة الوثائق المتعلقة بالموضوع، وتتولى منظمة مكافحة المنشطات ذات الصلة إبلاغ القرار كتابةً إلى اللاعب المعني. وفي حالة منح إعفاء لأغراض علاجية للاعب من المجموعة الخاضعة للاختبار والمسجلة لدى منظمة مكافحة المنشطات، فسيجري تزويد اللاعب المعني والوكالة العالمية لمكافحة المنشطات بشهادة موافقة تتضمن معلومات عن مدة الإعفاء وعن أي شروط تتعلق بهذا الإعفاء لأغراض علاجية.

٧,١١ (أ) عندما تتلقى لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية التابعة للوكالة العالمية لمكافحة المنشطات، من أحد اللاعبين طلباً للمراجعة يجوز لها، وفقاً للمادة ٤,٤ من المدونة، أن تنقض قراراً بمنح إعفاء لأغراض علاجية صادراً عن إحدى منظمات مكافحة المنشطات. ويقدم اللاعب المعني إلى هذه اللجنة جميع المعلومات المرفقة بطلب الإعفاء لأغراض علاجية الذي كان قد قدمه أصلاً إلى منظمة مكافحة المنشطات، وذلك مع تسديد مبلغ الرسم اللازم. ويظل القرار الأصلي نافذاً إلى أن يتم الإنتهاء من عملية المراجعة. وينبغي ألا تستغرق هذه العملية أكثر من ٣٠ يوماً بعد تسلّم الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات للمعلومات المطلوبة.

(ب) جميع المعلومات المتعلقة بالطلب، بما في ذلك اسم الطبيب أو أسماء الأطباء المشاركين في هذه العملية.

وإذا ما رغب اللاعب المعني في إلغاء حق لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية المعنية، أو لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية التابعة للوكالة العالمية لمكافحة المنشطات، في الحصول على المعلومات الصحية المتعلقة به، فإن عليه أن يخطر طبيبه كتابة بهذا الأمر. ويترتب على هذا القرار أن اللاعب المعني سيحرم من الموافقة على أي طلب يقدمه للإعفاء لأغراض علاجية أو على تجديد أي إعفاء قائم بهذا الشأن.

٦,٠ لجان منح الإعفاءات لأغراض علاجية

تُنشأ لجان منح الإعفاءات لأغراض علاجية وتضطلع بأنشطتها وفقاً للمبادئ التوجيهية التالية:

٦,١ ينبغي أن تضم لجان منح الإعفاءات لأغراض علاجية ثلاثة أطباء على الأقل يملكون خبرة في مجال رعاية اللاعبين ومعالجتهم، ومعرفة راسخة وممارسة عملية في مجال الطب السريري والرياضي. ومن أجل تأمين استقلالية القرارات، ينبغي ألا يتولى معظم أعضاء لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية أي مسؤوليات رسمية في منظمة مكافحة المنشطات. ويتعين على جميع أعضاء اللجنة المعنية أن يوقعوا على تصريح بشأن عدم تعارض المصالح. وفي حالة الطلبات المتعلقة بلاعبين معوقين، ينبغي أن تتوافر لدى عضو واحد على الأقل من أعضاء لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية خبرة محددة في مجال رعاية اللاعبين المعوقين ومعالجتهم.

٦,٢ يجوز للجان منح الإعفاءات لأغراض علاجية أن تستعين بما تراه ملائماً من خدمات الخبراء الطبيين أو العلميين لدى استعراض الظروف المتعلقة بأي طلب يرمي إلى الحصول على إعفاء لأغراض علاجية.

٦,٣ تشكل لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية التابعة للمنظمة العالمية لمكافحة المنشطات وفقاً للمعايير المبينة في المادة ٦,١. وتُنشأ هذه اللجنة لكي تقوم، بمبادرة منها، بمراجعة قرارات الإعفاء لأغراض علاجية التي تمنحها منظمات مكافحة المنشطات. وكما هو مبين في المادة ٤,٤ من الدوتة، فإن لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية، التابعة للمنظمة العالمية لمكافحة المنشطات، ستقوم، بناء على طلب أي لاعبين تكون إحدى منظمات مكافحة المنشطات قد رفضت منحهم إعفاءات لأغراض علاجية، بمراجعة مثل هذه القرارات، مع التمتع بصلاحيات نقضها.

٧,٠ عملية تقديم طلبات الإعفاء لأغراض علاجية

٧,١ لا ينظر في أي طلب إعفاء لأغراض علاجية إلا بعد تسلم استمارة طلب مستكملة حسب الأصول، ويجب أن تتضمن هذه الاستمارة كافة الوثائق ذات الصلة (انظر الذيل ١ - استمارة طلب الإعفاء لأغراض علاجية). وينبغي معالجة عملية تقديم الطلب مع التقيد الصارم بمبادئ السرية الطبية.

٧,٢ يمكن لمنظمات مكافحة المنشطات أن تدخل تعديلات على استمارة (استمارات) طلب الإعفاء لأغراض علاجية، المعروضة في الذيل ١، بهدف تضمينها مطالبات بتقديم معلومات إضافية، ولكن بدون حذف أي أقسام أو بنود منها.

(ب) انقضاء المدة التي يشملها منح الإعفاء لأغراض علاجية.

(ج) إخطار اللاعب بأن منظمة مكافحة المنشطات قد سحبت الإعفاء لأغراض علاجية.

[تعليق: سيكون لكل إعفاء لأغراض علاجية مدة محددة تقرها لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية. ويمكن أن تكون هناك حالات يكون فيها الإعفاء لأغراض علاجية قد انتهى أجله أو أنه قد سُحب ولكن العقار المحظور موضع الإعفاء مازال موجوداً في جسم اللاعب المعني. وفي مثل هذه الحالات فإن منظمة مكافحة المنشطات، التي تتولى المراجعة الأولية لنتيجة تحليل غير طبيعية، ستنتظر في ما إذا كانت نتيجة التحليل متسقة مع انتهاء أجل الإعفاء لأغراض علاجية أو مع سحب هذا الإعفاء.]

٤,٧ لن يُنظر في الموافقة بأثر رجعي على طلب إعفاء لأغراض علاجية إلا في إحدى الحالتين التاليتين:

(أ) إذا تبين أنه كانت هناك حاجة لمعالجة طارئة أو معالجة لحالة طبية حادة؛

(ب) إذا تبين أن ظروفًا استثنائية حالت دون توافر وقت كاف أو فرصة سواء لتقديم طلب، أو لدراسته من جانب لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية، قبل عملية مراقبة تعاطي المنشطات.

[تعليق: إن حالات الطوارئ الطبية أو الحالات الطبية الحادة التي تتطلب استخدام ما يعتبر في الحالات العادية عقارًا محظورًا أو وسيلة محظورة، قبل التمكن من تقديم طلب لمنح إعفاء لأغراض علاجية، هي حالات استثنائية. وبالمثل فإن الظروف التي تتطلب التعجيل بالنظر في طلب للإعفاء لأغراض علاجية، بهدف المشاركة في مسابقة وشيكة- تعتبر ظروفًا نادرة. وينبغي أن تكون لدى منظمات مكافحة المنشطات، التي تمنح إعفاءات لأغراض علاجية، إجراءات داخلية تسمح بمعالجة مثل هذه الأوضاع.]

٥,٠ سرية المعلومات

٥,١ ينبغي أن يقدم صاحب الطلب موافقة كتابية على إبلاغ جميع المعلومات المتعلقة بالطلب إلى أعضاء لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية، وعند الاقتضاء إلى خبراء طبيين وعلميين مستقلين آخرين، أو لجميع العاملين اللازمين المشاركين في إدارة الإعفاءات لأغراض علاجية وفي مراجعتها واستئناف النظر فيها.

وإذا كانت هناك حاجة للاستعانة بخبراء خارجيين مستقلين فسوف توزع عليهم كافة المعلومات المتعلقة بالطلب بدون تحديد هوية اللاعب المعني. وينبغي أن يقدم صاحب الطلب أيضاً موافقة كتابية على توزيع قرارات لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية على المنظمات الأخرى ذات الصلة من بين منظمات مكافحة المنشطات، وذلك وفقاً لأحكام المدونة.

٥,٢ يقوم أعضاء لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية وإدارة منظمة مكافحة المنشطات المعنية بتأدية جميع مهامهم في إطار السرية الصارمة. وسيقوم جميع أعضاء اللجنة المذكورة وجميع الموظفين المعنيين بالتوقيع على تعهد بالمحافظة على السرية. وسيحافظون بوجه خاص على سرية المعلومات التالية:

(أ) جميع المعلومات والبيانات الطبية التي يقدمها اللاعب المعني والطبيب أو الأطباء المشاركون في رعاية هذا اللاعب.

الملحق ٢

معايير منح الإعفاءات لأغراض علاجية

مقتطف من "المعيار الدولي لمنح الإعفاءات لأغراض علاجية"
للوكالة العالمية لمكافحة المنشطات؛ تاريخ النفاذ: ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٠٥

٤.٠ معيار منح إعفاء لأغراض علاجية

يجوز منح إعفاء لأغراض علاجية للاعب معين يسمح له باستخدام عقار محظور أو وسيلة محظورة من العقاقير والوسائل المدرجة في قائمة المحظورات. وتقوم لجنة منح الإعفاءات لأغراض علاجية بالنظر في طلب يقدم إليها بهذا الشأن. وتتولى منظمة مكافحة المنشطات "تعيين أعضاء هذه اللجنة. ولا يُمنح الإعفاء إلا في إطار التقيد الصارم بالمعايير التالية:

[تعليقي: ينطبق هذا المعيار على جميع اللاعبين الذين جرى تعريفهم في المدونة والخاضعين لأحكامها، وهم اللاعبون ذوو الأجسام السليمة واللاعبون المعوقون. وسيطبق هذا المعيار تبعاً لظروف الشخص المعني. فعلى سبيل المثال، يمكن أن يكون الإعفاء الملائم بالنسبة للاعب معوق بعينه غير ملائم بالنسبة للاعبين الآخرين.]

٤.١ ينبغي أن يقدم اللاعب المعني طلباً للإعفاء لأغراض علاجية ضمن مهلة لا تقل عن ٢١ يوماً قبل المشاركة في الحدث الرياضي المعني.

٤.٢ يواجه اللاعب اعتلالاً صحياً هاماً إذا ما امتنع عن تعاطي عقار محظور أو وسيلة محظورة في سياق علاج حالة طبية حادة أو مزمنة.

٤.٣ لا يؤدي استخدام العقار المحظور أو الوسيلة المحظورة لأغراض علاجية إلى تعزيز إضافي لأداء اللاعب يرفعه إلى مستوى أعلى من المستوى الذي يمكن توقع بلوغه من خلال العودة إلى حالة صحية عادية بعد معالجة حالة طبية مشروعة. وإن استخدام أي عقار محظور أو وسيلة محظورة لزيادة المستويات "المنخفضة - العادية" لأي هرمون داخلي المنشأ لا يعتبر إجراءً علاجياً مقبولاً.

٤.٤ لا يوجد بديل علاجي معقول لاستخدام ما يعتبر في الحالات العادية عقاراً محظوراً أو وسيلة محظورة.

٤.٥ يجب ألا تكون الحاجة لاستخدام ما يعتبر في الحالات العادية عقاراً محظوراً أو وسيلة محظورة ناجمة، كلياً أو جزئياً، عن استخدام غير علاجي سابق لأي عقار من العقاقير المدرجة في قائمة المحظورات.

٤.٦ تقوم الهيئة التي منحت الإعفاء لأغراض علاجية بإلغاء هذا الإعفاء في الحالات التالية:

(أ) عدم مسارعة اللاعب إلى الامتثال لأي متطلبات أو شروط تفرضها منظمة مكافحة المنشطات التي منحت الإعفاء.

خ٢ - محصرات البيتا

تعتبر محصرات البيتا محظورة داخل إطار المسابقات في الألعاب الرياضية التالية، ما لم ينص على خلاف ذلك:

- الطيران (FAD)
- الرماية بالسهم (FITA)
- (محظورة أيضاً خارج إطار المسابقات)
- السيارات (FIA)
- البليارد (WCBS)
- البوبسليه (FIBT)
- رمي الكرات المعدنية (CMSB)
- البريدج (FMB)
- الشطرنج (FIDE)
- الكيرلينج (WCF)
- الجمباز (FIG)
- الدراجات النارية (FIM)
- الخماسي الحديث (UIPM)
- بالنسبة للتخصصات التي تشمل الرمي
- البولنغ ذو الأوتاد التسعة (FIQ)
- الزوارق الشراعية (ISAF)
- فقط في إطار match race helms
- الرماية (ISSF)
- (محظورة أيضاً خارج إطار المسابقات)
- التزلج على الثلج (FIS)
- في القفز مع التزلج وفي التزلج الحر على الألواح
- السباحة (FINA)
- في الغطس والسباحة المتزامنة
- المصارعة (FILA)

وتشمل محصرات البيتا العقاقير التالية، ولكن لا تقتصر عليها:

أسيبوتولول، ألبرينولول، أتينولول، بيتاكسولول، بيزوبرولول، بونولول، كارتيلولول، كارفيديلول، سيليبيرولول، إسمولول، لايتالول، ليفوبونولول، ميتيبيرانولول، ميتوبرولول، نادولول، أوكسبرينولول، بيندولول، بروبرانولول، سوتالول، تيمولول.

عقاقير محددة*

يرد أدناه بيان "العقاقير المحددة":

إيفيدرين، ل- ميثيلامفيتامين، ميثيليفيدرين،
القتيبات؛

جميع نواض البيتا-٢ المستنشقة باستثناء كلينبوتيرول،
بروبينيسيد؛

جميع الغلوكوكورتيكوستيرويدات؛

جميع محصرات البيتا؛

الكحول.

* "يمكن أن تعين قائمة المحظورات عقاقير محددة يحتمل بوجه خاص أن تكون موضع انتهاكات لقواعد المنشطات نظراً لكثرة وجودها في المنتجات الدوائية، أو أن يكون من غير المرجح التوصل إلى إساءة استخدامها كمواد منشطة". ويمكن أن يؤدي الانتهاك الناجم عن استخدام هذه العقاقير إلى تخفيف العقوبة شريطة أن يكون اللاعب قادراً على إثبات أن استخدامه لعقار من هذه العقاقير لم يكن يهدف إلى تعزيز أدائه الرياضي...".

ملاحظة:

لا يعتبر الأدرينالين عقاراً محظوراً إذا كان مرتبطاً بمواد التخدير الموضعي أو كان استعماله موضعياً (عن طريق الأنف أو العينين).

٧ع - المخدرات

تعتبر المخدرات التالية محظورة:

البوبرينورفين، والديكستروموراميد، والديامورفين (الهيروين)، والفينتانيول ومشتقاته، والهيدرومورفون، والميثادون، والمورفين، والأوكسيكودون، والأوكسيمورفون، والبنزازوسين، والبيثيديين.

٨ع - القنبيات

تعتبر القنبيات (مثل الحشيش والماريجوانا) محظورة.

٩ع - الغلوكوكورتيكوستيرويدات

تعتبر جميع الغلوكوكورتيكوستيرويدات محظورة إذا كان إعطاؤها عن طريق الفم أو المعى المستقيم أو الحقن الوريدي أو العضلي. ويتطلب استعمالها الموافقة على منح إعفاء لأغراض علاجية.

وجميع السبل الأخرى لتناول هذه العقاقير تتطلب منح إعفاء مختصر لأغراض علاجية.

والمستحضرات الخاصة بمعالجة الأمراض الجلدية لا تعتبر عقاقير محظورة.

العقاقير المحظورة في أنواع خاصة من الرياضة

١ع - الكحول

يعتبر الكحول (الإيثانول) عقاراً محظوراً داخل إطار المسابقة فقط في أنواع الرياضة المذكورة أدناه. وتجرى عملية الكشف عن وجود هذا العقار عن طريق تحليل النفس و/أو الدم. وقد وضعت القيمة التي تشكل عتبة الانتهاك بالنسبة لكل اتحاد بين قوسين.

- | | | | |
|------------------------------|------------------------------------|------------|------------|
| ● الطيران (FAI) | ● الكاراتيه (WKF) | (٠,٢٠ غ/ل) | (٠,١٠ غ/ل) |
| ● الرماية بالسهم (FITA) | ● الخماسي الحديث (UIPM) | (٠,١٠ غ/ل) | (٠,١٠ غ/ل) |
| ● السيارات (FIA) | ● بالنسبة للتخصصات التي تشمل الرمي | (٠,١٠ غ/ل) | |
| ● البليارد (WCBS) | ● الدراجات النارية (FIM) | (٠,٢٠ غ/ل) | (٠,٠٠ غ/ل) |
| ● رمي الكرات المعدنية (CMSB) | ● التزلج على الثلج (FIS) | (٠,١٠ غ/ل) | (٠,١٠ غ/ل) |

التلاعب، أو محاولة التلاعب، بهدف إدخال تغيير على كمال وصحة/العينات التي تم جمعها خلال عمليات مراقبة تعاطي المنشطات.

وهذه الوسائل تشمل، ولكن ليس على سبيل الحصر، عمليات التشريب الوريدي، والقسطرة، واستبدال البول.

و٣ - التنشيط الجيني

يُحظر الاستعمال غير العلاجي للخلايا والجينات والعناصر الجينية، أو لتعديل التعبير الجيني، الذي من شأنه أن يعزز الأداء الرياضي.

* يحظر اللجوء إلى عمليات التشريب الوريدي إلا للمعالجة الطبية في الحالات الحادة المشروعة.

العقاقير والوسائل المحظورة

داخل إطار المسابقات

بالإضافة إلى الفئات "ع ١" إلى "ع ٥" و"و ١" إلى "و ٣"،
يُحظر استعمال الفئات التالية داخل إطار المسابقات:

العقاقير المحظورة

٦ع - المنبهات

يُحظر استعمال المنبهات التالية، بما في ذلك إيسومراتها البصرية "D" و" L"، حسب الاقتضاء:

Adrafinil, amfepramone, amiphenazole, amphetamine, amphetaminil, benzphetamine, bromantan, carphedon, cathine*, clobenzorex, cocaine, dimethylamphetamine, ephedrine** etilamphetamine, etilefrine, famprofazone, fencamfamine, fencamine, fenetylline, fenfluramine, fenproporex, furfenorex, mefenorex, mephentermine, mesocarb, methamphetamine, methylamphetamine, methylenedioxyamphetamine, methylenedioxymethamphetamine, methylephedrine**, methylphenidate, modafinil, nikethamide, norfenfluramine, parahydroxyamphetamine, pemoline, phendimetrazine, phenmetrazine, phentermine, prolintane, selegiline, strychnine,

والعقاقير الأخرى ذات التركيب الكيميائي المماثل أو الأثر أو الآثار البيولوجية المماثلة***.

* يعتبر الكاتين (cathine) محظوراً إذا زاد تركيزه في البول على ٥ ميكروغرامات في المليلتر.

** يعتبر كل من الإيفيدرين (ephedrine) والميثيليفيدرين (methylephedrine) محظوراً إذا زاد تركيزه في البول على ١٠ ميكروغرامات في المليلتر.

*** العقاقير المدرجة في برنامج الرصد لعام ٢٠٠٥ (البوبروبيون والكافيين والفينيلبيرين والفينيلبروبانولامين والبيبرادرول والبسودوإيفيدرين والسيفرين) لا تعتبر عقاقير محظورة.

٣ - عقاقير أخرى مضادة للاستروجين تشمل، ولكن ليس على سبيل الحصر، الكلوميفين والسيكلوفينيل والفولفيسترانت.

ع ٥- مدرّات البول وغيرها من المواد الحاجبة

يُحظر استخدام مدرّات البول وغيرها من المواد الحاجبة.

وتشمل المواد الحاجبة العقاقير التالية، ولكن لا تقتصر عليها:

مدرّات البول، الإبيستيريون، البروبينيسيد، مثبطات دكتاز ألفا (مثل الفيناستيريد والدوتاستيريد)، موسعات البلازما (مثل الألبومين والديكستران ونشاء الهيدروكسيثيل).

وتشمل مدرّات البول ما يلي:

الأسيتازولاميد والأميلوريد والبوميثانيد والكارينون والكلورتاليدون وحمض الإيتاكرينيك والفوروسيميد والإنداباميد والميتولازون والسبيرونولكتون ومركبات التيازيد (مثل البنذروفلومتيازيد والكلوروتيازيد والهيدروكلوروتيازيد) والتريامتين، والعقاقير الأخرى ذات التركيب الكيميائي المائل أو الأثر أو الآثار البيولوجية المائلة.

* لا يعتبر "الإعفاء لأغراض علاجية" مقبولاً إذا كان بول اللاعب المعني يحتوي على مدرّ للبول يرتبط بمستوى العتبة لعقار أو عقاقير محظورة، أو بما هو أدنى بقليل من هذا المستوى.

الوسائل المحظورة

١ - تعزيز نقل الأكسجين

يُحظر ما يلي:

(أ) تنشيط الدم، بما في ذلك استخدام دم ذاتي أو دم مائل أو دم مغاير أو منتجات خلايا الدم الحمراء أيًا كان مصدرها، لغرض آخر غير المعالجة الطبية.

(ب) التقوية الاصطناعية لعمليات امتصاص الأكسجين ونقله وإيصاله، باستعمال وسائل تشمل، ولكن ليس على سبيل الحصر، مركبات البيرفليور الكيميائية والإيفابروكسيران (RSR13) ومنتجات الهيموغلوبين المعدلة (مثل بدائل الدم القائمة على الهيموغلوبين، ومنتجات الهيموغلوبين المغلفة في كبسولات دقيقة).

٢ - المعالجة الكيميائية والفيزيائية

يُحظر ما يلي:

- ١ - Erythropoietin (EPO) ؛
 ٢ - Growth Hormone (hGH), Insulin-like Growth Factor (IGF-1), Mechano Growth Factors (MGFs) ؛
 ٣ - Gonadotrophins (LH, hCG) ؛
 ٤ - Insulin ؛
 ٥ - Corticotrophins .

وما لم يُثبت *لللاعب* أن تركيز العقار المحظور يعزى إلى حالة فيزيولوجية أو مرضية، فإنه يُنظر إلى *العينة* على أنها تحتوي على عقار محظور (كما هو مبين أعلاه)، وذلك إذا ما كان مستوى تركيز العقار المحظور يتجاوز نطاق القيم التي توجد عادة في الجسم البشري، بحيث يكون من المستبعد أن يتمشى مع فكرة الإنتاج الداخلي الطبيعي للعقار المعني.

ويُنظر إلى وجود عقاقير أخرى ذات تركيب كيميائي مماثل أو أثر أو آثار بيولوجية ماثلة، وعلامة (علامات) تشخيصية أو عوامل مفرزة لأحد الهرمونات المدرجة أعلاه، أو إلى التوصل إلى أي استنتاج آخر مفاده أن العقار المكتشف ذو منشأ خارجي، على أنه يمثل نتيجة تحليل غير طبيعية.

ع ٣- نواهض البيتا - ٢

تعتبر جميع نواهض البيتا - ٢، بما في ذلك أيسومراتها "D - " و" - L"، عقاقير محظورة. ويتطلب استخدام هذه العقاقير الحصول على إعفاء لأغراض علاجية.

وعلى سبيل الاستثناء، فإن استخدام عقاقير الفورموتيرول والسالبوتامول والسالميتيرول والتيربوتالين، عندما تعطى عن طريق الاستنشاق لمنع و/أو معالجة الربو وأزمات الربو/التضييق القصبي الناجم عن التمارين، يتطلب إصدار إعفاء مختصر لأغراض علاجية.

وعلى الرغم من منح إعفاء لأغراض علاجية، وإذا ما أعلن المختبر عن وجود تركيز للسالبوتامول (في حالة صرفة وفي شكل غلوكورونيد) يزيد على ١ ٠٠٠ نغ/مل، فإن هذا يعتبر بمثابة نتيجة تحليل غير طبيعية ما لم يُثبت *لللاعب* المعني أن النتيجة غير الطبيعية هذه تعزى إلى الاستخدام العلاجي للسالبوتامول المستنشق.

ع ٤- المواد ذات النشاط المضاد للاستروجين

تعتبر الفئات التالية من العقاقير المضادة للاستروجين محظورة:

- ١ - مثبطات العطريات التي تشمل، ولكن ليس على سبيل الحصر، الأناستروزول والليتروزول والأمينوغلوثيثيمييد والإكزيميستان والفورميستان والتيستولاكوتون.
 ٢ - المضمّنات الانتقائية لمستقبلات الاستروجين (SERM) التي تشمل، ولكن ليس على سبيل الحصر، الرالوكسيفين والتاموكسيفين والتوريميغين.

تركيز عناصره الأيضية أو الآثار الدالة عليه، و/أو نسبة (نسب) أخرى ذات صلة به، في تلك العينة يحدد عن نطاق القيم التي توجد عادة في الجسم البشري بقدر يستبعد معه احتمال أن يكون العقار قد تم إنتاجه بشكل طبيعي داخل الجسم. ولا يُنظر إلى العينة المأخوذة من جسم اللاعب المعني على أنها تحتوي على عقار محظور إذا قدم ذلك اللاعب دليلاً يثبت أن تركيز ذلك العقار أو تركيز عناصره الأيضية أو الآثار الدالة عليه، و/أو النسب ذات الصلة، في العينة يُعزى إلى حالة فيزيولوجية أو مرضية. وفي جميع الأحوال، ومهما يكن مستوى تركيز العقار المحظور في العينة، فإن المختبر يُعلن أن نتيجة التحليل غير طبيعية إذا ما كان من الممكن، باستخدام أي وسيلة موثوقة للتحليل، إثبات أن العقار المحظور المعني ذو منشأ خارجي.

إذا لم تكن نتيجة التحليل المختبري حاسمة، ولم يتم العثور في العينة على تركيز لعقار محظور على النحو المشار إليه في الفقرة الواردة أعلاه، فإنه يتعين على منظمة مكافحة المنشطات المعنية أن تجري تحقيقاً آخر إذا كانت هناك دلائل جديدة، كوجود سمات مماثلة للخصائص الستيرويدية المرجعية، على استخدام محتمل لعقار محظور.

وإذا أعلن المختبر عن وجود نسبة EXT تزيد على (٤) إلى (١) في البول، فإنه يتعين إجراء تحقيق آخر لتحديد ما إذا كانت هذه النسبة تعزى إلى حالة فيزيولوجية أو مرضية، وذلك ما لم يتوصل المختبر، باستخدام أي طريقة موثوقة، إلى نتيجة تحليل غير طبيعية تشير إلى أن العقار المحظور المعني ذو منشأ خارجي.

وفي حالة إجراء تحقيق، فإنه سيشمل مراجعة أي اختبارات سابقة و/أو لاحقة. وفي حالة عدم توافر اختبارات سابقة فإنه تجرى على اللاعب المعني، ودون إخطار مسبق، ثلاثة اختبارات على الأقل خلال فترة ثلاثة أشهر.

وإذا امتنع اللاعب المعني عن التعاون في إجراء التحقيقات، فإنه يجري النظر إلى عينته على أنها تحتوي على عقار محظور.

٢ - مواد بنائية أخرى تشمل المواد التالية، ولكن لا تقتصر عليها:

كلينوبوتيرول، زيرانول، زيلباتيرول

لأغراض هذا القسم:

- * عبارة "خارجية المنشأ" تشير إلى مادة لا يمكن أن ينتجها الجسم بصورة طبيعية.
- ** عبارة "داخلية المنشأ" تشير إلى مادة يمكن أن ينتجها الجسم بصورة طبيعية.

ع ٢- الهرمونات والعقاقير المتصلة بها

يُحظر استخدام العقاقير المدرجة أدناه، بما في ذلك العقاقير الأخرى ذات التركيب الكيميائي المماثل أو الأثر أو الآثار المماثلة، والعوامل المفترزة لها:

قائمة المحظورات لعام ٢٠٠٥

المدونة العالمية لمكافحة المنشطات

تاريخ النفاذ: ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٠٥

ينبغي عدم استعمال أي عقار إلا لدواعٍ طبية مبررة

العقاقير والوسائل المحظورة في جميع الأوقات

(داخل إطار المسابقات وخارجه)

العقاقير المحظورة

ع ١- المواد البنائية

المواد البنائية محظورة.

١ - الستيرويدات الأندروجينية البنائية (AAS)

(أ) الستيرويدات الأندروجينية البنائية الخارجية المنشأ*، بما في ذلك ما يلي:

18 α -homo-17 β -hydroxyestr-4-en-3-one; bolasterone; boldenone; boldione; calusterone; clostebol; danazol; dehydrochloromethyl-testosterone; delta1-androstene-3,17-dione; delta1-androstenediol; delta1-dihydro-testosterone; drostanolone; ethylestrenol; fluoxymesterone; formebolone; furazabol; gestrinone; 4-hydroxytestosterone; 4-hydroxy-19-nortestosterone; mestanolone; mesterolone; metenolone; methandienone; methandiol; methyldienolone; methyltrienolone; methyltestosterone; mibolerone; nandrolone; 19-norandrostenediol; 19-norandrostenedione; norbolethone; norclostebol; norethandrolone; oxabolone; oxandrolone; oxymesterone; oxymetholone; quinbolone; stanozolol; stenbolone; tetrahydrogestrinone; trenbolone;

والعقاقير الأخرى ذات التركيب الكيميائي المماثل أو الأثر أو الآثار البيولوجية المماثلة.

(ب) الستيرويدات الأندروجينية البنائية الداخلية المنشأ**:

androstenediol (androst-5-ene-3 β ,17 β -diol); androstenedione (androst-4-ene-3,17-dione); dehydroepiandrosterone (DHEA); dihydrotestosterone; testosterone

بالإضافة إلى المواد الأيضية والأيسومرات التالية:

5 α -androstane-3 α ,17 α -diol; 5 α -androstane-3 α ,17 β -diol; 5 α -androstane-3 β ,17 α -diol; 5 α -androstane-3 β ,17 β -diol; androst-4-ene-3 α ,17 α -diol; androst-4-ene-3 α ,17 β -diol; androst-4-ene-3 β ,17 α -diol; androst-5-ene-3 α ,17 α -diol; androst-5-ene-3 α ,17 β -diol; androst-5-ene-3 β ,17 α -diol; 4-androstenediol (androst-4-ene-3 β ,17 β -diol); 5-androstenedione (androst-5-ene-3,17-dione); epi-dihydrotestosterone; 3 α -hydroxy-5 α -androstan-17-one; 3 β -hydroxy-5 α -androstan-17-one; 19-norandrosterone; 19-noretiocholanolone.

إذا كان الجسم قادراً على إنتاج (مادة) عقار محظور (من العقاقير المبيئة أعلاه) بصورة طبيعية، فإنه يُنظر إلى العينة المأخوذة من جسم اللاعب المعني على أنها تحتوي على ذلك العقار إذا كان مستوى تركيزه أو

الملحق ١

الوكالة العالمية
لمكافحة المنشطات

المدونة العالمية لمكافحة المنشطات

المعيار الدولي
لقائمة المحظورات لعام ٢٠٠٥

تتولى الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات (WADA) استيفاء النص الرسمي لقائمة المحظورات، ويُنشر النص باللغتين الانجليزية والفرنسية. وفي حالة وجود تعارض بين النصين الانجليزي والفرنسي، يُؤخذ بالنص الانجليزي.

أصبحت القائمة نافذة في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٠٥.

الملحق ١ - المعيار الدولي لقائمة المحظورات

الملحق ٢ - معايير منح الإعفاءات لأغراض علاجية

الذيل ١ - المدونة العالمية لمكافحة المنشطات

الذيل ٢ - المعيار الدولي للمختبرات

الذيل ٣ - المعيار الدولي لإجراء الاختبارات

المادة ٤١ - التسجيل

وفقاً للمادة ١٠٢ من ميثاق الأمم المتحدة، تسجل هذه الاتفاقية لدى أمانة الأمم المتحدة بناء على طلب من المدير العام لليونسكو.

المادة ٤٢ - النصوص ذات الحجية

١ - حرّرت هذه الاتفاقية وملحقاتها باللغات الاسبانية والانجليزية والروسية والصينية والعربية والفرنسية، وتعد نصوصها الستة متساوية في الحجية.

٢ - حرّرت ذبول هذه الاتفاقية باللغات الاسبانية والانجليزية والروسية والصينية والعربية والفرنسية.

المادة ٤٣ - التحفظات

لا يسمح بأي تحفظات لا تتفق مع موضوع هذه الاتفاقية وغرضها.

حررت في باريس في هذا اليوم الثامن عشر من شهر تشرين الثاني/نوفمبر من عام ٢٠٠٥، في نسختين أصليتين تحملان توقيع رئيس الدورة الثالثة والثلاثين للمؤتمر العام، المدير العام لليونسكو. وستودع هاتان النسختان في محفوظات اليونسكو.

٢ - فيما يخص أية دولة تبدي بعد ذلك صراحة موافقتها على الالتزام بهذه الاتفاقية، يبدأ نفاذ هذه الاتفاقية في اليوم الأول من الشهر التالي لانقضاء مدة شهر على تاريخ إيداع وثيقتها الخاصة بالتصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام.

المادة ٣٨ - مد نطاق سريان الاتفاقية

١ - يجوز لأي دولة أن تحدد، لدى إيداع وثيقتها الخاصة بالتصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام، الإقليم أو الأقاليم التي تتولى هذه الدولة مسؤولية علاقاتها الدولية وتسري عليها أحكام هذه الاتفاقية.

٢ - يجوز لأي دولة أن تمد، في أي تاريخ لاحق، وعن طريق إعلان توجيهه إلى اليونسكو، نطاق تطبيق هذه الاتفاقية ليشمل أي إقليم آخر تحدده في الإعلان. ويبدأ نفاذ الاتفاقية، فيما يخص هذا الإقليم، في اليوم الأول من الشهر التالي لانقضاء مدة شهر على تاريخ تسلم جهة الإيداع لهذا الإعلان.

٣ - يجوز سحب أي إعلان يصدر بموجب الفقرتين السابقتين ويخص أي إقليم يُذكر فيه، وذلك عن طريق إخطار يوجه إلى اليونسكو. ويصبح هذا السحب نافذاً في اليوم الأول من الشهر التالي لانقضاء مدة شهر على تاريخ تسلم جهة الإيداع لهذا الإخطار.

المادة ٣٩ - الانسحاب

يجوز لأي دولة طرف أن تنسحب من هذه الاتفاقية. ويتم الإخطار بالانسحاب عن طريق إيداع وثيقة كتابية لدى المدير العام لليونسكو. ويبدأ نفاذ الانسحاب في اليوم الأول من الشهر التالي لانقضاء مدة ستة أشهر على تسلم وثيقة الانسحاب. ولا يؤثر هذا الانسحاب بأي حال من الأحوال على الالتزامات المالية للدولة الطرف المعنية، حتى التاريخ الذي يصبح فيه الانسحاب نافذاً.

المادة ٤٠ - جهة الإيداع

المدير العام لليونسكو هو جهة الإيداع لهذه الاتفاقية وما يُدخل عليها من تعديلات. ويبلغ المدير العام لليونسكو، بوصفه جهة الإيداع لهذه الاتفاقية، الدول الأطراف فيها، وسائر الدول الأعضاء في المنظمة، بما يلي:

- (أ) إيداع أي وثيقة للتصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام؛
- (ب) تاريخ بدء نفاذ هذه الاتفاقية وفقاً للمادة ٣٧؛
- (ج) أي تقرير يُعد عملاً بأحكام المادة ٣١؛
- (د) أي تعديل للاتفاقية أو ملحقها يعتمد وفقاً لأحكام المادتين ٣٣ و ٣٤، وتاريخ بدء نفاذ هذا التعديل؛
- (هـ) أي إعلان أو إخطار يوجه بموجب أحكام المادة ٣٨؛
- (و) أي إخطار يوجه بموجب المادة ٣٩ وتاريخ نفاذ الانسحاب؛
- (ز) أي تصرف أو إخطار أو بلاغ آخر يتعلق بهذه الاتفاقية.

ويخطر المدير العام جميع الدول الأطراف على وجه السرعة بالتغييرات باعتبارها تعديلات مقترحة على ملحق هذه الاتفاقية. ويوافق مؤتمر الأطراف على التعديلات المقترح إدخالها على الملحقين إما خلال إحدى دوراته أو بواسطة مشاوره كتابية.

٢ - يجوز للدول الأطراف في غضون فترة ٤٥ يوماً من إخطار المدير العام أن تبدي اعتراضها على التعديل المقترح، إما كتابة إلى المدير العام، في حال إجراء مشاوره كتابية، أو خلال دورة من دورات مؤتمر الأطراف. ويعتبر التعديل المقترح مقبولاً من مؤتمر الأطراف ما لم يعترض عليه ثلثا الدول الأطراف.

٣ - يقوم المدير العام بإخطار الدول الأطراف بالتعديلات التي وافق عليها مؤتمر الأطراف. ويبدأ نفاذ هذه التعديلات بعد انقضاء ٤٥ يوماً على تاريخ الإخطار، إلا بالنسبة لأي دولة طرف يكون قد سبق لها إبلاغ المدير العام بأنها لا تقبل هذه التعديلات.

٤ - تظل أي دولة طرف تخطر المدير العام بعدم قبولها تعديلاً تتم الموافقة عليه وفقاً لأحكام الفقرات السابقة، ملتزمة بالملحقين في صيغتهما غير المعدلة.

سابعاً - أحكام ختامية

المادة ٣٥ - النظم الدستورية الاتحادية أو غير المركزية

تنطبق الأحكام التالية على الدول الأطراف ذات النظم الدستوري الاتحادي أو غير المركزي:

(أ) فيما يتعلق بأحكام هذه الاتفاقية، التي يخضع تنفيذها للولاية القانونية للسلطة التشريعية الاتحادية أو المركزية، تكون التزامات الحكومة الاتحادية أو المركزية هي نفس التزامات الدول الأطراف التي ليست دولا اتحادية؛

(ب) فيما يتعلق بأحكام هذه الاتفاقية، التي يخضع تنفيذها لسلطة كل من الولايات أو الأقطار أو المحافظات أو المقاطعات التي تتألف منها الدولة الاتحادية والتي لا يلزمها النظام الدستوري للاتحاد بأن تتخذ تدابير تشريعية، تقوم الحكومة الاتحادية بإبلاغ السلطات المختصة في هذه الولايات أو الأقطار أو المحافظات أو المقاطعات بالأحكام المذكورة، مع توصيتها باعتمادها.

المادة ٣٦ - التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام

تخضع هذه الاتفاقية لتصديق أو قبول أو موافقة أو انضمام الدول الأعضاء في اليونسكو، وفقاً للإجراءات الدستورية لكل منها. وتودع وثائق التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام لدى المدير العام لليونسكو.

المادة ٣٧ - بدء النفاذ

١ - يبدأ نفاذ هذه الاتفاقية في اليوم الأول من الشهر التالي لانقضاء مدة شهر على تاريخ إيداع الوثيقة الثلاثين من وثائق التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام.

المادة ٣٢ - أمانة مؤتمر الأطراف

- ١ - يؤمن المدير العام لليونسكو خدمات الأمانة لمؤتمر الأطراف.
- ٢ - بناء على طلب مؤتمر الأطراف، يستعين المدير العام لليونسكو إلى أقصى حد ممكن بخدمات الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات وفقاً للشروط التي يقرها مؤتمر الأطراف.
- ٣ - تمول تكاليف التشغيل ذات الصلة بالاتفاقية من الميزانية العادية لليونسكو ضمن إطار الموارد المتاحة وبمستوى مناسب، أو من صندوق التبرعات المنشأ بموجب المادة ١٧، أو من توليفة من المصدرين تحدد كل عامين. وتمويل الأمانة من الميزانية العادية ينبغي أن يبقى في أدنى الحدود، علماً بأنه ينبغي تقديم مساهمات طوعية لدعم الاتفاقية.
- ٤ - تعدّ الأمانة وثائق مؤتمر الأطراف، كما تعد مشروع جدول أعمال اجتماعاته، وتكفل تنفيذ قراراته.

المادة ٣٣ - تعديل الاتفاقية

- ١ - يجوز لكل دولة طرف أن تقترح تعديلات على هذه الاتفاقية عن طريق بلاغ كتابي توجهه إلى المدير العام لليونسكو. ويعمم المدير العام هذا البلاغ على جميع الدول الأطراف. وإذا حظي الاقتراح، في غضون ستة أشهر من تاريخ توزيع البلاغ، بموافقة نصف الدول الأطراف على الأقل، يتولى المدير العام عرضه على الدورة التالية لمؤتمر الأطراف.
- ٢ - يعتمد مؤتمر الأطراف التعديلات بأغلبية ثلثي الدول الأطراف الحاضرة والمصوتة.
- ٣ - تعرض التعديلات حال اعتمادها على الدول الأطراف للحصول على تصديقها أو قبولها أو موافقتها أو انضمامها.
- ٤ - يبدأ نفاذ التعديلات على هذه الاتفاقية بالنسبة للدول الأطراف التي صدقت عليها أو قبلتها أو وافقت عليها أو انضمت إليها، بعد انقضاء ثلاثة أشهر على تاريخ إيداع ثلثي الدول الأطراف الوثائق المنصوص عليها في الفقرة ٣ من هذه المادة. أما بعد هذا التاريخ، فإن التعديل يصبح نافذاً بالنسبة لأي دولة طرف تصدق عليه أو تقبله أو توافق عليه أو تنضم إليه، بعد انقضاء ثلاثة أشهر على تاريخ إيداعها لوثيقة التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام.
- ٥ - تُعتبر أي دولة تصبح طرفاً في هذه الاتفاقية بعد نفاذ التعديلات وفقاً لأحكام الفقرة ٤ من هذه المادة، وما لم تعرب عن نية مخالفة:

(أ) طرفاً في الاتفاقية المعدلة؛

(ب) طرفاً في الاتفاقية الحالية غير المعدلة بالنسبة للعلاقة مع أي دولة طرف لم تلتزم بهذه التعديلات.

المادة ٣٤ - إجراءات محددة لتعديل ملحق الاتفاقية

- ١ - إذا عدلت الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات قائمة المحظورات أو معايير منح الإعفاءات لأغراض علاجية، جاز لها أن تخطر المدير العام بهذه التغييرات، عن طريق بلاغ كتابي توجهه إليه.

المادة ٢٩ - المنظمة الاستشارية والمراقبون في مؤتمر الأطراف

تدعى الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات للمشاركة في مؤتمر الأطراف بصفة منظمة استشارية. كما يدعى للحضور بصفة مراقب كل من اللجنة الأولمبية الدولية، واللجنة الأولمبية الدولية للمعوقين، ومجلس أوروبا، واللجنة الدولية الحكومية للتربية البدنية والرياضة. ويجوز لمؤتمر الأطراف أن يقرر دعوة منظمات معنية أخرى إلى إيفاد مراقبين.

المادة ٣٠ - مهام مؤتمر الأطراف

١ - إضافة إلى المهام المنصوص عليها في الأحكام الأخرى من هذه الاتفاقية، يقوم مؤتمر الأطراف بالمهام التالية:

- (أ) الترويج للغرض المنشود من هذه الاتفاقية؛
- (ب) مناقشة العلاقة مع الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات ودراسة آليات تمويل الميزانية الأساسية السنوية للوكالة. ويجوز دعوة دول غير أطراف للمشاركة في المناقشة؛
- (ج) اعتماد خطة لاستخدام موارد صندوق التبرعات، وفقاً لأحكام المادة ١٨؛
- (د) دراسة التقارير التي تقدمها الدول الأطراف وفقاً لأحكام المادة ٣١؛
- (هـ) الاضطلاع، على أساس مستمر، بدراسة عملية مراقبة الامتثال لهذه الاتفاقية وفقاً لتطور نظم مكافحة المنشطات، وذلك طبقاً للمادة ٣١. وإن أية آلية أو تدبير للمراقبة يتجاوز أحكام المادة ٣١ يمول من صندوق التبرعات المنشأ بموجب المادة ١٧؛
- (و) دراسة أي مشروع تعديل يُقترح إدخاله على هذه الاتفاقية، بغية اعتماده؛
- (ز) دراسة التعديلات على قائمة المحظورات وعلى معايير منح الإعفاءات لأغراض علاجية التي اعتمدها الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات، بغية إقرارها على النحو المبين في المادة ٣٤؛
- (ح) تحديد وتنفيذ أساليب التعاون في إطار هذه الاتفاقية بين الدول الأطراف والوكالة العالمية لمكافحة المنشطات؛
- (ط) دعوة الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات إلى أن تقدم إليه في كل دورة من دوراته تقريراً عن تنفيذ المدونة بغية دراسته.

٢ - يجوز لمؤتمر الأطراف أن يتعاون مع هيئات دولية حكومية أخرى لدى الاضطلاع بمهامه.

المادة ٣١ - تقديم التقارير الوطنية إلى مؤتمر الأطراف

تقدم الدول الأطراف مرة كل سنتين إلى مؤتمر الأطراف عن طريق الأمانة، بإحدى اللغات الرسمية لليونسكو، جميع المعلومات ذات الصلة عن التدابير التي اتخذتها لأغراض الامتثال لأحكام هذه الاتفاقية.

(ب) سبل ووسائل تصميم برامج للتدريب البدني والنفسي تركز على أسس علمية وتحترم سلامة الشخص؛

(ج) استخدام كافة العقاقير والوسائل المستجدة التي تسفر عنها التطورات العلمية.

المادة ٢٥ - طبيعة البحوث المتعلقة بمكافحة المنشطات

يجب أن تفي البحوث المتعلقة بمكافحة المنشطات والمذكورة في المادة ٢٤، بالشروط التالية:

(أ) الامتثال للممارسات الأخلاقية المعترف بها دولياً؛

(ب) تجنب إعطاء اللاعبين عقاقير محظورة أو إخضاعهم لوسائل محظورة؛

(ج) إجراء البحوث مع اتخاذ الاحتياطات اللازمة لمنع سوء استخدام نتائجها أو استغلالها لأغراض تعاطي المنشطات.

المادة ٢٦ - تشاطر نتائج البحوث المتعلقة بمكافحة المنشطات

تتشاطر الدول الأطراف، حيثما اقتضى الأمر، نتائج البحوث المتاحة المتعلقة بمكافحة المنشطات مع سائر الدول الأطراف ومع الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات، وذلك شريطة احترام القوانين الوطنية والدولية السارية.

المادة ٢٧ - البحوث العلمية في مجال الرياضة

تشجع الدول الأطراف الجهات التالية:

(أ) العاملين في الأوساط العلمية والطبية، على إجراء البحوث العلمية في مجال الرياضة طبقاً لمبادئ المدونة؛

(ب) المنظمات الرياضية والأطعم المعاونة للاعبين الخاضعة لولايتها، على تطبيق نتائج البحوث العلمية في مجال الرياضة التي تتفق ومبادئ المدونة.

سادساً - مراقبة تنفيذ الاتفاقية

المادة ٢٨ - مؤتمر الأطراف

١ - يُنشأ بموجب هذه الاتفاقية مؤتمر للأطراف. ومؤتمر الأطراف هو الهيئة العليا لهذه الاتفاقية.

٢ - يجتمع مؤتمر الأطراف في دورة عادية مرة كل سنتين من حيث المبدأ. ويجوز له أن يجتمع في دورة استثنائية إذا ما قرر ذلك، أو بناء على طلب ثلث الدول الأطراف على الأقل.

٣ - تتمتع كل دولة طرف بصوت واحد في مؤتمر الأطراف.

٤ - يعتمد مؤتمر الأطراف نظامه الداخلي.

(ب) العواقب الصحية للمنشطات.

٢ - وينبغي أن تستهدف البرامج التربوية والتدريبية الموجهة إلى اللاعبين والأطعم المساعدة لهم، ولا سيما في إطار تدريبهم الأولي، بالإضافة إلى ما سبق ذكره، توفير معلومات مستوفاة وصحيحة عن المسائل التالية:

(أ) إجراءات مراقبة تعاطي المنشطات؛

(ب) حقوق اللاعبين ومسؤولياتهم فيما يخص مكافحة المنشطات، بما في ذلك معلومات عن المدونة وعن سياسات مكافحة المنشطات التي تتبعها المنظمات الرياضية ومنظمات مكافحة المنشطات المعنية. وتشمل هذه المعلومات بيان عواقب ارتكاب انتهاك لقواعد مكافحة المنشطات؛

(ج) قائمة العقاقير والوسائل المحظورة، والإعفاءات لأغراض علاجية؛

(د) الكمّلات الغذائية.

المادة ٢٠ - مدونات السلوك المهني

تشجع الدول الأطراف الرابطة والمؤسسات المهنية المختصة على إعداد وتطبيق مدونات ملائمة للممارسات والأخلاقيات تتعلق بمكافحة المنشطات في مجال الرياضة، وتكون متوافقة مع المدونة.

المادة ٢١ - مشاركة اللاعبين والأطعم المساعدة لهم

تشجع الدول الأطراف، وتدعم في حدود إمكاناتها، مشاركة اللاعبين والأطعم المساعدة لهم في كافة جوانب أنشطة مكافحة المنشطات التي تضطلع بها المنظمات الرياضية وسائر المنظمات المعنية، وتشجع المنظمات الرياضية الخاضعة لولايتها على أن تحذو حذوها في هذا الصدد.

المادة ٢٢ - دور المنظمات الرياضية في مجال التربية والتدريب المستمرين بشأن مكافحة المنشطات

تشجع الدول الأطراف المنظمات الرياضية ومنظمات مكافحة المنشطات على تنفيذ برامج للتربية والتدريب المستمرين لصالح جميع اللاعبين والأطعم المساعدة لهم، عن الموضوعات المحددة في المادة ١٩.

المادة ٢٣ - التعاون في مجالي التربية والتدريب

تتعاون الدول الأطراف فيما بينها ومع المنظمات المعنية كي تتشاور، حيثما اقتضى الأمر، المعلومات والخبرات والتجارب بشأن البرامج الناجعة لمكافحة المنشطات.

خامساً - البحوث

المادة ٢٤ - تعزيز البحوث في مجال مكافحة المنشطات

تتعهد الدول الأطراف بالاضطلاع، في حدود إمكاناتها، بتشجيع وتعزيز البحوث الخاصة بمكافحة المنشطات بالتعاون مع المنظمات الرياضية وسائر المنظمات المعنية، بشأن المسائل التالية:

(أ) الوقاية من المنشطات، وأساليب الكشف عنها، وجوانبها السلوكية والاجتماعية، وعواقبها الصحية؛

المادة ١٧ - صندوق التبرعات

- ١ - ينشأ بموجب هذه الاتفاقية "صندوق القضاء على تعاطي المنشطات في مجال الرياضة"، الذي يشار إليه فيما يلي باسم "صندوق التبرعات". ويتألف الصندوق من أموال ودائع تُنشأ وفقاً للنظام المالي لليونسكو. وتكون كافة مساهمات الدول الأطراف وغيرها من الجهات المشاركة بمثابة تبرعات.
- ٢ - تتألف موارد صندوق التبرعات مما يلي:
 - (أ) المساهمات التي تقدمها الدول الأطراف؛
 - (ب) المساهمات أو الهدايا أو الهبات التي يمكن أن تقدمها الجهات التالية:
 - (١) الدول الأخرى؛
 - (٢) منظمات وبرامج منظومة الأمم المتحدة، ولا سيما برنامج الأمم المتحدة الإنمائي، وكذلك المنظمات الدولية الأخرى؛
 - (٣) الهيئات العامة أو الخاصة أو الأفراد؛
 - (ج) أية فوائد تدرها موارد صندوق التبرعات؛
 - (د) المبالغ المتأتية من حملات جمع الأموال، والإيرادات المحصلة من أنشطة تنظم لصالح صندوق التبرعات؛
 - (هـ) أي موارد أخرى يرخص بقبولها نظام صندوق التبرعات الذي سيعدده مؤتمر الأطراف.
- ٣ - لا تعتبر المساهمات التي تقدمها الدول الأطراف لصندوق التبرعات بديلاً عن التزامها بدفع حصصها في الميزانية السنوية للوكالة العالمية لمكافحة المنشطات.

المادة ١٨ - استخدام صندوق التبرعات وإدارته

يقوم مؤتمر الأطراف بتخصيص الموارد الموجودة في صندوق التبرعات لتمويل الأنشطة التي يوافق عليها المؤتمر، ولا سيما من أجل مساعدة الدول الأطراف على إعداد وتنفيذ برامج لمكافحة المنشطات، وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية، ومع مراعاة أهداف الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات. ويجوز استخدام هذه الموارد لتغطية تكاليف تشغيل هذه الاتفاقية. ولا يجوز أن تقترن المساهمات التي تقدم إلى صندوق التبرعات بأي شروط سياسية أو اقتصادية أو شروط أخرى.

رابعاً - التربية والتدريب

المادة ١٩ - المبادئ العامة للتربية والتدريب

- ١ - تتعهد الدول الأطراف، في حدود إمكانياتها، بدعم أو تصميم أو تنفيذ برامج تربية وتدريبية عن مكافحة المنشطات. وفيما يخص الأوساط الرياضية بوجه عام، ينبغي أن تستهدف هذه البرامج توفير معلومات مستوفاة وصحيحة عن المسألتين التاليتين:
 - (أ) إضرار المنشطات بالقيم الأخلاقية للرياضة؛

المادة ١٤ - دعم رسالة الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات

تتعهد الدول الأطراف بدعم الرسالة الهامة التي تؤديها الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات في الكفاح الدولي ضد المنشطات.

المادة ١٥ - التساوي في تمويل الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات

تؤيد الدول الأطراف مبدأ تمويل الميزانية الأساسية السنوية للوكالة العالمية بالتساوي من قبل السلطات العامة والحركة الأولمبية.

المادة ١٦ - التعاون الدولي في مجال مراقبة تعاطي المنشطات

اعترافاً من الدول الأطراف بأن مكافحة المنشطات في مجال الرياضة لا تكون فعّالة إلا عندما يتسنى إجراء اختبارات للاعبين بدون إخطار مسبق، ثم نقل العينات في الوقت المناسب إلى المختبرات لتحليلها، فإن الدول الأطراف تقوم، حيثما اقتضى الأمر ووفقاً للإجراءات والقوانين الوطنية، بما يلي:

(أ) تسهيل مهمة الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات ومنظمات مكافحة المنشطات التي تمثل في عملها لأحكام المدونة في أن تضطلع، مع مراعاة اللوائح ذات الصلة للبلدان المضيغة، بعمليات مراقبة للاعبين داخل إطار المسابقات الرياضية وخارجه، وسواء أكان ذلك على أراضيها أم في أي مكان آخر؛

(ب) تسهيل انتقال الأفرقة المفوضة رسمياً بمراقبة تعاطي المنشطات، في الوقت المناسب عبر الحدود لدى قيامها بعمليات المراقبة هذه؛

(ج) التعاون من أجل التعجيل بشحن أو نقل العينات في الوقت المناسب عبر الحدود مع كفالة الحفاظ على أمنها وسلامتها؛

(د) المساعدة في التنسيق الدولي لعمليات مراقبة تعاطي المنشطات التي تقوم بها مختلف منظمات مكافحة المنشطات، والتعاون في هذا الصدد مع الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات؛

(هـ) تعزيز التعاون بين مختبرات مراقبة تعاطي المنشطات الخاضعة لولايتها والمختبرات الخاضعة لولاية دول أطراف أخرى. وبوجه خاص، ينبغي للدول الأطراف التي لديها مختبرات معتمدة لمراقبة تعاطي المنشطات أن تشجع المختبرات الخاضعة لولايتها على مساعدة الدول الأطراف الأخرى وتمكينها من اكتساب الخبرات والمهارات والتقنيات اللازمة لإنشاء مختبراتها الخاصة إن هي رغبت في ذلك؛

(و) تشجيع ومساندة الترتيبات المتصلة بتبادل إجراء الاختبارات فيما بين المنظمات العيّنة لمكافحة المنشطات، بما يتفق وأحكام المدونة؛

(ز) الاعتراف المتبادل بإجراءات مراقبة تعاطي المنشطات وإدارة نتائج الاختبارات - بما في ذلك العقوبات المقررة على المستوى الرياضي - التي تحددها أي منظمة لمكافحة المنشطات والتي تتفق مع أحكام المدونة.

المادة ١١ - التدابير المالية

على الدول الأطراف أن تقوم، حيثما اقتضى الأمر، بما يلي:

- (أ) توفير تمويل في إطار ميزانياتها لدعم برنامج وطني لإجراء الاختبارات يشمل جميع الألعاب الرياضية، أو مساعدة المنظمات الرياضية ومنظمات مكافحة المنشطات على تمويل عمليات مراقبة تعاطي المنشطات، إما من خلال تقديم إعانات أو منح مباشرة، وإما من خلال مراعاة تكاليف أنشطة المراقبة هذه لدى تحديد إجمالي الإعانات أو المنح التي تقدم لهذه المنظمات؛
- (ب) اتخاذ إجراءات لمنع أي لاعبين أو أي أفراد من الأطقم المعاونة لهم يتم إيقافهم إثر إنتهاك أي قاعدة من قواعد مكافحة المنشطات في الرياضة، من الحصول على دعم مالي له صلة بالرياضة خلال فترة إيقافهم؛
- (ج) حجب الدعم المالي أو أي دعم آخر متعلق بالرياضة، حجباً كلياً أو جزئياً، عن أي منظمة رياضية أو منظمة لمكافحة المنشطات لا تمثل للمدونة أو لقواعد مكافحة المنشطات الواجبة التطبيق والمعتمدة عملاً بالمدونة.

المادة ١٢ - تدابير لتيسير مراقبة تعاطي المنشطات

على الدول الأطراف أن تقوم، حيثما اقتضى الأمر، بما يلي:

- (أ) تشجيع ومساعدة المنظمات الرياضية ومنظمات مكافحة المنشطات الخاضعة لولايتها على تنفيذ عمليات مراقبة تعاطي المنشطات، بطريقة تتماشى مع المدونة، بما في ذلك أساليب عدم الإخطار المسبق وإجراء الاختبارات خارج إطار المسابقات وداخله؛
- (ب) تشجيع وتيسير المفاوضات التي تجريها المنظمات الرياضية ومنظمات مكافحة المنشطات للتوصل إلى اتفاقات تجيز لأفرقة بلدان أخرى مفوضة رسمياً بمراقبة تعاطي المنشطات، أن تجري اختبارات لأعضاء في هذه المنظمات؛
- (ج) مساعدة المنظمات الرياضية ومنظمات مكافحة المنشطات الخاضعة لولايتها على الاستعانة بمختبر معتمد لمراقبة تعاطي المنشطات بغية إجراء تحاليل تتعلق بمراقبة تعاطي المنشطات.

ثالثاً - التعاون الدولي

المادة ١٣ - التعاون بين منظمات مكافحة المنشطات والمنظمات الرياضية

تعمل الدول الأطراف على تشجيع التعاون بين منظمات مكافحة المنشطات، والسلطات المختصة، والمنظمات الرياضية الخاضعة لولايتها، والمنظمات المماثلة الخاضعة لولاية الدول الأطراف الأخرى، من أجل تحقيق الغرض المنشود من هذه الاتفاقية على الصعيد الدولي.

المادة ٦ - العلاقة مع الصكوك الدولية الأخرى

لا تعدل هذه الاتفاقية حقوق الدول الأطراف والتزاماتها الناشئة عن اتفاقات أخرى مبرمة من قبل ومماشية مع موضوع هذه الاتفاقية وغرضها. ولا يؤثر ذلك على تمتع دول أطراف أخرى بحقوقها أو على أدائها لالتزاماتها بموجب هذه الاتفاقية.

ثانياً - أنشطة مكافحة المنشطات على المستوى الوطني

المادة ٧ - التنسيق على المستوى الوطني

تكفل الدول الأطراف تطبيق هذه الاتفاقية، وخاصة من خلال تأمين التنسيق على المستوى الوطني. ويجوز للدول الأطراف أن تعتمد على منظمات مكافحة المنشطات وعلى الهيئات والمنظمات الرياضية من أجل الوفاء بالالتزامات التي تقع على عاتقها بموجب هذه الاتفاقية.

المادة ٨ - تقييد توافر واستخدام العقاقير والوسائل المحظورة في مجال الرياضة

١ - تعتمد الدول الأطراف، حيثما اقتضى الأمر، تدابير لتقييد توافر العقاقير والوسائل المحظورة بغية تقييد استخدام اللاعبين لها في مجال الرياضة، إلا إذا استند استخدامها إلى إعفاء لأغراض علاجية. ويتضمن ذلك تدابير لمكافحة الاتجار الذي يستهدف اللاعبين، كما يتضمن، لتحقيق هذه الغاية، تدابير لمراقبة إنتاج هذه العقاقير والوسائل وحركتها واستيرادها وتوزيعها وبيعها.

٢ - تعتمد الدول الأطراف أو تشجع، عند الاقتضاء، الكيانات المعنية الخاضعة لولايتها على أن تعتمد تدابير تمنع وتقيد استخدام اللاعبين وحياتهم للعقاقير والوسائل المحظورة في مجال الرياضة ما لم يستند استخدامها إلى إعفاء لأغراض علاجية.

٣ - لا يجوز لأي تدابير تتخذ عملاً بهذه الاتفاقية أن تحول دون أن تتوفر للأغراض المشروعة العقاقير والوسائل التي تخضع في غير هذه الأغراض للحظر أو المراقبة في مجال الرياضة.

المادة ٩ - اتخاذ تدابير ضد الأطقم المعاونة للاعبين

تتخذ الدول الأطراف نفسها تدابير، أو تشجع المنظمات الرياضية ومنظمات مكافحة المنشطات على اعتماد تدابير، تشمل توقيع العقوبات أو الجزاءات، وتستهدف أفراد الأطقم المعاونة للاعبين ممن ينتهكون أي قاعدة من قواعد مكافحة المنشطات أو يرتكبون مخالفة ذات صلة بالمنشطات في مجال الرياضة.

المادة ١٠ - الكمالات الغذائية

تشجع الدول الأطراف، حيثما اقتضى الأمر، منتجي وموزعي الكمالات الغذائية على تحديد أفضل الممارسات فيما يتعلق بتسويق وتوزيع هذه الكمالات، بما في ذلك المعلومات عن تركيبها التحليلي وضمان جودتها.

- ٢٢- ويقصد بعبارة "إجراء الاختبار" الأجزاء التي تشتمل، في عملية مراقبة تعاطي المنشطات، على تخطيط توزيع الاختبارات، وجمع العينات، ومعالجتها، ونقلها إلى المختبر.
- ٢٣- ويقصد بعبارة "الإعفاء لأغراض علاجية" أي إعفاء يُمنح وفقاً لمعايير منح الإعفاءات لأغراض علاجية.
- ٢٤- ويقصد بكلمة "استخدام" وضع أو ابتلاع أو حقن أو استهلاك أي عقار محظور أو أي وسيلة محظورة بأي طريقة كانت.
- ٢٥- ويقصد بعبارة "الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات" المؤسسة التي أنشئت بهذا الاسم بموجب القانون السويسري في ١٠ تشرين الثاني/نوفمبر ١٩٩٩.

المادة ٣ - وسائل تحقيق غرض الاتفاقية

لتحقيق غرض هذه الاتفاقية، تتعهد الدول الأطراف بما يلي:

- (أ) اعتماد تدابير ملائمة على المستويين الوطني والدولي تتماشى مع مبادئ المدونة؛
- (ب) تشجيع جميع أشكال التعاون الدولي الرامية إلى حماية اللاعبين وأخلاقيات الرياضة، وإلى تشارط نتائج البحوث؛
- (ج) تشجيع التعاون الدولي بين الدول الأطراف والمنظمات البارزة في مكافحة المنشطات في مجال الرياضة، ولا سيما مع الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات.

المادة ٤ - علاقة الاتفاقية بالمدونة

- ١ - تنسيقاً لتطبيق تدابير مكافحة المنشطات في مجال الرياضة، على المستويين الوطني والدولي، تلتزم الدول الأطراف بمبادئ المدونة باعتبارها الأساس الذي تستند إليه التدابير المنصوص عليها في المادة ٥ من هذه الاتفاقية. ولا يوجد في هذه الاتفاقية ما يمنع الدول الأطراف من اعتماد تدابير إضافية مكملّة للمدونة.
- ٢ - تم استنساخ المدونة وأحدث صيغة للذيلين ٢ و٣ لأغراض الإعلام، ولا تشكل المدونة والذيلان المذكوران جزءاً أساسياً من هذه الاتفاقية. ولا تفرض الذيل، في حد ذاتها، على الدول الأطراف أي ارتباطات ملزمة بموجب القانون الدولي.
- ٣ - يشكل الملحقان جزءاً لا يتجزأ من هذه الاتفاقية.

المادة ٥ - تدابير تحقيق أهداف الاتفاقية

تتعهد كل دولة طرف باعتماد تدابير ملائمة، وفاء منها بالالتزامات الواردة في هذه الاتفاقية. وقد تشتمل هذه التدابير على تشريعات، أو لوائح، أو سياسات، أو إجراءات إدارية.

- ٧ - ويقصد بكلمة "المسابقة" سباق مفرد أو مباراة أو لعبة بعينها أو منافسة رياضية محددة.
- ٨ - ويقصد بعبارة "مراقبة تعاطي المنشطات" العملية التي تشمل التخطيط لتوزيع الاختبارات، وجمع العينات ومعالجتها، والتحليل المختبري، وإدارة النتائج، والتحقيقات، والطعون.
- ٩ - ويقصد بعبارة "تعاطي المنشطات في مجال الرياضة" وقوع أي انتهاك لقواعد مكافحة المنشطات.
- ١٠ - ويقصد بعبارة "الأفرقة المفوضة رسمياً بمراقبة تعاطي المنشطات" أفرقة مراقبة تعاطي المنشطات التي تعمل تحت سلطة منظمات دولية أو وطنية لمكافحة المنشطات.
- ١١ - ويقصد بعبارة "داخل إطار المسابقة"، لأغراض التفرقة بين إجراء الاختبارات داخل إطار مسابقة ما وخارج إطار مسابقة ما، وما لم ينص على خلاف ذلك في قواعد اتحاد دولي أو منظمة مختصة أخرى لمكافحة المنشطات، الاختبار "داخل إطار المسابقة" الذي يُجرى للاعب يتم اختياره فيما يتعلق بمسابقة معينة.
- ١٢ - ويقصد بعبارة "المعيار الدولي للمختبرات" المعيار الوارد في الذيل ٢ لهذه الاتفاقية.
- ١٣ - ويقصد بعبارة "المعيار الدولي لإجراء الاختبارات" المعيار الوارد في الذيل ٣ لهذه الاتفاقية.
- ١٤ - ويقصد بعبارة "عدم الإخطار المسبق" أي عملية لمراقبة تعاطي المنشطات تُنفذ دون سابق إنذار للاعب وتجرى فيها مراقبة اللاعب بصورة مستمرة من لحظة إخطاره وحتى تقديم العينة.
- ١٥ - ويقصد بعبارة "الحركة الأولمبية" كل الذين يقبلون الاسترشاد بالميثاق الأولمبي والذين يعترفون بسلطة اللجنة الأولمبية الدولية، وهم: الاتحادات الدولية للألعاب الرياضية المدرجة في برنامج الألعاب الأولمبية، واللجان الأولمبية الوطنية، واللجان المنظمة للألعاب الأولمبية، واللاعبون، والقضاة والحكام، والرابطات والأندية، بالإضافة إلى المنظمات والمؤسسات التي تعترف بها اللجنة الأولمبية الدولية.
- ١٦ - ويقصد بعبارة "خارج إطار المسابقة" أي عملية لمراقبة تعاطي المنشطات لا تنفذ داخل إطار المسابقة.
- ١٧ - ويقصد بعبارة "قائمة المحظورات" القائمة الواردة في الملحق ١ لهذه الاتفاقية والتي تحدد العقاقير والوسائل المحظورة.
- ١٨ - ويقصد بعبارة "الوسيلة المحظورة" أية وسيلة من الوسائل المدرجة في قائمة المحظورات الواردة في الملحق ١ لهذه الاتفاقية.
- ١٩ - ويقصد بعبارة "العقار المحظور" أي عقار من العقاقير المدرجة في قائمة المحظورات الواردة في الملحق ١ لهذه الاتفاقية.
- ٢٠ - ويقصد بعبارة "المنظمة الرياضية" أي منظمة تقوم بدور الهيئة المشرفة على حدث رياضي للعبة رياضية واحدة أو أكثر.
- ٢١ - ويقصد بعبارة "معايير منح الإعفاءات لأغراض علاجية" المعايير الواردة في الملحق ٢ لهذه الاتفاقية.

٢ - ويقصد بعبارة "منظمة مكافحة المنشطات" أي كيان مسؤول عن اعتماد قواعد لاستهلال أي جزء من عملية مراقبة المنشطات أو تطبيقه أو إنفاذه. ومن الأمثلة على ذلك، اللجنة الأولمبية الدولية، واللجنة الأولمبية الدولية للمعوقين، والمنظمات الأخرى التي تشرف على أحداث رياضية كبرى وتقوم فيها بإجراء اختبارات، والوكالة العالمية لمكافحة المنشطات، والاتحادات الدولية، والمنظمات الوطنية لمكافحة المنشطات.

٣ - ويقصد بعبارة "انتهاك قواعد مكافحة المنشطات" حالة أو أكثر من الحالات التالية:

(أ) وجود عقار محظور أو عناصره الأيضية أو الآثار الدالة عليه في العينة التي تؤخذ من جسم اللاعب؛

(ب) استخدام أو محاولة استخدام عقار محظور أو وسيلة محظورة؛

(ج) رفض الخضوع، أو عدم التقدم، لعملية أخذ عينات دون عذر قاهر بعد تلقي إخطار بذلك وفقاً لما تقتضيه قواعد مكافحة المنشطات الواجبة التطبيق، أو التهرب من عملية أخذ العينات بأي طريقة أخرى؛

(د) انتهاك الشروط الواجبة التطبيق فيما يتعلق باستعداد اللاعب للخضوع لإجراء اختبار خارج إطار المسابقة، ويشمل ذلك امتناع اللاعب عن تقديم معلومات عن مكان وجوده وعدم التقدم إلى الاختبارات التي يعتبر أنها تستند إلى قواعد معقولة؛

(هـ) التلاعب، أو محاولة التلاعب، بأي جانب من جوانب عملية مراقبة تعاطي المنشطات؛

(و) حيازة عقاقير أو وسائل محظورة؛

(ز) الاتجار بأي عقار محظور أو وسيلة محظورة؛

(ح) إعطاء أو محاولة إعطاء عقار محظور أو وسيلة محظورة لأي لاعب، أو مساعدته، أو تشجيعه، أو إعانته، أو تحريضه، أو التغطية عليه، أو أي شكل آخر من أشكال التواطؤ ينطوي على انتهاك أو محاولة انتهاك لقواعد مكافحة المنشطات.

٤ - ويقصد بكلمة "اللاعب"، لأغراض مراقبة تعاطي المنشطات، أي شخص يشارك في لعبة رياضية على المستوى الدولي أو الوطني وفقاً للتعريف الذي تضعه كل منظمة وطنية لمكافحة المنشطات وتقبله الدول الأطراف، وأي شخص آخر يشارك في لعبة رياضية أو حدث رياضي على مستوى أدنى تقبله الدول الأطراف. ولأغراض برامج التربية والتدريب، يقصد بكلمة "اللاعب" أي شخص يشارك في لعبة رياضية تحت سلطة منظمة رياضية.

٥ - ويقصد بعبارة "الطاقم المعاون للاعب" أي مدرب، أو مدير، أو وكيل، أو موظف من موظفي الفريق، أو مسؤول، أو طبيب، أو مساعد طبي ممن يعملون مع اللاعبين المشتركين في مسابقة رياضية أو الذين يستعدون لها، أو ممن يعالجون هؤلاء اللاعبين.

٦ - ويقصد بكلمة "الدونة" المدونة العالمية لمكافحة المنشطات، التي اعتمدها الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات في ٥ آذار/مارس ٢٠٠٣ في كوبنهاغن، والتي ترد في الذيل ١ لهذه الاتفاقية.

ويعني الحاجة المستمرة إلى إجراء ودعم البحوث الرامية إلى تحسين الكشف عن المنشطات، والتوصل إلى فهم أفضل للعوامل التي تدفع إلى استخدامها، من أجل تأمين أقصى قدر ممكن من الفعالية للاستراتيجيات الوقائية،

ويعني أيضاً أهمية التثقيف المستمر للاعبين والأطقم المعاونة لهم وللمجتمع بوجه عام في الوقاية من المنشطات،

ويضع في اعتباره الحاجة إلى بناء قدرات الدول الأطراف على تنفيذ برامج لمكافحة المنشطات،

ويدرك أن السلطات العامة والمنظمات المسؤولة عن الرياضة تتحمل مسؤوليات متكاملة عن درء ومكافحة تعاطي المنشطات في مجال الرياضة، ولا سيما عن ضمان السير السليم للأحداث الرياضية على أساس مبدأ الروح الرياضية، وعن حماية صحة المشاركين فيها،

ويقرّ بأن هذه السلطات والمنظمات يجب أن تعمل معاً على تحقيق هذه الغايات بما يكفل أكبر قدر ممكن من الاستقلال والشفافية على كافة المستويات المناسبة،

وقد عقد العزم على مواصلة وتدعيم العمل التعاوني الرامي إلى القضاء على تعاطي المنشطات في مجال الرياضة،

وإذ يسلّم بأن القضاء على تعاطي المنشطات في مجال الرياضة يرتهن جزئياً بالتنسيق التدريجي لمعايير وممارسات مكافحة المنشطات في مجال الرياضة، وبالتعاون على الصعيدين الوطني والعالمي،

يعتمد هذه الاتفاقية في هذا اليوم التاسع عشر من شهر تشرين الأول/أكتوبر من عام ٢٠٠٥.

أولاً - النطاق

المادة ١ - الغرض من الاتفاقية

إن الغرض المنشود من هذه الاتفاقية، في إطار استراتيجية اليونسكو وبرنامج أنشطتها في مجال التربية البدنية والرياضة، هو تعزيز منع ومكافحة تعاطي المنشطات في مجال الرياضة بهدف القضاء عليه.

المادة ٢ - التعاريف

يتعين فهم هذه التعاريف ضمن سياق الدونة العالمية لمكافحة المنشطات. وفي حالة نشوء خلاف في تفسير التعاريف، يؤخذ بأحكام الاتفاقية.

ولأغراض هذه الاتفاقية:

١ - يقصد بعبارة "المختبرات المعتمدة لمراقبة المنشطات" المختبرات المعتمدة من قبل الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات.

الاتفاقية الدولية لمكافحة المنشطات في مجال الرياضة

إن المؤتمر العام لمنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة، المشار إليها فيما يلي باسم "اليونسكو"، المنعقد في باريس من ٣ إلى ٢١ تشرين الأول/أكتوبر ٢٠٠٥، في دورته الثالثة والثلاثين،

بالنظر إلى أن هدف اليونسكو هو المساهمة في صون السلم والأمن بالعمل، عن طريق التربية والعلم والثقافة، على توثيق عرى التعاون بين الأمم،

وإذ يشير إلى الصكوك الدولية القائمة المتعلقة بحقوق الإنسان،

ويضع في اعتباره القرار ٥٨/٥ الذي اعتمده الجمعية العامة للأمم المتحدة في ٣ تشرين الثاني/نوفمبر ٢٠٠٣ بشأن الرياضة كوسيلة لتعزيز التعليم والصحة والتنمية والسلام، ولا سيما الفقرة ٧ من هذا القرار،

ويدرك أن الرياضة ينبغي أن تؤدي دوراً هاماً في حماية الصحة، وفي التربية الأخلاقية والثقافية والبدنية، وفي تعزيز التفاهم والسلام على الصعيد الدولي،

ويلاحظ الحاجة إلى تشجيع وتنسيق التعاون الدولي في سبيل القضاء على تعاطي المنشطات في مجال الرياضة،

ويعرب عن قلقه إزاء استخدام اللاعبين للمنشطات في مجال الرياضة وعواقب ذلك على صحتهم، وعلى مبدأ الروح الرياضية، والقضاء على الغش، ومستقبل الرياضة،

ويدرك أن تعاطي المنشطات يهدد المبادئ الأخلاقية والقيم التربوية المجسدة في ميثاق اليونسكو الدولي للتربية البدنية والرياضة وفي الميثاق الأولمبي،

ويذكر بأن اتفاقية مكافحة المنشطات وبروتوكولها الإضافي، المعتمدين في إطار مجلس أوروبا، هما أدوات القانون الدولي العام اللتان انبثقت عنهما السياسات الوطنية لمكافحة المنشطات واللتان يستند إليهما التعاون الدولي الحكومي،

ويذكر بالتوصيات المتعلقة بتعاطي المنشطات والمعتمدة في المؤتمرات الدولية الثاني والثالث والرابع للوزراء وكبار المسؤولين عن التربية البدنية والرياضة، التي نظمتها اليونسكو في موسكو (١٩٨٨)، وبونتا ديل إيستي (١٩٩٩)، وأثينا (٢٠٠٤)، وبالقرار ٩/م٣٢ الذي اعتمده المؤتمر العام لليونسكو في دورته الثانية والثلاثين (٢٠٠٣)،

ويضع في اعتباره المدونة العالمية لمكافحة المنشطات، التي اعتمدها الوكالة العالمية لمكافحة المنشطات في المؤتمر العالمي لمكافحة المنشطات في مجال الرياضة بكونينهاغن، في ٥ آذار/مارس ٢٠٠٣، و"إعلان كونينهاغن بشأن مكافحة المنشطات في مجال الرياضة"،

ويدرك أيضاً ما لكبار اللاعبين من تأثير على النشء،

[CHINESE TEXT – TEXTE CHINOIS]

反对在体育运动中使用兴奋剂国际公约

联合国教育、科学及文化组织（以下简称“教科文组织”）大会在其2005年10月3日至10月21日于巴黎召开的第三十三届会议上，

鉴于教科文组织之宗旨在于通过教育、科学及文化来促进各国间之合作，对和平与安全作出贡献；

参考了有关人权的现有国际文件；

了解到联合国大会于2003年11月3日通过了有关体育运动促进教育、健康、发展与和平的决议58/5，特别是其第七款的内容；

意识到体育运动应当为保护健康，为道德教育、文化教育和体育，以及为促进国际理解与和平发挥重要作用；

注意到为消除在体育运动中使用兴奋剂的现象，需要鼓励和协调国际合作；

对运动员在体育运动中使用兴奋剂，以及由此对他们的健康、公平竞赛的原则、消除欺骗行为及对体育运动的未来的影响表示关注；

注意到使用兴奋剂问题危及教科文组织的《国际体育运动宪章》以及《奥林匹克宪章》体现的道德原则和教育价值观；

忆及在欧洲委员会框架内通过的《反对使用兴奋剂公约》及其附加议定书，是在各国反兴奋剂政策以及政府间开展合作的基础上制定的国际公法文件；

还忆及教科文组织分别于莫斯科（1988年）、埃斯特角（1999年）和雅典（2004

年) 组织召开的第二届、第三届和第四届国际体育部长和高官会议通过的关于反对使用兴奋剂的建议书, 以及教科文组织大会第三十二届会议(2003年) 通过的第32 C/9号决议;

铭记2003年3月5日在哥本哈根举行的“反对在体育运动中使用兴奋剂世界大会”上世界反兴奋剂机构(WADA) 通过的《世界反兴奋剂条例》, 以及《反对在体育运动中使用兴奋剂哥本哈根宣言》;

注意到优秀运动员对青少年的影响;

意识到为了改进兴奋剂检查工作, 以及更好地了解影响使用兴奋剂的各种因素, 以便找到最有效的预防措施, 目前需要开展并促进相关的研究;

也意识到坚持对运动员、运动员辅助人员以及一般民众开展预防使用兴奋剂教育的重要意义;

注意到需要提高缔约国实施反兴奋剂计划的能力;

还意识到公共管理当局和负责体育运动的组织有责任相互配合, 预防和反对在体育运动中使用兴奋剂, 尤其要依照公平竞赛的原则, 确保在体育赛事中端正操守, 保护参赛运动员的健康;

还认识到这些管理机构和组织应当为此共同努力, 确保各相关层面的工作具有最大的独立性和透明度;

决心进一步加强合作, 消除体育运动中的使用兴奋剂现象;

还认识到要消除在体育运动中使用兴奋剂的现象,部分取决于体育运动中的反兴奋剂标准与具体作法逐步走向协调一致,也取决于各国国内和国际间的合作;

本公约于2005年10月19日获得通过。

第一章 范围

第一条 《公约》的宗旨

本公约的宗旨是,在教科文组织体育运动领域的战略框架和行动计划框架内,促进预防并反对在体育运动中使用兴奋剂,最终消除这一现象。

第二条 定义

以下定义是根据《世界反兴奋剂条例》的内容做出解释的。如有相左之处,应以本公约为准。

在本公约中:

- (一) “获得认证的兴奋剂控制实验室”是指获得世界反兴奋剂机构认证的实验室。
- (二) “反兴奋剂组织”是指负责为启动、实施或执行兴奋剂控制过程中任何环节的工作而制定规则的实体。例如包括国际奥林匹克委员会、国际残疾人奥林匹克委员会、其他在其赛事中实施兴奋剂检查的重大赛事组织机构、世界反兴奋剂机构、各国际单项体育联合会以及国家反兴奋剂组织。
- (三) 在体育运动中“违反反兴奋剂规则”是指出现一项或多项下列情况:

1. 在运动员体内采集的样品中，发现禁用物质或它的代谢物或标记物；
2. 使用或企图使用某种禁用物质或禁用方法；
3. 接到依照反兴奋剂规则授权的检查通知后，拒绝样品采集、无正当理由未能完成样品采集或者其他逃避样品采集的行为；
4. 违反运动员接受赛外检查的义务，包括未按规定提供行踪信息，并错过根据合理规则通知的检查；
5. 篡改或企图篡改兴奋剂控制过程中的任何环节；
6. 持有禁用物质或禁用方法；
7. 从事任何禁用物质或禁用方法的交易；
8. 对任何运动员施用或企图对其施用某种禁用物质或禁用方法，或者协助、鼓励、资助、教唆、掩盖使用禁用物质与方法的行为，或其他类型的违反反兴奋剂规则的串通行为或任何企图违规的行为。

(四) 就实施兴奋剂控制而言，“运动员”是指任何参与国际级或国家级（以每个国家反兴奋剂组织确定的，并为缔约国所接受的定义为准）体育运动的人，以及任何其他参与被缔约国选定的较低水平体育运动或赛事的人。就教育与培训活动而言，“运动员”是指任何参与某个体育组织所管理的体育运动的人。

(五) “运动员辅助人员”是指同运动员一起工作，或辅助运动员参加或准备体育比赛的任何教练、体能教练、领队、经纪人、运动队工作人员、官员、医疗或医护人员。

(六) 《条例》是指世界反兴奋剂机构于2003年3月5日在哥本哈根通过的《世界反兴奋剂条例》（已列为本公约的附录1）。

- (七) “比赛”是指一场单一的各类比赛或单一的运动竞赛。
- (八) “兴奋剂控制”是指包括兴奋剂检查分布计划的制定、样品的采集、样品的保存、实验室检测、检查结果管理、听证和上诉的整个过程。
- (九) “在体育运动中使用兴奋剂”是指发生违反反兴奋剂规则的事件。
- (十) “获得正式授权的兴奋剂控制组”，是指在国际或国家反兴奋剂组织领导下开展活动的兴奋剂控制组。
- (十一) 就区别赛内检查和赛外检查而言，除非某国际单项体育联合会或其他相关反兴奋剂组织另有规定，“赛内”检查是指在一次特定的比赛中挑选受检运动员进行兴奋剂检查。
- (十二) 《国际实验室标准》是指已列为本公约附录2的标准。
- (十三) 《国际反兴奋剂检查标准》是指已列为本公约附录3的标准。
- (十四) “事先无通知”是指对运动员进行事先不通知的兴奋剂控制，而且从通知运动员接受检查那一刻起就有人时刻陪护，直至样品采集完毕。
- (十五) “奥林匹克运动”是指所有同意在《奥林匹克宪章》指导下，接受国际奥委会领导的组织和个人，即：列入奥运会项目的各国际单项体育联合会、国家和地区奥委会、各届奥运会的组织委员会、运动员、仲裁员和裁判员、各协会和俱乐部、以及国际奥委会承认的所有组织和机构。
- (十六) “赛外”兴奋剂控制是指非赛内进行的兴奋剂控制。

- (十七) 《禁用清单》是指列为本公约附件 I 的确定禁用物质和禁用方法的清单。
- (十八) “禁用方法”是指任何被列入本公约附件 I 《禁用清单》的方法。
- (十九) “禁用物质”是指任何被列入本公约附件 I 《禁用清单》的物质。
- (二十) “体育组织”是指任何作为一项或几项体育赛事的管理机构的组织。
- (二十一) 《治疗用药豁免的标准》是指本公约附件II中所述的标准。
- (二十二) “检查”是指兴奋剂控制过程的组成部分，包括兴奋剂检查分布计划的制定、样品的采集、样品的保存，以及将样品运送至实验室。
- (二十三) “治疗用药豁免”是指根据《治疗用药豁免的标准》所批准的豁免。
- (二十四) “使用”是指通过摄取、注射或其他任何方式应用禁用物质或禁用方法。
- (二十五) “世界反兴奋剂机构” (WADA) 是指依据瑞士法律于1999年11月10日建立的以此命名的基金会。

第三条 实现《公约》宗旨的手段

为实现《公约》的宗旨，缔约国承诺：

- (一) 遵照《条例》中确定的原则，在各国和国际间采取必要的行动；
- (二) 鼓励在保护运动员、促进体育道德和分享研究成果方面开展各种形式的

国际合作；

(三) 鼓励缔约国与反对在体育运动中使用兴奋剂领域中的主要组织，特别是与世界反兴奋剂机构开展国际合作。

第四条 本公约与《条例》的关系

一、为了协调各国和国际间开展的反对在体育运动中使用兴奋剂的活动，缔约国承诺遵守《条例》中确定的原则，并将其作为本公约第五条中提出的各项措施的基础。本公约中任何条款均不得妨碍缔约国为配合《条例》而采取新的措施。

二、《条例》以及附录2和附录3的最新文本并非本公约的组成部分，但列为本公约的附录，以供了解其内容。因此，这些附录对缔约国并不具有任何国际法的约束力。

三、各附件均为本公约的组成部分。

第五条 实现《公约》目标的措施

各缔约国承诺，为遵守本公约各项条款中的规定，将采取必要的措施。此类措施可能包括法律、法规、政策或实施行政管理。

第六条 与其它国际文件之间的关系

本公约不应当影响缔约国因缔结的其他与本公约宗旨相一致的协议而享有的权利和承担的责任。这也不影响其他缔约国根据本公约应当享有的权利或应当

承担的责任。

第二章 国家级的反兴奋剂工作

第七条 国内协调

缔约国应当特别注重国内的协调，确保本公约的实施。缔约国可依靠各反兴奋剂组织以及体育管理部门和组织，来履行本公约规定的义务。

第八条 限制获得并在体育运动中使用禁用物质和禁用方法

一、缔约国应当根据情况采取措施，限制获得禁用物质和禁用方法的途径，从而限制运动员在体育运动中使用它们，当然获得治疗用药豁免后使用不在此限制之列。这些措施包括打击向运动员贩卖禁用物质，为此要采取措施管制生产、运输、进口、分销和销售。

二、缔约国应采取措施，或根据情况鼓励其所属的有关管理机构采取措施，防止和限制运动员持有并在体育运动中使用禁用物质和禁用方法，除非是属于在获得治疗用药豁免的基础上使用。

三、为履行本公约而采取的任何措施，均不得妨碍出于合法目的而获得在体育运动中禁用或受控制使用的物质和方法。

第九条 针对运动员辅助人员的措施

缔约国应当采取措施，或鼓励体育组织和反兴奋剂组织采取措施，处理违反了反兴奋剂规则或有其他与在体育运动中使用兴奋剂有关的违法行为的运动员

辅助人员，包括给予制裁或惩罚。

第十条 营养补充品

缔约国应当根据情况鼓励营养补充品的生产商和销售商在营养补充品的市场运作和营销方面建立良好的操守，包括提供产品成分的分析信息和质量保证。

第十一条 财政措施

缔约国应当根据情况：

(一) 在各自预算内为所有运动项目的国家兴奋剂检查计划提供资金，或协助体育组织和反兴奋剂组织为兴奋剂控制工作提供资金，为此可提供直接补助或拨款，或者在确定给予这些组织的总体补助或拨款时考虑到这类工作的费用；

(二) 对于因违反反兴奋剂规则而被禁赛的运动员或运动员辅助人员，在其禁赛期间采取扣发体育运动方面的补助的措施；

(三) 对于违反《条例》的规定或依据《条例》通过的有关反兴奋剂规则的任何体育组织和反兴奋剂组织，部分或全部取消对其在财政或其他体育运动方面的支持。

第十二条 加强兴奋剂控制的措施

缔约国应当根据情况：

(一) 鼓励并促进其管辖范围内的体育组织和反兴奋剂组织根据《条例》进行兴奋剂控制，包括事先无通知的检查、赛外检查和赛内检查；

(二) 鼓励并促进体育组织和反兴奋剂组织进行协商, 允许其成员接受其他国家经正式授权的兴奋剂控制组的检查;

(三) 承诺协助其管辖范围内的体育组织和反兴奋剂组织利用获得认证的兴奋剂控制实验室进行兴奋剂控制分析。

第三章 国际合作

第十三条 反兴奋剂组织和体育组织之间的合作

缔约国应当鼓励其管辖范围内的反兴奋剂组织、公共当局和体育组织与其他缔约国的相应机构和组织开展合作, 以便在国际范围内实现本公约的宗旨。

第十四条 支持世界反兴奋剂机构的工作

缔约国承诺支持世界反兴奋剂机构在国际反兴奋剂方面开展的重要工作。

第十五条 世界反兴奋剂机构经费的等额资助

各缔约国支持由各国公共当局和奥林匹克运动等额资助世界反兴奋剂机构经批准的年度核心预算的原则。

第十六条 兴奋剂控制方面的国际合作

各缔约国认识到只有在对运动员进行事先不通知的检查, 而且样品能够及时运到实验室进行分析的情况下, 打击在体育运动中使用兴奋剂的行动才会有效, 因此各缔约国应根据情况, 并根据各自国内的法律和程序:

(一) 为世界反兴奋剂机构和各反兴奋剂组织根据涉及国的规定, 在该国领土

上或其他地方,依照《条例》对其运动员进行赛内和赛外的兴奋剂检查提供便利;

(二) 为获得正式授权的兴奋剂控制组在开展兴奋剂控制工作时提供及时出入边境的便利;

(三) 给予合作,及时将样品发运或携带出境,以保持样品的安全和完整;

(四) 协助各反兴奋剂组织在兴奋剂控制方面进行国际协调,并为此与世界反兴奋剂机构开展合作;

(五) 促进其管辖范围内的兴奋剂控制实验室与其他缔约国的相关实验室开展合作。特别是拥有获得认证的兴奋剂控制实验室的各缔约国应鼓励其管辖范围内的实验室帮助其他缔约国获得必要的经验、技能和技术,以便使他们能够根据自己的愿望设立自己的实验室;

(六) 鼓励并支持在指定的反兴奋剂组织之间依照《条例》的规定开展相互对等的检查;

(七) 相互承认各反兴奋剂组织符合《条例》规定的兴奋剂控制程序和对检查结果的管理方法,包括据此做出的体育运动处罚措施。

第十七条 自愿基金

一、设立一项“杜绝在体育运动中使用兴奋剂基金”(以下简称“自愿基金”)。自愿基金应当由根据教科文组织《财务条例》设立的信托基金组成。缔约国和其他相关方的所有捐款应当为自愿捐款。

二、自愿基金的资金来源包括：

- (一) 缔约国的捐款；
- (二) 以下各方可能提供的捐款、赠款或遗赠：
 - 1. 其他国家；
 - 2. 联合国系统各组织和各计划署（特别是联合国开发计划署）以及其他国际组织；
 - 或
 - 3. 公共或私营机构或个人；
- (三) 自愿基金的资金所得的利息；
- (四) 募集的资金和为自愿基金开展活动之所得；
- (五) 将由缔约国大会制定的《自愿基金条例》所许可的所有其它资金。

三、缔约国向自愿基金捐助的款项不得被视为取代缔约国承诺支付的其世界反兴奋剂机构年度预算中的份额。

第十八条 自愿基金的使用与管理

自愿基金的资金应当由缔约国大会划拨，用于资助大会批准的活动，特别是考虑到世界反兴奋剂机构的目标，并依照本公约的规定，帮助缔约国制定和实施各项反兴奋剂计划，也可用于支付本公约的运作费用。对自愿基金的捐款不得附带任何政治、经济或其它条件。

第四章 教育与培训

第十九条 教育与培训的总体原则

一、缔约国应当承诺，在其力所能及的范围内，支持、制定和实施反兴奋剂教育和培训计划。对于一般体育运动参加者，这些计划应提供有关以下方面最新的准确资料：

- (一) 使用兴奋剂对体育运动道德价值观的损害
- (二) 使用兴奋剂对健康造成的后果；

二、对于运动员和运动员辅助人员，尤其是在他们的初期训练中，教育和培训计划除了提供上述资料，还应当提供有关以下方面最新的准确资料：

- (一) 兴奋剂的控制程序；
- (二) 运动员在反兴奋剂方面的权利与义务、与《条例》有关的信息，以及有关体育组织和反兴奋剂组织的反兴奋剂政策，包括违反反兴奋剂规则行为的后果；
- (三) 禁用物质和禁用方法清单，以及治疗用药豁免；
- (四) 营养补充品。

第二十条 职业行为准则

缔约国应当鼓励有关职业协会和机构，根据《条例》的规定，制定和实施关于反对在体育运动中使用兴奋剂的适当的行为准则、良好操守和道德准则。

第二十一条 运动员和运动员辅助人员的参与

缔约国应当促进，并在其力所能及的范围内支持运动员和运动员辅助人员积极参与体育组织和其他有关组织反兴奋剂的各方面工作，并鼓励其管辖范围内的体育组织也采取此种做法。

第二十二条 体育组织和持续的反兴奋剂教育与培训

缔约国应当鼓励各体育组织和反兴奋剂组织持续地对所有运动员和运动员辅助人员开展第十九条所确定内容的教育和培训。

第二十三条 教育与培训方面的合作

缔约国应当相互合作并与有关组织合作，根据情况分享关于有效反兴奋剂计划的信息、专门知识和经验。

第五章 研究

第二十四条 促进反兴奋剂研究

缔约国承诺在其力所能及的范围内，鼓励和促进与体育组织和其他有关组织合作开展有关以下方面的反兴奋剂研究：

- (一) 使用兴奋剂的预防和检测方法、兴奋剂使用者的行为及相关社会问题，以及使用兴奋剂对健康的影响；
- (二) 制定科学的、尊重人的全面发展的生理和心理训练计划的方式方法；
- (三) 科学发展带来的各种新的物质和方法的使用问题。

第二十五条 反兴奋剂研究的性质

在根据第二十四条规定促进反兴奋剂研究时，缔约国应当确保这种研究：

- (一) 符合国际公认的伦理道德；
- (二) 避免在运动员身上使用禁用物质和禁用方法；
- (三) 只有在采取了充分完备的预防措施后才进行，以防止反兴奋剂研究的成果被滥用和应用于兴奋剂的使用。

第二十六条 分享反兴奋剂研究的成果

在遵守各国适用的国内法和国际法的前提下，缔约国应当根据情况与其他缔约国和世界反兴奋剂机构分享反兴奋剂研究成果。

第二十七条 体育科学研究

缔约国应当鼓励：

- (一) 科学和医疗部门遵照《条例》的原则开展体育科学研究；
- (二) 其管辖范围内的体育组织和运动员辅助人员应用符合《条例》所述各项原则的体育科学研究成果。

第六章 《公约》实施情况的监督检查

第二十八条 缔约国大会

- 一、兹设立缔约国大会。缔约国大会为本公约的最高权力机构。
- 二、缔约国大会原则上每两年举行一次常会。如若大会做出决定或至少有三分之一的缔约国提议，也可以召开特别会议。
- 三、每个缔约国在缔约国大会均享有一票表决权。
- 四、缔约国大会应当通过自己的议事规则。

第二十九条 缔约国大会的咨询机构和观察员

应当邀请世界反兴奋剂机构作为缔约国大会的咨询机构。还应当邀请国际奥林匹克委员会、国际残疾人奥林匹克委员会、欧洲委员会、政府间体育运动委员会（CIGEPS）作为观察员。缔约国大会也可以决定邀请其他相关组织作为观察员。

第三十条 缔约国大会的职能

- 一、除了本公约其它条款规定的职能外，缔约国大会应当：
 - （一）宣传本公约的宗旨；
 - （二）讨论与世界反兴奋剂机构的关系，研究世界反兴奋剂机构年度核心预算的资助机制。可以邀请非缔约国参加讨论；

- (三) 按照第十八条的规定, 通过自愿基金资金的使用规划;
- (四) 审议各缔约国根据第三十一条的规定提交的报告;
- (五) 依照第三十一条的规定, 不间断地审议对遵守《公约》情况的监督检查工作, 以适应反兴奋剂管理体制的发展。超出第三十一条规定的任何监督机制或措施均应由根据第十七条规定所设立的自愿基金提供资金;
- (六) 审议本公约修正草案, 以供批准;
- (七) 根据《公约》第三十四条的规定, 审议世界反兴奋剂机构通过的《禁用清单》和《治疗用药豁免标准》修正案, 以供批准;
- (八) 确定并实施各缔约国与世界反兴奋剂机构在本公约框架内的合作;
- (九) 要求世界反兴奋剂机构向缔约国大会每届会议提交关于《条例》实施情况的报告, 供审议。

二、缔约国大会可以与其他政府间机构开展合作, 履行其职能。

第三十一条 向缔约国大会提交国家报告

各缔约国应当每两年一次, 以教科文组织的一种官方语言, 通过秘书处向缔约国大会提交其为遵守本公约的规定所采取措施的所有相关信息。

第三十二条 缔约国大会秘书处

一、教科文组织总干事应当为缔约国大会提供秘书处服务。

二、应缔约国大会的要求,教科文组织总干事应当根据与缔约国大会商定的条件,尽最大可能充分利用世界反兴奋剂机构所能提供的各种服务。

三、与公约相关的运作费用由教科文组织的正常预算在现有资源范围内给予适当资助,或由根据第十七条的规定所设立的自愿基金提供,或由这两方面按适当比例共同提供,提供方法每两年决定一次。由正常预算为秘书处提供的资金应严格限于最低水平,不过还应提供自愿资金支持该公约。

四、该秘书处应当负责拟定缔约国大会的文件及其会议的议程草案,并应当确保其决定得到执行。

第三十三条 本公约的修正

一、缔约国均可通过书面方式通知教科文组织总干事,对本公约提出修正建议。总干事应当将此类建议印发所有缔约国。印发后六个月之内,如果至少有一半的缔约国表示同意,总干事应当将该建议提交下一届缔约国大会。

二、修正案须经出席缔约国大会并参加表决的缔约国三分之二多数票通过。

三、对本公约的修正一俟通过,须提交缔约国批准、接受、核准或加入。

四、对批准、接受、核准或加入公约修正案的缔约国来说,本公约修正案在三分之二的缔约国递交本条第三款中所提及文书之日三个月之后生效。此后,对任何批准、接受、核准或加入修正案的缔约国来说,在其递交批准、接受、核准或加入文书之日三个月之后,本公约修正案即生效。

五、在有关修正案依照本条第四款的规定生效之后成为本公约缔约国的国家，如果未表示异议，应当：

(一) 被视为本公约业经修正之文本的缔约国方；

(二) 但在与不受修正案约束的任何缔约国的关系中，仍被视为未经修正之《公约》的缔约国方。

第三十四条 对本公约附件进行修正的具体程序

一、如果世界反兴奋剂机构对《禁用清单》或《治疗用药豁免的标准》进行修正，可以致函教科文组织总干事，向其通报有关修正建议。总干事应当及时将对本公约相关附件的修正建议通知所有缔约国。对附件的修正须经缔约国大会批准，或在其届会上或通过书面磋商予以批准。

二、总干事发出通知后的四十五天之内，如果是书面磋商，缔约国可以向总干事提交对修正建议的书面反对意见，或者在缔约国大会的届会上提出异议。除非有三分之二的缔约国表示反对，否则修正建议应当被视为经缔约国大会批准。

三、总干事应当把缔约国大会批准的修正通知各缔约国。这些修正案应当在发出通知四十五天后生效，但对事先已通知总干事不接受修正的缔约国除外。

四、如缔约国通知总干事它不接受根据上面几款的规定而批准的修正，该缔约国依然受未经修正的附件的约束。

第七章 最后条款

第三十五条 联邦制或非统一立宪制

对实行联邦制或非统一立宪制的缔约国实行下述规定：

(一) 在联邦或中央立法机构的法律管辖下实施本公约各项条款的国家的联邦或中央政府的义务与非联邦国家的缔约国的义务相同；

(二) 在构成联邦，但按照联邦立宪制无须采取立法手段的各个州、县以及省或行政区的法律管辖下实施本公约的各项条款时，联邦政府应当将这些条款连同其关于通过这些条款的建议一并通知各个州、县以及省或行政区的主管当局。

第三十六条 批准、接受、核准或加入

本公约须经教科文组织的会员国根据其各自的宪法程序批准、接受、核准或加入。批准、接受、核准或加入的文书应当交存于教科文组织总干事处。

第三十七条 生效

一、在本公约第三十份批准、接受、核准或加入《公约》文书交存满一个月之后的下一个月第一日起本公约开始生效。

二、对之后表示同意接受本公约约束的国家，本公约在其批准、接受、核准或加入《公约》文书交存满一个月之后的下一个月第一日起开始生效。

第三十八条 本公约所适用的领土范围

一、在交存其批准、接受、核准或加入《公约》的文书时，每个国家均可指明国

际关系由其负责的领土和本公约所适用的领土范围。

二、在这之后，每个国家随时均可向教科文组织递交一份声明，将本公约的适用范围扩大到该声明中所指明的其他有关领土。对这类领土而言，本公约于保存人收到有关声明满一个月后的第一日生效。

三、根据上述两款规定所作的关于其提及的任何领土的声明，均可书面通知教科文组织予以撤销。有关撤销的声明在保存人收到该书面通知满一个月后的第一日起生效。

第三十九条 退出

缔约国均可宣布退出本公约。退出《公约》应当以书面形式通知并将通知书存放于教科文组织总干事处。退出《公约》应当在接到退约通知书六个月之后的下一个月的第一日起生效。在退约生效之前，所涉缔约国承担的财政义务不得有任何影响。

第四十条 《公约》保存人

教科文组织总干事为本公约及其修正案的保存人。作为本公约的保存人，教科文组织总干事应当将以下事项通知本公约缔约国及本组织其它会员国：

- (一) 交存批准、接受、核准或加入《公约》文书的情况；
- (二) 根据第三十七条的规定而确定的本公约的生效日期；
- (三) 为执行第三十一条的规定而编写的报告；

(四) 根据第三十三和三十四条规定通过的《公约》或其附件修正案以及修正案的生效日期;

(五) 根据第三十八条的规定提交的声明或通知;

(六) 根据第三十九条的规定提交的退约通知书及退约的生效日期;

(七) 与本公约有关的其它任何决议、通知书或信函。

第四十一条 登记

根据《联合国宪章》第一百零二条的规定,本公约须应教科文组织总干事的要求送联合国秘书处登记。

第四十二条 有效文本

一、本公约及其附件用阿拉伯文、中文、英文、法文、俄文和西班牙文制定,六种文本具有同等效力。

二、本公约的附录有阿拉伯文、中文、英文、法文、俄文和西班牙文文本。

第四十三条 保留意见

不认可任何与本公约的目标和宗旨不相符的保留意见。

附 件 Ⅰ

《禁用清单--国际标准》

附 件 Ⅱ

《治疗用药豁免的标准》

附 录 1

《世界反兴奋剂条例》

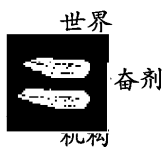
附 录 2

《国际实验室标准》

附 录 3

《国际反兴奋剂检查标准》

附 件 1



世界反兴奋剂条例

2005 年禁用清单

国际标准

禁用清单的正式文本由世界反兴奋剂机构保存，并应以英文和法文发布。如果英文本与法文本存在不一致的地方，应以英文本为准。

本清单自 2005 年 1 月 1 日起施行。

2005 年禁用清单

世界反兴奋剂条例

2005年1月1日起生效

使用任何药物必须仅限于有医学合理说明

所有场合禁用的物质和方法
(赛内和赛外)

禁用物质

S1. 蛋白同化制剂

蛋白同化制剂禁用。

1. 蛋白同化雄性类固醇 (AAS)

a. 外源性*蛋白同化雄性类固醇包括:

18 α -homo-17 β -hydroxyestr-4-en-3-one	18 α -homo-17 β -hydroxyestr-4-en-3-one
bolasterone	勃拉睾酮 (双甲睾酮)
boldenone	勃地酮 (宝丹酮)
boldione	1,4-雄二烯-3,17-二酮
calusterone	7 β , 17 α -双甲睾酮
clostebol	氯司替勃 (氯斯太宝)
danazol	达那唑
dehydrochloromethyltestosterone	脱氢氯甲基睾酮
delta1-androstene-3, 17-dione	雄-1-烯-3,17-二酮
delta1-androstenediol	雄-1-烯二醇
delta1-dihydro-testosterone	雄-1-烯双氢睾酮 (1-睾酮)

drostanolone	屈他雄酮（羟甲雄酮）
ethylestrenol	乙基雌烯醇
fluoxymesterone	氟甲睾酮
formebolone	甲酰勃龙（醛甲宝龙）
furazabol	呋咱甲氢龙
gestrinone	孕三烯酮
4-hydroxytestosterone	4-羟基睾酮
4-hydroxy-19-nortestosterone	4-羟基诺龙
mestanolone	美雄诺龙
mesterolone	美睾酮
metenolone	美替诺龙
methandienone	美雄酮
methandriol	美雄醇
methyldienolone	17 α -甲基-17 β -羟基雌-4, 9(10)- 二烯-3-酮
methyltrienolone	17 α -甲基-17 β -羟基雌-4,9,11-三 烯-3-酮
methyltestosterone	甲睾酮
mibolerone	米勃龙
nandrolone	诺龙
19-norandrostenediol	19-去甲雄烯二醇
19-norandrostenedione	19-去甲雄烯二酮
norbolethone	诺勃酮（双乙基诺龙）
norclostebol	去甲氯司替勃
norethandrolone	诺乙雄龙（乙基诺龙）
oxabolone	羟勃龙（氧宝龙）
oxandrolone	氧雄龙（氧甲氢龙）
oxymesterone	羟甲睾酮
oxymetholone	羟甲烯龙

quinbolone	奎勃龙
stanozolol	司坦唑醇
stenbolone	司腾勃龙
tetrahydrogestrinone	四氢孕三烯酮
trenbolone	群勃龙（追宝龙）

以及其他具有相似化学结构或相似生物作用的物质。

b. 内源性**蛋白同化雄性类固醇:

androstenediol (androst-5-ene-3 β , 17 β -diol)	雄烯二醇 (雄-5-烯-3 β , 17 β -二醇)
androstenedione (androst-4-ene-3, 17-dione)	雄烯二酮 (雄-4-烯-3, 17-二酮)
dehydroepiandrosterone (DHEA)	普拉雄酮 (DHEA)
dihydrotestosterone	双氢睾酮
testosterone	睾酮

以及下述代谢物和异构体:

5 α -androstane-3 α , 17 α -diol	5 α -雄烷-3 α , 17 α -二醇
5 α -androstane-3 α , 17 β -diol	5 α -雄烷-3 α , 17 β -二醇
5 α -androstane-3 β , 17 α -diol	5 α -雄烷-3 β , 17 α -二醇
5 α -androstane-3 β , 17 β -diol	5 α -雄烷-3 β , 17 β -二醇
androst-4-ene-3 α , 17 α -diol	雄-4-烯-3 α , 17 α -二醇
androst-4-ene-3 α , 17 β -diol	雄-4-烯-3 α , 17 β -二醇
androst-4-ene-3 β , 17 α -diol	雄-4-烯-3 β , 17 α -二醇
androst-5-ene-3 α , 17 α -diol	雄-5-烯-3 α , 17 α -二醇
androst-5-ene-3 α , 17 β -diol	雄-5-烯-3 α , 17 β -二醇
androst-5-ene-3 β , 17 α -diol	雄-5-烯-3 β , 17 α -二醇
4-androstenediol (androst-4-ene-3 β , 17 β -diol)	雄-4-烯二醇 (雄-4-烯-3 β , 17 β -二醇)

5- androstenedione (androst-5-ene-3, 17-dione)	雄烯二酮 (雄-5-烯-3, 17-二酮)
epi-dihydrotestosterone	表双氢睾酮
3 α -hydroxy-5 α -androstan-17-one	3 α -羟基-5 α -雄烷-17-酮
3 β -hydroxy-5 α -androstan-17-one	3 β -羟基--5 α -雄烷-17-酮
19-norandrosterone	19-去甲雄酮
19-noretiocholanolone	19-去甲本胆烷醇酮

就某一禁用物质(如上所列)为人体自身能够生成而言,运动员的样品中该禁用物质或其代谢物或其标识物的浓度和(或)其相关比值偏离人群正常范围,以致不能认为是正常内源性生成的情况下,这一样品被视为含有这种禁用物质。如运动员能提供证据说明运动员的样品中该禁用物质或其代谢物或其标识物的浓度和(或)相关比值是病理或生理原因所致,则该样品不应视为含有禁用物质。无论何种情况和浓度,只要实验室通过可靠的分析方法证明该禁用物质是外源性来源,则报告阳性检测结果。

如果实验室结果不能给出最终结论,也未发现上述提及的浓度问题,但却有迹象(例如与类固醇代谢概况参考比较等)表明可能使用了某种禁用物质,则相关的反兴奋剂组织必须进行进一步调查。

如果实验室报告尿样中睾酮和表睾酮的比值大于4,将强制要求进行追踪调查,以确定该比值是否由于病理或生理原因所致,只有一种情况例外,即实验室通过可靠的分析方法表明该禁用物质为外源性的。

如果进行追踪调查,将包括对以前检查结果和/或后续检查结果的评估。如果没有以前检查的结果,将对该运动员在三个月内至少进行三次事先不通知的检查。

运动员对追踪调查不予配合将导致视为该运动员的样品含有禁用物质。

2. 其他蛋白同化制剂，包括但不限于：

clenbuterol	克仑特罗
zeranol	折仑诺
zilpaterol	齐帕特罗

就本节而言：

* “外源性”物质指人体不能自然生成的物质。

** “内源性”物质指人体能自然生成的物质。

S2. 肽类激素和相关物质

下列物质（包括其他具有相似化学结构或相似生物作用的物质）及其释放因子禁用：

- | | |
|------------------------------------|---------------------|
| 1. Erythropoietin (EPO) | 促红细胞生成素 (EPO) |
| 2. Growth hormone (hGH) | 生长激素 (hGH) , |
| Insulin-like Growth Factor (IGF-1) | 胰岛素样生长因子 (IGF-1) , |
| Mechano Growth Factors (MGFs) | 机械生长因子 (MGF) |
| 3. Gonadotrophins (LH, hCG) | 促性腺激素 (垂体促性素, 绒促性素) |
| 4. Insulin | 胰岛素 |
| 5. Corticotrophins | 促皮质素 |

如果运动员的样品中上述禁用物质或其代谢物的浓度和（或）其相关比值或标识物偏离人群正常范围，以致不能认为是由正常的内源性生成的情况下，该样品被视为含有（上面所列的）禁用物质，除非该运动员能证明这一浓度是病理或生理原因所致。

上述所列物质，包括其他具有相似化学结构或相似生物作用的物质，诊断标识物、激素的释放因子的存在，或其他任何发现提示所检测到的物质为外源性来源，则报告为阳性检测结果。

S3. β 2-激动剂

所有 β 2-激动剂包括 D-型和 L-型异构体均禁用。使用这些药物需有治疗性用药豁免。

作为例外，福莫特罗（formoterol），沙丁胺醇（salbutamol），沙美特罗（salmeterol）和特布他林（terbutaline）在预防和（或）治疗哮喘和运动引起的哮喘/支气管收缩的情况下，吸入使用需要简短治疗用药豁免（ATUE）。

即使获得了治疗性用药豁免，但若实验室报告尿中沙丁胺醇（游离和葡萄糖酸苷的总和）浓度超过 1000 ng/ml，将视为阳性结果，除非该运动员能证明此不正常结果确系因治疗性使用吸入的沙丁胺醇所致。

S4. 有抗雌激素作用的制剂

下列抗雌激素作用物质类禁用：

1. 芳香酶抑制剂，包括但不限于

anastrozole	阿那曲唑
letrozole	来曲唑
aminogluthetimide	氨鲁米特
exemestane	依西美坦
formestane	福美坦
testolactone	睾内酯

2. 选择性雌激素受体调节器（SERMs），包括但不限于

raloxifene	那洛西芬
tamoxifen	他莫昔芬
toremifene	托瑞米芬

3. 其他抗雌激素作用物质，包括但不限于

clomiphene	氯米芬
cyclofenil	环芬尼

fulvestrant

氟维司群

S5. 利尿剂和其他掩蔽剂

利尿剂和其他掩蔽剂禁用。

掩蔽剂包括但不限于：

Diuretics*

利尿剂*

epitestosterone

表睾酮

probenecid

丙磺舒

alpha-reductase inhibitors

α -还原酶抑制剂

(e.g. finasteride, dutasteride)

(如非那雄胺，度他雄胺)

plasma expanders

血浆膨胀剂

(e.g. albumin, dextran, hydroxyethyl starch)

(如白蛋白，代血浆，羟乙基淀粉)

利尿剂包括：

acetazolamide

乙酰唑胺

amiloride

阿米洛利

bumetanide

布美他尼

canrenone

坎利酮

chlortalidone

氯噻酮

etacrynic acid

依他尼酸

furosemide

呋塞米

indapamide

吲达帕胺

metolazone

美托拉宗

spironolactone

螺内酯

thiazides

噻嗪类

(e.g. bendroflumethiazide

(如苯氟噻嗪，

chlorothiazide

氯噻嗪

hydrochlorothiazide)	氢氯噻嗪)
triamterene	氨苯蝶啶

和具有相似化学结构或相似生物作用的其他物质。

- * 如果 *运动员* 尿样中含有利尿剂并有达到或低于允许浓度上限的某种其他 *禁用物质* 时，治疗用药豁免无效。

禁用方法

M1. 提高输氧能力

以下方法禁用：

- a. 血液兴奋剂，包括非治疗原因使用自体、同源或异源血液或使用任何来源制成的红细胞制品。
- b. 人为提高氧气的摄入、运输或释放，包括但不限于使用全氟化合物、efaproxiral (RSR13) 及经修饰的血红蛋白制剂（如以血红蛋白为主剂的血液替代品，微囊血红蛋白制剂等）。

M2. 化学和物理篡改

以下方法禁用：

为改变兴奋剂控制所收集样品的完整性和合法性，篡改或企图篡改样品。包括但不限于：静脉注射*、导管插入术及置换尿样。

- * 除急救中的合理使用外，禁用静脉注射。

M3. 基因兴奋剂

以下方法禁用：

为提高运动能力，非治疗原因使用细胞、基因、遗传构件，或调控基因表达。

赛内禁用物质和方法

除了以上定义的类别 S1 至 S5，以及 M1 至 M3 外，以下类别在比赛中禁用：

禁用物质

S6. 刺激剂

下列刺激剂，包括其相关的光学异构体（D-型和 L-型），禁用：

adrafinil	阿屈非尼（艾捉非尼）
amfepramone	二乙胺苯丙酮
amiphenazole	阿米苯唑
amphetamine	苯丙胺
amphetaminil	安非他尼
benzphetamine	苯非他明
bromantan	布罗曼坦
carphedon	卡非多
cathine*	去甲伪麻黄碱
clobenzorex	氯苄雷司
cocaine	可卡因
dimethylamphetamine	二甲基苯丙胺（二甲基安非他明）

ephedrine**	麻黄碱
etilamphetamine	乙非他明（乙苯丙胺）
etilefrine	依替福林
famprofazone	泛普法宗
fencamfamin	芬坎法明（苄苯乙胺）
fencamine	芬咖明
fenetylline	芬乙茶碱
fenfluramine	芬氟拉明
fenproporex	芬普雷司（氰乙苯丙胺）
furfenorex	呋芬雷司（呋甲苯丙胺）
mefenorex	美芬雷司（氯丙苯丙胺）
mephentermine	美芬丁胺
mesocarb	美索卡（麦索卡）
methamphetamine	甲基苯丙胺
methylamphetamine	甲基安非他明
methylenedioxyamphetamine	甲烯二氧苯丙胺
methylenedioxymethamphetamine	甲烯二氧甲基苯丙胺
methylephedrine**	甲基麻黄碱
methylphenidate	哌醋甲酯
modafinil	莫达非尼（莫达芬尼）
nikethamide	尼可刹米（尼可刹咪）
norfenfluramine	去乙芬氟拉明
parahydroxyamphetamine	对羟基苯丙胺
pemoline	匹莫林
phendimetrazine	苯甲曲秦（苯双甲吗啉/二甲苯 吗啉）
phenmetrazine	芬美曲秦（苯甲吗啉）
phentermine	芬特明（苯丁胺）
prolintane	普罗林坦（苯咯戊烷）

selegiline	司来吉兰（司立吉林）
strychnine	士的宁

及其他具有相似化学结构或生物作用的物质***。

- * 尿中去甲伪麻黄碱浓度超过 5 µg/ml 时构成违禁。
- ** 尿中麻黄碱或甲基麻黄碱浓度超过 10 µg/ml 时构成违禁。
- *** 列在 2005 年监控程序中的物质（氨非他酮-bupropion, 咖啡因-caffeine, 脱羟肾上腺素-phenylephrine, 苯丙羟胺-phenylpropanolamine, 阿扎环醇-pipradrol, 伪麻黄碱-pseudoephedrine, 脱氧肾上腺素-synephrine）不视为禁用物质。

注：肾上腺素与局麻药合用或局部使用（如鼻，眼等）不禁用。

S7. 麻醉剂

下列麻醉剂禁用：

buprenorphine	丁丙诺啡
dextromoramide	右吗拉胺（右吗拉米）
diamorphine（heroin）	二醋吗啡（海洛因）
fentanyl and its derivatives	芬太尼及其衍生物
hydromorphone	氢吗啡酮
methadone	美沙酮
morphine	吗啡
oxycodone	羟考酮
oxymorphone	羟吗啡酮
pentazocine	喷他佐辛
pethidine	哌替啶

S8. 大麻（酚）类：

大麻（酚）类（如 Hashish 哈希什, Marijuna 玛利华纳）禁用。

S9. 糖皮质类固醇

所有糖皮质类固醇禁止口服、直肠给药、静脉注射或肌注。使用糖皮质类固醇需获得治疗用药豁免。

所有其他途径的给药需有简短治疗用药豁免。

皮肤制剂不禁用。

特殊项目禁用物质
P. 1 酒精

在下列项目中，酒精（乙醇）仅在赛内禁用。将通过呼吸气分析和（或）血液进行检测。括号内给出了各联合会制定的兴奋剂违规的阈值。

航空运动（FAI，国际航空运动联合会）	（0.20 g/L）
射箭（FITA，国际射箭联合会）	（0.10 g/L）
汽车运动（FIA，国际汽车运动联合会）	（0.10 g/L）
台球（WCBS，世界台球联盟）	（0.20 g/L）
滚木球（CMSB，世界滚木球运动联盟）	（0.10 g/L）
空手道（WKF，世界空手道联合会）	（0.10 g/L）
现代五项（UIPM，国际现代五项联盟）（有射击的项目）	（0.10 g/L）
摩托车运动（FIM，国际摩托车运动联合会）	（0.00 g/L）
滑雪（FIS，国际滑雪联合会）	（0.10 g/L）

P. 2 β -阻断剂

下列项目中，除非另有说明， β -阻断剂仅在赛内禁用。

航空运动（FAI，国际航空运动联合会）

射箭（FITA，国际射箭联合会）（赛外也禁用）

- 汽车运动（FIA，国际汽车运动联合会）
台球（WCBS，世界台球联盟）
有舵雪橇（FIBT，国际有舵雪橇和平底雪橇联合会）
滚木球（CMSB，世界滚木球运动联盟）
桥牌（FMB，世界桥牌联合会）
国际象棋（FIDE，国际象棋联合会）
冰壶（WCF，世界冰壶联合会）
体操（FIG，国际体操联合会）
摩托车运动（FIM，国际摩托车运动联合会）
现代五项（UIPM，国际现代五项联盟）（有射击的项目）
九瓶保龄球（FIQ，国际保龄球联合会）
帆船（ISAF，国际帆船运动联合会）（仅对抗赛舵手）
射击（ISSF，国际射击联盟）（赛外也禁用）
滑雪（FIS，国际滑雪联合会）（跳台滑雪和自由式滑雪）
游泳（FINA，国际业余游泳联合会）（跳水和花样游泳）
摔跤（FILA，国际业余摔跤联合会）

β-阻断剂包括但不限于下列物质：

acebutolol	醋丁洛尔
alprenolol	阿普洛尔（心得舒）
atenolol	阿替洛尔
betaxolol	倍他洛尔
bisoprolol	比索洛尔
bunolol	布诺洛尔
carteolol	卡替洛尔
carvedilol	卡维地洛（卡维地罗）
celiprolol	塞利洛尔（双胺心安）
esmolol	艾司洛尔
labetalol	拉贝洛尔（降压乐）
levobunolol	左布诺洛尔（左旋丁酮心安）

metipranolol	美替洛尔
metoprolol	美托洛尔
nadolol	纳多洛尔 (羟氢萘心安)
oxprenolol	氧烯洛尔
pindolol	吲哚洛尔
propranolol	普萘洛尔
sotalol	索他洛尔
timolol	噻吗洛尔

特定物质*

特定物质*包括:

麻黄素 (ephedrine), L-甲基安非他明 (L-methylamphetamine),

甲基麻黄素 (methylephedrine);

大麻 (酚) 类(cannabisnoids);

所有吸入的 β 2-激动剂 (克仑特罗 (clenbuterol) 除外);

丙磺舒 (probenecid);

所有糖皮质激素类固醇 (glucocorticosteroids);

所有 β -阻断剂 (beta blockers);

酒精 (alcohol)。

- * “禁用清单可划分出一些特定物质, 它们或因属于通用的医药产品而特别容易引起非故意触犯反兴奋剂条例, 或不大可能被成功地濫用为兴奋剂。” 涉及这些物质的违规行为可从轻处罚, “……只要运动员能证明使用这些特定物质的目的不是为了提高运动成绩……”。

附件 II

治疗用药豁免的标准

节选自世界反兴奋剂机构 (WADA) “治疗用药豁免的国际标准”；

2005年1月1日起生效

4.0 批准治疗用药豁免的标准

运动员可获准治疗用药豁免 (TUE)，允许使用列入《禁用清单》的禁用物质或禁用方法。治疗用药豁免的申请由治疗用药豁免委员会 (TUEC) 审查。委员会的组成人员由反兴奋剂组织任命。豁免的批准必须严格遵守以下标准：

(评论：本标准适用于《世界反兴奋剂条例》定义的和受其约束的所有运动员，即健全运动员和残疾运动员。本标准的施行视个人的情况而定。例如，适合于残疾运动员的豁免可能不适合于其它运动员。)

- 4.1 运动员应在参与赛事至少 21 天之前，提交**治疗用药豁免**的申请。
- 4.2 如果运动员在接受急性或慢性疾病治疗过程中不能使用**禁用物质或禁用方法**，其身体会受到重大损害。
- 4.3 **禁用物质或禁用方法**的治疗性使用，除了在经过对实际病情的治疗身体恢复正常而可以预料的成绩提高之外，不会造成任何额外的成绩改善。对于使用任何**禁用物质或禁用方法**提高内源性荷尔蒙的“正常值范围内偏低”水平，不视为可接受的治疗干预。
- 4.4 除了使用**禁用物质或禁用方法**，没有其它合理的治疗选择。
- 4.5 需要使用**禁用物质或禁用方法**不得完全或部分地归因于过去对**禁用清单**上任何物质的非治疗性使用。
- 4.6 如果出现如下情况，批准机构将撤销**治疗用药豁免**：
 - a. 运动员未及时遵守批准豁免的反兴奋剂组织规定的要求或条件。
 - b. 批准的**治疗用药豁免**期限已经期满。

- c. 通知运动员反兴奋剂组织已经撤销其**治疗用药豁免**。

*(评论：治疗用药豁免委员会须为每一项**治疗用药豁免**确定明确的期限。可能有这样的情况：治疗用药豁免已经到期或被撤销，但在运动员的体内仍然存在禁用物质。在这种情况下，对阳性结果进行初步审查的反兴奋剂组织将考虑该结果是否与治疗用药豁免到期或撤销的时间相吻合。)*

- 4.7 对**治疗用药豁免**的申请不做追溯性批准的审查，除非：

- a. 需要进行急救或急性病治疗，或
b. 由于特殊情况，在兴奋剂检查之前，申请人没有足够的时间或机会提交申请，或治疗用药豁免委员会没有足够的时间或机会对申请进行审查。

*(评论：在提交**治疗用药豁免**申请之前，由于医疗急救或急性病症而需要使用禁用物质或禁用方法的情况并不常见。同样，由于比赛在即而需要加急审查治疗用药豁免申请的情形也不多见。批准**治疗用药豁免**的反兴奋剂组织应有能处理这种情形的内部程序。)*

5.0 信息的保密

- 5.1 申请人必须出据书面许可，同意将与申请有关的所有信息传递给**治疗用药豁免委员会**的成员以及其他必要的独立医学专家或科学专家，或传递给所有参与**治疗用药豁免**的管理、审查或上诉的必要的的工作人员。

如果需要外部的、独立专家的协助，该申请的所有详细资料在不点出治疗所涉运动员身份的条件下予以散发。申请人还必须出据书面许可，同意根据《世界反兴奋剂条例》的规定，向其他相关的**反兴奋剂组织**分发治疗用药豁免委员会的决定。

- 5.2 **治疗用药豁免委员会**的成员以及**反兴奋剂组织**的管理人员开展所有的活动须严格保密。**治疗用药豁免委员会**的全体成员以及所有的相关工作人员须签署保密协议。他们须特别对如下信息保密：

- a. 运动员及其保健医生提供的所有医疗信息和数据。
- b. 申请的所有详细资料，包括有关医生的姓名。

如果运动员要撤回**治疗用药豁免委员会**或**世界反兴奋剂机构治疗用药豁免委员会**以其名义获得任何健康信息的权利，该运动员必须将此事以书面形式通知其执业医师。如果做出这项决定，那么该运动员的**治疗用药豁免**不得批准，已有的**治疗用药豁免**不得续延。

6.0 治疗用药豁免委员会（TUEC）

治疗用药豁免委员会应按如下指导原则成立并工作：

6.1 **治疗用药豁免委员会**应至少包括三名在运动员保健和治疗方面有经验而且对临床医学、运动医学和训练医学有良好了解的医生。为了确保决定的独立性，**治疗用药豁免委员会**的大多数委员不应在反兴奋剂组织担任任何正式职务。委员会的全体委员须签署利益冲突协议。如果申请人为残疾运动员，委员会至少有一名委员必须具有残疾运动员保健与治疗方面的专门经验。

6.2 **治疗用药豁免委员会**在审查**治疗用药豁免**申请的情况时可寻求其认为适当的任何医学或科学专门知识。

6.3 **世界反兴奋剂机构治疗用药豁免委员会**应按照 6.1 条规定的原则组建。成立该委员会的目的是主动地审查反兴奋剂组织做出的**治疗用药豁免**决定。按照《世界反兴奋剂条例》第 4.4 条的规定，根据被反兴奋剂组织驳回**治疗用药豁免**的运动员的要求，**世界反兴奋剂机构治疗用药豁免委员会**将审查此种决定，并有权推翻此种决定。

7.0 治疗用药豁免（TUE）的申请程序

7.1 **治疗用药豁免**须在收到填妥的申请表及所有相关文件（参见附录 1 -- **治疗用药豁免**申请表）后方可考虑。申请程序必须遵守严格的医疗信息保密原则。

- 7.2 对于附录 1 所列的**治疗用药豁免**申请表，反兴奋剂组织可做调整，增加信息要求，但不得删减任何部分或项目。
- 7.3 反兴奋剂组织可将**治疗用药豁免**申请表翻译成其它文字，但申请表上必须保留英文或法文。
- 7.4 运动员不得向一个以上的反兴奋剂组织申请**治疗用药豁免**。申请材料上必须注明运动员的运动大项以及根据需要注明小项和具体的位置或角色。
- 7.5 申请材料必须列入过去和（或）现在的关于允许使用**禁用物质或禁用方法**的申请、向何机构申请以及该机构的决定等内容。
- 7.6 申请材料必须包括完整的病史以及与申请有关的所有检查、实验室检查和造影分析的结果。
- 7.7 还须进行**反兴奋剂组织治疗用药豁免委员会**要求的任何其他有关的检查、检测和造影分析，并由申请人或其所属国家体育运动管理机构承担费用。
- 7.8 申请材料必须包括具有相应资格的医生的声明，证实在该运动员的治疗中有必要采用**禁用物质或禁用方法**，并说明为什么这种病情的治疗不可或不能使用某种替代的允许药物。
- 7.9 必须明确规定使用所涉的**禁用物质或禁用方法**的剂量、频率、给药途径和期限。
- 7.10 自收到所有相关文件算起，**治疗用药豁免委员会**应在三十天内做出决定并由相应的反兴奋剂组织书面通知运动员。如果是**反兴奋剂组织注册检查库**中的运动员获准**治疗用药豁免**，该运动员和世界反兴奋剂机构将立刻得到一份批准书，其中包括关于豁免期限以及与该豁免相关的条件的信息。
- 7.11 a. 根据《世界反兴奋剂条例》第 4.4 条款的规定，一旦收到运动员的审查请求，**世界反兴奋剂机构治疗用药豁免委员会**可有权推翻反兴奋剂组织关于批准**治疗用药豁免**的决定。该运动员应向委员会提供最初提交反兴奋剂组织的有关治疗用药豁免的全部信息并附上申请费。在审查

程序结束之前，原决定继续有效。该程序自世界反兴奋剂机构收到信息起不应超过 30 天。

- b. 世界反兴奋剂机构可在任何时候展开审查。世界反兴奋剂机构治疗用药豁免委员会须在 30 天内完成审查。

7.12 如果批准**治疗用药豁免**的决定经过审查被推翻，这种撤销豁免资格的决定不具有追溯力，运动员在获准**治疗用药豁免**期间取得的成绩不得取消，该撤销豁免资格决定在通知运动员之后不晚于 14 天内生效。

8.0 简短治疗用药豁免（ATUE）运用程序

8.1 应承认，列入《禁用物质清单》的某些物质是治疗运动员人群的常见病所使用的。在这种情况下，没有必要全面采用第 4 节和第 7 节所介绍的程序。因此，确立了简短**治疗用药豁免**程序。

8.2 这种简短程序可允许使用的**禁用物质**或**禁用方法**严格限定于：吸入使用 b2-激动剂（福莫特罗-formoterol、沙丁胺醇-salbutamol、沙美特罗-salmeterol 和特布他林-terbutaline）和非系统途径使用糖皮质激素（glucocorticosteroid）。

8.3 如需使用上述任何物质，运动员应向反兴奋剂组织提供说明治疗必要性的书面医疗证明。附录 2 所载的这种医疗证明应说明诊断、药物名称、剂量、给药途径和疗程。如果适用，还须说明为作出诊断而进行的任何检查（无需实际结果或详细情况）。

8.4 简短程序包括：

- a. 一旦反兴奋剂组织收到内容完整的医疗证明，根据简短程序对使用**禁用物质**的批准即生效。内容不完整的医疗证明必须退还申请人。
- b. 一旦收到内容完整的医疗证明，反兴奋剂组织应立即通知运动员。还应根据情况通报运动员所属的国际单项体育联合会、国际单项体育协会和国家反兴奋剂组织。*反兴奋剂组织*只是在收到国际级运动员的医疗证明后才通报世界反兴奋剂机构。

- c. 不得对**简短治疗用药豁免**通知书进行追溯性批准的审查，除非：
- 需要进行急救或急性病治疗，或
 - 由于情况特殊，在反兴奋剂检查之前，申请人没有足够的时间或机会提交申请，或**治疗用药豁免委员会**没有足够的时间或机会收到申请。

8.5 a. 治疗用药豁免委员会或**世界反兴奋剂机构治疗用药豁免委员会**在**简短治疗用药豁免**期的任何时候均可进行审查。

- b. 如果运动员要求对简短治疗用药豁免的撤销决定进行审查，世界反兴奋剂机构治疗用药豁免委员会须能够要求运动员补充必要的医学信息，其费用由运动员承担。

8.6 **治疗用药豁免委员会**或**世界反兴奋剂机构治疗用药豁免委员会**可在任何时候撤销**简短治疗用药豁免**，并应立即通知运动员、所属国际单项体育联合会和所有相关的反兴奋剂组织。

8.7 撤销的决定应在通知运动员后立即生效。但该运动员可根据第 7 节的规定申请**治疗用药豁免**。

9.0 信息交流中心

9.1 要求各**反兴奋剂组织**向**世界反兴奋剂机构**提供**治疗用药豁免**的所有信息以及第 7 节规定的全部佐证文件。

9.2 就**简短治疗用药豁免**而言，各**反兴奋剂组织**应按第 8.4 节的规定，向**世界反兴奋剂机构**提供国际级运动员提交的医疗申请。

9.3 信息交流中心应保证对所有的医疗信息严格保密。

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

INTERNATIONAL CONVENTION AGAINST DOPING IN SPORT

The General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, hereinafter referred to as "UNESCO", meeting in Paris, from 3 to 21 October 2005, at its 33rd session,

Considering that the aim of UNESCO is to contribute to peace and security by promoting collaboration among nations through education, science and culture,

Referring to existing international instruments relating to human rights,

Aware of resolution 58/5 adopted by the General Assembly of the United Nations on 3 November 2003, concerning sport as a means to promote education, health, development and peace, notably its paragraph 7,

Conscious that sport should play an important role in the protection of health, in moral, cultural and physical education and in promoting international understanding and peace,

Noting the need to encourage and coordinate international cooperation towards the elimination of doping in sport,

Concerned by the use of doping by athletes in sport and the consequences thereof for their health, the principle of fair play, the elimination of cheating and the future of sport,

Mindful that doping puts at risk the ethical principles and educational values embodied in the International Charter of Physical Education and Sport of UNESCO and in the Olympic Charter,

Recalling that the Anti-Doping Convention and its Additional Protocol adopted within the framework of the Council of Europe are the public international law tools which are at the origin of national anti-doping policies and of intergovernmental cooperation,

Recalling the recommendations on doping adopted by the second, third and fourth International Conferences of Ministers and Senior Officials Responsible for Physical Education and Sport organized by UNESCO at Moscow (1988), Punta del Este (1999) and Athens (2004) and 32 C/Resolution 9 adopted by the General Conference of UNESCO at its 32nd session (2003),

Bearing in mind the World Anti-Doping Code adopted by the World Anti-Doping Agency at the World Conference on Doping in Sport, Copenhagen, 5 March 2003, and the Copenhagen Declaration on Anti-Doping in Sport,

Mindful also of the influence that elite athletes have on youth,

Aware of the ongoing need to conduct and promote research with the objectives of improving detection of doping and better understanding of the factors affecting use in order for prevention strategies to be most effective,

Aware also of the importance of ongoing education of athletes, athlete support personnel and the community at large in preventing doping,

Mindful of the need to build the capacity of States Parties to implement anti-doping programmes,

Aware that public authorities and the organizations responsible for sport have complementary responsibilities to prevent and combat doping in sport, notably to ensure the proper conduct, on the basis of the principle of fair play, of sports events and to protect the health of those that take part in them,

Recognizing that these authorities and organizations must work together for these purposes, ensuring the highest degree of independence and transparency at all appropriate levels,

Determined to take further and stronger cooperative action aimed at the elimination of doping in sport,

Recognizing that the elimination of doping in sport is dependent in part upon progressive harmonization of anti-doping standards and practices in sport and cooperation at the national and global levels,

Adopts this Convention on this nineteenth day of October 2005.

I. SCOPE

Article 1. Purpose of the Convention

The purpose of this Convention, within the framework of the strategy and programme of activities of UNESCO in the area of physical education and sport, is to promote the prevention of and the fight against doping in sport, with a view to its elimination.

Article 2. Definitions

These definitions are to be understood within the context of the World Anti-Doping Code. However, in case of conflict the provisions of the Convention will prevail.

For the purposes of this Convention:

1. "Accredited doping control laboratories" means laboratories accredited by the World Anti-Doping Agency.
2. "Anti-doping organization" means an entity that is responsible for adopting rules for initiating, implementing or enforcing any part of the doping control process. This includes, for example, the International Olympic Committee, the International Paralympic Committee, other major event organizations that conduct testing at their events, the World Anti-Doping Agency, international federations and national anti-doping organizations.
3. "Anti-doping rule violation" in sport means one or more of the following:
 - (a) the presence of a prohibited substance or its metabolites or markers in an athlete's bodily specimen;
 - (b) use or attempted use of a prohibited substance or a prohibited method;
 - (c) refusing, or failing without compelling justification, to submit to sample collection after notification as authorized in applicable anti-doping rules or otherwise evading sample collection;

- (d) violation of applicable requirements regarding athlete availability for out-of-competition testing, including failure to provide required whereabouts information and missed tests which are declared based on reasonable rules;
 - (e) tampering, or attempting to tamper, with any part of doping control;
 - (f) possession of prohibited substances or methods;
 - (g) trafficking in any prohibited substance or prohibited method;
 - (h) administration or attempted administration of a prohibited substance or prohibited method to any athlete, or assisting, encouraging, aiding, abetting, covering up or any other type of complicity involving an anti-doping rule violation or any attempted violation.
4. "Athlete" means, for the purposes of doping control, any person who participates in sport at the international or national level as defined by each national anti-doping organization and accepted by States Parties and any additional person who participates in a sport or event at a lower level accepted by States Parties. For the purposes of education and training programmes, "athlete" means any person who participates in sport under the authority of a sports organization.
 5. "Athlete support personnel" means any coach, trainer, manager, agent, team staff, official, medical or paramedical personnel working with or treating athletes participating in or preparing for sports competition.
 6. "Code" means the World Anti-Doping Code adopted by the World Anti-Doping Agency on 5 March 2003 at Copenhagen which is attached as Appendix 1 to this Convention.
 7. "Competition" means a single race, match, game or singular athletic contest.
 8. "Doping control" means the process including test distribution planning, sample collection and handling, laboratory analysis, results management, hearings and appeals.
 9. "Doping in sport" means the occurrence of an anti-doping rule violation.
 10. "Duly authorized doping control teams" means doping control teams operating under the authority of international or national anti-doping organizations.
 11. "In-competition" testing means, for purposes of differentiating between in-competition and out-of-competition testing, unless provided otherwise in the rules of an international federation or other relevant anti-doping organization, a test where an athlete is selected for testing in connection with a specific competition.
 12. "International Standard for Laboratories" means the standard which is attached as Appendix 2 to this Convention.
 13. "International Standard for Testing" means the standard which is attached as Appendix 3 to this Convention.
 14. "No advance notice" means a doping control which takes place with no advance warning to the athlete and where the athlete is continuously chaperoned from the moment of notification through sample provision.
 15. "Olympic Movement" means all those who agree to be guided by the Olympic Charter and who recognize the authority of the International Olympic Committee, namely the international federations of sports on the programme of the Olympic

Games, the National Olympic Committees, the Organizing Committees of the Olympic Games, athletes, judges and referees, associations and clubs, as well as all the organizations and institutions recognized by the International Olympic Committee.

16. "Out-of-competition" doping control means any doping control which is not conducted in competition.
17. "Prohibited List" means the list which appears in Annex I to this Convention identifying the prohibited substances and prohibited methods.
18. "Prohibited method" means any method so described on the Prohibited List, which appears in Annex I to this Convention.
19. "Prohibited substance" means any substance so described on the Prohibited List, which appears in Annex I to this Convention.
20. "Sports organization" means any organization that serves as the ruling body for an event for one or several sports.
21. "Standards for Granting Therapeutic Use Exemptions" means those standards that appear in Annex II to this Convention.
22. "Testing" means the parts of the doping control process involving test distribution planning, sample collection, sample handling and sample transport to the laboratory.
23. "Therapeutic use exemption" means an exemption granted in accordance with Standards for Granting Therapeutic Use Exemptions.
24. "Use" means the application, ingestion, injection or consumption by any means whatsoever of any prohibited substance or prohibited method.
25. "World Anti-Doping Agency" (WADA) means the foundation so named established under Swiss law on 10 November 1999.

Article 3. Means to achieve the purpose of the Convention

In order to achieve the purpose of the Convention, States Parties undertake to:

- (a) adopt appropriate measures at the national and international levels which are consistent with the principles of the Code;
- (b) encourage all forms of international cooperation aimed at protecting athletes and ethics in sport and at sharing the results of research;
- (c) foster international cooperation between States Parties and leading organizations in the fight against doping in sport, in particular with the World Anti-Doping Agency.

Article 4. Relationship of the Convention to the Code

1. In order to coordinate the implementation, at the national and international levels, of the fight against doping in sport, States Parties commit themselves to the principles of the Code as the basis for the measures provided for in Article 5 of this Convention. Nothing in this Convention prevents States Parties from adopting additional measures complementary to the Code.

2. The Code and the most current version of Appendices 2 and 3 are reproduced for information purposes and are not an integral part of this Convention. The Appendices as such do not create any binding obligations under international law for States Parties.
3. The Annexes are an integral part of this Convention.

Article 5. Measures to achieve the objectives of the Convention

In abiding by the obligations contained in this Convention, each State Party undertakes to adopt appropriate measures. Such measures may include legislation, regulation, policies or administrative practices.

Article 6. Relationship to other international instruments

This Convention shall not alter the rights and obligations of States Parties which arise from other agreements previously concluded and consistent with the object and purpose of this Convention. This does not affect the enjoyment by other States Parties of their rights or the performance of their obligations under this Convention.

II. ANTI-DOPING ACTIVITIES AT THE NATIONAL LEVEL

Article 7. Domestic coordination

States Parties shall ensure the application of the present Convention, notably through domestic coordination. To meet their obligations under this Convention, States Parties may rely on anti-doping organizations as well as sports authorities and organizations.

Article 8. Restricting the availability and use in sport of prohibited substances and methods

1. States Parties shall, where appropriate, adopt measures to restrict the availability of prohibited substances and methods in order to restrict their use in sport by athletes, unless the use is based upon a therapeutic use exemption. These include measures against trafficking to athletes and, to this end, measures to control production, movement, importation, distribution and sale.
2. States Parties shall adopt, or encourage, where appropriate, the relevant entities within their jurisdictions to adopt measures to prevent and to restrict the use and possession of prohibited substances and methods by athletes in sport, unless the use is based upon a therapeutic use exemption.
3. No measures taken pursuant to this Convention will impede the availability for legitimate purposes of substances and methods otherwise prohibited or controlled in sport.

Article 9. Measures against athlete support personnel

States Parties shall themselves take measures or encourage sports organizations and anti-doping organizations to adopt measures, including sanctions or penalties, aimed at athlete support personnel who commit an anti-doping rule violation or other offence connected with doping in sport.

Article 10. Nutritional supplements

States Parties, where appropriate, shall encourage producers and distributors of nutritional supplements to establish best practices in the marketing and distribution of nutritional supplements, including information regarding their analytic composition and quality assurance.

Article 11. Financial measures States Parties shall, where appropriate:

- (a) provide funding within their respective budgets to support a national testing programme across all sports or assist sports organizations and anti-doping organizations in financing doping controls either by direct subsidies or grants, or by recognizing the costs of such controls when determining the overall subsidies or grants to be awarded to those organizations;
- (b) take steps to withhold sport-related financial support to individual athletes or athlete support personnel who have been suspended following an anti-doping rule violation, during the period of their suspension;
- (c) withhold some or all financial or other sport-related support from any sports organization or anti-doping organization not in compliance with the Code or applicable anti-doping rules adopted pursuant to the Code.

Article 12. Measures to facilitate doping control States Parties shall, where appropriate:

- (a) encourage and facilitate the implementation by sports organizations and anti-doping organizations within their jurisdiction of doping controls in a manner consistent with the Code, including no-advance notice, out-of-competition and in-competition testing;
- (b) encourage and facilitate the negotiation by sports organizations and anti-doping organizations of agreements permitting their members to be tested by duly authorized doping control teams from other countries;
- (c) undertake to assist the sports organizations and anti-doping organizations within their jurisdiction in gaining access to an accredited doping control laboratory for the purposes of doping control analysis.

III. INTERNATIONAL COOPERATION

Article 13. Cooperation between anti-doping organizations and sports organizations

States Parties shall encourage cooperation between anti-doping organizations, public authorities and sports organizations within their jurisdiction and those within the jurisdiction of other States Parties in order to achieve, at the international level, the purpose of this Convention.

Article 14. Supporting the mission of the World Anti-Doping Agency

States Parties undertake to support the important mission of the World Anti-Doping Agency in the international fight against doping.

Article 15. Equal funding of the World Anti-Doping Agency

States Parties support the principle of equal funding of the World Anti-Doping Agency's approved annual core budget by public authorities and the Olympic Movement.

Article 16. International cooperation in doping control

Recognizing that the fight against doping in sport can only be effective when athletes can be tested with no advance notice and samples can be transported in a timely manner to laboratories for analysis, States Parties shall, where appropriate and in accordance with domestic law and procedures:

- (a) facilitate the task of the World Anti-Doping Agency and anti-doping organizations operating in compliance with the Code, subject to relevant host countries' regulations, of conducting in- or out-of-competition doping controls on their athletes, whether on their territory or elsewhere;
- (b) facilitate the timely movement of duly authorized doping control teams across borders when conducting doping control activities;
- (c) cooperate to expedite the timely shipping or carrying across borders of samples in such a way as to maintain their security and integrity;
- (d) assist in the international coordination of doping controls by various anti-doping organizations, and cooperate to this end with the World Anti-Doping Agency;
- (e) promote cooperation between doping control laboratories within their jurisdiction and those within the jurisdiction of other States Parties. In particular, States Parties with accredited doping control laboratories should encourage laboratories within their jurisdiction to assist other States Parties in enabling them to acquire the experience, skills and techniques necessary to establish their own laboratories should they wish to do so;
- (f) encourage and support reciprocal testing arrangements between designated anti-doping organizations, in conformity with the Code;

- (g) mutually recognize the doping control procedures and test results management, including the sport sanctions thereof, of any anti-doping organization that are consistent with the Code.

Article 17. Voluntary Fund1. A "Fund for the Elimination of Doping in Sport", hereinafter referred to as "the Voluntary Fund", is hereby established. The Voluntary Fund shall consist of funds-in-trust established in accordance with the Financial Regulations of UNESCO. All contributions by States Parties and other actors shall be voluntary.

- 2. The resources of the Voluntary Fund shall consist of:
 - (a) contributions made by States Parties;
 - (b) contributions, gifts or bequests which may be made by:
 - (i) other States;
 - (ii) organizations and programmes of the United Nations system, particularly the United Nations Development Programme, as well as other international organizations;
 - (iii) public or private bodies or individuals;
 - (c) any interest due on the resources of the Voluntary Fund;
 - (d) funds raised through collections, and receipts from events organized for the benefit of the Voluntary Fund;
 - (e) any other resources authorized by the Voluntary Fund's regulations, to be drawn up by the Conference of Parties.
- 3. Contributions into the Voluntary Fund by States Parties shall not be considered to be a replacement for States Parties' commitment to pay their share of the World Anti-Doping Agency's annual budget.

Article 18. Use and governance of the Voluntary Fund

Resources in the Voluntary Fund shall be allocated by the Conference of Parties for the financing of activities approved by it, notably to assist States Parties in developing and implementing anti-doping programmes, in accordance with the provisions of this Convention, taking into consideration the goals of the World Anti-Doping Agency, and may serve to cover functioning costs of this Convention. No political, economic or other conditions may be attached to contributions made to the Voluntary Fund.

IV. EDUCATION AND TRAINING

Article 19. General education and training principles

- 1. States Parties shall undertake, within their means, to support, devise or implement education and training programmes on anti-doping. For the sporting community in general, these programmes should aim to provide updated and accurate information on:

- (a) the harm of doping to the ethical values of sport;
 - (b) the health consequences of doping.
2. For athletes and athlete support personnel, in particular in their initial training, education and training programmes should, in addition to the above, aim to provide updated and accurate information on:
- (a) doping control procedures;
 - (b) athletes' rights and responsibilities in regard to anti-doping, including information about the Code and the anti-doping policies of the relevant sports and anti-doping organizations. Such information shall include the consequences of committing an anti-doping rule violation;
 - (c) the list of prohibited substances and methods and therapeutic use exemptions;
 - (d) nutritional supplements.

Article 20. Professional codes of conduct

States Parties shall encourage relevant competent professional associations and institutions to develop and implement appropriate codes of conduct, good practice and ethics related to anti-doping in sport that are consistent with the Code.

Article 21. Involvement of athletes and athlete support personnel

States Parties shall promote and, within their means, support active participation by athletes and athlete support personnel in all facets of the anti-doping work of sports and other relevant organizations and encourage sports organizations within their jurisdiction to do likewise.

Article 22. Sports organizations and ongoing education and training on anti-doping

States Parties shall encourage sports organizations and anti-doping organizations to implement ongoing education and training programmes for all athletes and athlete support personnel on the subjects identified in Article 19.

Article 23. Cooperation in education and training

States Parties shall cooperate mutually and with the relevant organizations to share, where appropriate, information, expertise and experience on effective anti-doping programmes.

V. RESEARCH

Article 24. Promotion of research in anti-doping

States Parties undertake, within their means, to encourage and promote anti-doping research in cooperation with sports and other relevant organizations on:

- (a) prevention, detection methods, behavioural and social aspects, and the health consequences of doping;
- (b) ways and means of devising scientifically-based physiological and psychological training programmes respectful of the integrity of the person;
- (c) the use of all emerging substances and methods resulting from scientific developments.

Article 25. Nature of anti-doping research

When promoting anti-doping research, as set out in Article 24, States Parties shall ensure that such research will:

- (a) comply with internationally recognized ethical practices;
- (b) avoid the administration to athletes of prohibited substances and methods;
- (c) be undertaken only with adequate precautions in place to prevent the results of anti-doping research being misused and applied for doping.

Article 26. Sharing the results of anti-doping research

Subject to compliance with applicable national and international law, States Parties shall, where appropriate, share the results of available anti-doping research with other States Parties and the World Anti-Doping Agency.

Article 27 - Sport science research States Parties shall encourage:

- (a) members of the scientific and medical communities to carry out sport science research in accordance with the principles of the Code;
- (b) sports organizations and athlete support personnel within their jurisdiction to implement sport science research that is consistent with the principles of the Code.

VI. MONITORING OF THE CONVENTION

Article 28. Conference of Parties

1. A Conference of Parties is hereby established. The Conference of Parties shall be the sovereign body of this Convention.
2. The Conference of Parties shall meet in ordinary session in principle every two years. It may meet in extraordinary session if it so decides or at the request of at least one third of the States Parties.
3. Each State Party shall have one vote at the Conference of Parties.
4. The Conference of Parties shall adopt its own Rules of Procedure.

Article 29. Advisory organization and observers to the Conference of Parties

The World Anti-Doping Agency shall be invited as an advisory organization to the Conference of Parties. The International Olympic Committee, the International Paralympic Committee, the Council of Europe and the Intergovernmental Committee for Physical Education and Sport (CIGEPS) shall be invited as observers. The Conference of Parties may decide to invite other relevant organizations as observers.

Article 30. Functions of the Conference of Parties

1. Besides those set forth in other provisions of this Convention, the functions of the Conference of Parties shall be to:
 - (a) promote the purpose of this Convention;
 - (b) discuss the relationship with the World Anti-Doping Agency and study the mechanisms of funding of the Agency's annual core budget. States non-Parties may be invited to the discussion;
 - (c) adopt a plan for the use of the resources of the Voluntary Fund, in accordance with Article 18;
 - (d) examine the reports submitted by States Parties in accordance with Article 31;
 - (e) examine, on an ongoing basis, the monitoring of compliance with this Convention in response to the development of anti-doping systems, in accordance with Article 31. Any monitoring mechanism or measure that goes beyond Article 31 shall be funded through the Voluntary Fund established under Article 17;
 - (f) examine draft amendments to this Convention for adoption;
 - (g) examine for approval, in accordance with Article 34 of the Convention, modifications to the Prohibited List and to the Standards for Granting Therapeutic Use Exemptions adopted by the World Anti-Doping Agency;
 - (h) define and implement cooperation between States Parties and the World Anti-Doping Agency within the framework of this Convention;
 - (i) request a report from the World Anti-Doping Agency on the implementation of the Code to each of its sessions for examination.
2. The Conference of Parties, in fulfilling its functions, may cooperate with other intergovernmental bodies.

Article 31. National reports to the Conference of Parties

States Parties shall forward every two years to the Conference of Parties through the Secretariat, in one of the official languages of UNESCO, all relevant information concerning measures taken by them for the purpose of complying with the provisions of this Convention.

Article 32. Secretariat of the Conference of Parties

1. The secretariat of the Conference of Parties shall be provided by the Director-General of UNESCO.
2. At the request of the Conference of Parties, the Director-General of UNESCO shall use to the fullest extent possible the services of the World Anti-Doping Agency on terms agreed upon by the Conference of Parties.
3. Functioning costs related to the Convention will be funded from the regular budget of UNESCO within existing resources at an appropriate level, the Voluntary Fund established under Article 17 or an appropriate combination thereof as determined every two years. The financing for the secretariat from the regular budget shall be done on a strictly minimal basis, it being understood that voluntary funding should also be provided to support the Convention.
4. The secretariat shall prepare the documentation of the Conference of Parties, as well as the draft agenda of its meetings, and shall ensure the implementation of its decisions.

Article 33. Amendments

1. Each State Party may, by written communication addressed to the Director-General of UNESCO, propose amendments to this Convention. The Director-General shall circulate such communication to all States Parties. If, within six months from the date of the circulation of the communication, at least one half of the States Parties give their consent, the Director-General shall present such proposals to the following session of the Conference of Parties.
2. Amendments shall be adopted by the Conference of Parties with a two-thirds majority of States Parties present and voting.
3. Once adopted, amendments to this Convention shall be submitted for ratification, acceptance, approval or accession to States Parties.
4. With respect to the States Parties that have ratified, accepted, approved or acceded to them, amendments to this Convention shall enter into force three months after the deposit of the instruments referred to in paragraph 3 of this Article by two thirds of the States Parties. Thereafter, for each State Party that ratifies, accepts, approves or accedes to an amendment, the said amendment shall enter into force three months after the date of deposit by that State Party of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.
5. A State that becomes a Party to this Convention after the entry into force of amendments in conformity with paragraph 4 of this Article shall, failing an expression of different intention, be considered:
 - (a) a Party to this Convention as so amended;
 - (b) a Party to the unamended Convention in relation to any State Party not bound by the amendments.

Article 34. Specific amendment procedure for the Annexes to the Convention

1. If the World Anti-Doping Agency modifies the Prohibited List or the Standards for Granting Therapeutic Use Exemptions, it may, by written communication addressed to the Director-General of UNESCO, inform her/him of those changes. The Director-General shall notify such changes as proposed amendments to the relevant Annexes to this Convention to all States Parties expeditiously. Amendments to the Annexes shall be approved by the Conference of Parties either at one of its sessions or through a written consultation.
2. States Parties have 45 days from the Director-General's notification within which to express their objection to the proposed amendment either in writing, in case of written consultation, to the Director-General or at a session of the Conference of Parties. Unless two thirds of the States Parties express their objection, the proposed amendment shall be deemed to be approved by the Conference of Parties.
3. Amendments approved by the Conference of Parties shall be notified to States Parties by the Director-General. They shall enter into force 45 days after that notification, except for any State Party that has previously notified the Director-General that it does not accept these amendments.
4. A State Party having notified the Director-General that it does not accept an amendment approved according to the preceding paragraphs remains bound by the Annexes as not amended.

VII. FINAL CLAUSES

Article 35. Federal or non-unitary constitutional systems

The following provisions shall apply to States Parties that have a federal or non-unitary constitutional system:

- (a) with regard to the provisions of this Convention, the implementation of which comes under the legal jurisdiction of the federal or central legislative power, the obligations of the federal or central government shall be the same as for those States Parties which are not federal States;
- (b) with regard to the provisions of this Convention, the implementation of which comes under the jurisdiction of individual constituent States, counties, provinces or cantons which are not obliged by the constitutional system of the federation to take legislative measures, the federal government shall inform the competent authorities of such States, counties, provinces or cantons of the said provisions, with its recommendation for their adoption.

Article 36. Ratification, acceptance, approval or accession

This Convention shall be subject to ratification, acceptance, approval or accession by States Members of UNESCO in accordance with their respective constitutional procedures. The instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Director-General of UNESCO.

Article 37- Entry into force

1. This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of deposit of the thirtieth instrument of ratification, acceptance, approval or accession.
2. For any State that subsequently expresses its consent to be bound by it, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

Article 38. Territorial extension of the Convention

1. Any State may, when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, specify the territory or territories for whose international relations it is responsible and to which this Convention shall apply.
2. Any State Party may, at any later date, by a declaration addressed to UNESCO, extend the application of this Convention to any other territory specified in the declaration. In respect of such territory the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of receipt of such declaration by the depositary.
3. Any declaration made under the two preceding paragraphs may, in respect of any territory specified in such declaration, be withdrawn by a notification addressed to UNESCO. Such withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of one month after the date of receipt of such a notification by the depositary.

Article 39. Denunciation

Any State Party may denounce this Convention. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Director-General of UNESCO. The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the receipt of the instrument of denunciation. It shall in no way affect the financial obligations of the State Party concerned until the date on which the withdrawal takes effect.

Article 40. Depositary

The Director-General of UNESCO shall be the Depositary of this Convention and amendments thereto. As the Depositary, the Director-General of UNESCO shall inform the States Parties to this Convention, as well as the other States Members of the Organization of:

- (a) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) the date of entry into force of this Convention in accordance with Article 37;
- (c) any report prepared in pursuance of the provisions of Article 31;

- (d) any amendment to the Convention or to the Annexes adopted in accordance with Articles 33 and 34 and the date on which the amendment comes into force;
- (e) any declaration or notification made under the provisions of Article 38;
- (f) any notification made under the provisions of Article 39 and the date on which the denunciation takes effect;
- (g) any other act, notification or communication relating to this Convention.

Article 41. Registration

In conformity with Article 102 of the Charter of the United Nations, this Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Director-General of UNESCO.

Article 42. Authoritative texts

1. This Convention, including its Annexes, has been drawn up in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish, the six texts being equally authoritative.
2. The Appendices to this Convention are provided in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish.

Article 43. Reservations

No reservations that are incompatible with the object and purpose of the present Convention shall be permitted.

Annex I - The Prohibited List - International Standard

Annex II - Standards for Granting Therapeutic Use Exemptions

Appendix 1 - World Anti-Doping Code

Appendix 2 - International Standard for Laboratories

ANNEX I

WORLD ANTI-DOPING AGENCY

THE WORLD ANTI-DOPING CODE

THE 2005 PROHIBITED LIST

INTERNATIONAL STANDARD

The official text of the Prohibited List shall be maintained by the World Anti-Doping Agency (WADA) and shall be published in English and French. In the event of any conflict between the English and French versions, the English version shall prevail.

This List shall come into effect on 1 January 2005.

THE 2005 PROHIBITED LIST

WORLD ANTI-DOPING CODE

Valid 1 January 2005

The use of any drug should be limited to medically justified indications

SUBSTANCES AND METHODS PROHIBITED AT ALL TIMES
(IN- AND OUT-OF-COMPETITION)

PROHIBITED SUBSTANCES

S1. Anabolic Agents

Anabolic agents are prohibited.

1. Anabolic Androgenic Steroids (AAS)

(a) Exogenous* AAS, including:

18 α -homo-17 β -hydroxyestr-4-en-3-one; bolasterone; boldenone; boldione; calusterone; clostebol; danazol; dehydrochloromethyl-testosterone; delta-androstene-3,17-dione; delta1-androstenediol; delta1-dihydro-testosterone; drostanolone; ethylestrenol; fluoxymesterone; formebolone; furazabol; gestrinone; 4-hydroxytestosterone; 4-hydroxy-19-nortestosterone; mestanolone; mesterolone; metenolone; methandienone; methandriol; methyldienolone; methyltrienolone; methyltestosterone; mibolerone; nandrolone; 19-norandrostenediol; 19-norandrostenedione; norbolethone; norclostebol; norethandrolone; oxabolone; oxandrolone; oxymesterone; oxymetholone; quinbolone; stanozolol; stenbolone; tetrahydrogestrinone; trenbolone and other substances with a similar chemical structure or similar biological effect(s).

(b) Endogenous** AAS:

androstenediol (androst-5-ene-3 β ,17 β -diol); androstenedione (androst-4-ene-3,17-dione); dehydroepiandrosterone (DHEA); dihydro-testosterone; testosterone and the following metabolites and isomers: 5 α -androstane-3 α , 17 α -diol; 5 α -androstane-3 α , 17 β -diol; 5 α -androstane-3 β ,17 β -diol; 5 α -androstane-3 β ,17 β -diol; androst-4-ene-3 α ,17 α -diol; androst-4-ene-3 α ,17 β -diol; androst-4-ene-3 β ,17 α - diol; androst-5-ene-3 α ,17 α -diol; androst-5-ene-3 α ,17 β -diol; androst-5-ene-3 β ,17 α -diol; 4-androstenediol (androst-4-ene-3 β ,17 β -diol); 5

androstenedione (androst-5-ene-3,17-dione); epi-dihydrotestosterone; 3 α -hydroxy-5 α -androstan-17-one; 3 β -hydroxy-5 α -androstan-17-one; 19-norandrostosterone; 19-noretiocholanolone.

Where a Prohibited Substance (as listed above) is capable of being produced by the body naturally, a Sample will be deemed to contain such Prohibited Substance where the concentration of the Prohibited Substance or its metabolites or markers and/or any other relevant ratio(s) in the Athlete's Sample so deviates from the range of values normally found in humans that it is unlikely to be consistent with normal endogenous production. A Sample shall not be deemed to contain a Prohibited Substance in any such case where the Athlete proves by evidence that the concentration of the Prohibited Substance or its metabolites or markers and/or the relevant ratio(s) in the Athlete's Sample is attributable to a physiological or pathological condition. In all cases, and at any concentration, the laboratory will report an Adverse Analytical Finding if, based on any reliable analytical method, it can show that the Prohibited Substance is of exogenous origin.

If the laboratory result is not conclusive and no concentration as referred to in the above paragraph is found, the relevant Anti-Doping Organization shall conduct a further investigation if there are serious indications, such as a comparison to reference steroid profiles, for a possible Use of a Prohibited Substance.

If the laboratory has reported the presence of a T/E ratio greater than four (4) to one (1) in the urine, further investigation is obligatory in order to determine whether the ratio is due to a physiological or pathological condition, except if the laboratory reports an Adverse Analytical Finding based on any reliable analytical method, showing that the Prohibited Substance is of exogenous origin.

In case of an investigation, it will include a review of any previous and/or subsequent tests. If previous tests are not available, the Athlete shall be tested unannounced at least three times within a three month period.

Should an Athlete fail to cooperate in the investigations, the Athlete's Sample shall be deemed to contain a Prohibited Substance.

2. Other Anabolic Agents, including but not limited to:

Clenbuterol, zeranol, zilpaterol.

For the purposes of this section:

- * "exogenous" refers to a substance which is not capable of being produced by the body naturally.
- ** "endogenous" refers to a substance which is capable of being produced by the body naturally.

S2. Hormones and Related Substances

The following substances, including other substances with a similar chemical structure or similar biological effect(s), and their releasing factors are prohibited:

1. Erythropoietin (EPO);
2. Growth Hormone (hGH), Insulin-like Growth Factor (IGF-1), Mechano Growth Factors (MGFs);

3. Gonadotrophins (LH, hCG);
4. Insulin;
5. Corticotrophins.

Unless the Athlete can demonstrate that the concentration was due to a physiological or pathological condition, a Sample will be deemed to contain a Prohibited Substance (as listed above) where the concentration of the Prohibited Substance or its metabolites and/or relevant ratios or markers in the Athlete's Sample so exceeds the range of values normally found in humans that it is unlikely to be consistent with normal endogenous production.

The presence of other substances with a similar chemical structure or similar biological effect(s), diagnostic marker(s) or releasing factors of a hormone listed above or of any other finding which indicate(s) that the substance detected is of exogenous origin, will be reported as an Adverse Analytical Finding.

S3. Beta-2 Agonists

All beta-2 agonists including their D- and L-isomers are prohibited. Their use requires a Therapeutic Use Exemption.

As an exception, formoterol, salbutamol, salmeterol and terbutaline, when administered by inhalation to prevent and/or treat asthma and exercise-induced asthma/bronchoconstriction require an abbreviated Therapeutic Use Exemption.

Despite the granting of a Therapeutic Use Exemption, when the Laboratory has reported a concentration of salbutamol (free plus glucuronide) greater than 1000 ng/mL, this will be considered to be an Adverse Analytical Finding unless the athlete proves that the abnormal result was the consequence of the therapeutic use of inhaled salbutamol.

S4. Agents with Anti-Estrogenic Activity

The following classes of anti-estrogenic substances are prohibited.

1. Aromatase inhibitors including, but not limited to, anastrozole, letrozole, aminoglutethimide, exemestane, formestane, testolactone.
2. Selective Estrogen Receptor Modulators (SERMs) including, but not limited to, raloxifene, tamoxifen, toremifene.
3. Other anti-estrogenic substances including, but not limited to, clomiphene, cyclofenil, fulvestrant.

S5. Diuretics and Other Masking Agents

Diuretics and other masking agents are prohibited.

Masking agents include but are not limited to:

diuretics*, epitestosterone, probenecid, alpha-reductase inhibitors (e.g. finasteride, dutasteride), plasma expanders (e.g. albumin, dextran, hydroxyethyl starch).

Diuretics include:

acetazolamide, amiloride, bumetanide, canrenone, chlortalidone, etacrynic acid, furosemide, indapamide, metolazone, spironolactone, thiazides (e.g. bendroflumethiazide, chlorothiazide, hydrochlorothiazide), triamterene and other substances with a similar chemical structure or similar biological effect(s).

- * A Therapeutic Use Exemption is not valid if an Athlete's urine contains a diuretic in association with threshold or sub-threshold levels of a Prohibited Substance(s).

PROHIBITED METHODS

M1. Enhancement of Oxygen Transfer

The following are prohibited.

- (a) Blood doping, including the use of autologous, homologous or heterologous blood or red blood cell products of any origin, other than for medical treatment.
- (b) Artificially enhancing the uptake, transport or delivery of oxygen, including but not limited to perfluorochemicals, efaproxiral (RSR13) and modified haemoglobin products (e.g. haemoglobin-based blood substitutes, micro-encapsulated haemoglobin products).

M2. Chemical and Physical Manipulation

The following is prohibited:

Tampering, or attempting to tamper, in order to alter the integrity and validity of Samples collected in Doping Controls.

These include but are not limited to intravenous infusions*, catheterization, and urine substitution.

- * Except as a legitimate acute medical treatment, intravenous infusions are prohibited.

M3. Gene Doping

The non-therapeutic use of cells, genes, genetic elements, or of the modulation of gene expression, having the capacity to enhance athletic performance, is prohibited.

SUBSTANCES AND METHODS
PROHIBITED IN-COMPETITION

In addition to the categories SI to S5 and MI to M3 defined above,
the following categories are prohibited in competition:

PROHIBITED SUBSTANCES

S6. Stimulants

The following stimulants are prohibited, including both their optical (D- and L-) isomers where relevant:

adrafinil, amfepramone, amiphenazole, amphetamine, amphetaminil, benzphetamine, bromantan, carphedon, cathine*, clobenzorex, cocaine, dimethylamphetamine, ephedrine**, etilamphetamine, etilefrine, famprofazone, fencamfamin, fencamine, fenetylline, fenfluramine, fenproporex, furfenorex, mefenorex, mephentermine, mesocarb, methamphetamine, methylamphetamine, methylenedioxyamphetamine, methylenedioxy-methamphetamine, methylephedrine**, methylphenidate, modafinil, nikethamide, norfenfluramine, parahydroxyamphetamine, pemoline, phendi-metrazine, phenmetrazine, phentermine, prolintane, selegiline, strychnine and other substances with a similar chemical structure or similar biological effect(s)***.

* Cathine is prohibited when its concentration in urine is greater than 5 micrograms per milliliter.

** Each of ephedrine and methylephedrine is prohibited when its concentration in urine is greater than 10 micrograms per milliliter.

*** The substances included in the 2005 Monitoring Programme (bupropion, caffeine, phenylephrine, phenylpropanolamine, pipradrol, pseudoephedrine, synephrine) are not considered as Prohibited Substances.

NOTE: Adrenaline associated with local anaesthetic agents or by local administration (e.g. nasal, ophthalmologic) is not prohibited.

S7. Narcotics

The following narcotics are prohibited:

buprenorphine, dextromoramide, diamorphine (heroin), fentanyl and its derivatives, hydromorphone, methadone, morphine, oxycodone, oxymorphone, pentazocine, pethidine.

S8. Cannabinoids

Cannabinoids (e.g. hashish, marijuana) are prohibited.

S9. Glucocorticosteroids

All glucocorticosteroids are prohibited when administered orally, rectally, intravenously or intramuscularly. Their use requires a Therapeutic Use Exemption approval.

All other routes of administration require an abbreviated Therapeutic Use Exemption. Dermatological preparations are not prohibited.

SUBSTANCES PROHIBITED IN PARTICULAR SPORTS

P1. Alcohol

Alcohol (ethanol) is prohibited in-competition only, in the following sports. Detection will be conducted by analysis of breath and/or blood. The doping violation threshold for each Federation is reported in parenthesis.

- Aeronautic (FAI)(0.20 g/L)
- Archery (FITA)(0.10 g/L)
- Automobile (FLA)(0.10 g/L)
- Billiards (WCBS)(0.20 g/L)
- Boules(CMSB)(0.10 g/L)
- Karate (WKF) (0.10 g/L)
- Modern Pentathlon (UIPM) (0.10 g/L)
for disciplines involving shooting
- Motorcycling (FIM) (0.00 g/L)
- Skiing (FIS) (0.10 g/L)

P2. Beta-Blockers

Unless otherwise specified, beta-blockers are prohibited in-competition only, in the following sports.

- Aeronautic (FAI)
- Archery (FITA) (also prohibited out-of-competition)
- Automobile (FLA)
- Billiards (WCBS)
- Bobsleigh (FIBT)
- Boules(CMSB)
- Bridge (FMB)
- Chess (FIDE)
- Curling (WCF)
- Gymnastics (FIG)
- Motorcycling (FIM)
- Modern Pentathlon (UIPM) for disciplines involving shooting
- Nine-pin bowling (FIQ)
- Sailing (ISAF) for match race helms only
- Shooting (ISSF) (also prohibited out-of-competition)
- Skiing (FIS) in ski jumping and free style snow board
- Swimming (FINA) in diving and synchronized swimming
- Wrestling(FILA)

Beta-blockers include, but are not limited to, the following:

acebutolol, alprenolol, atenolol, betaxolol, bisoprolol, bunolol, carteolol, carvedilol, celiprolol, esmolol, labetalol, levobunolol, metipranolol, metoprolol, nadolol, oxprenolol, pindolol, propranolol, sotalol, timolol.

SPECIFIED SUBSTANCES*

"Specified Substances"* are listed below:

ephedrine, L-methylamphetamine, methylephedrine;

cannabinoids;

all inhaled Beta-2 Agonists, except clenbuterol;

probenecid;

all Glucocorticosteroids;

all Beta Blockers;

alcohol.

* "The Prohibited List may identify specified substances which are particularly susceptible to unintentional anti-doping rule violations because of their general availability in medicinal products or which are less likely to be successfully abused as doping agents." A doping violation involving such substances may result in a reduced sanction provided that the "... Athlete can establish that the Use of such a specified substance was not intended to enhance sport performance ..."

ANNEX II

STANDARDS FOR GRANTING THERAPEUTIC USE EXEMPTIONS

Extract from "INTERNATIONAL STANDARD FOR THERAPEUTIC USE EXEMPTIONS" of the World Anti-Doping Agency (WADA); in force 1 January 2005

4.0 Criteria for granting a therapeutic use exemption

A Therapeutic Use Exemption (TUE) may be granted to an Athlete permitting the use of a Prohibited Substance or Prohibited Method contained in the Prohibited List. An application for a TUE will be reviewed by a Therapeutic Use Exemption Committee (TUEC). The TUEC will be appointed by an Anti-Doping Organization. An exemption will be granted only in strict accordance with the following criteria:

[Comment: This standard applies to all Athletes as defined by and subject to the Code i.e. able-bodied athletes and athletes with disabilities. This Standard will be applied according to an individual's circumstances. For example, an exemption that is appropriate for an athlete with a disability may be inappropriate for other athletes.]

- 4.1 The Athlete should submit an application for a TUE no less than 21 days before participating in an Event.
- 4.2 The Athlete would experience a significant impairment to health if the Prohibited Substance or Prohibited Method were to be withheld in the course of treating an acute or chronic medical condition.
- 4.3 The therapeutic use of the Prohibited Substance or Prohibited Method would produce no additional enhancement of performance other than that which might be anticipated by a return to a state of normal health following the treatment of a legitimate medical condition. The use of any Prohibited Substance or Prohibited Method to increase "low- normal" levels of any endogenous hormone is not considered an acceptable therapeutic intervention.
- 4.4 There is no reasonable therapeutic alternative to the use of the otherwise Prohibited Substance or Prohibited Method.
- 4.5 The necessity for the use of the otherwise Prohibited Substance or Prohibited Method cannot be a consequence, wholly or in part, of prior non-therapeutic use of any substance from the Prohibited List.
- 4.6 The TUE will be cancelled by the granting body, if
 - (a) the Athlete does not promptly comply with any requirements or conditions imposed by the Anti-Doping Organization granting the exemption;
 - (b) the term for which the TUE was granted has expired;
 - (c) the Athlete is advised that the TUE has been withdrawn by the Anti-Doping Organization.

[Comment: Each TUE will have a specified duration as decided upon by the TUEC. There may be cases when a TUE has expired or has been withdrawn and the Prohibited Substance subject to the TUE is still present in the Athlete's body. In such cases, the Anti-Doping Organization conducting the initial review of an adverse finding will consider whether the finding is consistent with expiry or withdrawal of the TUE.]

4.7 An application for a TUE will not be considered for retroactive approval except in cases where:

- (a) emergency treatment or treatment of an acute medical condition was necessary;
or
- (b) due to exceptional circumstances, there was insufficient time or opportunity for an applicant to submit, or a TUEC to consider, an application prior to Doping Control.

[Comment: Medical Emergencies or acute medical situations requiring administration of an otherwise Prohibited Substance or Prohibited Method before an application for a TUE can be made, are uncommon. Similarly, circumstances requiring expedited consideration of an application for a TUE due to imminent competition are infrequent. Anti-Doping Organizations granting TUEs should have internal procedures which permit such situations to be addressed.]

5.0 Confidentiality of information

5.1 The applicant must provide written consent for the transmission of all information pertaining to the application to members of the TUEC and, as required, other independent medical or scientific experts, or to all necessary staff involved in the management, review or appeal of TUEs.

Should the assistance of external, independent experts be required, all details of the application will be circulated without identifying the Athlete involved in the Athlete's care. The applicant must also provide written consent for the decisions of the TUEC to be distributed to other relevant Anti-Doping Organizations under the provisions of the Code.

5.2 The members of the TUECs and the administration of the Anti-Doping Organization involved will conduct all of their activities in strict confidence. All members of a TUEC and all staff involved will sign confidentiality agreements. In particular they will keep the following information confidential:

- (a) all medical information and data provided by the Athlete and physician(s) involved in the Athlete's care;
- (b) all details of the application including the name of the physician(s) involved in the process.

Should the Athlete wish to revoke the right of the TUEC or the WADA TUEC to obtain any health information on his/her behalf, the Athlete must notify his/her medical practitioner in writing of the fact. As a consequence of such a decision, the Athlete will not receive approval for a TUE or renewal of an existing TUE.

6.0 Therapeutic use exemption committees (TUECs)

TUECs shall be constituted and act in accordance with the following guidelines:

- 6.1 TUECs should include at least three physicians with experience in the care and treatment of Athletes and a sound knowledge of clinical, sports and exercise medicine. In order to ensure a level of independence of decisions, a majority of the members of the TUEC should not have any official responsibility in the Anti-Doping Organization. All members of a TUEC will sign a conflict of interest agreement. In applications involving Athletes with disabilities, at least one TUEC member must possess specific experience with the care and treatment of Athletes with disabilities.
- 6.2 TUECs may seek whatever medical or scientific expertise they deem appropriate in reviewing the circumstances of any application for a TUE.
- 6.3 The WADA TUEC shall be composed following the criteria set out in Article 6.1. The WADA TUEC is established to review on its own initiative TUE decisions granted by Anti-Doping Organizations. As specified in Article 4.4 of the Code, the WADA TUEC, upon request by Athletes who have been denied TUEs by an Anti-Doping Organization will review such decisions with the power to reverse them.

7.0 Therapeutic use exemption (TUE) application process

- 7.1 A TUE will only be considered following the receipt of a completed application form that must include all relevant documents (see Appendix 1 - TUE form). The application process must be dealt with in accordance with the principles of strict medical confidentiality.
- 7.2 The TUE application form(s), as set out in Appendix 1, can be modified by Anti-Doping Organizations to include additional requests for information, but no sections or items shall be removed.
- 7.3 The TUE application form(s) may be translated into other language(s) by Anti-Doping Organizations, but English or French must remain on the application form(s).
- 7.4 An Athlete may not apply to more than one Anti-Doping Organization for a TUE. The application must identify the Athlete's sport and, where appropriate, discipline and specific position or role.
- 7.5 The application must list any previous and/or current requests for permission to use an otherwise Prohibited Substance or Prohibited Method, the body to whom that request was made, and the decision of that body.

- 7.6 The application must include a comprehensive medical history and the results of all examinations, laboratory investigations and imaging studies relevant to the application.
- 7.7 Any additional relevant investigations, examinations or imaging studies requested by the TUEC of the Anti-Doping Organization will be undertaken at the expense of the applicant or his/her national sport governing body.
- 7.8 The application must include a statement by an appropriately qualified physician attesting to the necessity of the otherwise Prohibited Substance or Prohibited Method in the treatment of the Athlete and describing why an alternative, permitted medication cannot, or could not, be used in the treatment of this condition.
- 7.9 The dose, frequency, route and duration of administration of the otherwise Prohibited Substance or Prohibited Method in question must be specified.
- 7.10 Decisions of the TUEC, should be completed within 30 days of receipt of all relevant documentation and will be conveyed in writing to the Athlete by the relevant Anti-Doping Organization. Where a TUE has been granted to an Athlete in the Anti-Doping Organization Registered Testing Pool, the Athlete and WADA will be provided promptly with an approval which includes information pertaining to the duration of the exemption and any conditions associated with the TUE.
- 7.11 (a) Upon receiving a request by an Athlete for review, as specified in Article 4.4 of the Code, the WADA TUEC will, as specified in Article 4.4 of the Code, be able to reverse a decision on a TUE granted by an Anti-Doping Organization. The Athlete shall provide to the WADA TUEC all the information for a TUE as submitted initially to the Anti-Doping Organization accompanied by an application fee. Until the review process has been completed, the original decision remains in effect. The process should not take longer than 30 days following receipt of the information by WADA.
- (b) WADA can undertake a review at any time. The WADA TUEC will complete its review within 30 days.
- 7.12 If the decision regarding the granting of a TUE is reversed on review, the reversal shall not apply retroactively and shall not disqualify the Athlete's results during the period that the TUE had been granted and shall take effect no later than 14 days following notification of the decision to the Athlete.
- 8.0 Abbreviated therapeutic use exemption (ATUE) application process
- 8.1 It is acknowledged that some substances included on the List of Prohibited Substances are used to treat medical conditions frequently encountered in the Athlete population. In such cases, a full application as detailed in section 4 and section 7 is unnecessary. Accordingly an abbreviated process of the TUE is established.

- 8.2 The Prohibited Substances or Prohibited Methods which may be permitted by this abbreviated process are strictly limited to the following:
Beta-2 agonists (formoterol, salbutamol, salmeterol and terbutaline) by inhalation, and glucocorticosteroids by non-systemic routes.
- 8.3 To use one of the substances above, the Athlete shall provide to the Anti-Doping Organization a medical notification justifying the therapeutic necessity. Such medical notification, as contained in Appendix 2, shall describe the diagnosis, name of the drug, dosage, route of administration and duration of the treatment. When applicable any tests undertaken in order to establish the diagnosis should be included (without the actual results or details).
- 8.4 The abbreviated process includes:
- (a) approval for use of Prohibited Substances subject to the abbreviated process is effective upon receipt of a complete notification by the Anti-Doping Organization. Incomplete notifications must be returned to the applicant;
 - (b) on receipt of a complete notification, the Anti-Doping Organization shall promptly advise the Athlete. As appropriate, the Athlete's IF, NF and NADO shall also be advised. The Anti-Doping Organization shall advise WADA only upon receipt of a notification from an International-level Athlete;
 - (c) a notification for an ATUE will not be considered for retroactive approval except:
 - if emergency treatment or treatment of an acute medical condition was necessary; or
 - due to exceptional circumstances, there was insufficient time or opportunity for an applicant to submit, or a TUEC to receive, an application prior to Doping Control.
- 8.5 (a) A review by the TUEC or the WADA TUEC can be initiated at any time during the duration of an ATUE.
- (b) If an Athlete requests a review of a subsequent denial of an ATUE, the WADA TUEC will have the ability to request from the Athlete additional medical information as deemed necessary, the expenses of which should be met by the Athlete.
- 8.6 An ATUE may be cancelled by the TUEC or WADA TUEC at any time. The Athlete, his/her IF and all relevant Anti-Doping Organizations shall be notified immediately.
- 8.7 The cancellation shall take effect immediately following notification of the decision to the Athlete. The Athlete will nevertheless be able to apply under section 7 for a TUE.
- 9.0 Clearing house
- 9.1 Anti-Doping Organizations are required to provide WADA with all TUEs, and all supporting documentation, issued under section 7.
- 9.2 With respect to ATUEs, Anti-Doping Organizations shall provide WADA with medical applications submitted by International-level Athletes issued under section 8.4
- 9.3 The Clearing house shall guarantee strict confidentiality of all the medical information.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE DOPAGE DANS LE SPORT

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ci-après dénommée " l'UNESCO ", réunie à Paris du 3 au 21 octobre 2005 en sa 33^e session,

Considérant que le but de l'UNESCO est de contribuer à la paix et à la sécurité en favorisant la collaboration entre les nations par l'éducation, la science et la culture,

Se référant aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme,

Considérant la résolution 58/5 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 3 novembre 2003 sur le sport en tant que moyen de promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix, notamment son paragraphe 7,

Consciente que le sport doit jouer un rôle important dans la protection de la santé, dans l'éducation morale, culturelle et physique et dans la promotion de la compréhension internationale et de la paix,

Notant la nécessité d'encourager et de coordonner la coopération internationale en vue d'éliminer le dopage dans le sport,

Préoccupée par le recours au dopage dans le sport et par ses conséquences sur la santé des sportifs, le principe du franc-jeu, l'élimination de la fraude et l'avenir du sport,

Consciente que le dopage met en péril les principes éthiques et les valeurs éducatives consacrés par la Charte internationale de l'éducation physique et du sport de l'UNESCO et la Charte olympique,

Rappelant que la Convention contre le dopage et son protocole additionnel adoptés dans le cadre du Conseil de l'Europe sont les instruments de droit international public qui sont à l'origine des politiques nationales antidopage et de la coopération intergouvernementale en la matière,

Rappelant les recommandations sur la question adoptées lors des deuxième, troisième et quatrième Conférences internationales des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport, organisées par l'UNESCO à Moscou (1988), à Punta del Este (1999) et à Athènes (2004), ainsi que la résolution 32 C/9 adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 32^e session (2003),

Gardant à l'esprit le Code mondial antidopage adopté par l'Agence mondiale antidopage lors de la Conférence mondiale sur le dopage dans le sport à Copenhague, le 5 mars 2003, et la Déclaration de Copenhague contre le dopage dans le sport,

Consciente aussi de l'influence que les sportifs de haut niveau exercent sur la jeunesse,

Ayant présente à l'esprit la nécessité permanente de mener et de promouvoir des recherches dont l'objectif est de mieux dépister le dopage et comprendre les facteurs qui en déterminent l'utilisation, afin de donner toute l'efficacité possible aux stratégies de prévention,

Ayant aussi présente à l'esprit l'importance de l'éducation permanente des sportifs, du personnel d'encadrement des sportifs et de la société dans son ensemble pour prévenir le dopage,

Consciente de la nécessité de donner aux États parties des moyens accrus de mettre en œuvre des programmes antidopage,

Consciente que les pouvoirs publics et les organisations sportives ont des responsabilités complémentaires pour ce qui est de prévenir et de combattre le dopage dans le sport, en particulier pour veiller au bon déroulement, dans un esprit de franc-jeu, des manifestations sportives et pour protéger la santé de ceux qui y prennent part,

Sachant que les pouvoirs publics et les organisations sportives doivent œuvrer ensemble à la réalisation de ces objectifs, en assurant toute l'indépendance et la transparence voulues à tous les niveaux appropriés,

Résolue à poursuivre et à renforcer la coopération en vue d'éliminer le dopage dans le sport,

Sachant que l'élimination du dopage dans le sport dépend en partie d'une harmonisation progressive des normes et des pratiques antidopage dans le sport et de la coopération à l'échelle nationale et mondiale,

Adopte, le dix-neuf octobre 2005, la présente Convention.

I. PORTEE

Article premier. But de la Convention

La présente Convention a pour but, dans le cadre de la stratégie et du programme d'activités de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation physique et du sport, de promouvoir la prévention du dopage dans le sport et la lutte contre ce phénomène en vue d'y mettre un terme.

Article 2. Définitions

Ces définitions s'entendent dans le contexte du Code mondial antidopage. En cas de conflit, toutefois, les dispositions de la Convention l'emportent.

Aux fins de la présente Convention,

1. Par "laboratoires antidopage agréés", on entend les laboratoires agréés par l'Agence mondiale antidopage.
2. Par " organisation antidopage ", on entend une instance responsable de l'adoption des règles à suivre pour mettre en route, appliquer ou faire respecter tout volet du processus de contrôle du dopage. Ce peut être, par exemple, le Comité international olympique, le Comité international paralympique, d'autres organisations responsables de grands événements sportifs qui procèdent à des contrôles à cette occasion, l'Agence mondiale antidopage, les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage.
3. Par " violation des règles antidopage " dans le sport, on entend une ou plusieurs des violations suivantes :

- (a) la présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans le corps d'un sportif ;
 - (b) l'usage ou la tentative d'usage d'une substance ou d'une méthode interdite ;
 - (c) le refus de se soumettre à un prélèvement d'échantillons après notification conforme aux règles antidopage en vigueur, ou le fait de s'y soustraire sans justification valable ou de l'éviter par tout autre moyen ;
 - (d) la violation des exigences de disponibilité des sportifs pour les contrôles hors compétition, y compris le non-respect par les sportifs de l'obligation d'indiquer le lieu où ils se trouvent et le fait de manquer des contrôles dont on considère qu'ils obéissent à des règles raisonnables ;
 - (e) la falsification ou la tentative de falsification de tout élément du processus de contrôle du dopage ;
 - (f) la possession de substances ou méthodes interdites ;
 - (g) le trafic de toute substance ou méthode interdite ;
 - (h) l'administration ou la tentative d'administration d'une substance ou d'une méthode interdite à un sportif, ou l'assistance, l'encouragement, le concours, l'incitation, la dissimulation ou toute autre forme de complicité entraînant une violation ou une tentative de violation des règles antidopage.
4. Aux fins du contrôle du dopage, on entend par " sportif " toute personne qui pratique une activité sportive au niveau international ou à un niveau national tel qu'il est défini par l'organisation antidopage nationale concernée et accepté par les États parties, et toute autre personne qui pratique un sport ou participe à une manifestation sportive à un niveau inférieur accepté par les États parties. Aux fins de l'éducation et de la formation, on entend par " sportif " toute personne qui pratique un sport sous l'autorité d'une organisation sportive.
5. Par " personnel d'encadrement des sportifs ", on entend tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical qui travaille avec des sportifs ou qui traite des sportifs participant à une compétition sportive ou s'y préparant.
6. Par " Code ", on entend le Code mondial antidopage adopté par l'Agence mondiale antidopage le 5 mars 2003 à Copenhague et joint à l'appendice 1 de la présente Convention.
7. Par " compétition ", on entend une épreuve, un match ou une partie unique, ou un concours sportif donné.

8. Par " contrôle du dopage ", on entend le processus englobant la planification de la répartition des contrôles, la collecte des échantillons et leur manutention, l'analyse en laboratoire, la gestion des résultats, les auditions et les appels.
9. Par " dopage dans le sport ", on entend un cas de violation des règles antidopage.
10. Par " équipes de contrôle du dopage dûment agréées ", on entend les équipes de contrôle du dopage opérant sous l'autorité d'une organisation antidopage nationale ou internationale.
11. Par " contrôle en compétition ", dans le but de différencier en compétition et hors compétition, et sauf disposition contraire à cet effet dans les règlements de la fédération internationale ou de l'organisation antidopage concernée, on entend un contrôle auquel doit se soumettre un sportif désigné à cette fin dans le cadre d'une compétition donnée.
12. Par " Standard international pour les laboratoires ", on entend le Standard figurant à l'appendice 2 de la présente Convention.
13. Par " Standards internationaux de contrôle ", on entend les Standards figurant à l'appendice 3 de la présente Convention.
14. Par " contrôle inopiné ", on entend un contrôle du dopage qui a lieu sans avertissement préalable du sportif et au cours duquel celui-ci est escorté en permanence depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'échantillon.
15. Par " Mouvement olympique ", on entend tous ceux qui acceptent d'être guidés par la Charte olympique et qui reconnaissent l'autorité du Comité international olympique, à savoir : les fédérations internationales des sports au programme des Jeux olympiques, les comités olympiques nationaux, les comités d'organisation des Jeux olympiques, les sportifs, les juges, les arbitres, les associations et les clubs, ainsi que toutes les organisations et les institutions reconnues par le Comité international olympique.
16. Par " contrôle antidopage hors compétition ", on entend tout contrôle du dopage qui n'a pas lieu dans le cadre d'une compétition.
17. Par " Liste des interdictions ", on entend la liste énumérant les substances et méthodes interdites figurant à l'annexe I de la présente Convention.
18. Par " méthode interdite ", on entend toute méthode décrite dans la Liste des interdictions figurant à l'annexe I de la présente Convention.

19. Par " substance interdite ", on entend toute substance décrite dans la Liste des interdictions figurant à l'annexe I de la présente Convention.
20. Par " organisation sportive ", on entend toute organisation responsable d'une manifestation dans une ou plusieurs disciplines sportives.
21. Par " Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques ", on entend le Standard figurant à l'annexe II de la présente Convention.
22. Par " contrôle ", on entend la partie du processus global de contrôle du dopage comprenant la planification de la répartition des tests, la collecte de l'échantillon, la manutention de l'échantillon et son transport au laboratoire.
23. Par " exemption pour usage à des fins thérapeutiques ", on entend une exemption accordée conformément au Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.
24. Par " usage ", on entend l'application, l'ingestion, l'injection ou la consommation par tout autre moyen d'une substance ou méthode interdite.
25. Par " Agence mondiale antidopage " (AMA), on entend la fondation de droit suisse ainsi nommée, constituée le 10 novembre 1999.

Article 3. Moyens d'atteindre le but de la Convention

Aux fins de la présente Convention, les États parties s'engagent à :

- (a) adopter des mesures appropriées aux niveaux national et international qui soient conformes aux principes énoncés dans le Code ;
- (b) encourager toute forme de coopération internationale visant à protéger les sportifs et l'éthique du sport et à communiquer les résultats de la recherche ;
- (c) promouvoir une coopération internationale entre eux et les organisations qui jouent un rôle de premier plan dans la lutte contre le dopage dans le sport, en particulier l'Agence mondiale antidopage.

Article 4. Relation entre le Code et la Convention

1. Afin de coordonner la mise en œuvre de la lutte contre le dopage dans le sport aux niveaux national et international, les États parties s'engagent à respecter les principes énoncés dans le Code, qui servent de base aux mesures visées à l'article 5 de la présente Convention. Rien dans la présente Convention n'empêche les États parties d'adopter des mesures additionnelles en complément du Code.

2. Le texte du Code et la version la plus récente des appendices 2 et 3 sont reproduits à titre d'information et ne font pas partie intégrante de la présente Convention. Les appendices, en tant que tels, ne créent aucune obligation contraignante en droit international pour les États parties.
3. Les annexes font partie intégrante de la présente Convention.

Article 5. Mesures permettant d'atteindre les objectifs de la Convention

En conformité avec les obligations inscrites dans la présente Convention, chaque État partie s'engage à adopter des mesures appropriées. Ces mesures peuvent comprendre des lois, des règlements, des politiques ou des pratiques administratives.

Article 6. Relation avec d'autres instruments internationaux

La présente Convention ne modifie en rien les droits et obligations des États parties qui découlent d'autres accords préalablement conclus et compatibles avec son objet et son but. Cela ne porte atteinte ni à la jouissance par d'autres États parties de leurs droits au titre de la présente Convention, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celle-ci.

II. LUTTE ANTIDOPAGE A L'ECHELLE NATIONALE

Article 7. Coordination au niveau national

Les États parties assurent l'application de la présente Convention, notamment par des mesures de coordination au niveau national. Pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la présente Convention, ils peuvent s'appuyer sur des organisations antidopage, ainsi que sur les autorités et organisations sportives.

Article 8. Limitation de la disponibilité et de l'utilisation dans le sport de substances et de méthodes interdites

1. Le cas échéant, les États parties adoptent des mesures pour limiter la disponibilité de substances et de méthodes interdites en vue d'en restreindre l'utilisation dans le sport par les sportifs, sauf en cas d'exemption pour usage thérapeutique. Ils luttent notamment contre le trafic destiné aux sportifs et, à cette fin, s'emploient à limiter la production, la circulation, l'importation, la distribution et la vente desdites substances et méthodes.
2. Les États parties adoptent des mesures, ou encouragent, le cas échéant, les instances compétentes relevant de leur juridiction à adopter des mesures, pour prévenir et restreindre l'utilisation et la possession par les sportifs de substances et méthodes interdites dans le sport, à moins que cette utilisation ne soit autorisée par une exemption pour usage thérapeutique.

3. Aucune mesure adoptée conformément à la présente Convention ne restreint la disponibilité à des fins légitimes de substances et méthodes dont l'usage est autrement interdit ou limité dans le domaine sportif.

Article 9. Mesures à l'encontre du personnel d'encadrement des sportifs

Les États parties prennent eux-mêmes des mesures, ou encouragent les organisations sportives et les organisations antidopage à prendre des mesures, y compris des sanctions ou des pénalités, à l'encontre des membres de l'encadrement des sportifs qui commettent une violation des règles antidopage ou autre infraction liée au dopage dans le sport.

Article 10. Compléments alimentaires

Selon que de besoin, les États parties encouragent les producteurs et distributeurs de compléments alimentaires à établir des bonnes pratiques pour la commercialisation et la distribution desdits compléments, notamment à fournir des informations sur la composition analytique de ces produits et l'assurance qualité.

Article 11. Mesures d'ordre financier Selon que de besoin, les États parties :

- (a) inscrivent à leur budget le financement d'un programme national de contrôles dans toutes les disciplines sportives ou aident les organisations sportives et les organisations antidopage à financer des contrôles antidopage, soit en leur octroyant directement des subventions ou des allocations, soit en tenant compte du coût de ces contrôles lorsqu'ils déterminent le montant global de ces subventions ou allocations ;
- (b) font le nécessaire pour retirer leur soutien financier dans le domaine du sport aux sportifs ou aux membres de l'encadrement des sportifs qui ont été suspendus à la suite d'une violation des règles antidopage, et ce pendant la durée de la suspension ;
- (c) retirent tout ou partie de leur soutien, financier ou autre, dans le domaine du sport à toute organisation sportive ou organisation antidopage qui ne respecte pas le Code ou les règles antidopage applicables adoptées conformément au Code.

Article 12. Mesures visant à faciliter les contrôles antidopage Selon que de besoin, les États parties :

- (a) encouragent et facilitent l'exécution, par les organisations sportives et les organisations antidopage relevant de leur juridiction, de contrôles antidopage conformes aux dispositions du Code, y compris les contrôles inopinés et les contrôles hors compétition et en compétition ;

- (b) encouragent et facilitent la négociation, par les organisations sportives et organisations antidopage, d'accords autorisant des équipes de contrôle du dopage dûment agréées d'autres pays à soumettre leurs membres à des contrôles ;
- (c) s'engagent à aider les organisations sportives et les organisations antidopage relevant de leur juridiction à accéder à un laboratoire antidopage agréé aux fins de l'analyse des échantillons prélevés.

III. COOPERATION INTERNATIONALE

Article 13. Coopération entre les organisations antidopage et les organisations sportives

Les États parties encouragent la coopération entre les organisations antidopage, les pouvoirs publics et les organisations sportives qui relèvent de leur juridiction et ceux relevant de la juridiction des autres États parties afin d'atteindre, à l'échelle internationale, le but de la présente Convention.

Article 14. Soutien à la mission de l'Agence mondiale antidopage

Les États parties s'engagent à soutenir l'Agence mondiale antidopage dans sa mission importante de lutte contre le dopage à l'échelle internationale.

Article 15. Financement à parts égales de l'Agence mondiale antidopage

Les États parties appuient le principe du financement du budget annuel de base approuvé de l'Agence mondiale antidopage, pour moitié par les pouvoirs publics et pour moitié par le Mouvement olympique.

Article 16. Coopération internationale en matière de lutte antidopage

Sachant que la lutte contre le dopage dans le sport ne saurait être efficace que si les sportifs peuvent être contrôlés inopinément et les échantillons envoyés en temps utile à des laboratoires pour y être analysés, les États parties, selon que de besoin et conformément à leurs législations et procédures nationales :

- (a) facilitent la tâche de l'Agence mondiale antidopage et des organisations antidopage œuvrant en conformité avec le Code, sous réserve des règlements des pays hôtes concernés, pour qu'elles puissent procéder à des contrôles du dopage en compétition ou hors compétition auprès de leurs sportifs, sur leur territoire ou en dehors ;
- (b) facilitent la circulation transfrontalière en temps utile des équipes de contrôle du dopage dûment agréées quand elles procèdent à des contrôles antidopage ;
- (c) coopèrent pour accélérer le transport ou l'expédition transfrontalière en temps utile des échantillons de manière à en assurer la sécurité et l'intégrité ;

- (d) favorisent la coordination internationale des contrôles antidopage effectués par les diverses organisations antidopage, et coopèrent avec l'Agence mondiale antidopage à cette fin ;
- (e) favorisent la coopération entre les laboratoires de contrôle antidopage relevant de leur juridiction et ceux relevant de la juridiction d'autres États parties. En particulier, les États parties ayant des laboratoires antidopage agréés doivent les encourager à aider d'autres États parties à acquérir l'expérience, les compétences et les techniques nécessaires pour créer leurs propres laboratoires, s'ils le souhaitent ;
- (f) encouragent et soutiennent les arrangements de contrôles réciproques entre les organisations antidopage concernées, conformément au Code ;
- (g) reconnaissent mutuellement les procédures de contrôle du dopage et les méthodes de gestion des résultats de toute organisation antidopage qui sont conformes au Code, y compris les sanctions sportives qui en découlent.

Article 17. Fonds de contributions volontaires

1. Il est créé un "Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport", ci-après dénommé " le Fonds de contributions volontaires ". Il s'agit d'un fonds-en-dépôt établi conformément au Règlement financier de l'UNESCO. Toutes les contributions versées par les États parties et autres acteurs sont de nature volontaire.
2. Les ressources du Fonds de contributions volontaires sont constituées par :
 - (a) les contributions des États parties ;
 - (b) les versements, dons ou legs que pourront faire :
 - (i) d'autres États ;
 - (ii) les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d'autres organisations internationales ;
 - (iii) des organismes publics ou privés ou des particuliers ;
 - (c) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds de contributions volontaires ;
 - (d) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds de contributions volontaires ;
 - (e) toutes autres ressources autorisées par le règlement du Fonds de contributions volontaires que la Conférence des Parties établit.
3. Les contributions versées par les États parties au Fonds de contributions volontaires ne remplacent pas les sommes qu'ils se sont engagés à verser pour s'acquitter de leur quote-part du budget annuel de l'Agence mondiale antidopage.

Article 18. Utilisation et gouvernance du Fonds de contributions volontaires

Les ressources du Fonds de contributions volontaires sont allouées par la Conférence des Parties au financement d'activités qu'elle aura approuvées, notamment pour aider les États parties à élaborer et mettre en œuvre des programmes antidopage conformément aux dispositions de la présente Convention, compte tenu des objectifs de l'Agence mondiale antidopage, et peuvent servir à financer le fonctionnement de ladite Convention. Les contributions au Fonds de contributions volontaires ne peuvent être assorties d'aucune condition politique, économique ou autre.

IV. ÉDUCATION ET FORMATION

Article 19. Principes généraux en matière d'éducation et de formation

1. Les États parties s'emploient, dans les limites de leurs moyens, à soutenir, concevoir ou mettre en œuvre des programmes d'éducation et de formation sur la lutte contre le dopage. Pour la communauté sportive en général, ces programmes visent à donner des informations à jour et exactes sur :
 - (a) les effets négatifs du dopage sur les valeurs éthiques du sport ;
 - (b) les conséquences du dopage sur la santé.

2. Pour les sportifs et le personnel d'encadrement des sportifs, en particulier au cours de la formation initiale, les programmes d'éducation et de formation, outre ce qui précède, visent à donner des informations à jour et exactes sur :
 - (a) les procédures de contrôle du dopage ;
 - (b) les droits et responsabilités des sportifs en matière de lutte contre le dopage, y compris des informations sur le Code et les politiques des organisations sportives et antidopage compétentes. Ces informations portent notamment sur les conséquences d'une violation des règles antidopage ;
 - (c) la liste des substances et méthodes interdites, ainsi que les exemptions pour usage thérapeutique ;
 - (d) les compléments alimentaires.

Article 20. Codes déontologiques

Les États parties encouragent les associations et institutions professionnelles compétentes à élaborer et à appliquer des codes de conduite, de bonne pratique et de déontologie appropriés et conformes au Code en matière de lutte contre le dopage dans le sport.

Article 21. Participation des sportifs et du personnel d'encadrement des sportifs

Les États parties favorisent et, dans la mesure de leurs moyens, soutiennent la participation active des sportifs et du personnel d'encadrement des sportifs à tous les

volets de la lutte antidopage menée par les organisations sportives et autres organisations compétentes, et encouragent les organisations sportives relevant de leur juridiction à faire de même.

Article 22. Organisations sportives et éducation et formation continues en matière de lutte contre le dopage

Les États parties encouragent les organisations sportives et les organisations antidopage à mettre en œuvre des programmes d'éducation et de formation continues pour tous les sportifs et le personnel d'encadrement des sportifs sur les points visés à l'article 19.

Article 23. Coopération en matière d'éducation et de formation

Les États parties coopèrent entre eux et avec les organisations compétentes pour échanger, selon que de besoin, des informations, des compétences techniques et des données d'expérience relatives à des programmes antidopage efficaces.

V. RECHERCHE

Article 24. Promotion de la recherche antidopage

Les États parties s'engagent à encourager et à promouvoir, dans les limites de leurs moyens, la recherche antidopage en collaboration avec les organisations sportives et autres organisations compétentes en ce qui concerne :

- (a) la prévention, les méthodes de dépistage, les aspects comportementaux et sociaux du dopage et ses conséquences sur la santé ;
- (b) les voies et moyens de concevoir des programmes scientifiques d'entraînement physique et psychologique qui respectent l'intégrité de la personne ;
- (c) l'utilisation de toutes les nouvelles substances et méthodes issues des progrès de la science.

Article 25. Nature de la recherche antidopage

En encourageant la recherche antidopage visée à l'article 24, les États parties veillent à ce que cette recherche soit conduite :

- (a) conformément aux pratiques déontologiques internationalement reconnues ;
- (b) en évitant que des substances et méthodes interdites soient administrées aux sportifs ;
- (c) en prenant des précautions adéquates pour que ses résultats ne puissent pas être utilisés abusivement ni servir au dopage.

Article 26. Échange des résultats de la recherche antidopage

Dans le respect des règles nationales et internationales applicables, les États parties, selon que de besoin, font connaître les résultats de la recherche antidopage aux autres États parties et à l'Agence mondiale antidopage.

Article 27. Recherche en sciences du sport Les États parties encouragent :

- (a) les scientifiques et le corps médical à mener des recherches en sciences du sport en conformité avec les principes énoncés dans le Code ;
- (b) les organisations sportives et le personnel d'encadrement des sportifs placés sous leur juridiction à appliquer les résultats issus de la recherche en sciences du sport qui sont conformes aux principes énoncés dans le Code.

VI. SUIVI DE LA CONVENTION

Article 28. Conférence des Parties

1. Il est établi une Conférence des Parties. La Conférence des Parties est l'organe souverain de la présente Convention.
2. La Conférence des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans en principe. Elle peut se réunir en session extraordinaire, soit si elle en décide elle-même ainsi, soit à la demande d'un tiers au moins des États parties.
3. Chaque État partie dispose d'une voix à la Conférence des Parties.
4. La Conférence des Parties adopte son règlement intérieur.

Article 29. Organisation consultative et observateurs auprès de la Conférence des Parties

L'Agence mondiale antidopage est invitée à la Conférence des Parties en qualité d'organisation consultative. Le Comité international olympique, le Comité international paralympique, le Conseil de l'Europe et le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPE) y sont invités en qualité d'observateurs. La Conférence des Parties peut décider d'inviter d'autres organisations compétentes en tant qu'observateurs.

Article 30. Fonctions de la Conférence des Parties

1. Outre celles énoncées dans d'autres dispositions de la présente Convention, les fonctions de la Conférence des Parties sont les suivantes :

- (a) promouvoir le but de la présente Convention ;
- (b) discuter des relations avec l'Agence mondiale antidopage et étudier les mécanismes de financement du budget annuel de base de l'Agence. Des États non parties peuvent être invités au débat ;
- (c) adopter un plan d'utilisation des ressources du Fonds de contributions volontaires, conformément aux dispositions de l'article 18 ;
- (d) examiner les rapports soumis par les États parties conformément à l'article 31 ;
- (e) examiner en permanence les moyens d'assurer le respect de la présente Convention compte tenu de l'évolution des systèmes antidopage, conformément à l'article 31. Tout mécanisme ou toute mesure de suivi qui va au-delà des dispositions de l'article 31 est financé(e) par le Fonds de contributions volontaires créé en vertu de l'article 17 ;
- (f) examiner pour adoption les projets d'amendements à la présente Convention ;
- (g) examiner pour approbation, conformément aux dispositions de l'article 34 de la Convention, les modifications à la Liste des interdictions et au Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques adoptées par l'Agence mondiale antidopage ;
- (h) définir et mettre en œuvre la coopération entre les États parties et l'Agence mondiale antidopage dans le cadre de la présente Convention ;
- (i) prier l'Agence mondiale antidopage de lui présenter un rapport sur l'application du Code à chacune de ses sessions pour examen.

2. Dans l'exercice de ses fonctions, la Conférence des Parties peut coopérer avec d'autres organismes intergouvernementaux.

Article 31. Rapports présentés par les États parties à la Conférence des Parties

Par l'intermédiaire du Secrétariat, les États parties communiquent tous les deux ans à la Conférence des Parties, dans une des langues officielles de l'UNESCO, tous les renseignements pertinents concernant les mesures qu'ils auront prises pour se conformer aux dispositions de la présente Convention.

Article 32. Secrétariat de la Conférence des Parties

1. Le secrétariat de la Conférence des Parties est assuré par le Directeur général de l'UNESCO.
2. À la demande de la Conférence des Parties, le Directeur général de l'UNESCO recourt aussi largement que possible aux services de l'Agence mondiale antidopage, selon des modalités fixées par la Conférence des Parties.

3. Les dépenses de fonctionnement relatives à la Convention sont financées par le budget ordinaire de l'UNESCO dans les limites des ressources existantes et à un niveau approprié, par le Fonds de contributions volontaires créé en vertu des dispositions de l'article 17, ou par une combinaison appropriée de ces ressources à déterminer tous les deux ans. Le financement des dépenses du secrétariat par le budget ordinaire se fait sur la base du strict minimum, étant entendu que des financements volontaires devraient aussi être consentis à l'appui de la Convention.
4. Le secrétariat établit la documentation de la Conférence des Parties ainsi que le projet d'ordre du jour de ses réunions, et il assure l'exécution de ses décisions.

Article 33. Amendements

1. Tout État partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général de l'UNESCO, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à tous les États parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de transmission de la communication, la moitié au moins des États parties répond favorablement à la proposition, le Directeur général la présente à la session suivante de la Conférence des Parties.
2. Les amendements sont adoptés par la Conférence des Parties à la majorité des deux tiers des États parties présents et votants.
3. Une fois adoptés, les amendements à la présente Convention sont soumis aux États parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.
4. Pour les États parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt par les deux tiers des États parties des instruments visés au paragraphe 3 du présent article. Par la suite, pour chaque État partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par l'État partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
5. Un État qui devient partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :
 - (a) partie à la présente Convention ainsi amendée ;
 - (b) partie à la présente Convention non amendée à l'égard de tout État partie qui n'est pas lié par ces amendements.

Article 34. Procédure spécifique d'amendement aux annexes de la Convention

1. Si l'Agence mondiale antidopage modifie la Liste des interdictions ou le Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, elle peut communiquer ces changements par écrit au Directeur général de l'UNESCO. Le Directeur général notifie lesdits changements, en tant que propositions d'amendement aux annexes pertinentes de la présente Convention, à tous les États parties dans les meilleurs délais. Les amendements aux annexes sont approuvés par la Conférence des Parties, soit à l'occasion de l'une de ses sessions, soit par voie de consultation écrite.
2. Les États parties disposent d'un délai de 45 jours à compter de la notification du Directeur général pour faire connaître à ce dernier leur opposition à l'amendement proposé, soit par écrit, en cas de consultation écrite, soit à l'occasion d'une session de la Conférence des Parties. L'amendement proposé est réputé approuvé par la Conférence des Parties à moins que deux tiers des États parties ne fassent connaître leur opposition.
3. Les amendements approuvés par la Conférence des Parties sont notifiés aux États parties par le Directeur général. Ils entrent en vigueur 45 jours après cette notification, sauf pour tout État partie qui a préalablement notifié au Directeur général qu'il n'y souscrivait pas.
4. Un État partie qui a notifié au Directeur général qu'il ne souscrivait pas à un amendement approuvé conformément aux dispositions des paragraphes précédents demeure lié par les annexes telles que non amendées.

VII. DISPOSITIONS FINALES

Article 35. Régimes constitutionnels fédératifs ou non unitaires

Les dispositions ci-après s'appliquent aux États parties ayant un régime constitutionnel fédératif ou non unitaire :

- (a) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central sont les mêmes que celles des États parties qui ne sont pas des États fédéraux ;
- (b) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence de chacun des États, comtés, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas, en vertu du régime constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral porte, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des États, comtés, provinces ou cantons pour adoption.

Article 36. Ratification, acceptation, approbation ou adhésion

La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion des États membres de l'UNESCO conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 37. Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Pour tout État qui déclare ultérieurement accepter d'être lié par la présente Convention, celle-ci entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai d'un mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 38. Extension territoriale de la Convention

1. Tout État peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, spécifier le territoire ou les territoires dont il assure les relations internationales et auxquels la présente Convention s'applique.
2. Par déclaration adressée à l'UNESCO, tout État partie peut, à une date ultérieure, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire spécifié dans cette déclaration. Relativement à un tel territoire, la Convention entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de réception de ladite déclaration par le dépositaire.
3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents peut, relativement à tout territoire qui y est mentionné, être retirée par notification adressée à l'UNESCO. Le retrait entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de réception de ladite notification par le dépositaire.

Article 39. Dénonciation

Tout État partie a la faculté de dénoncer la présente Convention. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO. Elle prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifie en rien les obligations financières incombant à l'État partie concerné jusqu'à la date à laquelle le retrait prend effet.

Article 40. Dépositaire

Le Directeur général de l'UNESCO est le dépositaire de la présente Convention et des amendements y relatifs. En sa qualité de dépositaire, il informe les États parties à la présente Convention ainsi que les autres États membres de l'Organisation :

- (a) du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- (b) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention en vertu de l'article 37 ;
- (c) de tout rapport établi en vertu des dispositions de l'article 31 ;
- (d) de tout amendement à la Convention ou aux annexes adopté en vertu des articles 33 et 34, et de la date d'entrée en vigueur dudit amendement ;
- (e) de toute déclaration ou notification faite en vertu des dispositions de l'article 38 ;
- (f) de toute notification faite en vertu des dispositions de l'article 39, et de la date à laquelle la dénonciation prend effet ;
- (g) de tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

Article 41. Enregistrement

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

Article 42. Textes faisant foi

1. La présente Convention, y compris les annexes, est établie en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, les six textes faisant également foi.
2. Les appendices à la présente Convention sont établis en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe.

Article 43. Réserves

Il n'est admis aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la présente Convention.

Annexe I. Liste des interdictions - Standard international

Annexe II. Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques

Appendice 1. Code mondial antidopage

Appendice 2. Standard international pour les laboratoires

Appendice 3. Standards internationaux de contrôle

ANNEXE I

AGENCE MONDIALE ANTIDOPAGE

CODE MONDIAL ANTIDOPAGE

LISTE DES INTERDICTIONS 2005

STANDARD INTERNATIONAL

Le texte officiel de la Liste des interdictions sera tenu à jour par l'Agence mondiale antidopage (AMA) et publié en anglais et en français. La version anglaise fera autorité en cas de divergence entre les deux versions.

Cette liste entrera en vigueur le 1er janvier 2005.

LISTE DES INTERDICTIONS 2005

CODE MONDIAL ANTIDOPAGE

Entrée en vigueur le 1er janvier 2005

L'utilisation de tout médicament devrait être limitée
à des indications médicalement justifiées

SUBSTANCES ET METHODES INTERDITES
EN PERMANENCE
(EN ET HORS COMPÉTITION)

SUBSTANCES INTERDITES

SI. Agents anabolisants

Les agents anabolisants sont interdits.

I. Stéroïdes anabolisants androgènes (SAA)

(a) SAA exogènes*, incluant :

18 α -homo-17 β -hydroxyestr-4-en-3-one ; bolastérone ; boldénone ; boldione ; calu-stérone ; clostébol ; danazol ; déhydrochlorométhyltestostérone ; daltal-androstène-3,17-dione ; daltal-androsténiol ; daltal-dihydro-testostérone ; drostanolone ; éthylestréno ; fluoxymestérone ; formébolone ; furazabol ; gestrione ; 4-hydroxy-testostérone ; 4-hydroxy-19-nortestostérone ; mestanolone ; mestérolone ; méténolone ; méthandiénone ; méthandriol ; méthylidiénone ; méthyltriénone ; méthyltestostérone ; mibolérone ; nandrolone ; 19-norandrosténiol ; 19-norandrosténiédione ; norboléthone ; norclostébol ; noréthandrolone ; oxabolone ; oxandrolone ; oxymestérone ; oxymétholone ; quinbolone ; stanozolol ; stenbolone ; tétrahydrogestrione ; trenbolone et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s).

(b) SAA endogènes** :

androsténiol (androst-5-ène-3 β ,17 β -diol); androsténiédione (androst-4-ène-3,17-dione); déhydroépiandrostérone (DHEA); dihydrotestostérone; testostérone.

et les métabolites ou isomères suivants :

5 α -androstane-3 α , 17 α -diol ; 5 α -androstane-3 α ,17 β -diol ; 5 α -androstane- 3 β ,17 α -diol ; 5 α -androstane-3 β ,17 β -diol ; androst-4-ène-3 α ,17 α -diol ; androst-4-ène-3 α ,17 β -diol ; androst-4-ène-3 β ,17 α -diol ; androst-5-ène-3 α ,17 α -diol ; androst-5-ène-3 α ,17 β -diol ; androst-5-ène-3 β ,17 α -diol ; 4-androsténiol (androst-4-ène-3 β ,17 β -diol) ; 5-androsténiédione (androst-5-ène-3,17-dione) ; épi-dihydrotestostérone ; 3 α -hydroxy-5 α -androstane-17-one ; 3 β -hydroxy-5 α -androstane-17-one ; 19-norandrostérone ; 19-norétiocanolone.

Dans le cas d'une substance interdite (selon la liste ci-dessus) pouvant être produite naturellement par le corps, un échantillon sera considéré comme contenant cette substance interdite si la concentration de la substance interdite ou de ses métabolites ou de ses marqueurs et/ou tout autre rapport pertinent dans Y échantillon du sportif s'écarte suffisamment des valeurs normales trouvées chez l'homme pour qu'une production endogène normale soit improbable. Un échantillon ne sera pas considéré comme contenant une substance interdite si le sportif prouve que la concentration de substance interdite ou de ses métabolites ou de ses marqueurs et/ou tout autre rapport pertinent dans Y échantillon du sportif est attribuable à un état physiologique ou pathologique. Dans tous les cas, et quelle que soit la concentration, le laboratoire rendra un résultat d'analyse anormal si, en se basant sur une méthode d'analyse fiable, il peut démontrer que la substance interdite est d'origine exogène.

Si le résultat de laboratoire n'est pas concluant et qu'aucune concentration décrite au paragraphe ci-dessus n'est mesurée, Y organisation antidopage responsable effectuera une investigation plus approfondie s'il existe de sérieuses indications, telles que la comparaison avec des profils stéroïdiens de référence, d'un possible usage d'une substance interdite.

Si le laboratoire a rendu un rapport T/E supérieur à quatre (4) pour un (1) dans l'urine, une investigation complémentaire est obligatoire afin de déterminer si le rapport est dû à un état physiologique ou pathologique, sauf si le laboratoire rapporte un résultat d'analyse anormal basé sur une méthode d'analyse fiable, démontrant que la substance interdite est d'origine exogène.

En cas d'investigation, celle-ci comprendra un examen de tous les contrôles antérieurs et/ou subséquents. Si les contrôles antérieurs ne sont pas disponibles, le sportif devra se soumettre à un contrôle inopiné au moins trois fois pendant une période de trois mois.

Si le sportif refuse de collaborer aux examens complémentaires, son échantillon sera considéré comme contenant une substance interdite.

2. Autres agents anabolisants, incluant sans s'y limiter :

Clenbutérol, zéranol, zilpatérol

Pour les besoins du présent document :

* « exogène » désigne une substance qui ne peut pas être produite naturellement par l'organisme humain.

** « endogène » désigne une substance qui peut être produite naturellement par l'organisme humain.

S2. Hormones et substances apparentées

Les substances qui suivent, y compris d'autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s), et leurs facteurs de libération, sont interdites :

1. Erythropoïétine (EPO)
2. Hormone de croissance (hGH), facteur de croissance analogue à l'insuline (IGF-1), facteurs de croissance mécanique (MGFs)
3. Gonadotrophines (LH, hCG)
4. Insuline
5. Corticotrophines

À moins que le sportif puisse démontrer que la concentration était due à un état physiologique ou pathologique, un échantillon sera considéré comme contenant une substance interdite (selon la liste ci-dessus) lorsque la concentration de substance interdite ou de ses métabolites ou de ses marqueurs et/ou tout autre rapport pertinent dans V échantillon du sportif est supérieur aux valeurs normales chez l'humain et qu'une production endogène normale est improbable.

En outre, la présence de substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s), de marqueur(s) diagnostique(s) ou de facteurs de libération d'une hormone apparaissant dans la liste ci-dessus, ou de tout autre résultat indiquant que la substance détectée est d'origine exogène, sera rapportée comme un résultat d'analyse anormal.

S3. BETA-2 AGONISTES

Tous les bêta-2 agonistes, y compris leurs isomères D- et L-, sont interdits. Leur utilisation requiert une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.

À titre d'exception, le formotérol, le salbutamol, le salmétérol et la terbutaline, lorsque utilisés par inhalation pour prévenir et/ou traiter l'asthme et l'asthme ou bronchoconstriction d'effort, nécessitent une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques abrégée.

Même si une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques est accordée, si le laboratoire a rapporté une concentration de salbutamol (libre plus glucuronide) supérieure à 1000 ng/mL, ce résultat sera considéré comme un résultat d'analyse anormal jusqu'à ce que le sportif prouve que ce résultat anormal est consécutif à l'usage thérapeutique de salbutamol par voie inhalée.

S4. AGENTS AVEC ACTIVITE ANTI-ŒSTROGENE

Les classes suivantes de substances anti-œstrogéniques sont interdites :

1. Inhibiteurs d'aromatase, incluant sans s'y limiter : anastrozole, létrozole, aminogluthétimide, exémestane, formestane, testolactone
2. Modulateurs sélectifs des récepteurs aux œstrogènes, incluant sans s'y limiter : raloxifène, tamoxifène, torémifène

3. Autres substances anti-œstrogéniques, incluant sans s'y limiter: clomifène, cyclofénil, fulvestrant

S5. DIURETIQUES ET AUTRES AGENTS MASQUANTS

Les diurétiques et autres agents masquants sont interdits. Les agents masquants incluent, sans s'y limiter :

Diurétiques*, épitestostérone, probénécide, inhibiteurs de l'alpharéductase (par exemple dutastéride et finastéride), succédanés de plasma (par exemple albumine, dextran, hydroxyéthylamidon).

Les diurétiques incluent :

acétazolamide, amiloride, bumétanide, canrénone, chlortalidone, acide étacrynique, furosémide, indapamide, métolazone, spironolactone, thiazides (par exemple bendrofluméthiazide, chlorothiazide, hydrochlorothiazide), triamterène, et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s).

- * Une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques n'est pas valable si Y échantillon d'urine du sportif contient un diurétique détecté en association avec des substances interdites à leurs niveaux seuils ou en dessous de leurs niveaux seuils.

MÉTHODES INTERDITES

MI. AMÉLIORATION DU TRANSFERT D'OXYGÈNE

Ce qui suit est interdit :

- (a) Le dopage sanguin, y compris l'utilisation de produits sanguins autologues, homologues ou hétérologues ou de globules rouges de toute origine, dans un autre but que pour un traitement médical justifié.
- (b) L'amélioration artificielle de la consommation, du transport ou de la libération de l'oxygène, incluant sans s'y limiter les produits chimiques perfluorés, l'éfaproxiral (RSR13) et les produits d'hémoglobine modifiée (par exemple les substituts de sang à base d'hémoglobine, les produits à base d'hémoglobines réticulées).

M2. MANIPULATION CHIMIQUE ET PHYSIQUE

Ce qui suit est interdit :

La falsification, ou la tentative de falsification, dans le but d'altérer l'intégrité et la validité des échantillons recueillis lors des contrôles du dopage.

Cette catégorie comprend, sans s'y limiter, les perfusions intraveineuses*, la cathétérisation, la substitution et/ou l'altération de l'urine.

- * Excepté dans le cadre légitime d'un traitement médical aigu, les perfusions intraveineuses sont interdites.

M3. DOPAGE GENETIQUE

L'utilisation non thérapeutique de cellules, gènes, éléments génétiques, ou de la modulation de l'expression génique, ayant la capacité d'augmenter la performance sportive, est interdite.

SUBSTANCES ET METHODES INTERDITES EN COMPÉTITION

Outre les catégories SI à S5 et M1 à M3 définies ci-dessus,
les catégories suivantes sont interdites en compétition :

SUBSTANCES INTERDITES

S6. STIMULANTS

Les stimulants qui suivent sont interdits, y compris leurs isomères optiques (D- et L-) lorsqu'ils s'appliquent :

Adrafinil, amfépramone, amiphénazole, amphétamine, amphétaminil, benzphétamine, bromantan, carphédon, cathine*, clobenzorex, cocaïne, diméthylamphétamine, éphédrine**, étiamphétamine, étiléfrine, famprofazone, fencamfamine, fencamine, fénétylline, fenfluramine, fenproporex, furfénorex, méfénorex, méphentermine, mésocarbe, méthamphétamine, méthylamphétamine, méthylènedioxyamphétamine, méthylènedioxyméthamphétamine, méthyléphédrine**, méthylphénidate, modafinil, nicéthamide, norfenfluramine, parahydroxyamphétamine, pémoline, phendimétrazine, phenmétrazine, phentermine, prolintane, sélégiline, strychnine et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s)***.

- * La cathine est interdite quand sa concentration dans l'urine dépasse 5 microgrammes par millilitre.

- ** L'éphédrine et la méthyléphédrine sont interdites quand leurs concentrations respectives dans l'urine dépassent 10 microgrammes par millilitre.

- *** Les substances figurant dans le Programme de surveillance 2005 (bupropion, caféine, phényléphrine, phénylpropanolamine, pipradrol, pseudoéphédrine, synéphrine) ne sont pas considérées comme des substances interdites.

NOTE : L'adrénaline, associée à des agents anesthésiques locaux, ou en préparation à usage local (par exemple par voie nasale ou ophtalmologique), n'est pas interdite.

S7. NARCOTIQUES

Les narcotiques qui suivent sont interdits :

buprénorphine, dextromoramide, diamorphine (héroïne), fentanyl et ses dérivés, hydromorphone, méthadone, morphine, oxycodone, oxymorphone, pentazocine, péthidine.

S8. CANNABINOÏDES

Les cannabinoïdes (par exemple le haschisch, la marijuana) sont interdits.

S9. GLUCOCORTICOÏDES

Tous les glucocorticoïdes sont interdits lorsqu'ils sont administrés par voie orale, rectale, intraveineuse ou intramusculaire. Leur utilisation requiert l'obtention d'une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques. Toute autre voie d'administration nécessite une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques abrégée.

Les préparations cutanées ne sont pas interdites.

SUBSTANCES INTERDITES DANS CERTAINS SPORTS

PI. ALCOOL

L'alcool (éthanol) est interdit en compétition seulement, dans les sports suivants.

La détection sera effectuée par éthylométrie et/ou analyse sanguine. Le seuil de violation pour chaque fédération est indiqué entre parenthèses.

- Aéronautique (FAI) (0.20 g/L)
- Automobile (FIA) (0.10 g/L)
- Billard (WCBS) (0.20 g/L)
- Boules (CMSB) (0.10 g/L)
- Karaté (WKF) (0.10 g/L)
- Motocyclisme (FEVI) (0.00 g/L)
- Pentathlon moderne (UIPM) (0.10 g/L) pour les épreuves comprenant du tir
- Ski (FIS) (0.10 g/L)
- Tir à l'arc (FITA) (0.10 g/L)

P2. BETA-BLOQUANTS

À moins d'indication contraire, les bêta-bloquants sont interdits en compétition seulement, dans les sports suivants.

- Aéronautique (FAI)
- Automobile (FIA)
- Billard (WCBS)
- Bobsleigh (FIBT)
- Boules (CMSB)
- Bridge (FMB)
- Curling (WCF)
- Échecs (FIDE)
- Gymnastique (FIG)
- Lutte (FILA)
- Motocyclisme (FIM)
- Natation (FINA) en plongeon et nage synchronisée
- Pentathlon moderne (UIPM) pour les épreuves comprenant du tir
- Quilles (FIQ)
- Ski (FIS) pour le saut à skis et le snowboard free style
- Tir (ISSF) (aussi interdits hors compétition)
- Tir à l'arc (FITA) (aussi interdits hors compétition)
- Voile (ISAF) pour les barreaux en match racing seulement

Les bêta-bloquants incluent sans s'y limiter :

acébutolol, alprénolol, aténolol, bétaxolol, bisoprolol, bunolol, cartéolol, carvédilol, céliprolol, esmolol, labétalol, lévobunolol, métipranolol, métoprolol, nadolol, oxprénolol, pindolol, propranolol, sotalol, timolol.

SUBSTANCES SPECIFIQUES*

Les « substances spécifiques »* sont énumérées ci-dessous :

- Éphédrine, L-méthylamphétamine, méthyléphédrine ;
- Cannabinoïdes ;
- Tous les bêta-2 agonistes par inhalation, excepté le clenbutérol ;
- Probénécide ;
- Tous les glucocorticoïdes ;
- Tous les bêta-bloquants ;
- Alcool.

- * « La Liste des interdictions peut identifier des substances spécifiques, qui, soit sont particulièrement susceptibles d'entraîner une violation non intentionnelle des règlements antidopage compte tenu de leur présence fréquente dans des médicaments, soit sont moins susceptibles d'être utilisées avec succès comme agents dopants ». Une violation des règles antidopage portant sur ces substances peut se traduire par une sanction réduite si le « ...sportif peut établir qu'il n'a pas utilisé une telle substance dans l'intention d'améliorer sa performance sportive... ».

ANNEXE II

STANDARD POUR L'AUTORISATION D'USAGE
À DES FINS THÉRAPEUTIQUES

Extrait du « STANDARD INTERNATIONAL POUR L'AUTORISATION
D'USAGE À DES FINS THÉRAPEUTIQUES »
de l'Agence mondiale antidopage (AMA) ; en vigueur au 1er janvier 2005

4. 0 Critères d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques

Une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT) peut être accordée à un sportif pow qu'il puisse utiliser une substance ou méthode interdite telle que définie dans la Liste des interdictions. Une demande d'AUT sera étudiée par un Comité pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (CAUT). Le CAUT sera nommé par une organisation antidopage. Une autorisation sera accordée uniquement en accord rigoureux avec les critères suivants :

[Commentaires : Ce standard s'applique à tous les sportifs tels que définis par le Code et assujettis à celui-ci, y compris les sportifs handicapés. Le présent standard sera appliqué selon les conditions individuelles. Par exemple, une autorisation justifiée pour un sportif handicapé peut ne pas l'être pour d'autres sportifs.]

4. 1 Le sportif devrait soumettre une demande d'AUT au moins 21 jours avant de participer à une manifestation.
4. 2 Le sportif subirait un préjudice de santé significatif si la substance ou la méthode interdite n'était pas administrée dans le cadre de la prise en charge d'un état pathologique aigu ou chronique.
4. 3 L'usage thérapeutique de la substance ou de la méthode interdite ne devra produire aucune amélioration de la performance autre que celle attribuable au retour à un état de santé normal après le traitement d'un état pathologique avéré. L'usage de toute substance ou méthode interdite pour augmenter les niveaux naturellement bas d'hormones endogènes n'est pas considéré comme une intervention thérapeutique acceptable.
4. 4 II ne doit pas exister d'alternative thérapeutique autorisée pouvant se substituer à la substance ou à la méthode normalement interdite.
4. 5 La nécessité d'utiliser la substance ou méthode normalement interdite ne doit pas être une conséquence partielle ou totale de l'utilisation antérieure non thérapeutique de substances de la Liste des interdictions.

4. 6 L'AUT sera annulée par l'organisation l'ayant accordée si :

- (a) le sportif no, se conforme pas promptement à toute demande ou condition imposée par Y organisation antidopage ayant accordé l'autorisation ;
- (b) la période d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques a expiré ;
- (c) le sportif est informé que l'AUT a été annulée par V organisation antidopage.

[Commentaire : Chaque AUT aura une durée précise définie par le CAUT. Il est possible qu'une AUT ait expiré ou ait été annulée et que la substance interdite couverte par VAUT soit toujours présente dans l'organisme du sportif. Dans de tels cas, l'organisation antidopage qui procède à une enquête sur le résultat anormal tentera de déterminer si le résultat est compatible avec la date d'expiration ou d'annulation de VAUT.]

4. 7 Une demande d'AUT ne saurait être approuvée rétrospectivement, à l'exception des cas suivants :

- (a) urgence médicale ou traitement d'une condition pathologique aiguë, ou
- (b) si en raison de circonstances exceptionnelles, il n'y a pas eu suffisamment de temps ou de possibilités pour le demandeur de soumettre, ou pour le CAUT d'étudier, une demande avant le contrôle du dopage.

[Commentaire : Les urgences médicales ou les conditions pathologiques aiguës exigeant l'administration d'une substance ou méthode normalement interdite avant qu'une demande d'AUT puisse être faite sont rares. De même, les circonstances exigeant une étude rapide d'une demande d'AUT à cause de compétitions imminentes sont peu fréquentes. Les organisations antidopage qui délivrent les AUT devraient disposer de procédures internes qui permettent de faire face à de telles situations].

5. 0 Confidentialité de l'information

5. 1 Le demandeur doit donner sa permission écrite de transmettre tous les renseignements se rapportant à la demande aux membres du CAUT et, s'il y a lieu, à d'autres experts médicaux et scientifiques indépendants, ou au personnel impliqué dans la gestion, la révision ou les procédures d'appel des AUT.

S'il est nécessaire de faire appel à des experts indépendants, tous les détails de la demande leur seront transmis, sans identifier le sportif concerné. Le sportif demandeur doit aussi donner son consentement par écrit pour permettre aux membres du CAUT de communiquer leurs conclusions aux autres organisations antidopage concernées, en vertu du Code.

5. 2 Les membres des CAUT et l'administration de Y organisation antidopage concernée mèneront toutes leurs activités en toute confidentialité. Tous les membres d'un CAUT et tout le personnel impliqué signeront une clause de confidentialité. En particulier, les renseignements suivants seront strictement confidentiels :

- (a) tous les renseignements ou données médicales fournis par le sportif et par son médecin traitant ;
- (b) tous les détails de la demande, y compris le nom du médecin impliqué dans le processus.

Si un sportif s'oppose aux demandes du CAUT ou du CAUT de VAMA d'obtenir tout renseignement de santé en son nom, le sportif doit en aviser son médecin traitant par écrit. En conséquence d'une telle décision, le sportif n'obtiendra pas d'approbation ou de renouvellement d'une AUT.

6. 0 Comités pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (CA UT)

Les CAUT seront constitués et agiront en conformité avec les directives suivantes :

6. 1 Les CAUT doivent comprendre au moins trois médecins possédant une expérience dans les soins et le traitement des sportifs, ainsi qu'une solide connaissance et une pratique de la médecine clinique et sportive. Afin d'assurer l'indépendance des décisions, une majorité des membres ne devrait pas avoir de responsabilités officielles dans l'organisation antidopage du CAUT. Tous les membres d'un CAUT devront signer une déclaration de non-conflit d'intérêt. Dans les demandes d'AUT impliquant des sportifs handicapés, au moins un des membres du CAUT devra avoir une expérience spécifique dans les soins aux sportifs handicapés.

6. 2 Les membres d'un CAUT peuvent demander l'avis d'experts médicaux ou scientifiques qu'ils jugent appropriés dans l'analyse de l'argumentaire de toute demande d'AUT.

6. 3 Le CAUT de VAMA sera formé selon les critères prévus à l'article 6.1.

Le CAUT de VAMA est établi afin de réexaminer, de sa propre initiative, les décisions des organisations antidopage. Sur demande de tout sportifs qui une AUT a été refusée par une organisation antidopage, le CAUT de YAMA réexaminera cette décision, avec l'autorité de la renverser en vertu de l'article 4.4 du Code.

7. 0 Procédure de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT)

7. 1 Une AUT ne sera considérée qu'après réception d'un formulaire de demande dûment complété qui doit inclure tous les documents connexes (voir l'annexe 1 - formulaire d'AUT). La procédure de demande doit être traitée en respectant strictement les principes de la confidentialité médicale.

7. 2 Le ou les formulaires de demande d'AUT de l'annexe 1 peuvent être modifiés par les organisations antidopage de façon à inclure des exigences additionnelles à des fins de renseignement, mais aucune section ou article ne doit être retiré de l'annexe 1.

7. 3 Le (ou les) formulaire(s) de demande d'AUT peuvent être traduits dans d'autres langues par les organisations antidopage, mais l'anglais ou le français doit demeurer sur le (ou les) formulaire(s).

7. 4 Un sportif ne peut soumettre une demande d'AUT à plus d'une organisation antidopage. La demande doit identifier le sport du sportif et, le cas échéant, sa discipline et sa position ou son rôle particulier.
7. 5 La demande doit inclure toute demande en cours et/ou antérieure d'autorisation d'utiliser une substance ou une méthode normalement interdite, l'organisme auprès duquel ladite demande a été faite, et la décision de cet organisme.
7. 6 La demande doit inclure un historique médical clair et détaillé comprenant les résultats de tout examen, analyse de laboratoire ou études par imagerie, liés à la demande.
7. 7 Tous les examens complémentaires et pertinents, recherches supplémentaires ou études par imagerie, demandés par le CAUT de l'organisation antidopage seront effectués aux frais du demandeur ou de son organisme national responsable.
7. 8 La demande doit inclure une attestation d'un médecin traitant qualifié confirmant la nécessité de la substance ou méthode interdite dans le traitement du sportif et décrivant pourquoi une alternative thérapeutique autorisée ne peut pas ou ne pourrait pas être utilisée dans le traitement de son état.
7. 9 La posologie, la fréquence, la voie et la durée d'administration de la substance ou méthode normalement interdite devront être spécifiées.
7. 10 Les décisions du CAUT devraient être rendues dans les 30 jours suivant la réception de la demande accompagnée de toute la documentation nécessaire et devront être transmises par écrit au sportif par l'organisation antidopage concernée. Lorsqu'une AUT a été accordée à un sportif faisant partie du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles, le sportif et VAMA recevront dans les plus brefs délais un certificat d'approbation incluant les renseignements concernant la durée de l'autorisation et toutes les conditions associées à cette AUT.
7. 11 (a) À réception d'une demande de réexamen de la part d'un sportif le CAUT de VAMA aura l'autorité, tel que spécifié dans l'article 4.4 du Code, de renverser une décision concernant une AUT accordée par une organisation antidopage. Le sportif fournira au CAUT de VAMA tous les renseignements présentés lors de la demande d'AUT soumise initialement à l'organisation antidopage, et s'affranchira auprès de VAMA de la somme forfaitaire requise. Tant que le processus de révision n'est pas achevé, la décision initiale reste en vigueur. Le processus ne devrait pas prendre plus de 30 jours suivant la réception des renseignements par VAMA.
(b) L'AMA peut initier un réexamen en tout temps. Le CAUT de VAMA devra finaliser sa révision dans les 30 jours.

7. 12 Si la décision concernant l'octroi d'une AUT est renversée suite au réexamen, ce changement n'aura pas d'effet rétroactif et n'annulera pas les résultats du sportif au cours de la période durant laquelle l'AUT était accordée, et cette décision entrera en vigueur au plus tard 14 jours après que le sportif aura été notifié de celle-ci.
8. 0 Procédure abrégée de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUTA)
8. 1 Il est reconnu que certaines substances faisant partie de la Liste des substances interdites sont utilisées pour traiter des états pathologiques courants rencontrés fréquemment au sein de la population sportive. Dans de tels cas, une demande détaillée telle que décrite à la section 4 et à la section 7 n'est pas requise. Par conséquent, un processus abrégé de demande d'AUT est établi.
8. 2 Les substances et méthodes interdites pouvant faire l'objet du processus abrégé sont strictement limitées aux bêta-2 agonistes (formoterol, salbutamol, salmeterol et terbutaline) par inhalation, et aux glucocorticoïdes par des voies d'administration non systémiques.
8. 3 Pour obtenir l'autorisation d'usage de l'une des substances ci-dessus, le sportif doit fournir à l'Organisation antidopage une attestation médicale justifiant la nécessité thérapeutique. Cette attestation médicale, telle que décrite dans l'annexe 2, doit indiquer le diagnostic, le nom du médicament, la posologie, la voie d'administration et la durée du traitement.
- Si possible, les examens pratiqués pour établir le diagnostic devront être mentionnés (sans indiquer les résultats ni les détails).
8. 4 La procédure abrégée implique ce qui suit :
- (a) l'autorisation d'usage de substances interdites soumise au processus abrégé entre en vigueur dès la réception d'une demande complète par l'Organisation antidopage. Les demandes incomplètes seront retournées au demandeur ;
 - (b) à réception d'une demande complète, l'Organisation antidopage informera rapidement le sportif. La fédération internationale du sportif, sa fédération nationale, ainsi que l'Organisation nationale antidopage seront aussi avisées de façon appropriée. L'Organisation antidopage avisera l'AMA seulement à réception d'une demande émanant d'un sportif de niveau international ;
 - (c) une demande d'AUTA ne saurait être approuvée rétrospectivement, à l'exception des cas suivants :
 - urgence médicale ou traitement d'une condition pathologique aiguë, ou
 - si en raison de circonstances exceptionnelles, il n'y a pas eu suffisamment de temps ou de possibilités pour le demandeur de soumettre, ou pour le CAUT d'étudier, une demande avant le contrôle du dopage.

8. 5 (a) Un réexamen par le CAUT de l'organisation ou par le CAUT de YAMA peut être initié à tout moment durant la validité d'une AUTA.
- (b) Si le sportif demande un réexamen du refus d'une AUTA, le CAUT de YAMA pourra demander au sportif de fournir des renseignements médicaux additionnels au besoin, aux frais du sportif.
8. 6 Une AUTA peut être annulée par le CAUT ou le CAUT de YAMA en tout temps. Le sportif sa fédération internationale et toute organisation antidopage concernée en seront avisés immédiatement.
8. 7 L'annulation prendra effet dès que le sportif aura été informé de la décision. Toutefois, le sportif pourra soumettre une demande d'AUT selon les modalités de la section 7.
9. 0 Centre d'information
9. 1 Les organisations antidopage doivent fournir à YAMA toutes les AUT, ainsi que toute la documentation de support conformément à la section 7.
9. 2 Concernant les AUTA , les organisations antidopage fourniront à VAMA les demandes médicales soumises par les sportifs de niveau international en conformité avec la section 8.4.
9. 3 Le centre d'information garantira la stricte confidentialité de tous les renseignements médicaux.

[RUSSIAN TEXT – TEXTE RUSSE]

МЕЖДУНАРОДНАЯ КОНВЕНЦИЯ О БОРЬБЕ С ДОПИНГОМ В СПОРТЕ

Генеральная конференция Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры, далее именуемой «ЮНЕСКО», на своей 33-й сессии, состоявшейся 3-21 октября 2005 года в Париже,

учитывая, что цель ЮНЕСКО заключается в содействии укреплению мира и безопасности путем расширения сотрудничества народов в области образования, науки и культуры,

ссылаясь на существующие международные документы, касающиеся прав человека,

учитывая резолюцию 58/5, принятую Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций 3 ноября 2003 г. и касающуюся спорта как средства содействия воспитанию, здоровью, развитию и миру, в частности ее пункт 7,

сознавая, что спорт должен играть важную роль в охране здоровья, в нравственном, культурном и физическом воспитании, а также в содействии укреплению международного взаимопонимания и мира,

отмечая необходимость поощрения и координации международного сотрудничества, направленного на искоренение допинга в спорте,

выражая обеспокоенность в связи с использованием спортсменами допинга в спорте и последствиями этого для их здоровья, принципа справедливой игры, искоренения мошенничества и будущего спорта,

сознавая, что допинг ставит под угрозу этические принципы и воспитательные ценности, закрепленные в Международной хартии физического воспитания и спорта ЮНЕСКО и Олимпийской хартии,

напоминая о том, что Конвенция против применения допинга и Дополнительный протокол к ней, принятые в рамках Совета Европы, представляют собой инструменты публичного международного права, на которых основываются политика стран и межправительственное сотрудничество в области борьбы с допингом,

ссылаясь на рекомендации по вопросу о допинге, принятые на второй, третьей и четвертой международных конференциях министров и руководящих работников, ответственных за физическое воспитание и спорт, которые были организованы ЮНЕСКО в Москве (1988 г.), Пунта-дель-Эсте (1999 г.) и Афинах (2004 г.), а также на резолюцию 32 С/9, принятую Генеральной конференцией ЮНЕСКО на ее 32-й сессии (2003 г.),

принимая во внимание Всемирный антидопинговый кодекс, принятый Всемирным антидопинговым агентством 5 марта 2003 г. в Копенгагене на Всемирной конференции по допингу в спорте, а также Копенгагенскую декларацию о борьбе с допингом в спорте,

принимая также во внимание влияние, которое ведущие спортсмены оказывают на молодежь,

учитывая необходимость проведения и расширения на постоянной основе исследований для совершенствования методов обнаружения допинга и более глубокого изучения факто-

ров, влияющих на его использование, в целях обеспечения максимальной эффективности стратегий предотвращения применения допинга,

учитывая также важность просвещения на постоянной основе спортсменов, вспомогательного персонала спортсменов и общества в целом по вопросам предотвращения применения допинга,

принимая во внимание необходимость наращивания потенциала государств-участников для осуществления программ борьбы с допингом,

учитывая, что государственные органы и организации, ответственные за спорт, выполняют взаимодополняющие функции по предотвращению применения допинга в спорте и борьбе с ним, в частности для обеспечения надлежащего проведения спортивных мероприятий на основе принципа справедливой игры и охраны здоровья их участников,

признавая, что эти органы и организации должны сотрудничать в достижении этих целей, добиваясь максимальной независимости и прозрачности на всех соответствующих уровнях,

будучи преисполнена решимости предпринимать дальнейшие и более активные совместные действия по искоренению допинга в спорте,

признавая, что искоренение допинга в спорте отчасти зависит от последовательного согласования антидопинговых стандартов и практики в спорте и от сотрудничества на национальном и мировом уровнях,

принимает настоящую Конвенцию девятнадцатого октября 2005 года.

I. Сфера применения

Статья 1 – Цель Конвенции

Цель настоящей Конвенции в рамках стратегии и программы деятельности ЮНЕСКО в области физического воспитания и спорта заключается в содействии предотвращению применения допинга в спорте и борьбе с ним в интересах его искоренения.

Статья 2 – Определения

Приведенные ниже определения следует толковать в контексте Всемирного антидопингового кодекса. Однако в случае разночтений преимущество имеют положения Конвенции.

Для целей настоящей Конвенции:

1. «Аккредитованные лаборатории допинг-контроля» означают лаборатории, аккредитованные Всемирным антидопинговым агентством.
2. «Антидопинговая организация» означает юридическое лицо, ответственное за установление правил, касающихся разработки, осуществления или обеспечения соблюдения любого элемента процесса допинг-контроля. К таковым относятся, например, Международный олимпийский комитет, Международный паралимпийский комитет, другие организации, которые проводят крупные мероприятия и осуществляют на

них тестирование, Всемирное антидопинговое агентство, международные федерации и национальные антидопинговые организации.

3. «Нарушение антидопингового правила» в спорте означает одно или несколько следующих нарушений:
 - (a) наличие запрещенной субстанции или ее метаболитов или маркеров в пробе, взятой из организма спортсмена;
 - (b) использование или попытка использования запрещенной субстанции или запрещенного метода;
 - (c) отказ явиться на взятие пробы или неявка на взятие пробы без уважительных причин после получения уведомления в соответствии с действующими антидопинговыми правилами или уклонение иным образом от взятия пробы;
 - (d) нарушение действующих требований, касающихся доступности спортсмена для внесоревновательного тестирования, включая непредоставление требуемой информации о его местонахождении и неявку для тестирования, которое назначается на основании разумных правил;
 - (e) фальсификация или попытки фальсификации на любом этапе допинг-контроля;
 - (f) обладание запрещенными субстанциями или методами;
 - (g) распространение любой запрещенной субстанции или любого запрещенного метода;
 - (h) введение или попытка введения запрещенной субстанции любому спортсмену или применение или попытка применения в отношении него запрещенного метода, или же помощь, поощрение, содействие, подстрекательство, сокрытие или соучастие в любой иной форме, связанные с нарушением или любой попыткой нарушения антидопингового правила.
4. «Спортсмен» для целей допинг-контроля означает любое лицо, занимающееся спортом на международном или национальном уровне, как это определяется каждой национальной антидопинговой организацией и признается государствами-участниками, а также любое другое лицо, занимающееся спортом или участвующее в спортивном мероприятии более низкого уровня, как это признается государствами-участниками. Для целей программ образования и подготовки «спортсмен» означает любое лицо, занимающееся спортом под эгидой какой-либо спортивной организации.
5. «Вспомогательный персонал спортсмена» означает любого тренера, инструктора, менеджера, агента, члена штата команды, должностное лицо, медицинский или парамедицинский персонал, работающих со спортсменами или занимающихся лечением спортсменов, принимающих участие или готовящихся к участию в спортивном соревновании.

6. «Кодекс» означает Всемирный антидопинговый кодекс, принятый Всемирным антидопинговым агентством 5 марта 2003 г. в Копенгагене и включенный в Добавление 1 к настоящей Конвенции.
7. «Соревнование» означает единичную гонку, матч, игру или отдельное спортивное состязание.
8. «Допинг-контроль» означает процесс, включающий планирование проведения тестов, взятие проб и обращение с ними, лабораторный анализ, послетестовые процедуры, слушания и апелляции.
9. «Допинг в спорте» означает случай нарушения антидопингового правила.
10. «Надлежащим образом уполномоченные группы допинг-контроля» означают группы допинг-контроля, действующие под руководством международных или национальных антидопинговых организаций.
11. «Соревновательное тестирование» для целей проведения различия между соревновательным и внесоревновательным тестированием, если правилами какой-либо международной федерации или другой соответствующей антидопинговой организации не предусмотрено иного, означает проведение теста, когда спортсмен выбирается для тестирования в связи с его участием в конкретном соревновании.
12. «Международный стандарт для лабораторий» означает стандарт, включенный в Добавление 2 к настоящей Конвенции.
13. «Международный стандарт для тестирования» означает стандарт, включенный в Добавление 3 к настоящей Конвенции.
14. «Без предварительного уведомления» означает допинг-контроль, проводящийся без предварительного оповещения спортсмена, при котором устанавливается постоянное сопровождение спортсмена с момента его уведомления до взятия пробы.
15. «Олимпийское движение» означает всех тех, кто согласен руководствоваться Олимпийской хартией и признает полномочия Международного олимпийского комитета, а именно: международные федерации видов спорта, входящих в программу Олимпийских игр, национальные олимпийские комитеты, организационные комитеты Олимпийских игр, спортсмены, судьи и арбитры, ассоциации и клубы, а также все организации и учреждения, признанные Международным олимпийским комитетом.
16. «Внесоревновательный» допинг-контроль означает любой допинг-контроль, который проводится вне соревнований.
17. «Запрещенный список» означает список, включенный в Приложение I к настоящей Конвенции, в котором указаны запрещенные субстанции и запрещенные методы.
18. «Запрещенный метод» означает любой метод, обозначенный в качестве такового в Запрещенном списке, который включен в Приложение I к настоящей Конвенции.
19. «Запрещенная субстанция» означает любую субстанцию, обозначенную в качестве таковой в Запрещенном списке, который включен в Приложение I к настоящей Конвенции.

20. «Спортивная организация» означает любую организацию, выступающую в качестве органа, который устанавливает правила проведения спортивного мероприятия по одному или нескольким видам спорта.
21. «Стандарты выдачи разрешений на терапевтическое использование» означают стандарты, включенные в Приложение II к настоящей Конвенции.
22. «Тестирование» означает части процесса допинг-контроля, включающие планирование проведения тестов, взятие проб, обращение с пробами и транспортировку проб в лабораторию.
23. «Разрешение на терапевтическое использование» означает разрешение, выдаваемое в соответствии со Стандартами выдачи разрешений на терапевтическое использование.
24. «Использование» означает применение, пероральное введение, инъекцию или употребление любым иным способом любой запрещенной субстанции или запрещенного метода.
25. «Всемирное антидопинговое агентство» (ВАДА) означает фонд с этим названием, учрежденный в соответствии со швейцарским законодательством 10 ноября 1999 года.

Статья 3 – Средства достижения цели Конвенции

Для достижения цели Конвенции государства-участники обязуются:

- (a) принимать на национальном и международном уровнях надлежащие меры, соответствующие принципам Кодекса;
- (b) поощрять все формы международного сотрудничества, направленного на обеспечение защиты спортсменов, соблюдение этических принципов в спорте и совместное использование результатов исследований;
- (c) содействовать международному сотрудничеству между государствами-участниками и ведущими организациями в области борьбы с допингом в спорте, в частности сотрудничеству со Всемирным антидопинговым агентством.

Статья 4 – Связь Конвенции с Кодексом

1. В целях координации действий по борьбе с допингом в спорте на национальном и международном уровнях государства-участники обязуются придерживаться принципов Кодекса в качестве основы для принятия мер, предусмотренных в статье 5 настоящей Конвенции. Ничто в настоящей Конвенции не препятствует принятию государствами-участниками других мер в дополнение к Кодексу.
2. Кодекс и самые последние версии добавлений 2 и 3 приводятся для сведения и не являются неотъемлемыми частями настоящей Конвенции. Добавления сами по себе не устанавливают для государств-участников каких-либо международно-правовых обязательств.
3. Приложения являются неотъемлемой частью настоящей Конвенции.

Статья 5 – Меры по решению задач Конвенции

Выполняя обязательства, изложенные в настоящей Конвенции, каждое государство-участник обязуется принимать соответствующие меры. Они могут включать меры в области законодательства, нормативного регулирования, политики или административной практики.

Статья 6 – Взаимосвязь с другими международными документами

Настоящая Конвенция не изменяет прав и обязательств государств-участников, которые возникают в связи с другими ранее заключенными соглашениями, не противоречащими предмету и цели настоящей Конвенции. Это не затрагивает осуществления другими государствами-участниками своих прав или выполнения ими своих обязательств по настоящей Конвенции.

II. Деятельность по борьбе с допингом на национальном уровне

Статья 7 – Координация внутри страны

Государства-участники обеспечивают применение настоящей Конвенции путем, в частности, координации действий внутри страны. Для выполнения своих обязательств согласно настоящей Конвенции государства-участники могут использовать антидопинговые организации, а также спортивные учреждения и организации.

Статья 8 – Ограничение доступности запрещенных субстанций и методов и их использования в спорте

1. Государства-участники принимают, когда это целесообразно, меры по ограничению доступности запрещенных субстанций и методов в целях ограничения их использования спортсменами в спорте, за исключением случаев, когда такое использование основано на разрешении на терапевтическое использование. В их число входят меры по борьбе с распространением запрещенных субстанций и методов среди спортсменов и, соответственно, меры по контролю за их производством, перемещением, ввозом, распределением и продажей.
2. Государства-участники принимают меры по предотвращению и ограничению использования спортсменами запрещенных субстанций и методов в спорте и обладания ими, за исключением случаев, когда они используются на основании разрешения на их терапевтическое использование, или, когда это целесообразно, поощряют принятие таких мер соответствующими юридическими лицами, находящимися под их юрисдикцией.
3. Никакие меры, принимаемые в соответствии с настоящей Конвенцией, не препятствуют обеспечению доступности в законных целях субстанций и методов, которые в иных случаях запрещены или контролируются в спорте.

Статья 9 – Меры в отношении вспомогательного персонала спортсмена

Государства-участники сами принимают или содействуют принятию спортивными организациями и антидопинговыми организациями мер, в том числе санкций или штрафов в

отношении вспомогательного персонала спортсмена, нарушающего антидопинговое правило или совершающего другое нарушение, которое связано с допингом в спорте.

Статья 10 – Пищевые добавки

Государства-участники, когда это целесообразно, содействуют внедрению производителями и распространителями пищевых добавок передовой практики в области сбыта и распределения пищевых добавок, включая предоставление информации об их химическом составе и гарантии качества.

Статья 11 – Финансовые меры

Государства-участники, когда это целесообразно:

- (a) выделяют в рамках своих соответствующих бюджетов средства для финансирования национальной программы тестирования во всех видах спорта или оказывают помощь спортивным организациям и антидопинговым организациям в финансировании допинг-контроля в виде прямых субсидий или дотаций, либо в форме зачета расходов по такому контролю при установлении общей суммы субсидий или дотаций, предоставляемых этим организациям;
- (b) принимают меры по приостановлению связанной со спортивной деятельностью финансовой поддержки тех отдельных спортсменов или их вспомогательного персонала, которые были отстранены вследствие нарушения антидопингового правила, на весь период их отстранения;
- (c) приостанавливают частично или полностью финансовую или другую связанную со спортивной деятельностью поддержку любой спортивной организации или антидопинговой организации, которая не соблюдает Кодекс или действующие антидопинговые правила, установленные в соответствии с Кодексом.

Статья 12 – Меры по содействию допинг-контролю

Государства-участники, когда это целесообразно:

- (a) поощряют и поддерживают проведение спортивными организациями и антидопинговыми организациями, находящимися под их юрисдикцией, допинг-контроля в соответствии с Кодексом, включая упреждающий контроль, внесоревновательное и соревновательное тестирование;
- (b) поощряют и поддерживают заключение спортивными организациями и антидопинговыми организациями соглашений, позволяющих их участникам проходить тестирование надлежащим образом уполномоченными группами допинг-контроля из других стран;
- (c) обязуются оказывать содействие находящимся под их юрисдикцией спортивным организациям и антидопинговым организациям в получении доступа к аккредитованной лаборатории допинг-контроля для проведения анализов в целях допинг-контроля.

III. Международное сотрудничество

Статья 13 – Сотрудничество между антидопинговыми организациями и спортивными организациями

Государства-участники содействуют сотрудничеству между антидопинговыми организациями, государственными органами и спортивными организациями, находящимися под их юрисдикцией, и аналогичными организациями и органами, находящимися под юрисдикцией других государств-участников, в интересах достижения на международном уровне цели настоящей Конвенции.

Статья 14 – Поддержка миссии Всемирного антидопингового агентства

Государства-участники обязуются поддерживать Всемирное антидопинговое агентство в выполнении его важной миссии в области международной борьбы с допингом.

Статья 15 – Равнодолевое финансирование Всемирного антидопингового агентства

Государства-участники поддерживают принцип равно долевого финансирования государственных органами и Олимпийским движением утвержденного основного годового бюджета Всемирного антидопингового агентства.

Статья 16 – Международное сотрудничество в области допинг-контроля

Признавая, что борьба с допингом в спорте может быть эффективной только в том случае, если будут обеспечены тестирование спортсменов без предварительного уведомления и своевременная транспортировка проб для анализа в лаборатории, государства-участники, когда это целесообразно и в соответствии с внутригосударственным законодательством и процедурами:

- (a) при условии соблюдения соответствующих нормативных положений принимающих стран оказывают содействие Всемирному антидопинговому агентству и антидопинговым организациям, действующим в соответствии с Кодексом, в проведении соревновательного и внесоревновательного допинг-контроля своих спортсменов как на своей территории, так и за ее пределами;
- (b) оказывают содействие в обеспечении своевременного передвижения через границы надлежащим образом уполномоченных групп допинг-контроля при проведении мероприятий по допинг-контролю;
- (c) сотрудничают в целях содействия своевременной транспортировке или перемещению через границы проб таким образом, чтобы обеспечить их безопасность и сохранность;
- (d) оказывают помощь в обеспечении международной координации мероприятий по допинг-контролю, проводимых различными антидопинговыми организациями, и сотрудничают в этих целях со Всемирным антидопинговым агентством;
- (e) развивают сотрудничество между лабораториями допинг-контроля, находящимися под их юрисдикцией, и соответствующими лабораториями, находящи-

мися под юрисдикцией других государств-участников. В частности, государства-участники, располагающие аккредитованными лабораториями допинг-контроля, должны содействовать оказанию помощи через лаборатории, находящиеся под их юрисдикцией, другим государствам-участникам, с тем чтобы дать им возможность приобрести необходимые опыт и навыки и освоить необходимую методологию для создания своих собственных лабораторий, если они того пожелают;

- (f) содействуют заключению и реализации договоренностей о взаимном тестировании между назначенными в соответствии с Кодексом антидопинговыми организациями;
- (g) признают на взаимной основе процедуры допинг-контроля и послетестовые процедуры, включая связанные с этим спортивные санкции, которые применяются любой антидопинговой организацией в соответствии с Кодексом.

Статья 17 – Добровольный фонд

1. Настоящим учреждается «Фонд для искоренения допинга в спорте», далее именуемый «Добровольным фондом». Добровольный фонд образуется из целевых средств, привлекаемых в соответствии с Положением о финансах ЮНЕСКО. Все взносы государств-участников, а также других участников носят добровольный характер.
2. Средства Добровольного фонда состоят из:
 - (a) взносов государств-участников;
 - (b) взносов, пожертвований или завещанного имущества, которые могут предоставляться:
 - (i) другими государствами;
 - (ii) организациями и программами системы Организации Объединенных Наций, в частности Программой развития Организации Объединенных Наций, а также другими международными организациями;
 - (iii) государственными или частными организациями или физическими лицами;
 - (c) любых процентов, начисляемых на средства Добровольного фонда;
 - (d) средств, полученных в рамках кампаний по сбору пожертвований и мероприятий в пользу Добровольного фонда;
 - (e) любых других средств, предусмотренных в Положении о Добровольном фонде, которое будет разработано Конференцией сторон.
3. Взносы государств-участников в Добровольный фонд не рассматриваются в качестве замены обязательства государств-участников по выплате своей доли в годовой бюджет Всемирного антидопингового агентства.

Статья 18 – Использование средств Добровольного фонда и управление им

Средства Добровольного фонда выделяются Конференцией сторон для финансирования утвержденных ею мероприятий, в частности для оказания государствам-участникам помощи в разработке и осуществлении антидопинговых программ в соответствии с положениями настоящей Конвенции и с учетом целей Всемирного антидопингового агентства, а также могут использоваться для покрытия расходов, связанных с осуществлением настоящей Конвенции. Взносы в Добровольный фонд не могут сопровождаться какими бы то ни было политическими, экономическими или иными условиями.

IV. Образование и подготовка

Статья 19 – Общие принципы образования и подготовки

1. Государства-участники обязуются в рамках своих средств поддерживать, разрабатывать или осуществлять программы образования и подготовки по вопросам борьбы с допингом. Для спортивного сообщества в целом эти программы должны быть направлены на предоставление обновленной и точной информации по следующим вопросам:
 - (a) ущерб, наносимый допингом этическим ценностям спорта;
 - (b) последствия применения допинга для здоровья.
2. Для спортсменов и вспомогательного персонала спортсменов, особенно на начальном этапе их подготовки, эти программы должны быть направлены на предоставление обновленной и точной информации по следующим вопросам:
 - (a) процедуры допинг-контроля;
 - (b) права и обязанности спортсменов в связи с борьбой с допингом, включая информацию о Кодексе и антидопинговой политике соответствующих спортивных организаций и антидопинговых организаций, в том числе о последствиях нарушения антидопинговых правил;
 - (c) список запрещенных субстанций и методов, а также разрешений на терапевтическое использование запрещенных субстанций;
 - (d) пищевые добавки.

Статья 20 – Профессиональные кодексы поведения

Государства-участники поощряют разработку и осуществление соответствующими компетентными профессиональными ассоциациями и учреждениями надлежащих кодексов поведения, добросовестной практики и этики, касающихся борьбы с допингом в спорте, которые соответствуют Кодексу.

Статья 21 – Привлечение спортсменов и вспомогательного персонала спортсменов

Государства-участники способствуют и в рамках своих средств содействуют активному участию спортсменов и вспомогательного персонала спортсменов во всех аспектах анти-

допинговой деятельности спортивных и других соответствующих организаций и побуждают к этому спортивные организации, находящиеся под их юрисдикцией.

Статья 22 – Спортивные организации и образование и подготовка на постоянной основе по вопросам борьбы с допингом

Государства-участники содействуют осуществлению на постоянной основе спортивными организациями и антидопинговыми организациями программ образования и подготовки для всех спортсменов и вспомогательного персонала спортсменов по вопросам, указанным в статье 19.

Статья 23 – Сотрудничество в области образования и подготовки

Государства-участники сотрудничают друг с другом и с соответствующими организациями в целях, когда это необходимо, обмена информацией, специалистами и опытом по вопросам осуществления эффективных антидопинговых программ.

V. Исследования

Статья 24 – Содействие проведению исследований по вопросам борьбы с допингом

Государства-участники обязуются в рамках имеющихся у них средств способствовать и содействовать проведению антидопинговых исследований в сотрудничестве со спортивными и другими соответствующими организациями по следующим вопросам:

- (a) предотвращение использования и методы обнаружения допинга, поведенческие и социальные аспекты, а также последствия использования допинга для здоровья;
- (b) пути и средства разработки научно обоснованных программ физиологической и психологической подготовки, не наносящих ущерба здоровью спортсмена;
- (c) применение всех новых субстанций и методов, являющихся результатом научного прогресса.

Статья 25 – Характер антидопинговых исследований

При содействии проведению антидопинговых исследований, указанных в статье 24, государства-участники обеспечивают, чтобы эти исследования проводились:

- (a) в соответствии с признанной на международном уровне этической практикой;
- (b) избегая введения спортсменам запрещенных субстанций и применения запрещенных методов;
- (c) только с соблюдением надлежащих мер предосторожности в целях предотвращения неправомерного применения результатов антидопинговых исследований и их использования в целях допинга.

Статья 26 – Совместное использование результатов антидопинговых исследований

При условии соблюдения соответствующего национального законодательства и международного права государства-участники, когда это целесообразно, обмениваются результатами проведенных антидопинговых исследований с другими государствами-участниками и Всемирным антидопинговым агентством.

Статья 27 – Научные исследования в области спорта

Государства-участники содействуют:

- (a) проведению научными и медицинскими работниками научных исследований в области спорта в соответствии с принципами Кодекса;
- (b) проведению находящимися под их юрисдикцией спортивными организациями и вспомогательным персоналом спортсменов научных исследований в области спорта в соответствии с принципами Кодекса.

VI. Мониторинг Конвенции

Статья 28 – Конференция сторон

1. Настоящим учреждается Конференция сторон. Конференция сторон является высшим органом настоящей Конвенции.
2. Очередные сессии Конференции сторон проводятся, как правило, раз в два года. Конференция сторон может проводить внеочередные сессии, если ею будет принято соответствующее решение или если с такой просьбой обратятся не менее одной трети государств-участников.
3. На Конференции сторон каждое государство-участник обладает одним голосом.
4. Конференция сторон утверждает свои Правила процедуры.

Статья 29 – Консультативная организация и наблюдатели на Конференции сторон

Всемирное антидопинговое агентство приглашается на Конференцию сторон в качестве консультативной организации. Международный олимпийский комитет, Международный паралимпийский комитет, Совет Европы и Межправительственный комитет по физическому воспитанию и спорту (СИГЕПС) приглашаются в качестве наблюдателей. Конференция сторон может принять решение о приглашении других соответствующих организаций в качестве наблюдателей.

Статья 30 – Функции Конференции сторон

1. Помимо изложенных в других положениях настоящей Конвенции функции Конференции сторон состоят в следующем:
 - (a) содействие достижению цели настоящей Конвенции;
 - (b) обсуждение вопросов взаимоотношений со Всемирным антидопинговым агентством и изучение механизмов финансирования основного годового

бюджета Агентства. Государствам, не являющимся сторонами Конвенции, может быть предложено принять участие в этом обсуждении;

- (c) утверждение плана использования средств Добровольного фонда в соответствии со статьей 18;
 - (d) рассмотрение докладов, представляемых государствами-участниками в соответствии со статьей 31;
 - (e) рассмотрение на постоянной основе результатов мониторинга соблюдения настоящей Конвенции в свете разработки антидопинговых систем в соответствии со статьей 31. Любые механизмы мониторинга или меры, выходящие за рамки статьи 31, будут финансироваться из средств Добровольного фонда, учреждаемого в соответствии со статьей 17;
 - (f) рассмотрение поправок к настоящей Конвенции для их последующего принятия;
 - (g) рассмотрение поправок к Запрещенному списку и Стандартам выдачи разрешений на терапевтическое использование запрещенных субстанций, принятых Всемирным антидопинговым агентством, для их утверждения в соответствии со статьей 34;
 - (h) определение направлений и механизмов сотрудничества между государствами-участниками и Всемирным антидопинговым агентством в рамках настоящей Конвенции;
 - (i) направление во Всемирное антидопинговое агентство просьбы о представлении доклада об осуществлении Кодекса для его рассмотрения на каждой сессии.
2. При выполнении своих функций Конференция сторон может взаимодействовать с другими межправительственными органами.

Статья 31 – Доклады государств-участников, представляемые Конференции сторон

Государства-участники раз в два года представляют Конференции сторон через Секретариат на одном из официальных языков ЮНЕСКО всю соответствующую информацию о мерах, принятых ими в целях выполнения положений настоящей Конвенции.

Статья 32 – Секретариат Конференции сторон

1. Секретариат Конференции сторон обеспечивается Генеральным директором ЮНЕСКО.
2. По просьбе Конференции сторон Генеральный директор ЮНЕСКО в максимально возможном объеме использует услуги Всемирного антидопингового агентства на условиях, согласованных Конференцией сторон.
3. Оперативные расходы, связанные с Конвенцией, будут финансироваться из обычного бюджета ЮНЕСКО в рамках имеющихся средств на соответствующем уровне, из Добровольного фонда, учреждаемого в соответствии со статьей 17, или путем их со-

ответствующего сочетания, которое определяется каждые два года. Финансирование Секретариата из средств обычного бюджета производится на строго минимальной основе при том понимании, что в поддержку Конвенции будет также осуществляться добровольное финансирование.

4. Секретариат готовит документацию для Конференции сторон и предварительную повестку дня ее заседаний, а также обеспечивает выполнение ее решений.

Статья 33 – Поправки к Конвенции

1. Каждое государство-участник может посредством письменного сообщения, адресованного Генеральному директору ЮНЕСКО, предлагать поправки к настоящей Конвенции. Генеральный директор рассылает такое сообщение всем государствам-участникам. Если в течение шести месяцев с даты рассылки сообщения не менее половины государств-участников заявляют о своем согласии, Генеральный директор представляет такие предложения следующей сессии Конференции сторон.
2. Поправки принимаются на Конференции сторон большинством в две трети голосов присутствующих и участвующих в голосовании государств-участников.
3. Поправки к настоящей Конвенции после их принятия представляются государствам-участникам для ратификации, принятия, утверждения или присоединения.
4. В отношении государств-участников, которые ратифицировали, приняли, утвердили поправки к настоящей Конвенции или присоединились к ним, они вступают в силу по истечении трех месяцев с даты сдачи на хранение документов, упомянутых в пункте 3 настоящей статьи, двумя третями государств-участников. В дальнейшем для каждого государства-участника, которое ратифицирует, принимает, утверждает поправку или присоединяется к ней, указанная поправка вступает в силу по истечении трех месяцев с даты сдачи на хранение этим государством-участником документа о ратификации, принятии, утверждении или присоединении.
5. Государство, которое становится участником настоящей Конвенции после вступления в силу поправок в соответствии с пунктом 4 настоящей статьи, если не будет выражено иного намерения, считается:
 - (a) участником настоящей Конвенции с внесенными в нее таким образом поправками;
 - (b) участником настоящей Конвенции без внесенных в нее поправок в отношении любого государства-участника, не связанного действием поправок.

Статья 34 – Особый порядок принятия поправок к приложениям к Конвенции

1. Если Всемирное антидопинговое агентство вносит изменения в Запрещенный список или в Стандарты выдачи разрешений на терапевтическое использование, то оно может в письменном сообщении, адресованном Генеральному директору ЮНЕСКО, информировать его об этих изменениях. Генеральный директор оперативно извещает все государства-участники об этих изменениях как о предлагаемых поправках к соответствующим приложениям к Конвенции. Поправки к приложениям утвержда-

ются Конференцией сторон на одной из ее сессий или путем письменной консультации.

2. Государства-участники располагают 45 днями с даты уведомления Генерального директора для того, чтобы заявить о своем возмущении в отношении предлагаемых поправок либо в письменном сообщении на имя Генерального директора, если речь идет о письменной консультации, либо на сессии Конференции сторон. Предложенные поправки считаются принятыми Конференцией сторон, если две трети государств-участников не заявят о своих возмущениях.
3. Генеральный директор уведомляет государства-участники о поправках, принятых Конференцией сторон. Эти поправки вступают в силу через 45 дней с даты этого уведомления, но не в отношении государства-участника, которое ранее уведомило Генерального директора о том, что оно не принимает эти поправки.
4. Государство-участник, уведомившее Генерального директора о том, что оно не принимает поправку, утвержденную в соответствии с предыдущими пунктами, остается связанным действием приложений без внесенных в них поправок.

VII. Заключительные положения

Статья 35 – Федеральные или неунитарные конституционные системы

В отношении государств-участников, которые имеют федеральную или неунитарную конституционную систему, действуют следующие положения:

- (a) в отношении положений настоящей Конвенции, выполнение которых подпадает под правовую юрисдикцию федерального или центрального законодательного органа, федеральное или центральное правительство несет те же обязательства, что и государства-участники, которые не являются федеративными государствами;
- (b) в отношении положений настоящей Конвенции, выполнение которых подпадает под юрисдикцию отдельных входящих в состав государства штатов, областей, провинций или кантонов, которые, в соответствии с конституционной системой федерации не обязаны принимать законодательных мер, федеральное правительство информирует компетентные органы власти таких штатов, областей, провинций или кантонов об указанных положениях со своей рекомендацией относительно их принятия.

Статья 36 – Ратификация, принятие, утверждение или присоединение

Настоящая Конвенция подлежит ратификации, принятию, утверждению или присоединению государствами – членами ЮНЕСКО согласно их соответствующим конституционным процедурам. Документы о ратификации, принятии, утверждении или присоединении сдаются на хранение Генеральному директору ЮНЕСКО.

Статья 37 – Вступление в силу

1. Настоящая Конвенция вступает в силу в первый день месяца по истечении одномесячного периода с даты сдачи на хранение тридцатого документа о ратификации, принятии, утверждении или присоединении.
2. Для любого государства, которое впоследствии заявит о своем согласии взять на себя обязательства по настоящей Конвенции, она вступает в силу в первый день месяца по истечении одномесячного периода с даты сдачи на хранение документа о ратификации, принятии, утверждении или присоединении.

Статья 38 – Распространение действия Конвенции на территории

1. Любое государство, сдавая на хранение свой документ о ратификации, принятии, утверждении или присоединении, может указать территорию или территории, за международные отношения которых оно несет ответственность и на которые распространяется действие настоящей Конвенции.
2. Любое государство-участник может на более позднем этапе в заявлении, адресованном ЮНЕСКО, распространить действие настоящей Конвенции на любую другую территорию, указанную в этом заявлении. В отношении такой территории Конвенция вступает в силу в первый день месяца по истечении одномесячного периода с даты получения такого заявления депозитарием.
3. Любое заявление, сделанное в соответствии с двумя предыдущими пунктами, может быть отозвано в отношении любой территории, указанной в таком заявлении, путем направления уведомления в адрес ЮНЕСКО. Такой отзыв вступает в силу в первый день месяца по истечении одномесячного периода с даты получения такого уведомления депозитарием.

Статья 39 – Денонсация

Любое государство-участник может денонсировать настоящую Конвенцию. О денонсации сообщается в письменной форме в документе, который сдается на хранение Генеральному директору ЮНЕСКО. Денонсация вступает в силу в первый день месяца по истечении шестимесячного периода с даты получения документа о денонсации. Она никоим образом не затрагивает финансовых обязательств соответствующего государства-участника до даты вступления в силу выхода из Конвенции.

Статья 40 – Депозитарий

Депозитарием настоящей Конвенции и поправок к ней является Генеральный директор ЮНЕСКО. В качестве депозитария Генеральный директор ЮНЕСКО информирует государства-участники настоящей Конвенции, а также другие государства – члены Организации о:

- (a) сдаче на хранение любых документов о ратификации, принятии, утверждении или присоединении;
- (b) дате вступления в силу настоящей Конвенции в соответствии со статьей 37;
- (c) любом докладе, подготовленном в соответствии с положениями статьи 31;

- (d) любой поправке к Конвенции или к приложениям, принятой в соответствии со статьями 33 и 34, и дате вступления в силу этой поправки;
- (e) любом заявлении или уведомлении, представленных в соответствии с положениями статьи 38;
- (f) любом уведомлении, представленном в соответствии с положениями статьи 39, и дате вступления в силу денонсации;
- (g) любом другом акте, уведомлении или сообщении, связанных с настоящей Конвенцией.

Статья 41 – Регистрация

В соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций настоящая Конвенция регистрируется Секретариатом Организации Объединенных Наций по просьбе Генерального директора ЮНЕСКО.

Статья 42 – Аутентичные тексты

1. Настоящая Конвенция, включая приложения к ней, составлена на английском, арабском, испанском, китайском, русском и французском языках, причем шесть текстов являются равно аутентичными.
2. Добавления к настоящей Конвенции составлены на английском, арабском, испанском, китайском, русском и французском языках.

Статья 43 – Оговорки

Не допускаются никакие оговорки, не совместимые с предметом и целью настоящей Конвенции.

Приложение I – Запрещенный список – Международный стандарт

Приложение II – Стандарты выдачи разрешений на терапевтическое использование

Добавление 1 – Всемирный антидопинговый кодекс

Добавление 2 – Международный стандарт для лабораторий

Добавление 3 – Международный стандарт для тестирования

ПРИЛОЖЕНИЕ I



**ВСЕМИРНЫЙ
АНТИДОПИНГОВЫЙ КОДЕКС**

ЗАПРЕЩЕННЫЙ СПИСОК 2005

МЕЖДУНАРОДНЫЙ СТАНДАРТ

Официальный текст *Запрещенного списка* хранится *Всемирным антидопинговым агентством (ВАДА)* и публикуется на английском и французском языках. В случае каких-либо несоответствий английского и французского текстов преимущество имеет английский текст *Запрещенного списка*.

Настоящий список вступает в силу 1 января 2005 года.

ЗАПРЕЩЕННЫЙ СПИСОК 2005
ВСЕМИРНЫЙ АНТИДОПИНГОВЫЙ КОДЕКС

Действует с 1 января 2005 года

Использование любых препаратов должно осуществляться
по медицинским показаниям

**СУБСТАНЦИИ И МЕТОДЫ, ЗАПРЕЩЕННЫЕ ВСЕГДА (КАК В
СОРЕВНОВАТЕЛЬНЫЙ, ТАК И ВО ВНЕСОРЕВНОВАТЕЛЬНЫЙ ПЕРИОД)**

ЗАПРЕЩЕННЫЕ СУБСТАНЦИИ

S1. АНАБОЛИЧЕСКИЕ АГЕНТЫ

Запрещены анаболические агенты.

1. Анаболические андрогенные стероиды (AAS)

(a) Экзогенные* AAS, включая:

18 α -гомо-17 β -гидроксистер-4-ен-3-он; боластерон; болденон; болдион; калостерон; клостебол; даназол; дегидрохлорометилтестостерон; дельта1-андростен-3,17-дион; дельта1-андростендиол; дельта1-дигидротестостерон; дростанолон; этилэстренол; флюоксиместерон; формebolон; фуразабол; гестринон; 4-гидрокситестостерон; 4-гидроки-19-нортестостерон; местанолон; местеролон; метенолон; метандиенон; метандриол; метилдиенолон; метилтриенолон; метилтестостерон; миболерон; нандролон; 19-норандростендиол; 19-норандростендион; норболетон; норклостебол; норэтандролон; оксаболон; оксандролон; оксиместерон; оксиметололон; хинболон (квинболон); станозолол; стеноболон; тетрагидрогестринон; тренболон и другие субстанции со схожей химической структурой или схожими биологическими эффектами.

(b) Эндогенные** AAS:

андростендиол (андрост-5-ен-3 β ,17 β -диол); андростендион (андрост-4-ен-3,17-дион); дегидроэпиандростерон (DHEA); дигидротестостерон, тестостерон, а также следующие метаболиты и изомеры: 5 α -андростан-3 α ,17 α -диол; 5 α -андростан-3 α ,17 β -диол; 5 α -андростан-3 β ,17 α -диол; 5 α -андростан-3 β ,17 β -диол; андрост-4-ен-3 α ,17 α -диол; андрост-4-ен-3 α ,17 β -диол; андрост-4-ен-3 β ,17 α -диол; андрост-5-ен-3 α ,17 α -диол; андрост-5-ен-3 α ,17 β -диол; андрост-5-ен-3 β ,17 α -диол; 4-андростендиол (андрост-4-ен-3 β ,17 β -диол); 5-андростендион (андрост-5-ен-3,17-дион), эпи-дигидротестостерон; 3 α -гидрокси-

5 α -андростан-17-он, 3 β -гидрокси-5 α -андростан-17-он; 19-норандростерон; 19-норетиохоланолон.

Если какая-либо из указанных выше *запрещенных субстанций* может вырабатываться организмом естественным образом, проба будет считаться содержащей такую *запрещенную субстанцию* в тех случаях, когда концентрация *запрещенной субстанции* или концентрация ее метаболитов, либо маркеров и/или их соответствующие соотношения в *пробах спортсмена* выходят за пределы диапазона норм, являющихся обычными для людей, и вряд ли могут соответствовать обычной эндогенной выработке организмом. *Проба* не считается содержащей *запрещенной субстанции*, если *спортсмен* приведет подкрепленные свидетельства доказательства того, что концентрация *запрещенной субстанции* или ее метаболитов либо маркеров и/или их соответствующие соотношения в *пробе спортсмена* могут быть вызваны его патологическим или физиологическим состоянием. Во всех случаях и при любых концентрациях лаборатория сообщит о *неблагоприятном результате анализа*, если, основываясь на любом надежном методе, она может доказать, что *запрещенная субстанция* носит экзогенный характер.

Если результат лабораторного исследования не является убедительным и концентрация, о которой идет речь выше, не обнаружена, то соответствующая *антидопинговая организация* проводит дальнейшее расследование, если есть серьезные основания полагать, например, в результате сравнения стероидных профилей, что имело место возможное *использование запрещенной субстанции*.

Если лаборатория сообщает о соотношении тестостерона к эпитестостерону более 4 к 1 в моче, то обязательно проводится дальнейшее расследование, чтобы определить, было ли это соотношение вызвано физиологическим или патологическим состоянием, за исключением тех случаев, когда лаборатория сообщает о *неблагоприятном результате анализа*, полученного на основании любого надежного метода, с помощью которого было установлено, что *запрещенная субстанция* имеет экзогенное происхождение.

В случае расследования оно будет включать изучение любых предыдущих и/или последующих тестов. Если получить результаты предыдущих тестов невозможно, то *спортсмен* должен быть подвергнут необъявленному тестированию по меньшей мере три раза в трехмесячный период.

В случае отказа *спортсмена* сотрудничать в ходе проведения расследования *проба спортсмена* считается содержащей *запрещенную субстанцию*.

2. Другие анаболические агенты (список не является исчерпывающим)

Кленбутерол, зеранол, зилпатерол.

В данном разделе:

- * «экзогенные» субстанции означают субстанции, которые не могут вырабатываться организмом;
- ** «эндогенные» субстанции означают субстанции, которые могут вырабатываться организмом.

S2. ГОРМОНЫ И ОТНОСЯЩИЕСЯ К НИМ СУБСТАНЦИИ

Запрещены следующие субстанции, включая другие субстанции со схожей химической структурой или схожими биологическими эффектами, и их релизинг-факторы:

1. эритропоэтин (ЭПО);
2. гормон роста (hGH), инсулиноподобный фактор роста (ИФР-1), механический фактор роста (МФР) и другие субстанции, способствующие росту мышечной массы;
3. гонадотропины (ЛГ, ХГЧ);
4. инсулин;
5. кортикотропины.

Если *спортсмен* не докажет, что концентрация вызвана физиологическим или патологическим состоянием, *проба* будет считаться содержащей какую-либо из перечисленных в приведенном выше списке *запрещенных субстанций* при концентрации *запрещенной субстанции* или ее метаболитов, либо маркеров и/или их соответствующих соотношений в *пробе спортсмена*, если они превышают нормы, являющиеся обычными для людей, и вряд ли могут соответствовать обычной эндогенной выработке организмом.

Наличие других субстанций со схожей химической структурой или схожими биологическими эффектами, диагностических маркеров или релизинг-факторов перечисленных в списке выше гормонов или какой-либо другой субстанции экзогенного характера будет считаться *неблагоприятным результатом анализа*.

S3. БЕТА-2 АГОНИСТЫ

Запрещены все бета-2 агонисты, включая их D- и L-изомеры. Их применение требует получения разрешения на терапевтическое использование.

Исключение составляют формотерол, сальбутамол, сальметерол и тербуталин, когда они применяются путем ингаляций для профилактики и/или лечения астмы, в том числе астмы и бронхоконстрикции, индуцированных физическими нагрузками, использование которых требует следования упрощенной процедуре подачи заявки на разрешение на терапевтическое использование.

Безотносительно к тому, получил ли спортсмен право на терапевтическое использование, если лаборатория устанавливает, что концентрация сальбутамола (свободного плюс глюкоротида) превышает 1 000 нг/мл, это будет считаться *неблагоприятным результатом анализа*, за исключением тех случаев, когда *спортсмен* сможет доказать, что данный результат является следствием терапевтического использования ингаляций сальбутамола.

S4. АГЕНТЫ С АНТИЭСТРОГЕНОВОЙ АКТИВНОСТЬЮ

Запрещены следующие классы антиэстрогеновых субстанций:

1. ингибиторы ароматазы, включая анастрозол, летрозол, аминоглютептимид, экземестан, форместан, тестолактон и др.;

2. избирательные модуляторы эстрогеновых рецепторов (SERMs), включая ралоксифен, тамоксифен, торемифен и др.;
3. другие антиэстрогеновые компоненты, включая кломифен, циклофенил, фулвестрант и др.

S5. ДИУРЕТИКИ И ДРУГИЕ МАСКИРУЮЩИЕ ВЕЩЕСТВА

Запрещены диуретики и другие маскирующие вещества.

Маскирующие агенты (список не является исчерпывающим):

диуретики*, эпитестостерон, пробенецид, ингибиторы альфа-редуктазы (например, финастерид, дутастерид), заменители плазмы (например, альбумин, декстран, гидроксизтил крахмал).

Диуретики:

ацетазоламид, амилорид, буметанид, капренон, хлорталидон, этакриническая кислота, фуросемид, индапамид, метолазон, спиронолактон, тиазиды (например, бендрофлюметиазид, хлоротиазид, гидрохлоротиазид) и триамтерен, а также другие субстанции со схожей химической структурой или схожими биологическими эффектами.

- * Разрешение на терапевтическое использование *запрещенных субстанций* не действует, если в моче *спортсмена* содержится диуретик наряду с пороговым или субпороговым уровнем *запрещенной субстанции*.

ЗАПРЕЩЕННЫЕ МЕТОДЫ

M1. УСИЛЕНИЕ ПЕРЕНОСА КИСЛОРОДА

Запрещены следующие методы:

- (a) Кровяной допинг, включая использование аутологических, гомологических или гетерологических продуктов крови или клеток крови любого происхождения, кроме их использования в медицинских целях.
- (b) Искусственное повышение способности крови поглощать, транспортировать и доставлять кислород, например, с помощью перфторирования или использования эфапроксирала (RSR13) и модифицированных продуктов на основе гемоглобина (например, заменители крови на основе гемоглобина, гемоглобиновые продукты в микрокапсулах).

M2. ХИМИЧЕСКИЕ И ФИЗИЧЕСКИЕ МАНИПУЛЯЦИИ

Запрещены:

Фальсификация или попытки фальсификации с целью нарушения целостности и подлинности *проб*, взятых при *допинг-контроле*.

Это может включать, например, внутривенные инфузии*, катетеризацию и подмену мочи.

* За исключением случаев, когда срочные внутривенные инфузии необходимы по медицинским показаниям.

МЗ. ГЕННЫЙ ДОПИНГ

Запрещено нетерапевтическое использование клеток, генов, генных элементов или модуляции генной экспрессии, которые могут улучшить спортивный результат.

<p style="text-align: center;">СУБСТАНЦИИ И МЕТОДЫ, ЗАПРЕЩЕННЫЕ НА СОРЕВНОВАНИЯХ</p>

В дополнение к категориям, перечисленным выше в пунктах S1-S5 и M1-M3, во время соревнований запрещены следующие категории:

ЗАПРЕЩЕННЫЕ СУБСТАНЦИИ

S6. СТИМУЛЯТОРЫ

Запрещены следующие стимуляторы, включая в соответствующих случаях оба их оптических изомера (D- и L-):

адрафинил, амфепрамон, амифеназол, амфетамин, амфетаминил, бензфетамин, бромантан, карфедон, катин*, клобензорекс, кокаин, диметиламфетамин, эфедрин**, этиламфетамин, этилсфрин, фампрофазон, фенкамфамин, фенкамин, фенетиллин, фенфлюорамин, фенпропорекс, фюрфенорекс, мефенорекс, мефентермин, мезокарб, метамфетамин, метиламфетамин, метилендиоксиамфетамин, метилендиоксиметамфетамин, метилэфедрин**, метилфенидат, модафинил, никетамид, норфенфлюорамин, парагидроксиамфетамин, пемолин, фендиметразин, фенметразин, фентермин, пролинтам, селегилин, стрихнин и другие субстанции со схожей структурой или схожими биологическими эффектами***.

* Катин запрещен, если его содержание в моче превышает 5 микрограмм на миллилитр.

** Эфедрин и метилэфедрин запрещены, если содержание каждого из них в моче превышает 10 микрограмм на миллилитр.

*** Субстанции, включенные в Программу мониторинг-2005 (бупропион, кофеин, фенилэфрин, фенилпропаноламин, пипрадол, псевдоэфедрин, синефрин), не являются запрещенными субстанциями.

ПРИМЕЧАНИЕ: Адреналин, содержащийся в препаратах для местной анестезии или для местного применения (например, назальных, офтальмологических), разрешен.

S7. НАРКОТИКИ

Запрещены следующие наркотики:

бупренорфин, декстроморамид, диаморфин (героин), фентанил и его производные, гидроморфон, метадон, морфин, оксикодон, оксиморфон, пентазоцин, петидин.

S8. КАННАБИНОИДЫ

Запрещены каннабиноиды (например, гашиш, марихуана).

S9. ГЛЮКОКОРТИКОСТЕРОИДЫ

Применение всех глюкокортикостероидов запрещено орально, ректально, внутривенно или внутримышечно. Их применение требует разрешения на терапевтическое использование.

Для всех других способов их применения требуется разрешение на терапевтическое использование по упрощенной процедуре.

Дерматологические препараты не запрещены.

СУБСТАНЦИИ, ЗАПРЕЩЕННЫЕ В ОТДЕЛЬНЫХ ВИДАХ СПОРТА

P1. АЛКОГОЛЬ

Алкоголь (этанол) запрещен только на соревнованиях в следующих видах спорта. Обнаруживается путем анализа дыхания и/или крови. Порог, превышение которого означает нарушение антидопингового правила, указан для каждой федерации в скобках:

- Аэронавтика (FAI) (0,20 грамма/литр)
- Стрельба из лука (FITA) (0,10 грамма/литр)
- Автомобильный спорт (FIA) (0,10 грамма/литр)
- Бильярдный спорт (WCBS) (0,20 грамма/литр)
- Петанк (CMSB) (0,10 грамма/литр)
- Каратэ (WKF) (0,10 грамма/литр)
- Современное пятиборье (UIPM)
для дисциплин, включающих стрельбу (0,10 грамма/литр)
- Мотоспорт (FIM) (0,00 грамма/литр)
- Лыжный спорт (FIS) (0,10 грамма/литр)

P2. БЕТА-БЛОКАТОРЫ

Если не указано иного, то бета-блокаторы запрещены только *на соревнованиях* в следующих видах спорта:

- Аэронавтика (FAI)
- Стрельба из лука (FITA) (также запрещены *вне соревнований*)
- Автомобильный спорт (FIA)

- Биллиардный спорт (WCBS)
- Бобслей (FIBT)
- Петанк (CMSB)
- Бридж (FMB)
- Шахматы (FIDE)
- Керлинг (WCF)
- Гимнастика (FIG)
- Мотоспорт (FIM)
- Современное пятиборье (UIPM) для дисциплин, включающих стрельбу
- Боулинг (FIQ)
- Парусный спорт (ISAF) (только в матчевых гонках)
- Стрельба (ISSF) (также запрещены *вне соревнований*)
- Лыжный спорт (FIS) (прыжки на лыжах с трамплина, фристайл в сноуборде)
- Плавание (FINA) (в прыжках в воду и синхронном плавании)
- Борьба (FILA).

К бета-блокаторам относятся (список не является исчерпывающим):

ацebutолол, альпренолол, атенолол, бетаксоллол, бисопролол, бунолол, картеолол, карведиолол, целипролол, эсмолол, лабеталолол, левобунолол, метипранолол, метопролол, надолол, окспренолол, пиндолол, пропранолол, соталолол, тимолол.

ОСОБЫЕ СУБСТАНЦИИ*

К «особым субстанциям»* относятся следующие:

эфедрин, L-метиламфетамин, метилэфедрин;

каннабиноиды;

все бета-2 агонисты в виде ингаляций, за исключением кленбутирола;

пробенецид;

все глюкокортикостероиды;

все бета-блокаторы;

алкоголь.

* *«В Запрещенном списке могут специально обозначаться особые субстанции, употребление которых может рассматриваться как непреднамеренное ввиду их общедоступности или ввиду сомнительности их способности влиять на спортивные результаты». Нарушение антидопингового правила в результате использования этих субстанций может караться менее строгими санкциями, если будет установлено, что «спортсмен использовал данную субстанцию не для улучшения своих спортивных результатов».*

ПРИЛОЖЕНИЕ II

СТАНДАРТЫ ВЫДАЧИ РАЗРЕШЕНИЙ НА ТЕРАПЕВТИЧЕСКОЕ ИСПОЛЬЗОВАНИЕ

Извлечение из документа
«МЕЖДУНАРОДНЫЕ СТАНДАРТЫ ДЛЯ ТЕРАПЕВТИЧЕСКОГО
ИСПОЛЬЗОВАНИЯ ЗАПРЕЩЕННЫХ СУБСТАНЦИЙ»
Всемирного антидопингового агентства (ВАДА); действуют с 1 января 2005 года

4.0 Критерии выдачи разрешений на терапевтическое использование

Спортсмену может быть предоставлено разрешение на терапевтическое использование (ТИ) *запрещенной субстанции* или *запрещенного метода*, включенных в *Запрещенный список*. Заявка на разрешение ТИ рассматривается Комитетом по выдаче разрешений на терапевтическое использование (КТИ). КТИ будет назначаться *антидопинговой организацией*. Подобные разрешения будут выдаваться в строгом соответствии со следующими критериями:

[Примечание: Данный стандарт относится ко всем спортсменам, как это предписано Кодексом, например, спортсменам с полными физическими возможностями и спортсменам с ограниченными физическими возможностями. Данный стандарт будет применяться в соответствии с индивидуальными обстоятельствами. Например, разрешение, выданное какому-либо спортсмену с ограниченными физическими возможностями, может быть не выдано другим].

- 4.1 Заявка на разрешение на ТИ представляется спортсменом не менее чем за 21 день до его участия в *спортивном мероприятии*.
- 4.2 Спортсмен будет испытывать значительное ухудшение состояния здоровья, если в процессе лечения какого-либо острого или хронического заболевания он не сможет использовать *запрещенную субстанцию* или *метод*.
- 4.3 Терапевтическое использование *запрещенной субстанции* или *метода* не приведет к дополнительному улучшению спортивных результатов, кроме ожидаемого улучшения, связанного с возвращением к нормальному состоянию здоровья под воздействием терапевтического эффекта от применения данной субстанции. Использование любой *запрещенной субстанции* или *метода* для повышения «пониженного» уровня эндогенных гормонов не может считаться приемлемым терапевтическим вмешательством.
- 4.4 Отсутствие разумной терапевтической альтернативы использованию *запрещенной субстанции* или *метода*.
- 4.5 Необходимость применения *запрещенной субстанции* или *метода* не может быть следствием предыдущего нетерапевтического использования субстанций из *Запрещенного списка*.

4.6 Разрешение на ТИ отменяется выдавшим его органом, если:

- (a) спортсмен незамедлительно не подчиняется любым требованиям *антидопинговой организации*, выдавшей разрешение на ТИ;
- (b) срок, в течение которого действует разрешение на ТИ, истек;
- (c) спортсмен извещается, что разрешение на ТИ отменено *антидопинговой организацией*.

[Примечание: Каждое конкретное разрешение на ТИ будет иметь четко оговоренный срок действия, устанавливаемый соответствующим КТИ. Могут иметь место случаи, когда срок действия разрешения на ТИ истек или разрешение было отозвано, а запрещенная субстанция, применение которой было разрешено в целях ТИ, по-прежнему присутствует в организме спортсмена. В этих случаях антидопинговая организация, осуществляющая начальное изучение неблагоприятного результата анализа, рассматривает вопрос о том, согласуется ли такой результат с истечением срока действия разрешения или отзывом разрешения на ТИ].

4.7 Заявка на разрешение на ТИ не будет рассматриваться на предмет ее одобрения ретроактивно за исключением следующих случаев:

- (a) необходимость оказания срочной медицинской помощи или лечения при резком ухудшении состояния здоровья;
- (b) отсутствие в силу исключительных обстоятельств у заявителя достаточного времени или возможности для того, чтобы подать заявку, а КТИ – рассмотреть заявку до проведения допинг-контроля.

[Примечание: Необходимость в срочной медицинской помощи с использованием запрещенных субстанций или методов либо необходимость лечения при резком ухудшении состояния здоровья до того, как может быть получено разрешение на ТИ, возникает довольно редко. Обстоятельства, требующие упрощенной процедуры подачи заявки на разрешение на ТИ, также возникают не так уж часто. Тем не менее, антидопинговые организации, ответственные за выдачу разрешений на ТИ, должны разработать внутренние процедуры, определяющие, как следует действовать в подобных обстоятельствах].

5.0 Конфиденциальность информации

5.1 Заявитель должен дать письменное согласие на передачу всей необходимой информации, относящейся к заявке, членам КТИ и, если потребуется, другим независимым медицинским или научным экспертам, а также всем сотрудникам, имеющим отношение к обращению с заявкой на разрешение на ТИ, ее рассмотрению или апелляции.

Если требуется привлечение независимых экспертов со стороны, все детали заявки будут рассылаться без упоминания фамилии и имени спортсмена и его лечащего врача. Кроме того, заявитель в соответствии с положениями Кодекса должен дать письменное согласие на передачу решения КТИ, принятого по его заявке, другим соответствующим антидопинговым организациям.

- 5.2 Члены КТИ и администрация ведущей дело *антидопинговой организации* будут строго соблюдать принципы конфиденциальности во всей своей деятельности. Все члены КТИ, а также все имеющие отношения к этому сотрудники подпишут соглашения о соблюдении конфиденциальности. В частности, они должны соблюдать конфиденциальность в отношении следующей информации:
- (a) любой информации и данных медицинского характера, представляемых *спортсменом* и его врачом/врачами;
 - (b) любых деталей заявки, включая фамилию и имя врача/врачей, вовлеченного(ых) в данный процесс.

Если *спортсмен* желает отказать КТИ или КТИ *ВАДА* в праве получить любую информацию о состоянии здоровья от него самого, то он должен в письменной форме уведомить об этом своего врача. Вследствие такого решения *спортсмен* не получает разрешения на ТИ или возобновления существующего разрешения на ТИ.

6.0 *Комитеты по выдаче разрешений на терапевтическое использование (КТИ)*

Комитеты по выдаче разрешений на ТИ учреждаются и действуют в соответствии со следующими принципами:

- 6.1 КТИ должен иметь в своем составе, по крайней мере, трех врачей с опытом работы в спорте и лечения *спортсменов*, а также обладающих глубокими знаниями в области клинической, спортивной медицины и медицинского контроля за тренировочными нагрузками. Для обеспечения определенного уровня независимости при принятии решений члены КТИ не должны быть связанными какими-либо официальными обязанностями в рамках *антидопинговой организации*. Все члены КТИ подпишут соглашение об избежании конфликта интересов. Для рассмотрения заявок *спортсменов* с ограниченными физическими возможностями, по крайней мере, один член КТИ должен иметь опыт лечения и медицинского ухода за *спортсменами* с ограниченными физическими возможностями.
 - 6.2 КТИ могут запрашивать из внешних источников любую медицинскую или научную экспертизу, которую они сочтут необходимой, для рассмотрения обстоятельств, касающихся каждой конкретной заявки на разрешение на ТИ.
 - 6.3 Членский состав КТИ *ВАДА* определяется в соответствии с критериями, изложенными в статье 6.1. КТИ *ВАДА* учреждается для рассмотрения по своей собственной инициативе решений, касающихся предоставления *антидопинговыми организациями* разрешений на ТИ. В соответствии со статьей 4.4 *Кодекса КТИ ВАДА* по запросу любого *спортсмена*, которому *антидопинговой организацией* было отказано в выдаче разрешения на терапевтическое использование, может рассматривать такие решения, располагая полномочиями на их пересмотр.
- 7.0 *Процедура подачи заявки на разрешение на терапевтическое использование (ТИ)*
- 7.1 Заявка на разрешение на ТИ рассматривается только после получения заполненного формуляра заявки, к которой должны прилагаться все соответствующие документы (см. Дополнение 1 – Формуляр заявки на разрешение на ТИ). Процедура

рассмотрения заявки должна осуществляться в соответствии с принципами строгой медицинской конфиденциальности.

- 7.2 В формуляр(ы) заявки на разрешение на ТИ, приведенный(е) в Дополнении 1, *антидопинговыми организациями* могут вноситься изменения, включающие дополнительные запросы в целях получения информации, однако из них не могут изыматься никакие разделы или пункты.
- 7.3 Формуляр(ы) заявки на разрешение на ТИ может(могут) переводиться *антидопинговой организацией* на другие языки, однако английский или французский тексты должны оставаться в формуляре(ах) заявки.
- 7.4 *Спортсмен* не может обращаться с заявкой на разрешение на ТИ в более чем одну *антидопинговую организацию*. В заявке должны указываться вид спорта и, в соответствующих случаях, спортивная дисциплина и конкретная позиция или роль *спортсмена*.
- 7.5 В заявке должны перечисляться любые предыдущие и/или существующие заявки на разрешение на использование *запрещенной субстанции* или *запрещенного метода*, называться орган, в который они подавались, и решение этого органа по ним.
- 7.6 Заявка должна содержать полную медицинскую карту (историю болезни) *спортсмена* и результаты всех обследований, лабораторных анализов и изучения медицинских изображений, имеющих отношение к данной заявке.
- 7.7 Любые соответствующие дополнительные обследования, анализы или изучение медицинских изображений, запрашиваемые КТИ *антидопинговой организации*, проводятся за счет лица, представляющего заявку, или его руководящей национальной спортивной организации.
- 7.8 Заявка должна содержать заключение имеющего соответствующую квалификацию врача, подтверждающее необходимость использования *запрещенной субстанции* или *запрещенного метода* для лечения *спортсмена*; в ней должно также указываться, почему альтернативные, незапрещенные медицинские средства не могут или не могли быть использованы для лечения *спортсмена*.
- 7.9 В заявке должны быть указаны дозировка, частота, способ и продолжительность применения запрашиваемой *запрещенной субстанции* или *метода*.
- 7.10 Решения КТИ принимаются в течение 30 дней с даты получения соответствующей информации и доводятся до сведения *спортсмена* в письменной форме через соответствующую *антидопинговую организацию*. Если разрешение на ТИ дается *спортсмену* через *регистрируемый пул тестирования антидопинговой организации*, то об утверждении заявки незамедлительно извещаются *спортсмен* и ВАДА с одновременным представлением им информации, касающейся срока действия данного разрешения и любых условий, связанных с разрешением на ТИ.

- 7.11 (a) В соответствии со статьей 4.4 Кодекса по получению от *спортсмена* просьбы о пересмотре принятого решения КТИ ВАДА будет иметь возможность пересмотреть решение о разрешении на ТИ, принятое какой-либо *антидопинговой организацией*. *Спортсмен* предоставляет КТИ ВАДА всю информацию в отношении разрешения на ТИ, которая была первоначально представлена *антидопинговой организации*, вместе с оплатой услуг по рассмотрению заявки. До завершения процесса рассмотрения первоначально принятое решение остается в силе. Продолжительность процедуры рассмотрения указанной просьбы не должна превышать 30 дней с даты получения ВАДА соответствующей информации.
- (b) ВАДА может проводить рассмотрение в любое время. КТИ ВАДА завершает свое рассмотрение в течение 30 дней.
- 7.12 Если решение о выдаче разрешения на ТИ подвергается пересмотру по результатам рассмотрения указанной просьбы, то такое решение о пересмотре не имеет обратной силы, и результаты, показанные *спортсменом* в период действия разрешения на ТИ, не подлежат аннулированию, а решение о таком пересмотре вступает в силу не позднее 14 дней с момента уведомления о нем *спортсмена*.
- 8.0 Упрощенная процедура (УП) подачи заявки на разрешение на ТИ
- 8.1 Известно, что некоторые субстанции, включенные в *Запрещенный список*, используются для лечения часто встречающихся у *спортсменов* заболеваний. В подобных случаях нет необходимости проходить полную процедуру подачи заявки на разрешение на ТИ в соответствии с разделами 4 и 7. Специально для этого вводится упрощенная процедура подачи заявки на разрешение на ТИ.
- 8.2 Указанная упрощенная процедура может применяться только в отношении ТИ следующих *запрещенных субстанций* или *методов*:
- бета-2 агонисты (формотерол, сальбутамол, сальметерол и тербуталин) в виде ингаляций, а также глюкокортикостероидов при несистемном использовании.
- 8.3 Для использования одной из перечисленных выше субстанций *спортсмен* представляет *антидопинговой организации* медицинскую справку, подтверждающую необходимость терапевтического использования такой субстанции. В медицинской справке, приведенной в Дополнении 2, указывается диагноз, наименование лекарства, дозировка, способ и продолжительность его применения. В соответствующих случаях в нее должны включаться любые анализы, проведенные с целью установления диагноза (без указания фактических результатов или подробностей).
- 8.4 Упрощенная процедура включает:
- (a) при условии обеспечения эффективности упрощенной процедуры, санкцию *антидопинговой организации* на использование *запрещенной субстанции* по получению содержащей всю требующуюся информацию справки. Справка, не содержащая всей требующейся информации, возвращается заявителю;
- (b) незамедлительное уведомление *антидопинговой организацией спортсмена* о получении справки, содержащей всю требующуюся информацию, а также,

соответственно, международной федерации, национальной федерации и национальной антидопинговой организации. *Антидопинговая организация* ставит об этом в известность *ВАДА* лишь в случаях, касающихся *спортсменов международного уровня*;

- (с) справка, представленная *спортсменом* в рамках упрощенной процедуры, не рассматривается ретроактивно за исключением следующих случаев:
 - необходимость оказания срочной медицинской помощи или лечения при резком ухудшении состояния здоровья;
 - отсутствие в силу исключительных обстоятельств у заявителя достаточного времени или возможности для представления заявки, а у КТИ – получения заявки до проведения *допинг-контроля*.
- 8.5 (а) КТИ или КТИ *ВАДА* могут в любое время пересмотреть решение, принятое в рамках упрощенной процедуры;
- (б) если *спортсмен* обращается в КТИ *ВАДА* с просьбой пересмотреть отказ в выдаче разрешения на ТИ в рамках упрощенной процедуры, КТИ *ВАДА* может затребовать у *спортсмена* дополнительную медицинскую информацию, которую он сочтет необходимой, причем все связанные с этим расходы несет *спортсмен*.
- 8.6 КТИ или КТИ *ВАДА* могут в любое время отменить действие разрешения на ТИ в рамках упрощенной процедуры. Об этом немедленно информируются *спортсмен*, его международная федерация и все соответствующие *антидопинговые организации*.
- 8.7 Отмена разрешения на ТИ, данного в рамках УП, вступает в силу сразу после уведомления *спортсмена* о таком решении. Тем не менее, *спортсмен* будет иметь право обращаться за разрешением на ТИ в соответствии с разделом 7.
- 9.0 *Информационный центр*
- 9.1 *Антидопинговым организациям* предлагается предоставлять в распоряжение *ВАДА* все принятые ими решения о разрешениях на ТИ, а также всю вспомогательную документацию, выданную в соответствии с разделом 7.
- 9.2 В отношении разрешений на ТИ, выданных в рамках УП, *антидопинговые организации* предоставляют в распоряжение *ВАДА* медицинские справки, представленные *спортсменами международного уровня* в соответствии с разделом 8.4.
- 9.3 Информационный центр гарантирует строгую конфиденциальность всей медицинской информации.

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

CONVENCIÓN INTERNACIONAL CONTRA EL DOPAJE EN EL DEPORTE

La Conferencia General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, en adelante denominada “la UNESCO”, en su 33ª reunión, celebrada en París, del 3 al 21 de octubre de 2005,

Considerando que el objetivo de la UNESCO es contribuir a la paz y a la seguridad a través de la promoción de la colaboración entre las naciones mediante la educación, la ciencia y la cultura,

Refiriéndose a los instrumentos internacionales existentes relacionados con los derechos humanos,

Teniendo en cuenta la Resolución 58/5 aprobada por la Asamblea General de las Naciones Unidas el día 3 de noviembre de 2003, referente al deporte como medio para promover la educación, la salud, el desarrollo y la paz, en particular el párrafo 7,

Consciente de que el deporte ha de desempeñar un papel importante en la protección de la salud, en la educación moral, cultural y física y en el fomento del entendimiento internacional y la paz,

Observando la necesidad de alentar y coordinar la cooperación internacional con miras a la eliminación del dopaje en el deporte,

Preocupada por la utilización de sustancias dopantes en las actividades deportivas y por las consiguientes consecuencias para la salud de los deportistas, el principio del juego limpio (*fair play*), la eliminación de fraudes y el futuro del deporte,

Teniendo presente que el dopaje es una amenaza para los principios éticos y los valores educativos consagrados en la Carta Internacional de la Educación Física y el Deporte aprobada por la UNESCO y en la Carta Olímpica,

Recordando que el Convenio contra el Dopaje y su Protocolo adicional aprobados en el marco del Consejo de Europa son los instrumentos de derecho público internacional que han sido la fuente de las políticas nacionales de lucha contra el dopaje y de la cooperación intergubernamental,

Recordando las recomendaciones sobre el dopaje formuladas por la Conferencia Internacional de Ministros y Altos Funcionarios Encargados de la Educación Física y el Deporte, en su segunda, tercera y cuarta reuniones organizadas por la UNESCO en Moscú (1988), Punta del Este (1999) y Atenas (2004), respectivamente, así como la Resolución 32 C/9 aprobada por la Conferencia General de la UNESCO en su 32ª reunión (2003),

Teniendo presentes el Código Mundial Antidopaje adoptado por la Agencia Mundial Antidopaje en la Conferencia Mundial sobre el Dopaje en el Deporte en Copenhague, el 5 de marzo de 2003, y la Declaración de Copenhague contra el dopaje en el deporte,

Teniendo presente asimismo el prestigio entre los jóvenes de los deportistas de alto nivel,

Consciente de la permanente necesidad de realizar y promover investigaciones con miras a mejorar la detección del dopaje y comprender mejor los factores que determinan la utilización de sustancias dopantes para que las estrategias de prevención sean más eficaces,

Consciente también de la importancia de la educación permanente de los deportistas, del personal de apoyo a los deportistas y de la sociedad en general en la prevención del dopaje,

Teniendo presente la necesidad de crear capacidades en los Estados Parte para poner en práctica programas de lucha contra el dopaje,

Consciente también de que incumben a las autoridades públicas y a las organizaciones encargadas de las actividades deportivas obligaciones complementarias en la lucha contra el dopaje en el deporte, y en particular la de velar por una conducta adecuada en los acontecimientos deportivos, sobre la base del principio del juego limpio (*fair play*), y por la protección de la salud de los que participan en ellos,

Reconociendo que dichas autoridades y organizaciones han de obrar conjuntamente por la realización de esos objetivos, en todos los niveles apropiados, con la mayor independencia y transparencia,

Decidida a seguir cooperando para tomar medidas nuevas y aún más enérgicas con miras a la eliminación del dopaje en el deporte,

Reconociendo que la eliminación del dopaje en el deporte depende en parte de la progresiva armonización de normas y prácticas antidopaje en el deporte y de la cooperación en el plano nacional y mundial,

Aprueba en este día diecinueve de octubre de 2005 la presente Convención.

I. Alcance

Artículo 1 – Finalidad de la Convención

La finalidad de la presente Convención, en el marco de la estrategia y el programa de actividades de la UNESCO en el ámbito de la educación física y el deporte, es promover la prevención del dopaje en el deporte y la lucha contra éste, con miras a su eliminación.

Artículo 2 – Definiciones

Las definiciones han de entenderse en el contexto del Código Mundial Antidopaje. Sin embargo, en caso de conflicto entre las definiciones, la de la Convención prevalecerá.

A los efectos de la presente Convención:

1. Los “laboratorios acreditados encargados del control del dopaje” son los laboratorios acreditados por la Agencia Mundial Antidopaje.
2. Una “organización antidopaje” es una entidad encargada de la adopción de normas para iniciar, poner en práctica o hacer cumplir cualquier parte del proceso de control antidopaje.

Esto incluye, por ejemplo, al Comité Olímpico Internacional, al Comité Paralímpico Internacional, a otras organizaciones encargadas de grandes acontecimientos deportivos que realizan controles en eventos de los que son responsables, a la Agencia Mundial Antidopaje, a las federaciones internacionales y a las organizaciones nacionales antidopaje.

3. La expresión “infracción de las normas antidopaje” en el deporte se refiere a una o varias de las infracciones siguientes:
 - a) la presencia de una sustancia prohibida o de sus metabolitos o marcadores en las muestras físicas de un deportista;
 - b) el uso o tentativa de uso de una sustancia prohibida o de un método prohibido;
 - c) negarse o no someterse, sin justificación válida, a una recogida de muestras tras una notificación hecha conforme a las normas antidopaje aplicables, o evitar de cualquier otra forma la recogida de muestras;
 - d) la vulneración de los requisitos en lo que respecta a la disponibilidad del deportista para la realización de controles fuera de la competición, incluido el no proporcionar información sobre su paradero, así como no presentarse para someterse a controles que se consideren regidos por normas razonables;
 - e) la falsificación o tentativa de falsificación de cualquier elemento del proceso de control antidopaje;
 - f) la posesión de sustancias o métodos prohibidos;
 - g) el tráfico de cualquier sustancia prohibida o método prohibido;
 - h) la administración o tentativa de administración de una sustancia prohibida o método prohibido a algún deportista, o la asistencia, incitación, contribución, instigación, encubrimiento o cualquier otro tipo de complicidad en relación con una infracción de la norma antidopaje o cualquier otra tentativa de infracción.
4. Un “deportista” es, a efectos de control antidopaje, cualquier persona que participe en un deporte a nivel internacional o nacional, en el sentido determinado por una organización nacional antidopaje, y cualquier otra persona que participe en un deporte o encuentro deportivo a un nivel inferior aceptado por los Estados Parte. A efectos de los programas de enseñanza y formación, un “deportista” es cualquier persona que participe en un deporte bajo la autoridad de una organización deportiva.
5. El “personal de apoyo a los deportistas” es cualquier entrenador, instructor, director deportivo, agente, personal del equipo, funcionario, personal médico o paramédico que trabaje con deportistas o trate a deportistas que participen en competiciones deportivas o se preparen para ellas.
6. “Código” significa el Código Mundial Antidopaje adoptado por la Agencia Mundial Antidopaje el 5 de marzo de 2003 en Copenhague y que figura en el Apéndice 1 de la presente Convención.

7. Una “competición” es una prueba única, un partido, una partida o un certamen deportivo concreto.
8. El “control antidopaje” es el proceso que incluye la planificación de controles, la recogida y manipulación de muestras, los análisis de laboratorio, la gestión de los resultados, las vistas y las apelaciones.
9. El “dopaje en el deporte” se refiere a toda infracción de las normas antidopaje.
10. Los “equipos de control antidopaje debidamente autorizados” son los equipos de control antidopaje que trabajan bajo la autoridad de organizaciones antidopaje internacionales o nacionales.
11. Con objeto de diferenciar los controles efectuados durante la competición de los realizados fuera de la competición, y a menos que exista una disposición en contrario a tal efecto en las normas de la federación internacional o de otra organización antidopaje competente, un control “durante la competición” es un control al que se somete a un determinado deportista en el marco de una competición.
12. Las “normas internacionales para los laboratorios” son aquellas que figuran en el Apéndice 2 de la presente Convención.
13. Las “normas internacionales para los controles” son aquellas que figuran en el Apéndice 3 de la presente Convención.
14. Un “control por sorpresa” es un control antidopaje que se produce sin previo aviso al deportista y en el que el deportista es continuamente acompañado desde el momento de la notificación hasta que facilita la muestra.
15. El “movimiento olímpico” es el que reúne a todos los que aceptan regirse por la Carta Olímpica y que reconocen la autoridad del Comité Olímpico Internacional, a saber: las federaciones internacionales deportivas sobre el programa de los Juegos Olímpicos; los Comités Olímpicos Nacionales, los Comités Organizadores de los Juegos Olímpicos, los deportistas, jueces y árbitros, las asociaciones y los clubes, así como todas las organizaciones y organismos reconocidos por el Comité Olímpico Internacional.
16. Un control del dopaje “fuera de la competición” es todo control antidopaje que no se realice durante una competición.
17. La “lista de prohibiciones” es la lista que figura en el Anexo I de la presente Convención y en la que se enumeran las sustancias y métodos prohibidos.
18. Un “método prohibido” es cualquier método que se define como tal en la Lista de prohibiciones que figura en el Anexo I de la presente Convención.
19. Una “sustancia prohibida” es cualquier sustancia que se define como tal en la Lista de prohibiciones que figura en el Anexo I de la presente Convención.

20. Una “organización deportiva” es una organización que funciona como organismo rector de un acontecimiento para uno o varios deportes.
21. Las “normas para la concesión de autorizaciones para uso con fines terapéuticos” son aquellas que figuran en el Anexo II de la presente Convención.
22. El “control” es la parte del proceso de control del dopaje que comprende la planificación de la distribución de los tests, la recogida de muestras, la manutención de muestras y su transporte al laboratorio.
23. La “exención para uso con fines terapéuticos” es la concedida con arreglo a las normas para la concesión de autorizaciones para uso con fines terapéuticos.
24. El término “uso” se refiere a la aplicación, ingestión, inyección o consumo por cualquier medio de una sustancia prohibida o de un método prohibido.
25. La “Agencia Mundial Antidopaje” (AMA) es la fundación de derecho suizo que lleva ese nombre creada el 10 de noviembre de 1999.

Artículo 3 – Medidas encaminadas a la realización de los objetivos de la presente Convención

A fin de realizar los objetivos de la presente Convención, los Estados Parte deberán:

- a) adoptar medidas apropiadas, en el plano nacional e internacional, acordes con los principios del Código;
- b) fomentar todas las formas de cooperación internacional encaminadas a la protección de los deportistas, la ética en el deporte y la difusión de los resultados de la investigación;
- c) promover la cooperación internacional entre los Estados Parte y las principales organizaciones encargadas de la lucha contra el dopaje en el deporte, en particular la Agencia Mundial Antidopaje.

Artículo 4 – Relaciones de la Convención con el Código

1. Con miras a coordinar, en el plano nacional e internacional, las actividades de lucha contra el dopaje en el deporte, los Estados Parte se comprometen a respetar los principios del Código como base de las medidas previstas en el Artículo 5 de la presente Convención. Nada en la presente Convención es óbice para que los Estados Parte adopten otras medidas que puedan complementar las del Código.
2. El Código y la versión más actualizada de los Apéndices 2 y 3 se reproducen a título informativo y no forman parte integrante de la presente Convención. Los apéndices como tales no crean ninguna obligación vinculante en derecho internacional para los Estados Parte.
3. Los anexos forman parte integrante de la presente Convención.

Artículo 5 – Medidas encaminadas a alcanzar los objetivos de la Convención

Todo Estado Parte adoptará las medidas apropiadas para cumplir con las obligaciones que dimanen de los artículos de la presente Convención. Dichas medidas podrán comprender medidas legislativas, reglamentos, políticas o disposiciones administrativas.

Artículo 6 – Relaciones con otros instrumentos internacionales

La presente Convención no modificará los derechos ni las obligaciones de los Estados Parte que dimanen de otros acuerdos concertados previamente y sean compatibles con el objeto y propósito de esta Convención. Esto no compromete el goce por otros Estados Parte de los derechos que esta Convención les concede, ni el cumplimiento de las obligaciones que ésta les impone.

II. Actividades contra el dopaje en el plano nacional

Artículo 7 – Coordinación en el plano nacional

Los Estados Parte deberán velar por la aplicación de la presente Convención, en particular mediante la coordinación en el plano nacional. Los Estados Parte podrán, al cumplir con sus obligaciones con arreglo a la presente Convención, actuar por conducto de organizaciones antidopaje, así como de autoridades u organizaciones deportivas.

Artículo 8 – Restringir la disponibilidad y la utilización en el deporte de sustancias y métodos prohibidos

1. Los Estados Parte deberán adoptar, cuando proceda, medidas encaminadas a restringir la disponibilidad de sustancias y métodos prohibidos, a fin de limitar su utilización en el deporte por los deportistas, a menos que su utilización se base en una exención para uso con fines terapéuticos. Lo anterior comprende medidas para luchar contra el tráfico destinado a los deportistas y, con tal fin, medidas para controlar la producción, el transporte, la importación, la distribución y la venta.
2. Los Estados Parte deberán adoptar, o instar a adoptar, si procede, a las entidades competentes de su jurisdicción, medidas encaminadas a impedir o limitar el uso y posesión por los deportistas de sustancias y métodos prohibidos, a menos que su utilización se base en una exención para uso con fines terapéuticos.
3. Ninguna medida adoptada en cumplimiento de la presente Convención impedirá que se disponga, para usos legítimos, de sustancias y métodos que de otra forma están prohibidos o sometidos a control en el deporte.

Artículo 9 – Medidas contra el personal de apoyo a los deportistas

Los Estados Parte adoptarán medidas ellos mismos o instarán a las organizaciones deportivas y las organizaciones antidopaje a que adopten medidas, comprendidas sanciones o multas, dirigidas al personal de apoyo a los deportistas que cometa una infracción de las normas antidopaje u otra infracción relacionada con el dopaje en el deporte.

Artículo 10 – Suplementos nutricionales

Los Estados Parte instarán, cuando proceda, a los productores y distribuidores de suplementos nutricionales a que establezcan prácticas ejemplares en la comercialización y distribución de dichos suplementos, incluida la información relativa a su composición analítica y la garantía de calidad.

Artículo 11 – Medidas financieras

Los Estados Parte deberán, cuando proceda:

- a) proporcionar financiación con cargo a sus respectivos presupuestos para apoyar un programa nacional de pruebas clínicas en todos los deportes, o ayudar a sus organizaciones deportivas y organizaciones antidopaje a financiar controles antidopaje, ya sea mediante subvenciones o ayudas directas, o bien teniendo en cuenta los costos de dichos controles al establecer los subsidios o ayudas globales que se concedan a dichas organizaciones;
- b) tomar medidas apropiadas para suspender el apoyo financiero relacionado con el deporte a los deportistas o a su personal de apoyo que hayan sido suspendidos por haber cometido una infracción de las normas antidopaje, y ello durante el periodo de suspensión de dicho deportista o dicho personal;
- c) retirar todo o parte del apoyo financiero o de otra índole relacionado con actividades deportivas a toda organización deportiva u organización antidopaje que no aplique el Código o las correspondientes normas antidopaje adoptadas de conformidad con el Código.

Artículo 12 – Medidas para facilitar las actividades de control del dopaje

Los Estados Parte deberán, cuando proceda:

- a) alentar y facilitar la realización de los controles del dopaje, de forma compatible con el Código, por parte de las organizaciones deportivas y las organizaciones antidopaje de su jurisdicción, en particular los controles por sorpresa, fuera de las competiciones y durante ellas;
- b) alentar y facilitar la negociación por las organizaciones deportivas y las organizaciones antidopaje de acuerdos que permitan a sus miembros ser sometidos a pruebas clínicas por equipos de control del dopaje debidamente autorizados de otros países;
- c) ayudar a las organizaciones deportivas y las organizaciones antidopaje de su jurisdicción a tener acceso a un laboratorio de control antidopaje acreditado a fin de efectuar análisis de control del dopaje.

III. Cooperación internacional

Artículo 13 – Cooperación entre organizaciones antidopaje y organizaciones deportivas

Los Estados Parte alentarán la cooperación entre las organizaciones antidopaje, las autoridades públicas y las organizaciones deportivas de su jurisdicción, y las de la jurisdicción de otros Estados Parte, a fin de alcanzar, en el plano internacional, el objetivo de la presente Convención.

Artículo 14 – Apoyo al cometido de la Agencia Mundial Antidopaje

Los Estados Parte se comprometen a prestar apoyo al importante cometido de la Agencia Mundial Antidopaje en la lucha internacional contra el dopaje.

Artículo 15 – Financiación de la Agencia Mundial Antidopaje por partes iguales

Los Estados Parte apoyan el principio de la financiación del presupuesto anual básico aprobado de la Agencia Mundial Antidopaje por las autoridades públicas y el Movimiento Olímpico, por partes iguales.

Artículo 16 – Cooperación internacional en la lucha contra el dopaje

Reconociendo que la lucha contra el dopaje en el deporte sólo puede ser eficaz cuando se pueden hacer pruebas clínicas a los deportistas sin previo aviso y las muestras se pueden transportar a los laboratorios a tiempo para ser analizadas, los Estados Parte deberán, cuando proceda y de conformidad con la legislación y los procedimientos nacionales:

- a) facilitar la tarea de la Agencia Mundial Antidopaje y otras organizaciones antidopaje que actúan de conformidad con el Código, a reserva de los reglamentos pertinentes de los países anfitriones, en la ejecución de los controles a sus deportistas, durante las competiciones o fuera de ellas, ya sea en su territorio o en otros lugares;
- b) facilitar el traslado a otros países en el momento oportuno de los equipos debidamente autorizados encargados del control del dopaje cuando realizan tareas en ese ámbito;
- c) cooperar para agilizar el envío a tiempo o el transporte transfronterizo de muestras, de tal modo que pueda garantizarse su seguridad e integridad;
- d) prestar asistencia en la coordinación internacional de controles del dopaje realizados por las distintas organizaciones antidopaje y cooperar a estos efectos con la Agencia Mundial Antidopaje;
- e) promover la cooperación entre laboratorios encargados del control del dopaje de su jurisdicción y los de la jurisdicción de otros Estados Parte. En particular, los Estados Parte que dispongan de laboratorios acreditados de ese tipo deberán alentar a los laboratorios de su jurisdicción a ayudar a otros Estados Parte a adquirir la experiencia, las competencias y las técnicas necesarias para establecer sus propios laboratorios, si lo desean;

- f) alentar y apoyar los acuerdos de controles recíprocos entre las organizaciones antidopaje designadas, de conformidad con el Código;
- g) reconocer mutuamente los procedimientos de control del dopaje de toda organización antidopaje y la gestión de los resultados de las pruebas clínicas, incluidas las sanciones deportivas correspondientes, que sean conformes con el Código.

Artículo 17 – Fondo de contribuciones voluntarias

1. Queda establecido un Fondo para la Eliminación del Dopaje en el Deporte, en adelante denominado “el Fondo de contribuciones voluntarias”, que estará constituido como fondo fiduciario, de conformidad con el Reglamento Financiero de la UNESCO. Todas las contribuciones de los Estados Parte y otros donantes serán de carácter voluntario.
2. Los recursos del Fondo de contribuciones voluntarias estarán constituidos por:
 - a) las contribuciones de los Estados Parte;
 - b) las aportaciones, donaciones o legados que puedan hacer:
 - i) otros Estados;
 - ii) organismos y programas del sistema de las Naciones Unidas, en especial el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, u otras organizaciones internacionales;
 - iii) organismos públicos o privados, o personas físicas;
 - c) todo interés devengado por los recursos del Fondo de contribuciones voluntarias;
 - d) el producto de las colectas y la recaudación procedente de las actividades organizadas en provecho del Fondo de contribuciones voluntarias;
 - e) todos los demás recursos autorizados por el Reglamento del Fondo de contribuciones voluntarias, que elaborará la Conferencia de las Partes.
3. Las contribuciones de los Estados Parte al Fondo de contribuciones voluntarias no los eximirán de su compromiso de abonar la parte que les corresponde al presupuesto anual de la Agencia Mundial Antidopaje.

Artículo 18 – Uso y gestión del Fondo de contribuciones voluntarias

Los recursos del Fondo de contribuciones voluntarias serán asignados por la Conferencia de las Partes para financiar actividades aprobadas por ésta, en particular para ayudar los Estados Parte a elaborar y ejecutar programas antidopaje, de conformidad con las disposiciones de la presente Convención y teniendo en cuenta los objetivos de la Agencia Mundial Antidopaje. Dichos recursos podrán servir para cubrir los gastos de funcionamiento de la presente Convención. Las contribuciones al Fondo de contribuciones voluntarias no podrán estar supeditadas a condiciones políticas, económicas ni de otro tipo.

IV. Educación y formación

Artículo 19 – Principios generales de educación y formación

1. Los Estados Parte se comprometerán, en función de sus recursos, a apoyar, diseñar o aplicar programas de educación y formación sobre la lucha contra el dopaje. Para la comunidad deportiva en general, estos programas deberán tener por finalidad ofrecer información precisa y actualizada sobre las siguientes cuestiones:
 - a) el perjuicio que el dopaje significa para los valores éticos del deporte;
 - b) las consecuencias del dopaje para la salud.
2. Para los deportistas y su personal de apoyo, en particular durante su formación inicial, los programas de educación y formación deberán tener por finalidad, además de lo antedicho, ofrecer información precisa y actualizada sobre las siguientes cuestiones:
 - a) los procedimientos de control del dopaje;
 - b) los derechos y responsabilidades de los deportistas en materia de lucha contra el dopaje, en particular la información sobre el Código y las políticas de lucha contra el dopaje de las organizaciones deportivas y organizaciones antidopaje pertinentes. Tal información comprenderá las consecuencias de cometer una infracción de las normas contra el dopaje;
 - c) la lista de las sustancias y métodos prohibidos y de las autorizaciones para uso con fines terapéuticos;
 - d) los suplementos nutricionales.

Artículo 20 – Códigos de conducta profesional

Los Estados Parte alentarán a los organismos y asociaciones profesionales pertinentes competentes a elaborar y aplicar códigos apropiados de conducta, de prácticas ejemplares y de ética en relación con la lucha contra el dopaje en el deporte que sean conformes con el Código.

Artículo 21 – Participación de los deportistas y del personal de apoyo a los deportistas

Los Estados Parte promoverán y, en la medida de sus recursos, apoyarán la participación activa de los deportistas y su personal de apoyo en todos los aspectos de la lucha contra el dopaje emprendida por las organizaciones deportivas y otras organizaciones competentes, y alentarán a las organizaciones deportivas de su jurisdicción a hacer otro tanto.

Artículo 22 – Las organizaciones deportivas y la educación y formación permanentes en materia de lucha contra el dopaje

Los Estados Parte alentarán a las organizaciones deportivas y las organizaciones antidopaje a aplicar programas de educación y formación permanentes para todos los deportistas y su personal de apoyo sobre los temas indicados en el Artículo 19.

Artículo 23 – Cooperación en educación y formación

Los Estados Parte cooperarán entre sí y con las organizaciones competentes para intercambiar, cuando proceda, información, competencias y experiencias relativas a programas eficaces de lucha contra el dopaje.

V. Investigación

Artículo 24 – Fomento de la investigación en materia de lucha contra el dopaje

Los Estados Parte alentarán y fomentarán, con arreglo a sus recursos, la investigación en materia de lucha contra el dopaje en cooperación con organizaciones deportivas y otras organizaciones competentes, sobre:

- a) prevención y métodos de detección del dopaje, así como aspectos de conducta y sociales del dopaje y consecuencias para la salud;
- b) los medios de diseñar programas con base científica de formación en fisiología y psicología que respeten la integridad de la persona;
- c) la utilización de todos los métodos y sustancias recientes establecidos con arreglo a los últimos adelantos científicos.

Artículo 25 – Índole de la investigación relacionada con la lucha contra el dopaje

Al promover la investigación relacionada con la lucha contra el dopaje, definida en el Artículo 24, los Estados Parte deberán velar por que dicha investigación:

- a) se atenga a las prácticas éticas reconocidas en el plano internacional;
- b) evite la administración de sustancias y métodos prohibidos a los deportistas;
- c) se lleve a cabo tomando las precauciones adecuadas para impedir que sus resultados sean mal utilizados y aplicados con fines de dopaje.

Artículo 26 – Difusión de los resultados de la investigación relacionada con la lucha contra el dopaje

A reserva del cumplimiento de las disposiciones del derecho nacional e internacional aplicables, los Estados Parte deberán, cuando proceda, comunicar a otros Estados Parte y a la Agencia Mundial Antidopaje los resultados de la investigación relacionada con la lucha contra el dopaje.

Artículo 27 – Investigaciones en ciencia del deporte

Los Estados Parte alentarán:

- a) a los miembros de los medios científicos y médicos a llevar a cabo investigaciones en ciencia del deporte, de conformidad con los principios del Código;

- b) a las organizaciones deportivas y al personal de apoyo a los deportistas de su jurisdicción a aplicar las investigaciones en ciencia del deporte que sean conformes con los principios del Código.

VI. Seguimiento de la aplicación de la Convención

Artículo 28 – Conferencia de las Partes

1. Queda establecida una Conferencia de las Partes, que será el órgano soberano de la presente Convención.
2. La Conferencia de las Partes celebrará una reunión ordinaria en principio cada dos años. Podrá celebrar reuniones extraordinarias si así lo decide o a solicitud de por lo menos un tercio de los Estados Parte.
3. Cada Estado Parte dispondrá de un voto en las votaciones de la Conferencia de las Partes.
4. La Conferencia de las Partes aprobará su propio reglamento.

Artículo 29 – Organización de carácter consultivo y observadores ante la Conferencia de las Partes

Se invitará a la Agencia Mundial Antidopaje en calidad de organización de carácter consultivo ante la Conferencia de las Partes. Se invitará en calidad de observadores al Comité Olímpico Internacional, el Comité Internacional Paralímpico, el Consejo de Europa y el Comité Intergubernamental para la Educación Física y el Deporte (CIGEPS). La Conferencia de las Partes podrá decidir invitar a otras organizaciones competentes en calidad de observadores.

Artículo 30 – Funciones de la Conferencia de las Partes

1. Fuera de las establecidas en otras disposiciones de esta Convención, las funciones de la Conferencia de las Partes serán las siguientes:
 - a) fomentar el logro del objetivo de esta Convención;
 - b) debatir las relaciones con la Agencia Mundial Antidopaje y estudiar los mecanismos de financiación del presupuesto anual básico de dicha Agencia, pudiéndose invitar al debate a Estados que no son Parte en la Convención;
 - c) aprobar, de conformidad con el Artículo 18, un plan para la utilización de los recursos del Fondo de contribuciones voluntarias;
 - d) examinar, de conformidad con el Artículo 31, los informes presentados por los Estados Parte;
 - e) examinar de manera permanente la comprobación del cumplimiento de esta Convención, en respuesta al establecimiento de sistemas de lucha contra el dopaje, de conformidad con lo dispuesto en el Artículo 31. Todo mecanismo o medida de comprobación o control que no esté previsto en el Artículo 31 se financiará con cargo al Fondo de contribuciones voluntarias establecido en el Artículo 17;

- f) examinar para su aprobación las enmiendas a esta Convención;
 - g) examinar para su aprobación, de conformidad con las disposiciones del Artículo 34 de la Convención, las modificaciones introducidas en la lista de prohibiciones y las normas para la concesión de autorizaciones para uso con fines terapéuticos aprobadas por la Agencia Mundial Antidopaje;
 - h) definir y poner en práctica la cooperación entre los Estados Parte y la Agencia, en el marco de esta Convención;
 - i) pedir a la Agencia que someta a su examen, en cada una de sus reuniones, un informe sobre la aplicación del Código.
2. La Conferencia de las Partes podrá cumplir sus funciones en cooperación con otros organismos intergubernamentales.

Artículo 31 – Informes nacionales a la Conferencia de las Partes

Los Estados Parte proporcionarán cada dos años a la Conferencia de las Partes, por conducto de la Secretaría, en una de las lenguas oficiales de la UNESCO, toda la información pertinente relacionada con las medidas que hayan adoptado para dar cumplimiento a las disposiciones de la presente Convención.

Artículo 32 – Secretaría de la Conferencia de las Partes

1. El Director General de la UNESCO facilitará la secretaría de la Conferencia de las Partes.
2. A petición de la Conferencia de las Partes, el Director General de la UNESCO recurrirá en la mayor medida posible a los servicios de la Agencia Mundial Antidopaje, en condiciones convenidas por la Conferencia de las Partes.
3. Los gastos de funcionamiento derivados de la aplicación de la Convención se financiarán con cargo al Presupuesto Ordinario de la UNESCO en la cuantía apropiada, dentro de los límites de los recursos existentes, al Fondo de contribuciones voluntarias establecido en el Artículo 17, o a una combinación de ambos recursos determinada cada dos años. La financiación de la secretaría con cargo al Presupuesto Ordinario se reducirá al mínimo indispensable, en el entendimiento de que la financiación de apoyo a la Convención también correrá a cargo del Fondo de contribuciones voluntarias.
4. La secretaría establecerá la documentación de la Conferencia de las Partes, así como el proyecto de orden del día de sus reuniones, y velará por el cumplimiento de sus decisiones.

Artículo 33 – Enmiendas

1. Cada Estado Parte podrá proponer enmiendas a la presente Convención mediante notificación dirigida por escrito al Director General de la UNESCO. El Director General transmitirá esta notificación a todos los Estados Parte. Si en los seis meses siguientes a la fecha de envío de la notificación la mitad por lo menos de los Estados Parte da su consentimiento, el Director General someterá dicha propuesta a la Conferencia de las Partes en su siguiente reunión.

2. Las enmiendas serán aprobadas en la Conferencia de las Partes por una mayoría de dos tercios de los Estados Parte presentes y votantes.
3. Una vez aprobadas, las enmiendas a esta Convención deberán ser objeto de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión por los Estados Parte.
4. Para los Estados Parte que las hayan ratificado, aceptado, aprobado o se hayan adherido a ellas, las enmiendas a la presente Convención entrarán en vigor tres meses después de que dos tercios de dichos Estados Parte hayan depositado los instrumentos mencionados en el párrafo 3 del presente Artículo. A partir de ese momento la correspondiente enmienda entrará en vigor para cada Estado Parte que la ratifique, acepte, apruebe o se adhiera a ella tres meses después de la fecha en que el Estado Parte haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.
5. Un Estado que pase a ser Parte en esta Convención después de la entrada en vigor de enmiendas con arreglo al párrafo 4 del presente Artículo y que no manifieste una intención en contrario se considerará:
 - a) parte en la presente Convención así enmendada;
 - b) parte en la presente Convención no enmendada con respecto a todo Estado Parte que no esté obligado por las enmiendas en cuestión.

Artículo 34 – Procedimiento específico de enmienda a los anexos de la Convención

1. Si la Agencia Mundial Antidopaje modifica la lista de prohibiciones o las normas para la concesión de autorizaciones para uso con fines terapéuticos, podrá informar por escrito de estos cambios al Director General de la UNESCO. El Director General comunicará rápidamente a todos los Estados Parte estos cambios como propuestas de enmiendas a los anexos pertinentes de la presente Convención. Las enmiendas de los anexos deberán ser aprobadas por la Conferencia General de las Partes en una de sus reuniones o mediante una consulta escrita.
2. Los Estados Parte disponen de 45 días después de la notificación escrita del Director General para comunicar su oposición a la enmienda propuesta, sea por escrito en caso de consulta escrita, sea en una reunión de la Conferencia de las Partes. A menos que dos tercios de los Estados Parte se opongan a ella, la enmienda propuesta se considerará aprobada por la Conferencia de las Partes.
3. El Director General notificará a los Estados Parte las enmiendas aprobadas por la Conferencia de las Partes. Éstas entrarán en vigor 45 días después de esta notificación, salvo para todo Estado Parte que haya notificado previamente al Director General que no las acepta.
4. Un Estado Parte que haya notificado al Director General que no acepta una enmienda aprobada según lo dispuesto en los párrafos anteriores permanecerá vinculado por los anexos en su forma no enmendada.

VII. Disposiciones finales

Artículo 35 – Regímenes constitucionales federales o no unitarios

A los Estados Parte que tengan un régimen constitucional federal o no unitario les serán aplicables las siguientes disposiciones:

- a) por lo que respecta a las disposiciones de la presente Convención cuya aplicación compete al poder legislativo federal o central, las obligaciones del gobierno federal o central serán idénticas a las de los Estados Parte que no constituyan Estados federales;
- b) por lo que respecta a las disposiciones de la presente Convención cuya aplicación compete a cada uno de los Estados, condados, provincias o cantones constituyentes, que en virtud del régimen constitucional de la federación no estén facultados para tomar medidas legislativas, el gobierno federal comunicará esas disposiciones, con su dictamen favorable, a las autoridades competentes de los Estados, condados, provincias o cantones, para que éstas las aprueben.

Artículo 36 – Ratificación, aceptación, aprobación o adhesión

La presente Convención estará sujeta a la ratificación, aceptación, aprobación o adhesión de los Estados Miembros de la UNESCO de conformidad con sus respectivos procedimientos constitucionales. Los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión se depositarán ante el Director General de la UNESCO.

Artículo 37 – Entrada en vigor

1. La Convención entrará en vigor el primer día del mes siguiente a la expiración de un plazo de un mes después de la fecha en la cual se haya depositado el trigésimo instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.
2. Para los Estados que ulteriormente manifiesten su consentimiento en obligarse por la presente Convención, ésta entrará en vigor el primer día del mes siguiente a la expiración de un plazo de un mes después de la fecha en que hayan depositado sus respectivos instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.

Artículo 38 – Extensión de la Convención a otros territorios

1. Todos los Estados podrán, en el momento de depositar su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión, especificar el o los territorios de cuyas relaciones internacionales se encargan, donde se aplicará esta Convención.
2. Todos los Estados podrán, en cualquier momento ulterior y mediante una declaración dirigida a la UNESCO, extender la aplicación de la presente Convención a cualquier otro territorio especificado en su declaración. La Convención entrará en vigor con respecto a ese territorio el primer día del mes siguiente a la expiración de un plazo de un mes después de la fecha en que el depositario haya recibido la declaración.

3. Toda declaración formulada en virtud de los dos párrafos anteriores podrá, respecto del territorio a que se refiere, ser retirada mediante una notificación dirigida a la UNESCO. Dicha retirada surtirá efecto el primer día del mes siguiente a la expiración de un plazo de un mes después de la fecha en que el depositario haya recibido la notificación.

Artículo 39 – Denuncia

Todos los Estados Parte tendrán la facultad de denunciar la presente Convención. La denuncia se notificará por medio de un instrumento escrito que obrará en poder del Director General de la UNESCO. La denuncia surtirá efecto el primer día del mes siguiente a la expiración de un plazo de seis meses después de la recepción del instrumento de denuncia. No modificará en absoluto las obligaciones financieras que haya de asumir el Estado Parte denunciante hasta la fecha en que la retirada sea efectiva.

Artículo 40 – Depositario

El Director General de la UNESCO será el depositario de la presente Convención y de las enmiendas de la misma. En su calidad de depositario, el Director General de la UNESCO informará a los Estados Parte en la presente Convención, así como a los demás Estados Miembros de la UNESCO, de:

- a) el depósito de todo instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión;
- b) la fecha de entrada en vigor de la presente Convención conforme a lo dispuesto en el Artículo 37;
- c) todos los informes preparados conforme a lo dispuesto en el Artículo 31;
- d) toda enmienda a la Convención o a los anexos aprobada conforme a lo dispuesto en los Artículo 33 y 34 y la fecha en que dicha enmienda surta efecto;
- e) toda declaración o notificación formulada conforme a lo dispuesto en el Artículo 38;
- f) toda notificación presentada conforme a lo dispuesto en el Artículo 39 y la fecha en que la denuncia surta efecto;
- g) cualquier otro acto, notificación o comunicación relacionado con la presente Convención.

Artículo 41 – Registro

De conformidad con lo dispuesto en el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas, la presente Convención se registrará en la Secretaría de las Naciones Unidas a petición del Director General de la UNESCO.

Artículo 42 – Textos auténticos

1. La presente Convención y sus anexos se redactaron en árabe, chino, español, francés, inglés y ruso, siendo los seis textos igualmente auténticos.
2. Los apéndices de la presente Convención se reproducen en árabe, chino, español, francés, inglés y ruso.

Artículo 43 – Reservas

No se admitirá ninguna reserva incompatible con el objeto y la finalidad de la presente Convención.

Anexo I - Lista de sustancias y métodos prohibidos – Normas internacionales

Anexo II - Normas para la concesión de autorizaciones para uso con fines terapéuticos

Apéndice 1 - Código Mundial Antidopaje

Apéndice 2 - Normas internacionales para los laboratorios

Apéndice 3 - Norma internacional para los controles

ANEXO I

**AGENCIA
MUNDIAL
ANTIDOPAJE**

CÓDIGO MUNDIAL ANTIDOPAJE

LISTA 2005 DE SUSTANCIAS Y MÉTODOS PROHIBIDOS

NORMAS INTERNACIONALES

El texto oficial de la *Lista de sustancias y métodos prohibidos* será objeto de actualización por parte de la *Agencia Mundial Antidopaje (AMA)* y se publicará en inglés y en francés. De haber discrepancia entre las versiones de ambos idiomas, prevalecerá la redactada en inglés.

Esta Lista entró en vigor el 1 de enero de 2005.

LISTA 2005 DE SUSTANCIAS Y MÉTODOS PROHIBIDOS

CÓDIGO MUNDIAL ANTIDOPAJE

Válido a partir del 1 de enero de 2005

El uso de cualquier medicamento deberá limitarse a aquellas indicaciones que lo justifiquen desde el punto de vista médico.

**SUSTANCIAS Y MÉTODOS PROHIBIDOS EN TODO MOMENTO
(EN COMPETICIÓN Y FUERA DE COMPETICIÓN)**

SUSTANCIAS PROHIBIDAS

S1. ANABOLIZANTES

Las sustancias anabolizantes quedan prohibidas.

1. Esteroides andrógenos anabolizantes (EAA)

a) EAA exógenos*, entre los que se incluyen:

18 α -homo-17 β -hidroxiestr-4-en-3-ona; bolasterona; boldenona; boldiona; calusterona; clostebol; danazol; dehidroclorometiltestosterona; delta1-androsten-3,17-diona; delta1-androstendiol; delta1-dihidro-testosterona; drostanolona; estanozolol; estenbolona; etilestrenol; fluoximesterona; formebolona; furazabol; gestrinona; 4-hidroxitestosterona; 4-hidroxi-19-nortestosterona; mestanolona; mesterolona; metenolona; metandienona; metandriol; metildienolona; metiltrienolona; metiltestosterona; mibolerona; nandrolona; 19-norandrostendiol; 19-norandrostendiona; norboletona; norclostebol; norentandrolona; oxabolona; oxandrolona; oximesterona; oximetolona; quinbolona; tetrahidrogestrinona; trenbolona y otras sustancias con estructura química o efectos biológicos similares.

b) EAA endógenos**:

androstendiol (androst-5-en-3 β ,17 β -diol); androstendiona (androst-4-en-3,17-diona); dehidroepiandrosterona (DHEA); dihidrotestosterona; testosterona y los siguientes metabolitos e isómeros: 5 α -androstan-3 α ,17 α -diol; 5 α -androstan-3 α ,17 β -diol; 5 α -androstan-3 β ,17 α -diol; 5 α -androstan-3 β ,17 β -diol; androst-4-en-3 α ,17 α -diol; androst-4-en-3 α ,17 β -diol; androst-4-en-3 β ,17 α -diol; androst-5-en-3 α ,17 α -diol; androst-5-en-3 α ,17 β -diol; androst-5-en-3 β ,17 α -diol; 4-androstendiol (androst-4-en-3 β ,17 β -diol); 5-androstendiona (androst-5-en-3,17-diona); dihidroepitestosterona; 3 α -hidroxi-5 α -androstan-17-ona; 3 β -hidroxi-5 α -androstan-17-ona; 19-norandrosterona; 19-noreticolanolona.

Cuando el cuerpo sea capaz de producir de forma natural una *sustancia prohibida* (de las arriba indicadas), se considerará que una *muestra* contiene dicha *sustancia prohibida* cuando la concentración de ésta, de sus metabolitos o de sus marcadores y/o las relaciones correspondientes en la *muestra del deportista* se desvíen de los valores normales en el ser humano y que probablemente no se correspondan con una producción endógena normal. No se considerará que una *muestra* contiene una *sustancia prohibida* en aquellos casos en que el *deportista* proporcione una prueba de que la concentración de la *sustancia prohibida*, de sus metabolitos o marcadores y/o las relaciones correspondientes en la *muestra del deportista* sean atribuibles a una causa patológica o fisiológica. En todos los casos, y para cualquier concentración, el laboratorio informará de un *resultado analítico anormal* si, basándose en algún método analítico fiable, puede demostrar que la *sustancia prohibida* es de origen exógeno.

Si el resultado del laboratorio no es concluyente y no se han medido concentraciones como las mencionadas en el párrafo anterior, la correspondiente *organización antidopaje* realizará una investigación más intensa si hay indicios evidentes, como por ejemplo, una comparación con perfiles esteroideos, de un posible *uso* de una *sustancia prohibida*.

Si el laboratorio ha informado de la presencia de una relación T/E (testosterona / epitestosterona) superior a cuatro (de 4 a 1) en la orina, será obligatorio realizar una investigación para determinar si dicha relación se debe a causas patológicas o fisiológicas, excepto si el laboratorio emite un informe de *resultado analítico anormal*, basado en cualquier método analítico fiable que demuestre que la *sustancia prohibida* es de origen exógeno.

En caso de investigación, se incluirá una revisión de cualquier control anterior y/o posterior. Si no se dispone de controles anteriores, el *deportista* será sometido a controles sin aviso previo al menos en tres ocasiones durante un periodo de tres meses.

En el supuesto de que el *deportista* se niegue a colaborar en los exámenes complementarios, se considerará que la *muestra del deportista* contiene una *sustancia prohibida*.

2. Otros anabolizantes, entre los que se incluyen:

Clenbuterol, zeranol y zilpaterol.

A efectos de esta sección:

* “Exógena” hace referencia a una sustancia que el organismo no es capaz de producir de forma natural.

** “Endógena” hace referencia a una sustancia que el organismo es capaz de producir de forma natural.

S2. HORMONAS Y OTRAS SUSTANCIAS SIMILARES

Quedan prohibidas las sustancias siguientes, incluidas otras cuya estructura química o cuyos efectos biológicos sean similares, así como sus factores liberadores:

1. **Eritropoyetina (EPO);**
2. **Hormona del crecimiento (hGH), factor de crecimiento análogo a la insulina (IGF-1), factores de crecimiento mecánico (MGF);**
3. **Gonadotrofinas (LH, hCG);**
4. **Insulina;**
5. **Corticotrofinas.**

A menos que el *deportista* pueda demostrar que la concentración se deba a causas fisiológicas o patológicas, se considerará que una *muestra* contiene una *sustancia prohibida* (según lo detallado anteriormente) cuando la concentración de la *sustancia prohibida* o de sus metabolitos o de sus marcadores y/o las relaciones correspondientes en la *muestra del deportista* exceda el margen de valores que normalmente se encuentran en el cuerpo humano, de modo que sea poco probable que se deba a una producción endógena normal.

La presencia de otras sustancias con una estructura química o efectos biológicos similares, marcador/es de diagnóstico o factores liberadores de una de las hormonas antes mencionadas o de cualquier otro resultado que indique que la sustancia detectada es de origen exógeno, será comunicada como *resultado analítico anormal*.

S3. β -2 AGONISTAS

Quedan prohibidos todos los β -2 agonistas, incluidos sus isómeros D- y L-. Para poder utilizarlos es necesario disponer de una Autorización para Uso Terapéutico.

Se exceptúan el formoterol, el salbutamol, el salmeterol y la terbutalina administrados por vía inhalatoria para prevenir o tratar el asma y el asma o el broncoespasmo inducidos por el esfuerzo, que requieren una Autorización para Uso Terapéutico abreviada.

Sin embargo, se considerará *resultado analítico positivo* a pesar de la concesión de una Autorización para Uso Terapéutico cuando el laboratorio haya informado de una concentración total de salbutamol (libre más glucurónido) superior a los 1.000 ng/ml, a menos que el deportista demuestre que el resultado anormal ha sido consecuencia del uso terapéutico de salbutamol inhalado.

S4. ANTAGONISTAS ESTROGÉNICOS

Quedan prohibidas las clases siguientes de antagonistas estrogénicos:

1. **Inhibidores de la aromataasa, como por ejemplo (lista no exhaustiva) aminoglutetimida, anastrozol, exemestano, formestano, letrozol, testolactona.**

- c2. **Moduladores selectivos de los receptores estrogénicos (SERM), como por ejemplo (lista no exhaustiva) raloxifeno, tamoxifeno, toremifeno.**
3. **Otras sustancias con actividad antiestrogénica, como por ejemplo (lista no exhaustiva) ciclofenilo, clomifeno, fulvestrant.**

S5. DIURÉTICOS Y OTRAS SUSTANCIAS ENMASCARANTES

Quedan prohibidos los diuréticos y otras sustancias enmascarantes.

Entre otras sustancias enmascarantes se encuentran las siguientes (lista no exhaustiva):

diuréticos*, epitestosterona, inhibidores de la α -reductasa (p. ej. dutasteride, finasteride), probenecida y sustitutos del plasma (como la albúmina, el dextrano y el hidroxietilalmidón).

Entre los diuréticos se encuentran:

acetazolamida, amilorid, bumetanida, canrenona, clortalidona, espironolactona, ácido etacrínico, furosemida, indapamida, metolazona, tiazidas (como la bendroflumetiazida, la clorotiazida y la hidroclorotiazida), triamtereno y otras sustancias de estructura química o efectos biológicos similares.

- * La Autorización para Uso Terapéutico no será válida si la orina del *deportista* contiene un diurético cuando la concentración de la sustancia objeto de la autorización es igual o inferior al límite de positividad.

MÉTODOS PROHIBIDOS

M1. INCREMENTO DE LA TRANSFERENCIA DE OXÍGENO

Queda prohibido lo siguiente:

- a) El dopaje sanguíneo, incluido los productos sanguíneos autólogos, homólogos o heterólogos, o de hematíes de cualquier procedencia, realizado con fines distintos a los terapéuticos.
- b) El uso de productos que incrementan la captación, el transporte o la liberación de oxígeno, como por ejemplo los perfluorocarbonos, el efaproxiral (RSR13) y los productos de hemoglobinas modificadas (p. ej., sustitutos sanguíneos con hemoglobinas modificadas o microencapsuladas).

M2. MANIPULACIÓN QUÍMICA Y FÍSICA

Queda prohibido lo siguiente:

La *manipulación* o el intento de manipulación con el fin de modificar la integridad y la validez de las *muestras* recogidas en los *controles de dopaje*.

Entre estos métodos prohibidos se incluyen las perfusiones intravenosas*, la cateterización y la sustitución de la orina.

* Las perfusiones intravenosas quedan prohibidas, excepto en caso acreditado de tratamiento médico urgente.

M3. DOPAJE GENÉTICO

Quedan prohibidos el uso no terapéutico de células, genes, elementos genéticos o la modulación de la expresión génica que tengan la capacidad de incrementar el rendimiento deportivo.

SUSTANCIAS Y MÉTODOS PROHIBIDOS EN COMPETICIÓN

Además de las categorías que se señalan en los apartados del S1 al S5 y del M1 al M3, quedan prohibidas en competición las categorías siguientes:

SUSTANCIAS PROHIBIDAS

S6. ESTIMULANTES

Quedan prohibidos los estimulantes siguientes, así como sus isómeros ópticos (D- y L-), si procede:

Adrafinil, amifenazol, anfepramona, anfetamina, anfetaminil, benzfetamina, bromantán, carfedón, catina*, clobenzorex, cocaína, dimetilanfetamina, efedrina, estricnina, etilanfetamina, etilefrina, famprofazona, fencanfamina, fencamina, fendimetrazina, fenetilina, fenfluramina, fenmetrazina, fenproporex, fentermina, furfenorex, mefenorex, mefentermina, mesocarb, metanfetamina, metilanfetamina, metilendioxianfetamina, metilendioximetanfetamina, metilefedrina**, metilfenidato, modafinil, niquetamida, norfenfluramina, parahidroxianfetamina, pemolina, prolintano, selegilina,** y otras sustancias de estructura química o efectos biológicos similares***.

* La **catina** está prohibida cuando su concentración en orina sea superior a 5 microgramos por mililitro.

** Tanto la **efedrina** como la **metilefedrina** están prohibidas cuando su concentración en orina sea superior a 10 microgramos por mililitro.

*** Las sustancias incluidas en el Programa de seguimiento para 2005 (bupropión, cafeína, fenilefrina, fenilpropranolamina, pipradrol, pseudoefedrina y sinefrina) no se consideran sustancias prohibidas.

NOTA: se permite el uso de adrenalina asociada a anestésicos locales o en preparados de uso local (p. ej., por vía nasal u oftálmica).

S7. ANALGÉSICOS NARCÓTICOS

Quedan prohibidos los analgésicos narcóticos siguientes:

buprenorfina, dextromoramida, diamorfina (heroína), fentanil y sus derivados, hidromorfona, metadona, morfina, oxicodona, oximorfona, pentazocina y petidina.

S8. CANNABIS Y SUS DERIVADOS

Quedan prohibidos el cannabis y sus derivados (p. ej., hachís o marihuana).

S9. GLUCOCORTICOSTEROIDES

Queda prohibido el uso de cualquier glucocorticosteroide por vías oral, rectal, intravenosa o intramuscular. Su uso requiere una concesión para Autorización para Uso Terapéutico.

Todas las demás vías de administración requieren una Autorización para Uso Terapéutico abreviada.

No están prohibidos los preparados dermatológicos.

SUSTANCIAS PROHIBIDAS EN DETERMINADOS DEPORTES

P1. ALCOHOL

El alcohol (etanol) está prohibido *en competición* en los deportes que se indican, en análisis realizados en aire espirado y/o sangre y a partir de las concentraciones que se establecen para cada uno. Se señala entre paréntesis el nivel a partir del cual cada Federación considera que hay infracción.

- Aeronáutica (FAI) (0,20 g/l)
- Automovilismo (FIA) (0,10 g/l)
- Billar (WCBS) (0,20 g/l)
- Esquí (FIS) (0,10 g/l)
- Kárate (WKF) (0,10 g/l)
- Motociclismo (FIM) (0,00 g/l)
- Petanca (CMSB) (0,10 g/l)
- Pentatlón moderno (UIPM) (0,10 g/l), en las disciplinas de tiro
- Tiro con arco (FITA) (0,10 g/l)

P2. BETABLOQUEANTES

A menos que se especifique lo contrario, en los deportes siguientes quedan prohibidos los betabloqueantes *en competición*:

- Aeronáutica (FAI)
- Ajedrez (FIDE)
- Automovilismo (FIA)
- Billar (WCBS)
- Bobsleigh (FIBT)
- Bolos de nueve (FIQ)
- Bridge (FMB)
- Curling (WCF)
- Esquí (FIS), en salto y snowboard de estilo libre
- Gimnasia (FIG)
- Lucha libre (FILA)
- Motociclismo (FIM)
- Natación (FINA), en salto y natación sincronizada
- Pentatlón moderno (UIPM), en las disciplinas de tiro
- Petanca (CMSB)
- Tiro (ISSF) (también prohibido *fuera de competición*)
- Tiro con arco (FITA) (también prohibidos *fuera de la competición*)
- Vela (ISAF) (únicamente para los patrones de la especialidad de Match Race)

Entre los betabloqueantes se encuentran, entre otros:

acebutolol, alprenolol, atenolol, betaxolol, bisoprolol, bunolol, carteolol, carvedilol, celiprolol, esmolol, labetalol, levobunolol, metipranolol, metoprolol, nadolol, oxprenolol, pindolol, propanolol, sotalol y timolol.

SUSTANCIAS ESPECÍFICAS*

Las “sustancias específicas” son las que figuran a continuación:

**Efedrina, L-metilanfetamina, metilefedrina;
Cannabis y sus derivados;
Todos los β -2 agonistas inhalados, excepto el clenbuterol;
Probenecida;
Todos los glucocorticosteroides;
Todos los betabloqueantes;
Alcohol.**

- * “La Lista de sustancias y métodos prohibidos puede incluir sustancias concretas que sean susceptibles de infracciones involuntarias de las normas antidopaje debido a su frecuente aparición en productos medicinales o cuya probabilidad de uso con fines de dopaje es menor”. Las infracciones de las normas antidopaje que guarden relación con estas sustancias pueden dar lugar a una sanción reducida, siempre y cuando el “...deportista pueda demostrar que el uso de la sustancia específica no tenga por objeto mejorar su rendimiento deportivo...”.

ANEXO II

NORMAS PARA LA CONCESIÓN DE AUTORIZACIONES PARA USO CON FINES TERAPÉUTICOS

Extracto de las “NORMAS INTERNACIONALES PARA LAS AUTORIZACIONES
PARA EL USO TERAPÉUTICO” de la Agencia Mundial Antidopaje (AMA),
en vigor el 1 de enero de 2005

4.0 Criterios para la concesión de Autorizaciones para Uso Terapéutico

Se puede conceder una Autorización para Uso Terapéutico (AUT) a un *deportista*, permitiéndose así que use una *sustancia prohibida* o un *método prohibido* contenido en la *lista de sustancias y métodos prohibidos*. Las solicitudes de AUT serán revisadas por un Comité sobre Autorizaciones para Uso Terapéutico (CAUT). El CAUT será nombrado por una *organización antidopaje*. Sólo se concederán autorizaciones de conformidad estricta con los siguientes criterios:

[Comentario: estas normas son de aplicación a todos los deportistas según la definición del Código y conforme a lo dispuesto en él, es decir, deportistas capacitados y deportistas discapacitados. Estas normas se aplicarán en función de las circunstancias de cada individuo. Por ejemplo, una autorización que sea apropiada para un deportista con discapacidad puede que no sea apropiada para otros deportistas.]

4.1 El *deportista* deberá presentar una solicitud de AUT al menos 21 días antes de participar en un *evento*.

4.2 El *deportista* experimentaría un perjuicio significativo en la salud si la *sustancia prohibida* o el *método prohibido* no se administraran durante el tratamiento de una enfermedad grave o crónica.

4.3 El uso terapéutico de la *sustancia prohibida* o del *método prohibido* no produciría una mejora adicional del rendimiento, salvo la que pudiera preverse del retorno a un estado normal de salud tras el tratamiento de una enfermedad comprobada. El uso de una *sustancia prohibida* o de un *método prohibido* para aumentar niveles “por debajo de los normales” de una hormona endógena no se considera una intervención terapéutica aceptable.

4.4 No existe alternativa terapéutica razonable al uso de la *sustancia prohibida* o *método prohibido*.

4.5 La necesidad del uso de la *sustancia prohibida* o *método prohibido* no puede ser una consecuencia, ni en su totalidad ni en parte, de un uso previo no terapéutico de una sustancia de la *lista de sustancias y métodos prohibidos*.

4.6 La AUT será cancelada por el organismo concedente si

- a) El *deportista* no cumple inmediatamente los requisitos o condiciones impuestos por la *organización antidopaje* que conceda la autorización.

- b) Ha vencido el plazo para el que se concedió la AUT.
- c) Se comunica al *deportista* que la AUT ha sido retirada por la *organización antidopaje*.

[Comentario: cada AUT tendrá una duración especificada según lo decidido por el CAUT. Puede que existan casos en los que una AUT haya vencido o haya sido retirada y la sustancia prohibida objeto de la AUT siga presente en el organismo del deportista. En tales casos, la organización antidopaje que lleve a cabo el análisis inicial de un hallazgo adverso considerará si el hallazgo es conforme al vencimiento o retirada de la AUT.]

4.7 No se tendrán en cuenta las solicitudes de AUT de aprobación retroactiva, salvo en los casos en que:

- a) Fuera necesario un tratamiento de emergencia o un tratamiento de una enfermedad grave, o
- b) Debido a circunstancias excepcionales, no hubo tiempo ni oportunidades suficientes para que un solicitante presentara, o un CAUT estudiara, una solicitud antes de un *control antidopaje*.

[Comentario: no son habituales las emergencias médicas o las enfermedades graves que requieran la administración de una sustancia prohibida o de un método prohibido antes de que se pueda hacer una solicitud de AUT. Del mismo modo, son infrecuentes las circunstancias que requieran que se tenga en consideración sin demora una solicitud de AUT debido a una competición inminente. Las organizaciones antidopaje que concedan AUT deberán tener procedimientos internos que permitan la solución de dichas situaciones.]

5.0 Confidencialidad de la información

5.1 El solicitante debe facilitar un consentimiento por escrito para la transmisión de toda la información relativa a la solicitud a los miembros del CAUT y, según proceda, a otros expertos médicos o científicos independientes, o a todo el personal necesario involucrado en la gestión, revisión o apelación de las AUT.

En caso de que se necesite la ayuda de expertos externos e independientes, todos los detalles de la solicitud se comunicarán sin identificar al médico que participe en los cuidados del *deportista*. El solicitante debe proporcionar también su consentimiento por escrito para que las decisiones del CAUT sean distribuidas a otras *organizaciones antidopaje* pertinentes conforme a lo dispuesto en el código.

5.2 Los miembros de los CAUT y la administración de la *organización antidopaje* involucrada llevarán a cabo todas sus actividades con confidencialidad estricta. Todos los miembros de un CAUT y todo el personal que participe habrán de firmar acuerdos de confidencialidad. En particular, mantendrán confidencial la siguiente información:

- a) Toda la información médica y los datos proporcionados por el *deportista* y los médicos que participen en la asistencia médica del *deportista*.
- b) Todos los detalles de la solicitud, incluido el nombre de los doctores que participen en el proceso.

En caso de que el *deportista* desee revocar el derecho del CAUT o del CAUT de la AMA a obtener cualquier información de salud en su nombre, el *deportista* deberá notificar ese hecho por escrito a su médico. Como consecuencia de dicha decisión, el *deportista* no recibirá la aprobación de una AUT ni la renovación de una AUT existente.

6.0 *Comités sobre Autorizaciones para Uso Terapéutico (CAUT)*

Los CAUT se constituirán y actuarán de conformidad con las directrices siguientes:

6.1 Los CAUT incluirán al menos a tres médicos con experiencia en la asistencia médica y el tratamiento de *deportistas* y con buenos conocimientos de medicina clínica, deportiva y en ejercicio. Para garantizar el nivel de independencia de las decisiones, la mayoría de los miembros del CAUT no deberán tener ninguna responsabilidad oficial en la *organización antidopaje*. Todos los miembros del CAUT firmarán un acuerdo de conflicto de intereses. En las solicitudes relativas a *deportistas* con discapacidades, al menos un miembro del CAUT debe poseer experiencia específica en asistencia y tratamiento a *deportistas* con discapacidades.

6.2 Los CAUT podrán solicitar la ayuda de aquellos expertos médicos o científicos que consideren apropiados para analizar las circunstancias de una solicitud de AUT.

6.3 El CAUT de la AMA se compondrá siguiendo los criterios indicados en el artículo 6.1. El CAUT de la AMA se establece para analizar, bajo su propia iniciativa, las decisiones de AUT concedidas por las *organizaciones antidopaje*. Conforme a lo especificado en el artículo 4.4 del *código*, el CAUT de la AMA, a solicitud de los *deportistas* a los que una *organización antidopaje* haya denegado una AUT, volverá a examinar tales decisiones con la capacidad de revocarlas.

7.0 *Procedimiento de solicitud de una Autorización para Uso Terapéutico*

7.1 La concesión de una AUT sólo se estudiará tras la recepción de un impreso de solicitud cumplimentado que debe incluir todos los documentos pertinentes (véase el Apéndice 1 – impreso de AUT). El procedimiento de solicitud debe realizarse de conformidad con los principios de confidencialidad médica estricta.

7.2 El impreso de solicitud de AUT, tal y como se indica en el apéndice 1, puede ser modificado por las *organizaciones antidopaje* para incluir solicitudes de información adicionales, pero no se podrán eliminar secciones ni punto alguno.

7.3 El impreso de solicitud de AUT podrá ser traducido a otros idiomas por las *organizaciones antidopaje*, pero el inglés o el francés deben permanecer en los impresos de solicitud.

7.4 Un *deportista* no podrá dirigirse a más de una *organización antidopaje* para solicitar una AUT. La solicitud debe indicar el deporte del *deportista* y, cuando corresponda, la disciplina y el puesto o papel específico.

7.5 La solicitud debe indicar las solicitudes previas y/o actuales de permiso para uso de una *sustancia prohibida* o un *método prohibido*, el organismo al que se hizo la solicitud, y la decisión de ese organismo.

7.6 La solicitud debe incluir un historial médico completo y los resultados de todos los exámenes, investigaciones de laboratorio y estudios gráficos pertinentes para la solicitud.

7.7 Cualquier investigación, examen o estudio gráfico adicional pertinente que solicite el CAUT de una *organización antidopaje* se realizará a costa del solicitante o de su organismo deportivo nacional.

7.8 La solicitud debe incluir una declaración de un médico convenientemente cualificado que certifique la necesidad de la *sustancia prohibida* o del *método prohibido* en el tratamiento del *deportista* y que describa por qué no puede o no debe usarse una medicación permitida en el tratamiento de la enfermedad.

7.9 La dosis, frecuencia, vía y duración de la administración de la *sustancia prohibida* o *método prohibido* en cuestión deben especificarse.

7.10 Las decisiones del CAUT habrán de completarse dentro de un plazo de treinta días tras la recepción de toda la documentación pertinente, y serán transmitidas por escrito al *deportista* por la *organización antidopaje* pertinente. Cuando se haya concedido una AUT a un *deportista* del *grupo seleccionado de deportistas sometidos a controles* de la *organización antidopaje*, el *deportista* y la *AMA* obtendrán inmediatamente una aprobación que incluya información correspondiente a la duración de la autorización y a las condiciones asociadas con la AUT.

7.11 a) Cuando reciba una solicitud de un *deportista* para su revisión, según lo especificado en el Artículo 4.4 del Código, el CAUT de la AMA, conforme a lo especificado en el Artículo 4.4 del Código, podrá revocar una decisión sobre una AUT otorgada por una *organización antidopaje*. El *deportista* proporcionará a la CAUT de la AMA toda la información correspondiente a una AUT que se haya entregado inicialmente a la *organización antidopaje*, y pagará además una tasa de solicitud. Hasta que el proceso de revisión haya finalizado, la decisión original permanece vigente. El proceso no debería llevar más de 30 días tras la recepción de la información por la *AMA*.

b) La *AMA* puede realizar una revisión en cualquier momento. El CAUT de la AMA completará sus revisiones dentro de un plazo de 30 días.

7.12 Si la decisión relativa a la concesión de una AUT es revocada tras la revisión, la revocación no se aplicará retroactivamente y no descalificará los resultados del *deportista* durante el periodo en que la AUT haya sido concedida, y tendrá vigencia 14 días, a más tardar, después de la notificación de la decisión al *deportista*.

8.0 *Procedimiento abreviado de solicitud de una Autorización para el Uso Terapéutico (AUTA)*

8.1 Se reconoce que algunas sustancias incluidas en la *lista de sustancias y métodos prohibidos* se usan para el tratamiento de enfermedades con las que frecuentemente han de enfrentarse los *deportistas*. En tales casos, no es necesaria una solicitud completa como la detallada en la sección 4 y en la sección 7. Por lo tanto se establece un procedimiento abreviado para las AUT.

8.2 Las *sustancias prohibidas* o los *métodos prohibidos* que pueden autorizarse mediante este procedimiento abreviado se limitan estrictamente a las siguientes: agonistas Beta-2 (formoterol, salbutamol, salmeterol y terbutalina) por inhalación, y glucocorticosteroides por vías no sistémicas.

8.3 Para usar alguna de las sustancias antedichas, el *deportista* deberá proporcionar a la *organización antidopaje* una notificación médica que justifique la necesidad terapéutica. Esa notificación médica, que se contiene en el Apéndice 2, describirá el diagnóstico, el nombre del medicamento, la dosis, la vía de administración, y la duración del tratamiento.

Habrán de incluirse, cuando sea aplicable, cualesquiera pruebas realizadas para establecer ese diagnóstico (sin incluir los resultados reales o detalles).

8.4 El procedimiento abreviado incluye:

- a) La aprobación de la *sustancia prohibida* objeto del procedimiento abreviado es efectiva desde la recepción por parte de la *organización antidopaje* de una notificación completa. Las notificaciones incompletas deben devolverse al solicitante.
- b) Una vez recibida una notificación completa, la *organización antidopaje* informará sin demora al *deportista*. Se informará también a la FI, FN y ONA del *deportista* (según corresponda). La *organización antidopaje* informará a la *AMA* únicamente cuando reciba una notificación para un *deportista de nivel internacional*.
- c) Las notificaciones para una AUTA no serán tenidas en cuenta para aprobaciones retroactivas, salvo:
 - en el tratamiento de emergencia o el tratamiento de una enfermedad grave, o
 - si debido a circunstancias excepcionales, no hubo tiempo suficiente u oportunidad para que el solicitante presentara, o para que un CAUT recibiera, una solicitud antes de un *control antidopaje*.

8.5 a) La revisión por parte del CAUT o del CAUT de la AMA puede iniciarse en cualquier momento durante la vigencia de la AUTA.

- b) Si un *deportista* solicita una revisión de una denegación subsiguiente de una AUTA, el CAUT de la AMA tendrá capacidad para solicitar al *deportista* la información médica adicional que estime necesaria, corriendo los gastos por cuenta del *deportista*.

8.6 Una AUTA podrá ser cancelada por el CAUT o el CAUT de la AMA en cualquier momento. Se comunicará inmediatamente la información al *deportista*, a su FI y a todas las *organizaciones antidopaje* pertinentes.

8.7 La cancelación tendrá efecto inmediato tras la notificación de la decisión al *deportista*. El *deportista* podrá no obstante solicitar una AUT conforme a lo dispuesto en la sección 7.

9.0 *Centro de información*

9.1 Las *organizaciones antidopaje* deben proporcionar a la *AMA* todas las AUT, y toda la documentación de apoyo emitida conforme a lo dispuesto en la sección 7.

9.2 Con respecto a la AUTA, las *organizaciones antidopaje* deberán proporcionar a la *AMA* las solicitudes médicas presentadas por los *deportistas de nivel internacional* y emitidas conforme a lo dispuesto en la sección 8.4.

9.3 El Centro de información garantizará la estricta confidencialidad de toda la información médica.

DONE at Paris, this eighteenth day of November 2005, in two authentic copies bearing the signature of the President of the General Conference of UNESCO at its 33rd session and of the Director-General of UNESCO, which shall be deposited in the archives of UNESCO.

FAIT à Paris, le dix-huit novembre 2005, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la 33^e session de la Conférence générale de l'UNESCO et du Directeur général de l'UNESCO. Ces deux exemplaires seront déposés dans les archives de l'UNESCO.

HECHO en París, el 18 de noviembre de 2005, en dos ejemplares auténticos que llevan la firma del Presidente de la Conferencia General de la UNESCO en su 33ª reunión y del Director General de la UNESCO, ejemplares que quedarán depositados en los archivos de la UNESCO.

СОВЕРШЕНО в Париже восемнадцатого ноября 2005 года в двух аутентичных экземплярах, которые скреплены подписями Председателя 33-й сессии Генеральной конференции и Генерального директора ЮНЕСКО и сдаются на хранение в архив ЮНЕСКО.

حررت في باريس في هذا اليوم الثامن عشر من شهر تشرين الثاني/نوفمبر من عام ٢٠٠٥، في نسختين أصليتين تحملان توقيع رئيس الدورة الثالثة والثلاثين للمؤتمر العام، والمدير العام لليونسكو. وستودع هاتان النسختان في محفوظات اليونسكو.

2005年11月18日订于巴黎，一式两份，均为正本，由教科文组织大会第三十三届会议主席和该组织总干事签署，并存放于该组织的档案中。

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed this Convention this eighteenth day of November 2005.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, le dix-huit novembre 2005.

EN FE DE LO CUAL estampan sus firmas, en este día dieciocho de noviembre de 2005.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО настоящую Конвенцию подписали восемнадцатого ноября 2005 года.

وإثباتا لما تقدم وقع الشخصان المذكوران أدناه على هذه الاتفاقية في هذا اليوم الثامن عشر من شهر تشرين الثاني/نوفمبر ٢٠٠٥.

为此，我们于2005年11月18日在本公约签字，以昭信守。

President of the General Conference
Le Président de la Conférence générale
El Presidente de la Conferencia General
Председатель Генеральной конференции
رئيس المؤتمر العام
大会主席

Director-General
Le Directeur général
El Director General
Генеральный директор
المدير العام
总干事

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

تمكّن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استملع عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

Printed at the United Nations, New York

10-57487—October 2010—325

ISSN 0379-8267

Sales No. TS2419

USD \$40

ISBN 978-92-1-900397-2



**UNITED
NATIONS**

**TREATY
SERIES**

Volume
2419

2007

**I. Nos.
43644-43649**

**RECUEIL
DES
TRAITÉS**

**NATIONS
UNIES**
